

**M. Huang Hua remplace
M. Chiao Kuan-hua à la tête
de la diplomatie chinoise**

LIRE PAGE 4

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 Da; Maroc, 1,50 dir.; Tunisie, 100 m.;
Allemagne, 1 DM; Autriche, 10 sch.; Belgique,
12 fr.; Canada, 5 \$; Danemark, 3 kr.;
Espagne, 20 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce,
16 dr.; Inde, 65 rs; Italie, 200 L; Japon, 125 y.;
Luxembourg, 12 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas,
1 fl.; Portugal, 120 esc.; Suède, 2,25 kr.;
Suisse, 1 fr.; U.S.A., 50 cts; Yougoslavie, 10 n. dm.
Tarif des abonnements page 24
5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS - CEDEX 05
C.O.R. 4297-23 Paris
Tél. Paris 27 63072
Tél. : 246-72-23

LES VOYAGES DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE À L'ÉTRANGER

La proposition de Pise

La proposition faite mercredi à Pise par le président de la République de tenir une réunion « des principaux pays industrialisés », présidée d'un Conseil européen pour examiner la situation économique et monétaire, pendant le premier semestre 1977, a été aussitôt appuyée par son hôte, M. Andreotti, président du conseil italien et le lendemain par le chancelier Schmidt et M. Callaghan. Le premier ministre britannique a précisé que les Neuf ont déjà discuté au début de la semaine à La Haye. Mais M. Den Uyl, premier ministre néerlandais, a affirmé la contraire et exprimé son « étonnement » avec irritation. En fait, à La Haye, les Neuf ont unanimement souhaité une prise de contact rapide avec le nouveau président américain, M. Carter, sans en discuter les modalités. Ce n'est pas la première contradiction ni la plus grave que provoquent les « sommets ».

L'idée d'un « sommet » des plus grands pays industrialisés occidentaux a été lancée en juillet 1975 à Bonn par M. Giscard d'Estaing et Schmidt. Leur intention était, pour faire face à la crise, de placer devant leurs responsabilités les dirigeants des plus grandes puissances économiques occidentales, et plus spécialement le plus grand d'entre les grands : le président américain. M. Giscard d'Estaing et Schmidt ne déniaient pas que l'axe principal de la crise soit la principale contradiction de la crise et que les États-Unis, qui inondent le monde de dollars convertibles, en soient les premiers responsables. Pour que les « grands » puissent se faire efficacement des reproches, ils devaient rester en petit comité. On imagina, d'abord de ne convoquer avec les États-Unis et le Japon de l'Allemagne fédérale, la France et la Grande-Bretagne. Devant les protestations des autres membres de la Communauté, on ajouta l'Italie (qui présidait alors son conseil) et la Commission de Bruxelles. Ainsi se réunirent en novembre 1975 la conférence de l'ambassadeur, d'où sortit la bonne solution de « contrecarrer le sort des marchés ou les fluctuations erratiques des taux de change ».

Le second « sommet » du même type se tint à Porto-Rico en juin 1976. Ses motivations étaient usées : terre et, en ce qui concernait M. Ford, surtout électorales. On se querella tout de suite au Canada, ce qui aviva la fièvre des excès. Après ce second « sommet », dont il ne sortit rien, se jura du côté français de ne pas se prêter à ce genre de contre.

C'est pourtant M. Giscard d'Estaing qui en reprend l'initiative, changement américain d'administration pourrait justifier ce « remède » et le président de la République a pris soin de préciser une réunion préalable des Neuf indispensable. La plus grande difficulté porte en effet sur la représentation de la communauté. Si les Neuf sont invités, ils font des États-Unis l'arbitre de leurs affaires, c'est-à-dire ce que M. Jobert, en 1973, a voulu éviter. S'ils égaient une représentation commune, ils seront représentés mal du calendrier par les Britanniques, M. Callaghan et Jenkins. Ils devront donc avoir une note mal taillée. Pourtant, l'essentiel n'est pas une fois de plus, les Occidentaux font passer la procédure au fond. « Le monde occidental va mal, réunissons un sommet », comme si les précédents ne leur avaient pas appris ces « sommets » industrialisés taient pas une panacée. Les dix des économies occidentales ne bien connus leurs remèdes : si ils relèvent d'une volonté politique fondée sur la sagesse humaine, la rigueur financière à justice sociale. Avec ou sans sommet.

(Lire nos informations page 2.)

M. Giscard d'Estaing et le maréchal Tito chercheront les moyens de faciliter une coopération des deux blocs

M. Giscard d'Estaing est attendu à Belgrade lundi 6 décembre, à 11 heures. Il aura, dans l'après-midi, son premier entretien avec le maréchal Tito. Deux autres entretiens sont prévus mardi — l'un d'eux avec la participation de membres des délégations. Le président de la République quittera la Yougoslavie mardi, en fin de soirée. Pendant son séjour, il assistera à diverses cérémonies et prononcera à l'université de Belgrade une conférence sur « Le dialogue économique mondial, ses objectifs et conditions ».

Ce sera là sans doute un des thèmes des entretiens politiques. Les deux chefs d'État devraient aussi examiner comment leurs pays, soucieux d'indépendance, peuvent servir de liens entre les blocs.

De notre correspondant

Belgrade. — Bien que les relations franco-yougoslaves aient souvent été excellentes, Belgrade n'avait jamais eu l'occasion de recevoir officiellement un président de la République française. En octobre 1964, le président Lebrun, accompagné du maréchal Pétain, s'y était rendu pendant trois jours, mais uniquement pour assister aux funérailles du roi Alexandre, assassiné à Marseille avec Louis Barthou.

Après la visite officielle en France du maréchal Tito en mai 1956, tous les chefs d'État qui se sont succédé depuis cette date à Paris furent invités en Yougoslavie. Ce fut le président Colli, le général de Gaulle, ni le président Pompidou, bien qu'ils aient exprimé leur accord de principe, n'ont donné suite à cette invitation. L'un des raisons en fut la guerre d'Algérie qui avait créé un malaise dans les rapports franco-yougoslaves. Ensuite, les projets de voyage d'un président de la République française furent ajournés sans cesse pour une raison ou une autre.

Enfin, en mai 1975, après avoir été reçu en audience par le président Tito, M. Sauvagnargues annonça que M. Giscard d'Es-

taing se rendrait à Belgrade au début de l'automne de 1976. Quelques mois plus tard, on fixa la date du voyage au 15 septembre. Cependant, cinq jours seulement avant sa réalisation, et alors que tous les préparatifs étaient au point, la visite fut décommandée, les médecins avaient exigé du chef d'État yougoslave qu'il interrompe immédiatement ses activités. En novembre, le président Tito put la reprendre, et le séjour du président français fut fixé pour les 6 et 7 décembre. Les Yougoslaves attendent de ce voyage une impulsion nouvelle des rapports des deux pays qui furent caractérisés trop souvent par de simples déclarations mutuelles de bonnes intentions ou par l'évocation d'une amitié traditionnelle, insuffisamment concrètes. Aussi se félicite-t-on de la « ligne ascendante » de cette collaboration depuis trois ou quatre années, et dont les principales étapes furent marquées par les visites à Paris de M. Dimitrijević et M. Mitin et à Belgrade de M. Chaban-Delmas, Sauvagnargues, Raymond Barre.

PAUL YANKOVITCH.
(Lire la suite page 2.)

M. CYRUS VANCE, SUCCESEUR DE M. KISSINGER

M. Carter entend diriger en personne la diplomatie américaine

M. Carter, président des États-Unis, a annoncé vendredi 3 décembre au cours d'une conférence de presse télévisée que le successeur de M. Kissinger au département d'État serait M. Cyrus Vance, ancien secrétaire adjoint à la défense du président Johnson. M. Carter a également déclaré que M. Thomas Lance, banquier à Atlanta (Georgia), serait le nouveau directeur du budget.

La personnalité de M. Vance, patricien élégant et discret, qui, en tant que diplomate, était considéré comme un brillant exécutant plus que comme un innovateur audacieux, diffère radicalement de celle de son prédécesseur. Ce choix s'explique sans doute par la volonté, exprimée à plusieurs reprises par M. Carter, de conduire lui-même les affaires étrangères de son pays.

Un juriste efficace au département d'État

M. Robert Cyrus Vance n'est pas à la différence de M. Kissinger, une personnalité exceptionnelle et controversée occupant le devant de la scène pour y tenir les premiers rôles. C'est le contraire d'un visionnaire. Il

De notre correspondant
HENRI PIERRE

n'est pas l'homme des « grands desseins », prêt à jeter les bases d'un nouvel ordre mondial.

Il est né le 27 mars 1917, à Clatsburg (Virginie-Occidentale). Diplômé en droit de l'université Yale en 1939, M. Vance a d'abord fait une carrière de juriste — il fut inscrit au barreau de New-York en 1947 et admis à plaider devant la Cour suprême en 1960.

Entre les affaires privées et le secteur public, l'homme est permanent aux États-Unis. Après dix ans de pratique, le jeune avocat se signala à l'attention de Lyndon Johnson, alors leader de la majorité démocrate, et qui présidait la sous-commission du Congrès enquêtant sur les missiles et satellites civils et militaires. Sans se mettre en avant, M. Vance s'imposa comme un administrateur consciencieux et travailleur, connaissant à fond tous les dossiers.

En 1962, le président Johnson le nomma conseiller juridique du Pentagone. A ce poste, il se fit apprécier du secrétaire à la défense, M. Robert McNamara, sous la direction duquel il travailla à la réorganisation administrative de la « machine » militaire. M. McNamara aimait cet homme qui arrive toujours plus tard et quitte son bureau plus tôt que lui. En 1962, il le choisit comme secrétaire à l'armée. Deux ans plus tard, le président Johnson lui assure une promotion exceptionnelle en le nommant secrétaire adjoint à la défense. Mais, épuisé par le travail, il quitta ce poste en juillet 1967 pour retourner à New-York et à sa carrière d'avocat.

(Lire la suite page 3.)

Le « Rassemblement pour la République » s'opposera « aux tenants du collectivisme »

Avant la fondation du « Rassemblement pour la République », le dimanche 5 décembre, M. Jacques Chirac a lancé un « appel » à tous ceux qui sont attachés au maintien de nos institutions, de nos libertés et de notre progrès. L'ancien premier ministre, qui veut

« empêcher la mainmise sur notre pays des tenants du collectivisme », ne fait aucune référence au général de Gaulle ni à M. Giscard d'Estaing. M. Pomiatowski a jugé cependant « logique » l'appel de M. Chirac, « puisqu'il s'inscrit dans le cadre de la majorité ».

M. Edgar Faure, ancien président du conseil, président de l'Assemblée nationale (U.D.R.) a apporté son soutien au rassemblement car « il n'a pas de tonalité de droite ». M. Antoine Pinay a fait savoir qu'il ne s'y rendrait pas et il a indiqué qu'un de ses collaborateurs avait à ce sujet « rassuré l'entourage du président de la République qui s'en inquiétait ».

Parmi les anciens premiers ministres de la République, seul M. Jacques Chaban-Delmas dans une lettre à M. Guéna a indiqué qu'il n'assisterait pas au meeting, ne voulant pas, « par son silence, sembler approuver les propositions » de M. Chirac. (Il jugeait trop bref le temps de parole qui lui avait été offert).

M. François Mitterrand avait estimé, jeudi dernier, que M. Chirac représentait pour lui « même si l'on doit faire des nuances, ce qu'il y a de plus réactionnaire, de plus engagé et de plus systématique dans la droite française », alors que M. Alexandre Sanguinetti écrit dans *Politique-Hédo* : « Il n'y a aucun risque que Jacques Chirac devienne le colonel de La Roque, ne serait-ce que parce qu'il est gaulliste, élu et républicain ».

C'est M. Maurice Schumann, de l'Académie française, sénateur du Nord (appartient U.D.R.), qui, dimanche après-midi, proclamera, à la porte de Versailles, l'élection de M. Chirac à la présidence du Rassemblement pour la République, avant que celui-ci ne prenne la parole devant les vingt mille militants et autant d'invités attendus.

(Lire nos autres informations pages 12 et 13.)

L'Élysée et les initiatives de M. Chirac

II. — L'ancien premier ministre vise-t-il seulement la victoire électorale en 1978 ?

par ANDRÉ PASSERON

Après que Thomas Ferenzi eut examiné les problèmes que pose à M. Giscard d'Estaing l'évolution de la « majorité présidentielle » et plus particulièrement celle de l'U.D.R. (« le Monde » du 3 décembre), André Passeron s'interroge sur les limites de rassemblement de M. Chirac.

Il est toujours malaisé de dater avec précision les évolutions historiques. Si la date du 5 décembre 1976 doit figurer sur l'acte de naissance du Rassemblement créé par M. Jacques Chirac, son inspiration pourra être datée du discours prononcé à Egletons (Corrèze) par l'ancien premier ministre le 3 octobre. Son initiative était en germe dans sa démission, le 25 août, et même dans les divergences d'appréciation politique qui avaient surgi entre le président de la République et lui après les élections cantonales du mois de mars.

Les analystes pourront se demander si la fondation de ce Rassemblement constitue une mutation complète et marque la fin d'un certain gaullisme ou si, au contraire, elle constitue la résurgence, sous d'autres espèces, d'un courant permanent et profond de la sociologie politique nationale. M. Jacques Chirac, qui est aussi un instinctif de l'action politique, ne se pose pas ces questions doctrinales que plus tard. Sa conviction, pour le moment, est que son entreprise conjugue ces deux tendances.

Il constate que le gaullisme de la V^e République n'a pas subi les dégradations fatales qui lui avaient été prédites lors de la démission du général de Gaulle et après sa mort : lors de la disparition de Georges Pompidou ou lors de la défaite de M. Chaban-Delmas. Au prix de quelques brisures, M. Chirac a réussi à préserver le mouvement aussi bien des coups de ses adversaires de gauche que des attaques de ses alliés de droite, qui, à défaut

d'épreuves électorales décisives, espèrent bien le vider peu à peu de sa substance. Ses qualités personnelles d'audace et de résolution ont même redonné vigueur à une formation qui peut se targuer aujourd'hui d'être l'une des plus nombreuses.

Si quelques personnalités se sont détachées de lui, au nom d'une orthodoxie assez problématique du gaullisme de gauche, elles n'ont pas réussi à créer entre elles une coalition convaincante. Par une certaine ironie du sort qui a certainement inversé les rôles, ceux-là reprochent maintenant à M. Chirac d'avoir « trahi » le candidat officiel de l'U.D.R. de 1974, M. Chaban-Delmas, qui se comporte aujourd'hui au sein du gaullisme comme le défenseur insolite de son adversaire de l'époque, M. Giscard d'Estaing.

(Lire la suite page 12.)

AU JOUR LE JOUR

R.P.R. OU R.P.R. ?

En dehors de son allure vaguement ferroviaire et métropolitaine, le sigle du R.P.R. a une référence historique de taille.

Il y a déjà eu un R.P.R., ou plus exactement une R.P.R. C'est ainsi que, au dix-septième siècle, les théologiens catholiques désignaient la confession protestante. R.P.R. cela veut dire « religion prétendument réformée ». Un tel choix en dit long sur le renouveau chrétien et laisse prévoir les réactions des tenants de la tradition évangélique gaulliste.

Quant à la religion, cela peut éclaircir celle des électeurs.

ROBERT ESCARPIT.

Benjamin Britten est mort

Le compositeur britannique Benjamin Britten est mort, ce samedi 4 décembre, dans sa maison de campagne d'Aldburgh (Grande-Bretagne). Agé de soixante-trois ans, Benjamin Britten était atteint d'une maladie cardiaque.

Un compositeur officiel et contestataire

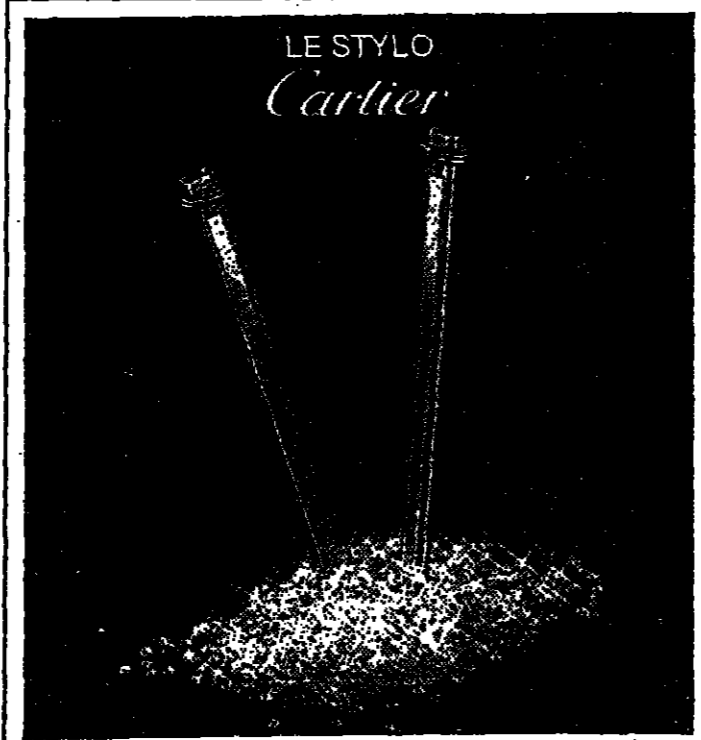
Il est peu probable qu'on se rende compte en France de la perte que représente pour la musique la disparition de Benjamin Britten. Ses œuvres ne sont apparues qu'épisodiquement chez nous et n'y ont jamais pris vraiment racine. Est-ce le mythe de l'« Angleterre qui ne

peut avoir de compositeur » (et Purcell ?) ou bien l'obscurité animosité du Français pour la perle d'Albion qui jamais n'acceptera le tunnel sous la Manche, est-ce la personnalité de Britten qui allie deux « qualités » : honnêtes, celles d'être à la fois un musicien officiel et un farouche objet de conscience ? Ou est-ce encore qu'il soit un musicien contemporain nourri de la tradition, trop moderne pour le grand public, rétrograde pour l'avant-garde ? Un peu de tout cela sans doute.

Pourtant en Angleterre et en bien d'autres lieux, la musique de Britten a su le mérite de réconcilier les métonomes avec l'art de leur temps. Comme un Chostakovitch en U.R.S.S., avec plus de constance et d'existence qu'un Bernstein aux États-Unis, il a su conquérir le cœur du public, d'un large public, au lieu de la violence et de n'en arracher qu'une élite, comme Boulez, Nono ou Stockhausen. Sa position, assez rare pour un musicien, est analogue à celle d'un réalisateur de films dont la production ne peut attendre vingt ans pour être reconnue.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 14.)



Les « premiers numéros » sont en vente exclusivement chez Cartier, 13, rue de la Paix.

(Lire nos informations page 2.)

**Plusieurs dirigeants réservés à l'égard de la politique de M. Gierk
entrent au gouvernement et au secrétariat du parti**

Enfin et surtout, la liste des vice-premiers ministres — ils sont maintenant au nombre de dix — s'allonge de trois nouveaux venus: MM. Kempa et Saydiak, membres du bureau politique, et M. Se-

441

ML I.

● Les députés italiens ont approuvé le 3 décembre par quatre cent douze voix contre treize et une résolution commune des partis communiste, socialiste et démocrate chrétien autorisant le gouvernement à poursuivre les négociations avec le Saint-Siège sur la révision du Concordat.

441

rupture avec le Kominform (juin 1948), l'économie se trouvait dans une situation critique. Aux frontières, la pression militaire soviétique se faisait menaçante. Pendant l'année 1948, les principaux dirigeants, Tito, Kardelj, Boris Kledritsch, discutèrent à perte de vue de la voie à suivre. « Une certaine nuit, Boris déclara que les prolétaires resteraient de noir côtelé seulement si nous étendions leurs droits... Les usines aux ouvriers, et la terre aux paysans. »

travail » ? Il paraît, à première vue, difficile de saisir tout le sens de cette question.

Le directeur de l'usine d'enseignes David Palthe de Belgique nous dit : « En ce qui concerne les salaires, nous sommes en Belgique, nous sont favorisés, ceux qui, au contraire, vivaient dans un autre pays, avaient de mauvaises conditions de travail ». Un autre côté, de la question, c'est que les salaires en Belgique sont élevés, environ deux mille francs. Ces arrêtés de travail ont été déformés, les gens pouvaient pas accepter de travailler pour deux mille francs, ils produisaient des problèmes de personnel administratif. Généralement, les ouvriers grévistes se plaignaient de répartition inéquitable des salaires.

A ceux qui critiquent les détracteurs du système retournent qu'en fin de compte rien ne peut être fait, car les salaires sont basés sur l'organisation de base du travail associée (O.B.T.A.). Celle-ci est basée, dans l'entreprise, l'unité élémentaire de travail.

Certains contrôles ou contraintes introduits ces dernières années ont eu pour objet d'empêcher, selon l'expression des sociologues syndicalistes, de l'obsolescence de la « privatisation ». En certains endroits la conception avait prévalu que le revenu créé dans l'entreprise était réparti entre les salariés en conséquence les salariés se le partageaient en négligeant totalement la contribution sociale. Les gardiens de la propriété sociale ont permis d'éliminer ces phénomènes extrêmes. Mais n'y a-t-il pas plus grave ?

Autogestion ne doit-elle pas faire face à des attaques plus sérieuses ? Comme le note Mijo Blautich (3), « les processus sociaux, ceux qui ont été créés par les années dans notre société ont été tels qu'ils ont permis la formation

une classe ouvrière spécifique d'une classe moyenne dont la situation est spécifiquement « déviante ». Et il ajoute : « La C. moyenne produit et adopte les idées des dernières années, se sont opposés à l'autogestion. Ce sont les logiques de bureaucratisme, de technocratie, de libéralisme et nationalisme. » A ce point, un interlocuteur a dit : « L'autogestion est plus loin que le socialisme d', mais nous sommes obligés de se servir d'instruments du socialisme. » Il a répondu : « Non conscients que nous devons à faire des exigences différentes celle de l'économie et celle l'autogestion. » En devenant l'Etat, l'autopie a perdu de son sens. Il n'est resté pas moins que l'autogestionnaire qui est : à quel non seulement à l'entre mais dans l'enseignement, la commune, etc., paraît en de la commune et des dangers la gestion, la gestion, se dans la vie sociale. Politique elle sert sans doute autant c 1949 à affirmer l'originalité : confusion du pays face aux ; alors, la gestion, se ; est apparemment d'une plexité redoutable, il n'est doute pas plus injuste que c res.

(1) Cf. l'article de Mijo Blitich: « La classe moyenne dans l' gestion », dans Questions actuelles du socialisme (mai 1976).

(2) Cette étude, dont la 1^{re} Yougoslave Socialisme (n° 7/8) rend compte, a été analysée par le Wissenschaftlicher Dienst Südeuropa (octobre 1975), publié par le Südost-Institut

Une réalisation SERDI

« Les auteurs de la loi soutiennent qu'elle permettra à la classe ouvrière de « disposer entièrement » du revenu des entreprises et du produit net de la production nationale. La formule figurait déjà dans la Constitution de 1974. Celle-ci stipulait (article 17) : « Le revenu des entreprises est basé du travail associé (...) que les ouvriers décident de la totalité du revenu en tant que résultat de leur travail ». Cette formule des organisations de base du travail associé et du travail social global (...) Existe-t-il pour satisfaire les besoins de la décision, une liberté totale ? »

Assurément pas, et cela pour différentes raisons. D'abord, en

(Suite de la première pag.)

La France occupe aujourd'hui quatrième place dans les échanges yougoslaves avec les pays occidentaux. Elle est la deuxième après l'Italie et les Etats-Unis.

On relève ici que les deux pratiquent une politique et une gestion économiques très différentes, occupés par les rapports entre pays nantis et ceux en voie de développement, d'une part et par la coopération économique avec le monde en bloc, d'autre part, politiques et militaires, d'une part. La Yougoslavie a soulevé de graves problèmes de coopération pour la conférence des pays industriels et en voie de développement et forme le premier pays européen à avoir obtenu de bons résultats. On rappelle les vœux de M. Sauvagnargues, selon lesquels la France et la Yougoslavie devraient poursuivre leurs relations pour servir de lien entre les blocs, et ceux de M. Guiraudon, lors du dernier dîner festif, sur l'intérêt porté par la France à la poursuite de l'alliement de la Yougoslavie à contribuer à l'unité européenne et à l'équilibre européen.

PAUL YANKOVITCH

PAUL YANKOVITZ

EUROPE

Allemagne fédérale

Un déserteur d'Allemagne de l'Est est acquitté par le tribunal d'Essen

De notre correspondant

Bonn. — Décembre 1975 : un jeune soldat de vingt-sept ans, Werner Weinhold, déserte en emportant une mitrailleuse et trois cents cartouches, vole trois automobiles dans des garages puis, en franchissant la frontière, tire sur deux gardes et les tue. Un an après, il est acquitté par une cour d'assises.

Ce pourrait être un banal fait divers, mais le soldat est citoyen de la R.D.A., la frontière qu'il veut franchir en force est celle qui sépare les deux Allemagnes, les gardes sont est-allemands et la cour d'assises siège à Essen (R.F.A.).

Les juges d'Essen se défendent d'avoir prononcé un verdict politique. « L'acquisition de tout le monde est le droit de s'armer pour se frayer un chemin par la violence », ont-ils déclaré dans leurs attendus. Ils représentent même tombés victimes d'une réalité politique dont ils ne sont pas responsables. Mais quelle aurait été

l'attitude des jurés si un jeune déserteur ouest-allemand avait tué deux gardes-frontière ouest-allemands ?

L'acquittement de Weinhold a généralement été bien accueilli en R.F.A., et le public de la cour d'assises a applaudi le verdict en offrant des fleurs à l'accusé. Mais les juristes sont sceptiques : condamner Weinhold, était-ce justifier « le mur », les barbelés, les installations de tir automatique à la frontière, qui empêchent les Allemands de l'Est de sortir de leur pays ? L'acquitté, est-ce justifier toute forme de violence contre l'appareil d'Etat de l'Est ?

« La R.D.A. refuse à ses citoyens les libertés qui sont nées chez nous, mais elle n'est pas un immense Auschwitz où toute forme de contre-violence serait de la légitime défense », écrit le Frankfurter Rundschau (libéral de gauche), qui conclut : « Ce verdict n'est possible qu'en Allemagne. »

DANIEL VERNET.

Portugal

SELON UN RAPPORT OFFICIEL

Des militaires d'extrême gauche se seraient rendus coupables de brutalités et d'arrestations arbitraires avant le 25 novembre 1975

De notre correspondant

Lisbonne. — Des brutalités et des arrestations arbitraires auraient été pratiquées sous le gouvernement du général Vasco Gonçalves, révèle un rapport de la commission d'enquête sur la situation des détenus politiques après le 25 avril, commission nommée par le Conseil de la révolution le 19 janvier 1976. Selon ce rapport, de nombreuses arrestations effectuées à la suite des tentatives de coup d'Etat de droite du 28 septembre 1974 et du 11 mars 1975, auraient été fondées sur de simples accusations formulées par des syndicalistes ou des partis politiques et notamment le P.C. et l'Union démocratique populaire (extrême gauche).

Le Copcon, organisation militaire placée sous le commandement de l'ex-général de Carvalho, est accusé d'avoir lancé des mandats d'arrêt en blanc. Souvent, ces mandats évaluaient des motifs très vagues pour justifier les détentions : « suspicion d'espionnage », « association de malfaiteurs », « suspicion de liaisons avec les forces réactionnaires », « sabotage économique », « agitation », etc.

D'autre part, des interrogatoires auraient été menés par des militaires ou des civils militants dans des partis d'extrême gauche et sans la moindre préparation politique ou technique.

A une certaine époque, même la présence des avocats des détenus aurait été interdite et certaines arrestations auraient été entourées d'une publicité excessive.

Le rapport accuse directement le BAILIS (régiment d'artillerie légère de Lisbonne, la police militaire, le Copcon, le cabinet du premier ministre et du ministre

du travail, la commission de démantèlement de l'ancienne police, ainsi que les services placés sous la responsabilité de l'amiral Rosa Coutinho.

Les militaires qui « directement ou indirectement » auraient « mis en cause les valeurs fondamentales de la personne » risquent d'être exclus des forces armées, annonce un communiqué de la présidence de la République diffusé le 2 décembre. « Il faut, ajoute le communiqué au sujet du rapport d'enquête, que le peuple portugais connaisse ceux qui ont voulu à nouveau l'asservir par la mistère, les tortures et la peur. »

JOSÉ REBELO.

Espagne

LE P. C. AURAIT DÉSIGNÉ M. CARRILLO POUR LE REPRÉSENTER AU SEIN DE LA COMMISSION QUI NÉGOCIERA AVEC LE GOUVERNEMENT.

Madrid (A.F.P.). — M. Gonzalez, premier secrétaire du Parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.), et Enrique Tierno Galvan, président du Parti socialiste populaire, feront partie de la commission chargée de négocier avec le gouvernement, a annoncé, le vendredi 3 décembre, l'agence Citra.

D'autre part, selon l'agence Europa Press, le P.C. aurait désigné son secrétaire général, M. Carrillo, à défaut, M. Simon Sánchez Miano, membre du comité exécutif. Le principe même de la constitution d'une telle commission avait été adopté le 10 décembre par l'ensemble des organisations de l'opposition espagnole (Le Monde du 8 décembre).

M. Agutsson à Paris

LA FRANCE ET L'ISLANDE VEULENT DÉVELOPPER LEURS ÉCHANGES

Les ministres des affaires étrangères français et islandais, MM. de Guiringaud et Agutsson, ont tous deux souhaité, au cours de leurs entretiens de vendredi 3 décembre, un développement des échanges commerciaux entre les deux pays (ils représentaient 0,018 % du commerce français en 1974 et 0,009 en 1975).

L'Islande, qui tire les trois quarts de ses ressources de la pêche, souhaite diversifier son économie, et en particulier mettre en valeur son potentiel hydro-électrique.

La participation de la France à la construction en Islande d'un barrage et d'une usine d'aluminium a été évoquée. M. de Guiringaud a souhaité que la position du français, qui vient, dans l'enseignement islandais, après le danois, l'anglais et l'allemand, s'améliore. Les deux ministres ont également parlé des droits de la mer (au sujet desquels les vues concordent), des négociations sur la pêche entre la France et l'Europe des Neuf, de la dette et de la coopération en Europe.

M. Agutsson et l'ambassadeur d'Islande en France, M. Rediksson, avaient donné vendredi soir une réception.

LES ARMES DE LA RESISTANCE

Dominiq Verner

Le livre des armes des résistants et des résistances

Carabines et fusils de chasse

Les armes de combat

Un volume 324 pages - 250 photographies 55 F

JACQUES GRANCHER - éditeur - Pensée Moderne - 99 rue de Valenciennes - 75006 PARIS

Etats-Unis

LA NOMINATION DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT

M. Kissinger estime que M. Carter a fait un « choix remarquable » en désignant M. Cyrus Vance

De notre correspondant

Washington. — Les premières nominations ministérielles annoncées par M. Carter témoignent d'un souci d'équilibre dans le choix de ses proches collaborateurs. Le président élu a bien mis en évidence qu'il avait désigné comme secrétaire d'Etat M. Cyrus Vance sur la recommandation quasi unanime des hommes chargés de le conseiller, ajoutant qu'il était important de nommer à ce poste capital un homme compétent et d'expérience. Par opposition, M. Bert Lance doit sa nomination aux liens personnels qu'il entretient depuis longtemps avec M. Carter : les deux hommes ont les mêmes conceptions marquées par un conservatisme modéré. Dans les deux cas le nouveau président s'entoure de personnalités qui seront essentiellement les exécutants de sa politique.

M. Vance est un bon administrateur, respecté par la communauté diplomatique et politique de Washington, ainsi qu'en témoigne le chœur des louanges qui l'accueillent sa nomination. « Un homme exceptionnellement qualifié pour ces nouvelles responsabilités », a dit M. Kissinger en félicitant M. Carter pour son « choix remarquable ». Les réactions au Capitole sont toutes très favorables, sans distinction de parti à l'égard d'un « manager » efficace, d'un négociateur éprouvé, mais suffisamment efficace pour permettre des relations plus faciles avec le Congrès, déconcerté ou rebuté par la personnalité de son prédé-

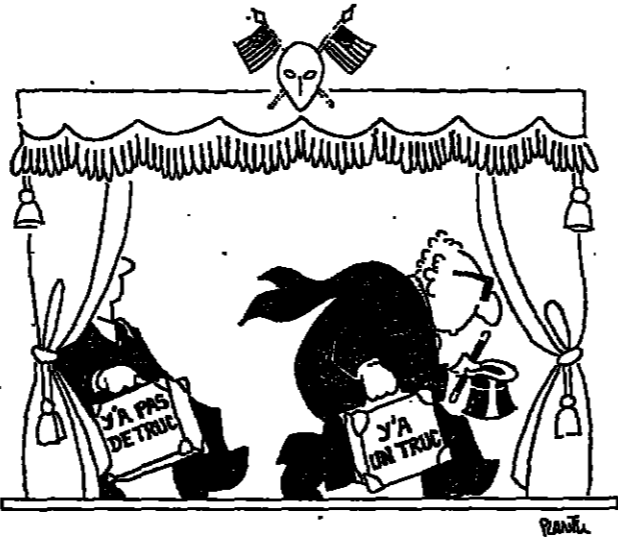
cesseur. La Washington Post note que M. Carter veut conduire sa politique étrangère et que M. Vance est par excellence le « second » dont il a besoin.

spécial serait entreprise dès les premiers mois de son gouvernement pour tenter d'arriver à un règlement négocié au Proche-Orient. Il a laissé entendre qu'il pourrait éventuellement employer M. Kissinger, à des missions diplomatiques spéciales. M. Vance va consulter étroitement son prédécesseur. De même M. Carter a dit qu'il tenterait d'aboutir à un accord avec l'Union soviétique, non seulement pour limiter mais pour réduire le niveau des armements stratégiques nucléaires.

Sur le plan intérieur, le président élu a indiqué que, sur la base des dernières statistiques, l'économie devrait être stimulée. Mais le degré de stimulation ne sera pas décidé avant la fin de l'année. A propos de l'acier, il s'est montré modéré, regrettant la décision de hausse des prix prise par les grandes compagnies sidérurgiques, mais il a affirmé qu'il n'envisageait pas de demander au Congrès l'autorisation de recourir à des mesures de contrôle, sauf en cas d'urgence grave.

« J'ai confiance dans le système de libre entreprise », ajoute-t-il, précisant qu'il pourrait envisager, après consultation et accord des syndicats et du patronat, d'établir des directives gouvernementales concernant les prix et les salaires.

HENRI PIERRE.



(Dessin de PLANTU.)

MOSCOU : un préjugé favorable

De notre correspondant

Moscou. — La nomination de M. Vance comme secrétaire d'Etat a été rapportée par Tass quelques minutes après son annonce par M. Carter et accueillie avec une certaine satisfaction à Moscou. M. Vance, qui est assez bien connu ici, est considéré par les experts soviétiques comme un « bon technicien » de la diplomatie, compétent et efficace. Contrairement à des hommes comme MM. Breznevski ou Ball, son nom, d'autre part, n'est lié à aucun mauvais souvenir pour l'U.R.S.S. ni à aucune ligne « dure ». « Avec M. Vance au département d'Etat, M. Carter conserve les mains libres pour mener la politique qu'il décidera, fait-on remarquer. Les choses auraient été plus délicate avec un homme plus engagé. »

Bien que sans responsabilité diplomatique depuis la fin de l'administration Johnson, M. Vance a continué à suivre de près la politique internationale. Il a joué un rôle non négligeable dans la campagne électorale pour les Nations unies. C'est à ce titre qu'il s'est rendu plusieurs fois en visite à Moscou au cours des dernières années.

C'est qu'à l'usage cependant que les Soviétiques sauront s'ils ont raison de se déclarer satisfaits. Pour autant qu'on le sache, leur but est de maintenir le plus vite possible les relations américano-soviétiques, qui sont dans l'impasse depuis un an déjà. Le problème de la limitation des armements stratégiques offensifs est en tête de la liste des préoccupations soviétiques. On aimerait aussi à Moscou profiter de l'arrivée d'une nouvelle administration pour débloquer les relations économiques et commerciales, sérieusement freinées par l'amendement Jackson, qui établit un lien entre le développement de ces relations et la libéralisation de la politique d'émigration de l'U.R.S.S.

JACQUES AMALRIC.

LA COUR SUPRÊME DÉCIDE D'AJOURNER L'EXÉCUTION DE GARY GILMORE

Washington (A.F.P., Reuter). — La Cour suprême des Etats-Unis a ordonné vendredi 3 novembre l'ajournement de l'exécution de Gary Gilmore, condamné à mort le 7 octobre pour le meurtre d'un employé de motel et qui devait être passé par les armes lundi 5 décembre, conformément à la loi de l'Utah. La juridiction suprême a demandé aux autorités de l'Utah de se prononcer avant mardi sur la requête de Mme Gilmore, la mère du condamné, qui demande que l'exécution soit reportée afin de permettre un réexamen de la procédure. La Cour suprême de l'Utah avait auparavant rejeté une demande déposée par les avocats de

AMÉRIQUES

PORTRAITS

UN JURISTE EFFICACE

(Suite de la première page.)

Il n'y restera pas longtemps : quelques mois plus tard, le président Johnson le rappelle pour lui confier une mission de conciliation à Chypre. L'avocat distingué, toujours sobrement habillé de costumes sombres, ne répute pas à courir certains risques. A trois reprises, il a été envoyé, à la demande du président, dans différents endroits « chauds », d'abord à Panama, où des bagarres éclatèrent dans la zone du canal, puis en 1965 en République Dominicaine, où avait la guerre civile, et même à Détroit, pendant les émeutes raciales.

Se discrétion, son calme, sa courtoisie, le détachement professionnel avec lequel il aborde les problèmes, en ont fait un négociateur efficace. Plus tard, il mènera, au nom de M. Harriman, la première phase de la négociation de Paris sur le Vietnam. Dans les conseils du gouvernement, M. Vance aurait été

un des premiers à favoriser un règlement au Vietnam.

Il est par essence le « brillant second », peut-être sans génie ni imagination, mais sur lequel on peut compter pour débrouiller, à défaut de trouver des solutions, les dossiers et les problèmes les plus tordus. Il a horreur de la publicité et tient à distance la presse, qu'il semble toujours considérer comme un adversaire.

Mais il est une des rares personnalités de la capitale dont personne ne dit de mal. M. Vance a gardé une silhouette élégante et efféminée, qui lui vaut le surnom de « Spider » (l'araignée) quand il joute dans l'équipe de hockey de Yale. Dans toutes les circonstances, même les plus difficiles, malgré la fracas des bombes et des vitres, il garde son sang-froid et ne se laisse pas démonter, vaillant toujours, dit-on, avec un soin jaloux, à diriger soigneusement ses chaussures noires.

HENRI PIERRE.

M. Lance : un « banquier de campagne » solide et matois

M. Thomas Bertram Lance, plus familièrement appelé Bert Lance, est, comme M. Carter, un « self made man » géorgien. Agé de quarante-cinq ans, il n'a pas achevé ses études universitaires et n'a aucun diplôme. Entré comme simple employé à la Calhoun First National Bank, il en devient douze ans plus tard le président.

Il soutient, en 1968, un inconnu, M. Carter, qui brigue le poste de gouverneur de Géorgie. Ce dernier est battu. Cependant, une solide amitié était née entre les deux hommes, et, en 1970, après une campagne cette fois victorieuse, le gouverneur Carter fit de M. Lance son ministre des transports de Géorgie. Celui-ci fut un administrateur compétent et intègre, éliminant la corruption endémique qui sévissait dans ce département. En 1973, il ne réussit pas à obtenir la nomination de son parti pour remplacer M. Carter qui l'avait choisi comme son successeur. Mais, quelques mois plus tard, il s'assure le contrôle de la National Bank of Georgia, dont il double l'actif en deux ans.

Cet homme riche — sa fortune est évaluée à environ 10 millions de dollars — est resté un provincial aux goûts simples et qui aime à

cultiver l'image du « banquier de campagne » traditionnel, connaissant personnellement tous ses clients et toujours prêt à prêter de l'argent aux personnes sérieuses et responsables. Il prête notamment quatre millions de dollars à M. Carter pour l'aider à faire prospérer l'entreprise familiale. « C'était un bon prêt », explique M. Lance, qui n'a jamais eu aucune inquiétude quant à son remboursement.

Haut de près de deux mètres et pesant plus de cent kilos, M. Lance, dans son apparence comme dans ses propos, frappé au coin du bon sens, semble un homme matois. Il compense par un sens aigu des affaires l'absence de connaissances économiques et financières. « Les gens se préoccupent de leur religion, de leur famille et surtout de leur argent... », a-t-il déclaré.

Il n'a, pas plus que M. Carter, l'expérience d'une administration fédérale, mais la confiance que lui témoigne ce dernier lui donne assez d'assurance pour prendre en charge l'important office du budget, seul organisme habilité à superviser les demandes de crédits des autres départements ministériels, grâce auxquelles le président sera en mesure de contrôler l'initiation de la bureaucratie.

H. P.

Cuba

M. Fidel Castro accuse les pays riches de l'OPEP de faire le jeu des « monopoles impérialistes »

La Havane (A.F.P., Reuter). — M. Fidel Castro a attaqué, jeudi 2 décembre, au cours de son discours d'inauguration de la nouvelle Assemblée nationale les « rôles pervers pétroliers » de l'OPEP qu'il a accusés de faire le jeu des « monopoles impérialistes ».

« Les déistes de grandeur du camp d'extrême droite, les fascistes quantitatifs d'extrême droite accumulés dans les mains incapables des soldats du roi d'Arabie Saoudite et la huzé fétide des sultans réactionnaires du golfe Persique sont payés par la suzer et la fait de millions d'hommes et de femmes, de jeunes et de vieux (...) des pays en voie de développement », a-t-il affirmé.

D'autre part, l'Assemblée, la première depuis l'arrivée du pouvoir des révolutionnaires, a élu M. Fidel Castro président du Conseil d'Etat. Il cumule désormais les fonctions de chef d'Etat et de gouvernement. L'Assemblée a également élu M. Raul Castro, ministre des forces armées, au poste de premier vice-président du Conseil d'Etat.

Tous les membres du bureau politique du P.C. ont été élus au Conseil d'Etat, qui compte au total trente et un membres, parmi lesquels MM. Juan Almeida, Raul Valdes, Guillermo Garcia Blas Roca, Carlos Rafael Rodriguez (vice-présidents), et M. Osvaldo Dorticos (ancien président de la République).

Le nouveau gouvernement

L'Assemblée, enfin, a approuvé, vendredi 3 décembre, la composition du nouveau gouvernement, qui compte vingt-trois ministres et dix responsables de comités d'Etat.

[Les ministres sont MM. Raul Leon Torres (Banque nationale de Cuba), Rafael Francia Mestre (agriculture), Marcelo Fernandez Font (commerce extérieur), Serafin Fernandez (commerce intérieur), Pedro Guimenes (communications), José Lopez Moreno (construction), Armando Hart (culture), José Ramon Fernandez (éducation), Fernando Velasco Allegret (enseignement supérieur), José Varrajo (industrie alimentaire), Marcos Lage (santé), José L. Beltran (industrie électrique), Nori Fontana (industries légères), José Valle Rojas (matériaux de construction), Anibal Velaz (pêche), Antonio Segura (industrie chimique), Lester Rodriguez (sidérurgie-métallurgie), Sergio del Valle (intérieur), Armando Torres Santarri (justice), Manuel Céspedes (mines et sous-sol), Isidro Malmierca (affaires étrangères), José Gutierrez Muñiz (santé), Enrique Luison (transport).

Les responsables de comités d'Etat sont MM. Humberto Pared Gonzalez (Junte centrale de planification), Zolio Marinello (science et technique), Mme Irma Sanchez (approvisionnement technique), M. Hector Rodriguez Lompar (coopération économique), Lev Farah (construction), Fidel Vasco Gonzalez (statistique), Ramon Darias (normalisation), Francisco Garcia Valls (finances), Santiago Riera (prix), Cesar Fernandez Padilla (travail et sécurité sociale).]

Brésil

LE PRÉSIDENT GEISEL a cassé le 3 décembre le mandat parlementaire du président de l'Assemblée législative de l'Etat de Sao Paulo, M. Julio, accusé de malversation. Député du parti d'opposition « Mouvement démocratique brésilien » (M.D.B.), il s'est vu également privé pour dix ans de l'exercice de ses droits civiques. La cour des comptes de Sao Paulo a condamné le député à restituer la somme de 6 780 dollars, détournée des caisses de l'Etat. (A.F.P.)

FIN

liste au Louvre
héritaire

Les banques en Asie

VOICI que les pays riches redécouvrent l'Asie. Avec crainte le Japon, en constatant que, depuis la crise pétrolière, la puissance nipponne se révèle plus formidable encore qu'il y a dix ans ; avec appétit, le Sud-Est asiatique, riche en matières premières et en main-d'œuvre bon marché, commençant à séduire et, dans quelques années, peut-être à consumer.

Pour résister au déferlement japonais, comme pour conquérir ces places nouvelles — que sont la Malaisie, l'Indonésie, les Philippines,

industriels et commerçants occidentaux retrouvent là-bas leurs complices : les banques. Celles-ci les y ont d'ailleurs précédés : il y a longtemps.

Ce qui surprend en Asie, c'est l'existence d'un système bancaire moderne, développé, pléthorique presque si on le compare aux besoins locaux. Japon excepté. Que sont Hongkong et Singapour, la première coincée entre mer et montagne à la porte d'un monde communautaire qui lui est théoriquement fermé, la seconde isolée entre les forêts de Malaisie et d'Indonésie ? Des places financières et bancaires de

premier ordre dont l'activité s'étend au monde entier, canalisant le flux des dollars, les représentant, attirant l'argent en fuite et l'épargne locale, permettant les spéculations et les opérations d'outre-mer aussi bien qu'utiles.

Ce tourbillon d'argent profite-t-il à l'Asie ? A Singapour et à Hongkong assurément, même si le coût social en est élevé. Pour les pays avoisinants, le bilan est plus difficile à établir. Les villes se sont développées et modernisées, mais les campagnes ? Il y a beaucoup d'hôtels à Kuala-Lumpur, à Djakarta, à Manille, beau-

coup de buildings d'affaires aussi, mais la pauvreté n'a pas diminué. Les malheurs de Pertamina, la société pétrolière indonésienne qui voulait tout faire et le faisait à tort et à travers, ont montré aussi que tout investissement n'est pas gage d'améliorations sociales ou économiques.

Dans ce bilan douteux, une certitude : les banques restent l'instrument essentiel de la pénétration occidentale en Asie, de son apport économique et technique, mais aussi de ses jeux et de ses ambitions. ALAIN VERMHOLES.

● SINGAPOUR: dynamisme chinois à l'ombre de la technocratie

La ruée vers l'équateur

LES banquiers se précipitent à Singapour. Depuis dix ans, une soixantaine de banques, et parmi elles la plupart des grands noms de la finance internationale, y ont ouvert une succursale. Cet afflux ne s'interrompt pas, et Singapour continue à accueillir, chaque année, une dizaine de nouveaux établissements.

Cet empiètement est dû à une politique délibérée du gouvernement de Singapour qui, dès après l'indépendance de l'île en 1965, décida d'attirer les banques étrangères afin de faire du nouvel État une capitale financière.

Singapour était déjà une métropole commerciale importante et l'intense activité qui y régnait avait multiplié les échanges financiers. Le gouvernement du nouvel État pensa que cette base commerciale pouvait accueillir et nourrir des banques plus nombreuses. Il estima aussi utile que les banques des grands pays industrialisés d'Europe, des États-Unis, du Japon, viennent ouvrir des succursales qui pourraient dans leurs sillages entraîner des capitaux s'investissant dans le pays.

Enfin, le failli décalage horaire avec l'Europe (six heures et trente minutes) donne la possibilité, à des opérateurs basés à Singapour, d'intervenir dans la même journée — par télex ou par téléphone — sur les places européennes de Londres, Zurich ou Paris. De fait, un marché se développe — qui, vers 1969, prit le nom de marché de l'Asian-dollar — se développe à Singapour.

A l'heure actuelle, il y a ainsi quatre-vingt-dix établissements bancaires installés à Singapour, sans compter quarante banques représentées, c'est-à-dire n'ayant pas le droit de traiter des opérations bancaires. Le système qui a été mis en place pour les accueillir est original et ne ressemble guère, par sa diversité et ses différentes catégories, à celui qu'il est coutume de trouver en Europe.

Un sommet de l'édifice : la Monetary Authority of Singapour (MAS), créée aussitôt après l'indépendance du pays. La MAS joue le rôle d'une banque centrale, bien qu'elle n'en ait pas le nom, car elle n'assure pas l'émission de la monnaie fidu-

ciaire qui est confiée à un organisme distinct. Il est pourtant prévu que la MAS fusionnera prochainement avec ce dernier.

Au-dessus de la MAS, se trouvent les banques commerciales. Celles-ci sont 72 au total, parmi lesquelles 13 seulement sont des banques locales, de droit singapourien. Le reste, soit 59, sont des succursales de banques étrangères. Pour corriger l'influence qu'elles pourraient acquies de ce fait, la MAS a été amenée à introduire progressivement un statut original qui ne place pas toutes les banques sur le même pied.

Il existe ainsi actuellement trois catégories de banques :

- 1) BANQUES A LICENCE COMPLETE, c'est-à-dire pouvant traiter toutes les opérations. Vingt-trois banques étrangères en ont bénéficié. Depuis 1968, seules les banques locales ont droit.

- 2) BANQUES A LICENCE RESTREINTE, c'est-à-dire ne pouvant pas rémunérer les dépôts inférieurs à 250 000 dollars de Singapour (environ 500 000 F) et accepter des dépôts d'épargne. Ce statut a été accordé aux succursales de banques étrangères qui se sont ouvertes de 1969 à 1972. Il leur interdit en quelque sorte de traiter des opérations avec le grand public des petits déposants. Douze banques étrangères ont bénéficié de ce statut.

- 3) BANQUES A LICENCE OFF-SHORE, c'est-à-dire ne pouvant pas traiter d'opérations en dollars de Singapour avec des résidents de Singapour. Il est apparu à la MAS que ces opérations purement domestiques étaient traitées par un nombre suffisant de banques à licence complète ou restreinte. Les banques off-shore ne peuvent donc intervenir que sur le marché de l'Asian-dollar, dont la MAS veut favoriser la progression. Il y a actuellement 24 banques bénéficiant d'une telle licence qui est désormais la seule à être accordée.

Parallèlement au développement des banques off-shore, la MAS suscita récemment la création d'un secteur spécialisé de banque d'affaires, les « merchant banks ». D'autre part, la MAS espérait que celles-ci pourraient jouer un rôle actif sur le marché de l'Asian dollar. Toujours est-il que 21 « merchant banks » travaillent maintenant à Singapour. Il existe enfin quatre maisons d'es-

compte qui, selon un modèle — lui aussi — londonien, ont pour rôle d'assurer un marché des effets publics et privés et de contribuer ainsi à la liquidité de l'ensemble du système.

Ainsi en peu d'années, la MAS a réussi à attirer à Singapour un nombre d'établissements bancaires relativement important et qui continue à augmenter. Ceci situe Singapour sans nul doute parmi les places financières les plus importantes. En Asie, seule Hongkong a un système bancaire aussi riche par sa diversité et par le nombre de ses membres. La MAS a fait cependant une œuvre qui a ses limites.

La première réside dans la dimension de l'économie domestique qui n'abrite que 2,2 millions d'habitants. Quels que soient leur ardeur au travail et leur niveau de vie, le volume des biens produits et consommés — par les Singapouriens — reste forcément réduit. La MAS a été ainsi obligée de limiter progressivement la compétence des banques commerciales. Quand le gâteau n'est pas grand, on ne peut recevoir trop de convives.

L'arrivée des « merchant banks » n'a pas contredit cette donnée de base. Les « merchant banks » ont constaté que la Bourse de Singapour était loin d'avoir l'importance de Londres et que les sociétés, qui y étaient cotées, étaient peu nombreuses et de capitalisation réduite. Elles se sont trouvées confrontées à une économie singapourienne dont elles avaient sans nul doute surestimé les possibilités, et qui se trouvait par ailleurs atteinte, à partir de 1974, par la mauvaise conjoncture mondiale.

Le centre financier de Singapour ne progresse désormais que sous la forme off-shore où interviennent banques commerciales et « merchant banks ». Le développement des opérations sur l'Asian-dollar (qui atteignent maintenant 12 milliards de dollars U.S.), indique une incontestable activité. Ce dynamisme est tel qu'il suscite jalousie et même hostilité des pays avoisinants, qui fournissent la matière commerciale des opérations financières. C'est le cas de la Malaisie.

La puissance singapourienne, son ordre, ses succès, peuvent amplifier les réactions nationalistes du monde malais.

PHILIPPE MARCANVILLE.

Un dollar nommé « asian »

CERTAINS l'ont considéré comme un mini-Londres, d'autres ont voulu en faire le troisième centre de la finance mondiale, après Londres et New-York. Singapour, il est vrai, a vu son rôle de place financière se développer de façon assez spectaculaire grâce au marché de l'Asian-dollar.

Le marché de l'Asian-dollar est né en 1968 lorsque les autorités de Singapour ont accepté, à l'initiative de la Bank of America, d'autoriser certaines banques établies sur place à recevoir des dépôts de non-résidents et à leur permettre de consentir des prêts en devises étrangères, principalement en dollars des États-Unis. En fait, le mécanisme qui est à la base du marché de l'Asian-dollar a été transposé en Asie : le marché de l'Asian-dollar n'est qu'une extension du grand marché monétaire et financier international né en Europe au début des années 60, une base d'opérations secondaires par rapport à Londres, au même titre que Paris, Amsterdam, Zurich ou Francfort.

Le marché est du type « off shore », c'est-à-dire que les banques américaines et y ont des succursales établies à Singapour, mais qu'elles ne traitent que des opérations en Asian-dollars et leurs opérations en Asian-dollars en créant pour ces dernières des départements spécialisés dotés d'une comptabilité particulière : les Asian Currency Units (A.C.U.).

Plusieurs facteurs ont contribué au développement et à la bonne réputation de la place : des

avantages fiscaux (exemption de retenue à la source sur les intérêts perçus par les non-résidents, impôt de 10 % sur les bénéfices des banques lorsque ceux-ci sont réalisés à l'occasion de prêts en devises consentis à des clients autres que les banques), réglementation libérale favorisant l'installation de nombreuses banques étrangères, qui sont cependant l'objet d'une surveillance étroite de la Monetary Authority of Singapour (M.A.S.). A la fin de mars 1976, le nombre des banques disposant d'une licence A.C.U. s'élevait à soixante-six et le montant des engagements était légèrement supérieur à 14 milliards de dollars des États-Unis à fin mai, ce qui représente une progression annuelle moyenne de plus de 50 % depuis 1968. L'année 1975 a marqué un net ralentissement de l'activité du marché (progression de 22 % seulement contre 85 % en 1974), rendu plus prudent après la récession enregistrée en Europe et aux États-Unis.

La lenteur de la reprise, les difficultés de la société d'État indonésienne Pertamina, qui, en 1974, avait été le plus gros emprunteur non bancaire, ont renforcé cette prudence.

Un rôle important en Asie

Le marché de l'Asian-dollar, comme celui de l'euro-dollar, est un marché d'institutions. Les placements des particuliers ne représentent qu'une faible partie du marché. L'essentiel des dépôts étant fourni par de grandes sociétés opérant en Asie, certaines banques centrales de la région, comme celle d'Indonésie, et les banques de dépôts de Singapour et d'autres pays d'Asie du Sud-Est ou d'Europe.

Les principaux emprunteurs sont des firmes multinationales, des sociétés de navigation et d'import-export, des banques et des gouvernements asiatiques qui collectent des fonds nécessaires à leurs investissements. Le développement de ces emprunts explique que le marché de l'Asian-dollar, qui a démarré en 1968, est devenu emprun-

teur net de capitaux sur l'euro-dollar. C'est pourquoi d'ailleurs, dépendant de l'euro-dollar pour son approvisionnement, les taux de l'Asian-dollar sont pratiquement les mêmes (ils sont depuis l'année dernière fixés librement par les banques).

Le rôle du marché de l'Asian-dollar dans le financement de l'économie des pays de la région va croissant. La part des ressources nettes (excluant les opérations entre banques) allant à l'Asie est de 52 %, la part des pays membres de l'ANSEA (1) étant de 20 % environ. Le marché demeure un marché à court terme : on a pu noter en 1975 un doublement du volume des opérations, mais l'essentiel des dépôts (84 %) et la plus grande part des crédits (78 %) s'inscrivent entre sept jours

et douze mois. Des efforts ont été faits pour allonger et diversifier les opérations : des crédits à moyen terme, consentis souvent par un consortium de banques pour une durée de six mois et renouvelables jusqu'à cinq ou sept ans. Plusieurs émissions obligataires à long terme ont été également réalisées sur le marché de l'Asian-dollar. Parmi les dernières, dont l'échéance est plus courte que celle des émissions antérieures, on peut citer les emprunts de la Banque européenne d'investissement (20 millions, 9 %, six ans), ceux de la Bank of Tokyo et de la Banque industrielle du Japon, lancés à la fois sur les marchés de l'euro et de l'Asian-dollar.

Singapour est un marché organisé et prépondérant, en Asie. Hongkong ne tient pas à rivaliser en ce domaine avec la Cité-État. L'absence de toute réglementation dans la colonie britannique, la liberté quasi totale qui y règne en matière d'opérations bancaires, pourraient être nuisibles à l'établissement d'un second Singapour. Les deux places sont plutôt complémentaires. Nombre de dépôts effectués à Hongkong vont se placer à Singapour, qui, par l'intermédiaire des banques de la colonie britannique, attirent un réservoir encore plus vaste de clients. La concurrence pourrait venir davantage pour Singapour d'une place comme Manille, où vient d'être décidée la création d'une zone franche bancaire et où les pouvoirs publics exercent sans doute un contrôle assez vigilant des opérations. Concentré sur une place ou réparti entre plusieurs, le marché de l'Asian-dollar continuera certainement de se développer, apportant à la région des ressources indispensables. En 1974, il a procuré à l'Asie 9,7 milliards de dollars, alors que dans le même temps les prêts de la BIDC s'élevaient à 3,5 milliards et ceux de la BAD (2) à 1,6 milliard.

(1) Association des nations du Sud-Est asiatique (Philippines, Thaïlande, Malaisie, Indonésie, Singapour).

(2) Banque asiatique de développement.

Heurs et malheurs de la Moscow Narodny Bank

CES FINANCIERS VENUS DU FROID

A Moscow Narodny Bank est née à Londres en 1919. C'est une banque anglaise dirigée par des Soviétiques et dont toutes les actions sont détenues par des organisations soviétiques. Sa création a permis de financer les relations commerciales entre l'U.R.S.S. naissante et la Grande-Bretagne. Avec le développement du commerce extérieur soviétique, le rôle de la banque a pris de l'importance. Dans les années 60, elle est intervenue très vivement sur le marché de l'euro-dollar et s'est étendue graphiquement. En 1963, elle est devenue une succursale à Beyrouth, et en 1971 que l'enseigne de l'U.R.S.S. — gros caractères noirs ruban jaunes — fait son apparition dans la Shenton Way, à Singapour.

Actuellement, il ne s'agit que d'une succursale d'une banque russe. Toutefois, lors de son installation, la Monetary Authority of Singapour a demandé des garanties aux Soviétiques. Elle est régie comme une « restricted bank » et ne peut donc accepter des dépôts inférieurs à 100 dollars Singapour. Son actif s'élève à 3 millions de dollars de Singapour (1). D'après les dirigeants soviétiques, la mission officielle de la Narodny de Singapour est de faciliter le commerce Est-Ouest, et plus particulièrement les échanges U.R.S.S. et Singapour. Il est clair que ceux-ci connaissent une certaine croissance. Dès 1966, le commerce commercial comportant l'usage de la nation la plus

favorisée était signé entre les deux pays. Les Soviétiques importent de l'huile de coprah et des chaussures et vendent des machines. En outre, la société du commerce extérieur soviétique, Raznoimpor, achète, chaque année, une quantité importante de caoutchouc malaisien entreposé à Singapour. Pour transporter ce caoutchouc il faut des bateaux. En 1970, une Compagnie des Messageries U.R.S.S.-Singapour est fondée. Son capital est détenu à raison de 50 % par le ministère de la marine marchande soviétique et de 50 % par la compagnie South Union of Singapour, où sont représentés les gros exportateurs de caoutchouc de la place. Au début des années 70, d'autres sociétés soviétiques s'installent à Singapour. Soviet Shipping, filiale de l'Organisation du commerce extérieur de bateaux de Moscou, et la Morrisson, société mixte qui s'occupe du traitement et de l'entreposage des fruits de mer. La compagnie soviétique Far Eastern Shipping Co décide, en 1974, d'ouvrir une route Vladivostok-Singapour.

La Moscow Narodny Bank a financé l'installation de ces nouvelles sociétés. Mais elle ne se limite pas à cette activité. Elle opère sur le marché de l'Asian-dollar. Elle accorde des crédits aux entreprises de Singapour, de Thaïlande et d'Indonésie. Elle devient très rapidement l'une des principales banques de la colonie, probablement la première. En dépit du secret qui entoure les

transactions bancaires, les autorités révèlent que, en 1975, la M.N.B. a prêté 600 millions de dollars U.S. soit 14 % de l'ensemble des crédits accordés par toutes les banques de Singapour. La banque continue de prospérer puisqu'en 1976 elle s'installe dans un immeuble de seize étages dans Robinson Road, le quartier des affaires.

Comment expliquer cette réussite quelque peu étonnante ? Son artisan est sans conteste M. Teo Doh-kang. Avant de diriger la Narodny Bank, celui-ci avait déjà une grande expérience des affaires, qu'il avait acquise à Singapour, d'abord à la Bank of America et, ensuite, à l'United Overseas Bank. Lorsqu'il quitte cette dernière pour la M.N.B., il entraîne avec lui quelques clients. Pour la banque soviétique, les relations de son directeur avec les milieux d'affaires de la diaspora chinoise, très difficilement pénétrables, représentent un atout considérable. C'est aussi un risque. Dès sa création, la Narodny Bank va un peu délaissé les échanges commerciaux. Elle a mieux à faire. Comme de nombreuses banques de Singapour, elle se lance dans des opérations immobilières en Thaïlande, en Indonésie et en Australie. Elle accorde, généralement des prêts à très faible taux d'intérêt, sans véritables garanties, à toutes sortes d'entreprises et d'entreprises et même à une maison de jeu de Bangkok.

Ces pratiques ne manquent pas

de susciter quelques réserves. En 1972, la presse nationaliste de Djakarta révèle que la Moscow Narodny Bank a financé les manœuvres de certains commerçants sino-indonésiens visant à contrôler le marché du sucre. La banque se contente d'opposer un léger démenti. En septembre 1975, les milieux financiers de Singapour apprennent avec stupeur que la M.N.B. a prêté 27,6 millions de dollars U.S. à l'Impérial Securities International, société qui éprouve de graves difficultés. A la même époque, plusieurs journaux de Hongkong et le quotidien communiste Te Kung Pao, dénoncent un « nouveau complot réactionnaire ».

Is accusent la Moscow Narodny Bank de chercher à pénétrer sur la place de Hongkong par l'intermédiaire de la Mosbert Holdings. Il apparaît en effet très vite que la banque a prêté 81 millions de dollars U.S. à cette société spécialisée dans les affaires immobilières, qui dispose de filiales dans l'ensemble de l'Asie du Sud-Est. Elle aurait, notamment, financé l'achat de trois petites banques californiennes dans des conditions assez douteuses. Au mois d'août 1975, la Mosbert Holdings ne peut remplir ses engagements. Que ce soit pour récupérer ses capitaux ou pour avancer davantage ses plans, la M.N.B. tente, à l'automne 1975, de rassurer le contrôle de la Mosbert. Les autorités de Hongkong, hostiles à toute pénétration

soviétique, s'inquiètent. La Mosbert Holdings est mise en liquidation.

Les activités de la Narodny Bank vont, dès lors, être étroitement surveillées. Elle avait tenté d'acheter une banque à Macao. Elle doit renoncer à son projet. En Malaisie, on découvre que la Moscow Narodny Bank a fait des prêts à certaines sociétés locales.

A Singapour, que M. Teo a quitté précipitamment, la Monetary Authority a très fermement

conseillé à la Narodny de se cantonner, dorénavant, dans le financement d'opérations commerciales avec l'U.R.S.S. C'est la fin d'une grande aventure. La Moscow Narodny Bank a peut-être été l'instrument de la politique soviétique visant à développer son influence en Asie du Sud-Est. On peut penser également qu'elle n'a fait que suivre, avec encore plus de vigueur, l'exemple d'autres banques de Singapour qui, malgré les recommandations gouvernementales, investissent dans l'immobilier plutôt que dans l'industrie et le commerce.

MAXIME DOUBLET.

(Publicité)

FRANCO-ASIATIC TDG. Co, Ltd

Import - Export - Représentation

Nous nous battons pour nous, bien sûr... Pour vous aussi !

Contactez-nous

TELEX : 73981 HX - STORM

P.O. BOX - K 270 KOWLOON CENTRAL - HONG-KONG

Réf. Banque Nationale de Paris - H.K.

1 dollar Singapour = 2,02 FF.

● HONGKONG : anachronique mais efficace

Ce qui attire l'argent

Il existe à Hongkong un coin de rue qui, à lui seul, résume les ambiguïtés de la colonie. Trois immeubles de taille s'y affrontent, symboles de capitaux aux origines et aux emplois contradictoires : la Bank of China, l'Hotel Hilton et la Hongkong and Shanghai Banking Corporation.

Il y a cent trente ans, l'ouverture de Hongkong amenait sur place les agences de banques anglo-indiennes, attirées par des taux d'intérêt élevés et l'espoir de gains fabuleux sur le marché des changes.

Première étape : les grandes maisons de commerce créent leur propre organisme, le Hongkong Bank, pour en faire le relais financier de leurs opérations commerciales. Si Hongkong tombe dans le giron de la couronne, c'est grâce à l'insistance des marchands anglais qui sillonnent l'Asie à l'époque et ont un besoin urgent d'entrepôt commercial.

Les prêts bancaires, au début du siècle, relayaient les opérations commerciales. Rares sont les pertes dans les secteurs d'investissement. La banque de Hongkong a cependant dès cette époque des arrières beaucoup plus larges que la modeste de la ville ne le laisserait soupçonner. Seul Changhaï a plus de prestige.

La guerre bouleverse ce système qui s'effondre. L'occupation japonaise vide Hongkong. La révolution chinoise la remplit, expédiant deux millions de migrants démunis vers la colonie entre 1946 et 1950. La « libération » de Changhaï provoque un reflux désordonné de matériel et de capital, dont une bonne partie vient s'investir à Hongkong. Toutes les conditions sont réunies pour qu'une industrie solide et autonome voie le jour.

La Hongkong Bank s'appelle désormais Hongkong and Shanghai Banking Corporation, elle est matresse des investissements anglais, émet ses propres billets et joue le rôle d'une banque centrale, secondée par la Chartered Bank.

La Grande-Bretagne s'adapte les choses sérieuses : aujourd'hui encore, on peut estimer que les trois principales banques anglaises de Hongkong accordent 80 % des

prêts bancaires issus de la colonie. Convertis dans nos francs, les prêts totaux accordés en 1975 portent sur 35 milliards. La Hongkong and Shanghai y contribuerait pour un peu moins de 10 milliards.

L'actif total des banques étant de 65 milliards de francs, la Hongkong and Shanghai en forme à elle seule la moitié. Il est vrai que son rôle dominant l'a amenée à repêcher des banques, donc à augmenter son patrimoine.

Les prêts accordés par Hongkong servent d'abord la colonie : sur 35 milliards de francs, 10 seulement sont accordés à l'étranger.

● A côté des géants, quelques banques anglaises travaillent très près des affaires locales.

● Le secteur des banques locales chinoises est également significatif. La base de leurs profits est la plupart du temps due à une spéculation forcée sur l'or et les devises dans les années d'après-guerre. La cas le plus connu est celui de la Hang-sang Bank, principale banque locale chinoise qui, en six mois de 1947, fit 6 millions de dollars de profit net sur l'or, soit trois fois son capital.

Le « rapport Tomkins », publié en avril 1962, déplorait l'anarchie des banques et leurs pratiques souvent peu financières. Une loi sur les banques suivit deux ans plus tard (1964), imposant aux établissements une certaine surface financière (capital supérieur à 5 millions de dollars de Hongkong) et un taux minimum de liquidités. Désormais, on ne pouvait faire un prêt dépassant 25 % du montant de son capital.

Cette loi eut le mérite d'assainir le marché : le nombre de banques enregistrées est passé de deux cent cinquante-deux en 1947 à cent trente-trois en 1960, quatre-vingt-six en 1969, pour se stabiliser ensuite de façon remarquable à soixante-quatorze en tout jusqu'à aujourd'hui. Le nombre d'agences, par contre, étant illimité, ne cesse de s'accroître et il y en a aujourd'hui près de cinq cents, pour une population de 4,3 millions.

Si l'on excepte quelques géants, le système bancaire de Hongkong est fragile. Le fait qu'il n'existe pas de

banque centrale pose deux problèmes :

1) Le soutien qui pourrait être accordé aux banques paraît limité en cas de crise interne, ce qui les conduit à détenir une grande part de leurs actifs à l'extérieur du territoire.

2) Dès lors, les banques peuvent être amenées à faire face à des mouvements de défiance de la part des déposants et doivent de ce fait disposer de liquidités étendues, souvent plus de 50 %.

La plupart des banques ont d'ailleurs un grand nombre de dépôts étrangers : la situation de paradis fiscal (impôt sur les sociétés et sur les personnes comprise entre 15 et 17 %), l'absence de contrôle des changes, la qualité du service offert par les banques, désignent naturellement Hongkong comme le refuge des capitaux du Sud-Est asiatique. Les comptes à vue ne représentent que 3 % des dépôts de particuliers contre 44 % pour des dépôts d'épargne et 53 % pour des dépôts à terme (14 milliards de francs) dont on peut estimer que les trois quarts sont faits par les Chinois du Sud-Est asiatique (voir les Chinois de l'ombre). A cet égard, il convient d'ajouter les dépôts faits par des banques étrangères, à peu près égaux à ceux effectués par des particuliers.

Qu'il y ait une taxe sur les intérêts issus des transactions ne gêne pas les dépôts à terme. Par contre, elle n'encourage pas les transferts massifs et répétés à court terme et interdit en pratique à Hongkong de devenir le centre du marché de l'« asian-dollar », rôle que s'est arrogé Singapour.

Le système bancaire sa répute de lui-même par la cohésion dont il fait preuve, largement entretenue par la « Hongkong and Shanghai ». Lieu de passage des capitaux, refuge d'argent étranger, Hongkong est bien entendu tourné également vers son développement interne, et finance par lui-même les besoins de ses industries et de ses institutions. Les métiers de l'import-export se taillent la part du lion, suivis par le textile, les transports et, récemment, l'électronique et les plastiques. D'autres domaines bénéficient des

secours bancaires, mais ils sont beaucoup plus dangereux : l'immobilier et la bourse. En l'absence de réglementation sur les loyers, l'immobilier est un domaine bénéficiaire de la spéculation. De même, la Bourse constitue un marché artificiel. Les banques peuvent donc s'y enrichir.

Le système bancaire n'est pas clos. Il a un concurrent : les « merchant houses ». Ces grandes maisons de commerce de nature coloniale ont diversifié leur action en prenant le contrôle de nombreuses sociétés. Leur immense trésorerie leur permet d'intervenir directement dans la marche des affaires, sans relais bancaires. De même, elles ne s'en privent pas.

Sans contraintes administratives, mais aussi sans soutien, le système bancaire de Hongkong est unique au monde par l'équilibre qu'il parvient à maintenir.

Crise de liquidités ? Les banques locales s'affaiblissent en 1965 en accordant des prêts trop élevés et des remises fâcheuses attirant le public. Le gouvernement intervient en affectant une somme de 30 millions de dollars de Hongkong au remboursement des dépôts du public. Parallèlement, la Hongkong and Shanghai Corporation affirme son rôle de gardienne, en rachetant les parts de la Hang-sang Bank, cause et victime des événements.

Crise de confiance ? Les émeutes de 1967, dues à la révolution culturelle en Chine, provoquent une fuite de capitaux. Le gouvernement se contente de lever haut et fort l'étendard de son pouvoir : la répression est sévère.

Concurrence, trop vive ? Officiellement rien ne vient s'opposer à la création d'une banque à Hongkong. En réalité, c'est le gouvernement qui accorde les licences nouvelles. Les banques locales font alors pression sur le secrétaire aux finances, inamovible depuis de nombreuses années. Le résultat : aucune nouvelle licence n'a été accordée depuis plusieurs années. Il y a soixante-quatorze banques et il n'y en aura pas d'autres.

Système centripète pour le Sud-Est asiatique, Hongkong sert également New-York, Pékin, voire les Amériques.

Pékin a droit de regard à Hongkong. En 1950, lorsque l'Angleterre reconnaît officiellement le régime communiste, neuf banques prêtent allégeance à Pékin. Aujourd'hui encore, elles ont les intermédiaires privilégiés du commerce extérieur chinois. (La présence de l'autre). Pékin joue le jeu : que l'on aille à Canton, et le guichet de l'« Hôtel de l'amour des masses », en face des locaux de la foire, honore sans sourcilier n'importe quelle traite tirée sur une banque de Hongkong.

Les banques étrangères, dans tout cela, interviennent peu. Celles qui sont installées délaissent plus avoir un pied en Asie, au sein de la première place bancaire, qu'intervenant sur le marché local. Une exception de taille : la Banque nationale de Paris, dont le développement spectaculaire depuis dix ans à Hongkong s'est appuyé en partie sur l'argent de la colonie.

Ce qui intéresse les étrangers, c'est la qualité du service bancaire de Hongkong, la sûreté des opérations, la souplesse des transferts, et la masse des capitaux mobilisables à tout instant. Les banques locales ont une liquidité de 60 %, les banques communales de 60 %.

Le système n'est pas sophistiqué, mais il est sûr et souple. Il n'est pas menacé à court terme. De toute façon, on ne pense pas au-delà de cinq ans à Hongkong. Les Chinois continueront, semble-t-il, comme ils le font actuellement, à tolérer Hongkong, moins pour équilibrer leur balance des paiements que pour disposer d'une fenêtre sur l'extérieur. Ce seront les conditions intérieures chinoises qui dicteront le sort de Hongkong. A certaines époques de trouble en Chine — notamment en 1967 — on a eu l'impression que Canton parlait plus haut que Pékin. Si une telle conjoncture politique venait à se reproduire, quelle serait l'attitude de Canton vis-à-vis de Hongkong... si proche ?

Dans son système bancaire, Hongkong est un monde anachronique qui se contente de fonctionner avec une remarquable efficacité.

JACQUES GRAVEREAU (*).

(*) Jacques Graveriau est l'auteur de *Hongkong, analyse d'un boom aux éditions Cujas*.

● MANILLE :

un concurrent ?

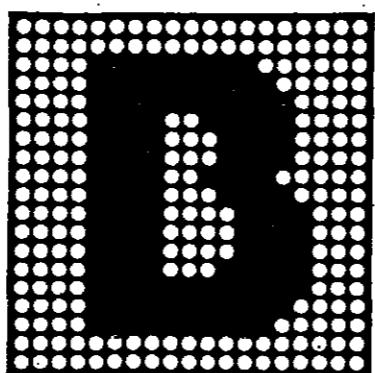
LES Philippines ont le sens du spectacle. Il n'est pas étonnant que le président Marcos ait choisi la date du 30 septembre de l'ouverture à Manille des réunions annuelles du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, pour annoncer que les Philippines avaient décidé de faire de leur capitale une place financière internationale. Les ministres des finances, gouverneur de la banque centrale et banquier international réunis à Manille cette occasion, ont eu ainsi l'occasion de la naissance d'une nouvelle place financière chargée de compléter, sinon de concurrencer Hongkong et Singapour sur le marché des asian-dollars.

Les textes d'application ne pas encore parus, mais l'on déjà que les avantages fiscaux accordés aux banques étrangères qui ouvriront des agences à Manille seront très importants et sans doute supérieurs à ceux dont bénéficient les banques installées à Hongkong et Singapour. Les agences off-shore aux Philippines pour bien entendu, répéter à l'échelle des fonds déposés chez en devises, mais aussi prêts, dévies à des sociétés installées aux Philippines. C'est ce genre d'opérations qui, naturellement, va inciter un nombre d'importantes banques américaines, européennes et japonaises, à se mettre sur les rangs. Plusieurs banques françaises nationales et privées — ont marqué leur intérêt, et l'on y que les premières agences s'ouvriront leurs guichets du premier semestre 1977.

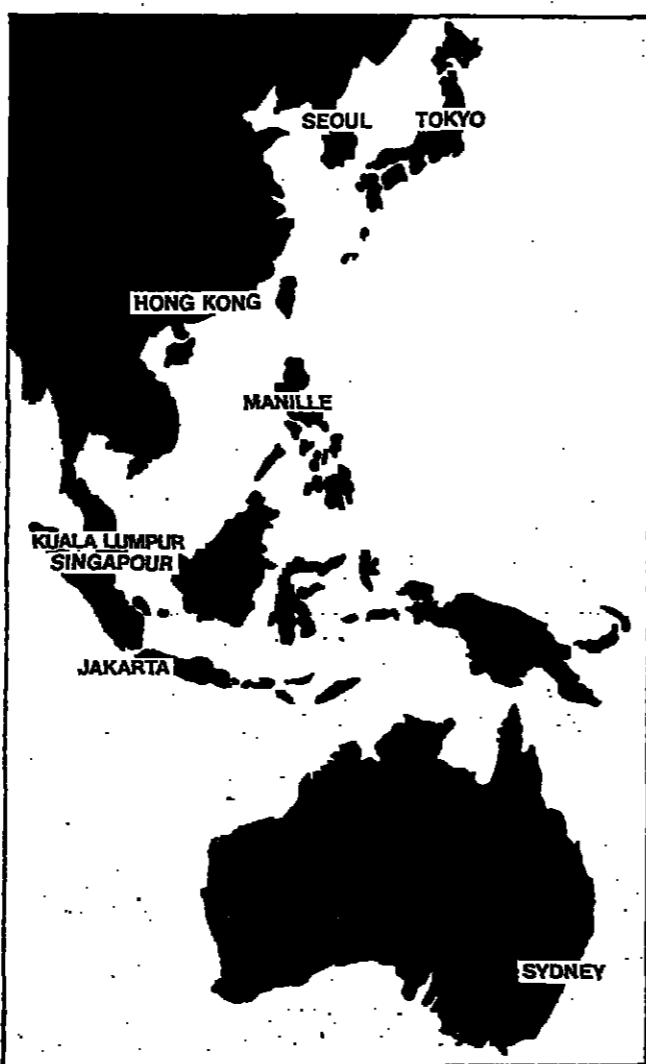
Les grands projets ne manquent pas actuellement aux Philippines et leur financement nécessite des sommes considérables d'années qui viennent. Qu'il est d'indiquer que le premier plan de construction de centrale nucléaire a maintenant reçu le vert des autorités philippines, des organismes étrangers, particulièrement américains, en assurant le financement coût total s'élève à 1 200 millions de dollars.

Les banques étrangères s'amusent à s'intéresser plus, particulièrement à des financements philippins et ne couronneront que dans une mesure les banques installées à Hongkong et à Singapour, la sphère d'activité s'étend à l'Asie du Sud-Est.

CLAUDE RAY



BNP



LE GROUPE BANCAIRE FRANÇAIS LE MIEUX IMPLANTÉ DANS LE MONDE

est présent sur les grandes places financières d'Asie :

TOKYO	Succursale	BNP
SEOUL	Succursale	BNP
HONG KONG	Succursale	BNP et filiale: PAN ASIAN FINANCE Ltd.
SINGAPOUR	Succursale	BNP
SYDNEY	Succursale	BNP et banque associée: AUSTRALIAN EUROPEAN FINANCE CORPORATION Ltd.-A.E.F.C.
MANILLE	Bureau de Représentation	BNP
JAKARTA	Bureau de Représentation	BNP
KUALA LUMPUR	Bureau de Représentation	BNP

BANQUE NATIONALE DE PARIS

Siège Social: 16, Boulevard des Italiens 75009 Paris. Tél. 523.55.00

هنا من الأهل

DES COMMUNISTES AU PAYS DU CAPITAL

La présence de l'autre...

DANS Des Vaux Road, la plus grande artère du quartier d'affaires de Hongkong, l'œil est attiré par une grande bâtisse grise et austère, aux fenêtres étroites. C'est le siège social de la succursale de la Banque de Chine. L'immeuble de quelque trente étages ne suffit plus aujourd'hui à abriter toutes les activités de la banque. Elle vient d'ouvrir une troisième agence et fait construire un autre bâtiment.

Malgré son développement rapide et sa puissance réelle, la banque n'est cependant qu'un élément du dispositif bancaire chinois dans l'ancienne colonie britannique. Douze autres banques, disposant d'un réseau de succursales, opèrent à Hongkong pour le compte de Pékin. Les dépôts qu'elles ont recueillis en 1975 s'élevaient à 20 % du total des dépôts faits auprès des institutions financières de Hongkong. Quant aux crédits qu'elles accordent, ils atteignent 10 % de l'ensemble des prêts consentis. Les habitants de Hongkong et même les Chinois d'outre-mer et les non-résidents ont toutes

les facilités pour ouvrir un compte libellé en renminbi, la monnaie officielle chinoise (1). Leurs dépôts effectués auprès de n'importe quelle banque chinoise leur rapportent un intérêt de 6 à 8 % et sont remboursés en dollars de Hongkong. Le renminbi étant une devise très stable, les placements rapportent en fait un

Les envois d'outre-mer

Pour la Chine, les banques chinoises de Hongkong présentent un intérêt évident : elles permettent le transfert de certains capitaux. Les envois effectués par les Chinois d'outre-mer à leurs familles restées en Chine — soit environ 100 millions de dollars par an — transitent par elles. En outre, elles rapatrient les profits des investissements et des entreprises que la Chine populaire possède à Hongkong. A l'exception de la plus petite d'entre elles, la Po Sang Bank, qui semble s'être spécialisée dans les achats d'or,

elles exercent les activités de n'importe quelle institution financière de la colonie. Elles accordent des crédits à certaines entreprises de petite ou moyenne taille et à des commerçants. Elles participent également au financement des investissements chinois. La Banque de Chine serait par exemple sur le point d'accorder un crédit de 10 millions de dollars à la Tai Tan Industrial Equipment, société dont les liens avec Pékin sont

connus, pour la construction d'une usine de machines-outils. Les opérations de la Banque de Chine sont plus diversifiées que celles de ses « sœurs ». Elles sont davantage tournées vers l'extérieur. C'est à Hongkong que la Chine trouve la plus grande partie des devises qui lui sont nécessaires pour ses échanges extérieurs. Pour répondre à des besoins croissants, la Banque de Chine a adopté une politique moins stricte que par le passé. C'est ainsi qu'elle a accepté des dépôts en monnaies fortes effectués par des banques étrangères et notamment japonaises, au taux du marché de l'euro-dollar. Elle dispose ainsi de devises qui peuvent lui servir comme masse monétaire d'appoint. En échange, elle a déposé des renminbi auprès de ces banques. En outre, depuis 1975, elle a ouvert des comptes-dépôts en dollars, rémunérés au taux de 5,75 %, soit 0,5 %

de plus que les taux généralement pratiqués. La volonté de l'actuel gouvernement de Pékin de développer le commerce extérieur chinois devrait

MAXIME DOUBLET.

LES CHINOIS DE L'OMBRE

« *M* AILLE vient d'épouser un Indonésien », déclarait récemment le magazine de l'industrie pharmaceutique à Djakarta. Devant le scepticisme poli de ses amis, il ajouta comme à regret : « ... d'origine chinoise ».

Les Chinois du Sud-Est asiatique tentent pas tous les moyens de se faire oublier dans leurs pays d'accueil. On leur reconnaît tout de même leur puissance. Qu'ils aient émigré des provinces du sud de la Chine lorsque l'empire se désagrégeait, que leur migration soit plus ancienne ou plus récente, les Chinois « non chinois » se sont regroupés en communautés fortes dont le nombre a, souvent, dépassé le seuil de tolérance des populations nationales : 4 millions en Thaïlande, autant en Indonésie, 3,5 millions en Malaisie, sans parler des villes chinoises que sont Hongkong et Singapour.

Les Chinois forment souvent leurs propres villes. Ils ont su s'organiser et doivent leur survie à leur solidarité ou à la puissance de leurs sociétés secrètes. Ils ont rivalisé de travail et d'ingénierie, là où d'autres s'endormaient.

De cette homogénéité est née leur puissance : ce sont eux qui contrôlent le commerce, eux qui investissent, eux qui dominent des pans entiers du pouvoir économique : le transport et l'industrie alimentaire en Thaïlande, les industries de transformation en Indonésie, le shipping et le secteur bancaire de toute la région.

Ils ont tout naturellement orga-

Lieux privilégiés

Les places que sont Hong-Kong et Singapour sont en effet les lieux privilégiés de refuge des capitaux chinois, car les commerçants et industriels ne gardent pas devant eux que la trésorerie nécessaire à leurs affaires quotidiennes et placent leurs fonds dans des banques hors des frontières. On estime à cet égard que trois cinquièmes des dépôts à terme dans les banques de Hong-Kong proviennent des Chinois du Sud-Est asiatique. Sans doute 15 milliards de dollars.

L'argent est, semble-t-il, réinvesti au sein des communautés chinoises, ou ailleurs, car les banques sont le relais indispensable

de ces investissements, souvent hors d'Asie : investissements productifs certes, mais aussi très souvent placements spéculatifs dans la terre ou l'immobilier. Certaines personnalités marquantes se sont taillées des empires dans des domaines. Il est vrai divers : Stanley Ho dans les jeux de Macao, CY Tung dans l'armement maritime, Lo Hsing-han dans l'opium, les syndicats, les Tan et les Des dans la banque, Y. K. Pao dans le shipping. Certains même ont « taillés » ou « philippinés » leurs noms et sont devenus des hommes politiques de premier plan.

Tous n'ont pas eu cette chance

ou ce génie, mais les liens familiaux qui les unissent apportent à tous la sécurité matérielle.

C'est un monde peu intégré, sauf en Thaïlande, dont le cœur bat encore en Chine continentale. Beaucoup vont y visiter de lointains cousins, tous envoient des fonds à leurs familles très régulièrement. Un grand nombre s'y font enterrer. Certains y investissent, car la Chine accueille cet argent chinois et le rémunère d'un taux de 6 à 8 % étalé pour les rejets de 1 % au pire du Millieu : quinze millions de personnes entrent dans cette catégorie. Les quinze autres millions de Taiwan n'ont pas cette chance.

Les Chinois sont maîtres de l'économie du Sud-Est asiatique, maîtres menaçants cependant par la jalousie, le racisme ou le besoin des peuples qui s'affranchissent les uns après les autres. Balayés au Cambodge, réduits au Vietnam, ils subissent également des pressions ailleurs : des émeutes périodiques (1969, 1974...) les prennent pour cibles. Ils pourraient être les premiers sacrifiés sur l'autel des indépendances nationales. Mais généralement, ils s'écritent avant... — J. G.

amener la Banque de Chine à intervenir de plus en plus généralement sur le marché financier international.

Un autre paradis fiscal dans le monde

Pourquoi ne pas investir à BRUNEI avec

le groupe d'investissement financier KALIMANTAN Limited ?

Pour tous renseignements :

INVESTMENT & FINANCE KALIMANTAN Limited

38, Jalan-Sultan

Bandar Seri Begawan

BRUNEI

P.O. BOX 358

Tél.: Bsbegawan 6911, 6912, 6913

Télex : INFI BRU 205

Pécolo et la nation

168, Rue du TEMPLE - PARIS 75003 - Tél. 277 35 22

N° 265 - NOVEMBRE 1976 - 68 p. - 8.-frs.

• PEDAGOGIE • DELINQUANCE JUVENILE ET EDUCATION SURVEILLÉE • COMMUNISTES ET CHRETIENS

EN LIBRAIRIES ET KIOSQUES

Jetez un autre regard sur le marché de Hong Kong. Il vaut FF.33.000.000.000

Hong Kong, avec une population de 4,3 millions d'habitants, est un marché qui dispose d'un potentiel considérable qui doit croître dans des proportions importantes.

Les faits parlent d'eux-mêmes. Dénué de ressources naturelles, Hong Kong dépend de l'importation pour approvisionner ses usines et nourrir sa population.

Au cours des neuf premiers mois de 1976, les exportations de la France vers Hong Kong se sont élevées à 480 millions de francs, soit environ 0,16 % des exportations françaises totales.

En 1975, l'ensemble des importations de Hong Kong s'est élevé à 33 milliards de francs, dont 1,4 % seulement provenait de France. Les statistiques montrent que les principaux produits que la France exporte à Hong Kong sont les boissons alcoolisées, les parfums et cosmétiques, les vêtements.

Ces trois produits représentent 45 % du chiffre total des ventes françaises. Les statistiques du commerce extérieur révèlent que la France a

négligé des catégories de produits vitaux pour Hong Kong, tels les machines textiles, les biens d'équipement pour la production d'électricité, les commutateurs, les matières premières plastiques, les produits chimiques organiques, les équipements de télécommunication, etc.

Peut-être le plus surprenant est-il le fait que les exportations françaises de produits industriels vers Hong Kong sont très inférieures aux performances des autres pays européens comme les Pays-Bas, la Suisse, la Suède, l'Italie, la Belgique, la République Fédérale d'Allemagne et le Royaume-Uni, alors que la France exporte davantage de ses produits dans le monde entier que la plupart de ces pays. Hong Kong croit au commerce libre.

Hong Kong n'impose aucune restriction à l'importation, aucun contrôle des changes, et ne lève aucune taxe à l'importation sauf sur les boissons alcoolisées, les tabacs et les hydrocarbures.

Il est temps de jeter un autre regard sur le marché de Hong Kong.

Il vaut 33 milliards de francs. Il est dynamique, en pleine croissance : pendant les 8 premiers mois de 1976 il s'est accru de 35 %.

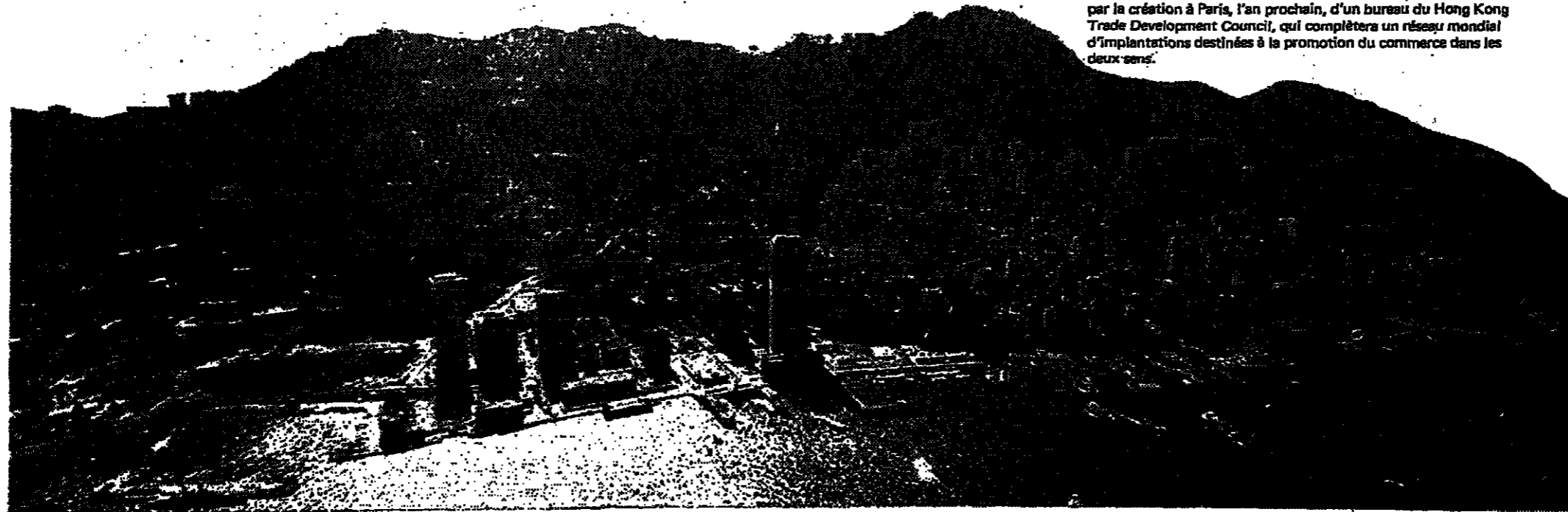
Si vous souhaitez de plus amples informations, prenez contact avec le :



Hong Kong Trade Development Council
3rd Floor Connaught Centre
1, Connaught Place, Hong Kong
Tel: 5-257151 Cable: "Conotrad Hongkong"
Telex: CONHK HX 73595

Bureaux à Amsterdam, Francfort, Hambourg, Londres, Manchester, Milan, Stockholm, Vienne, Zurich, Chicago, Los Angeles, New York, Toronto, Sydney, Tokyo.

* Hong Kong nourrit un grand espoir : le développement de relations commerciales saines et loyales avec la France. Elles se concrétiseront par la création à Paris, l'an prochain, d'un bureau du Hong Kong Trade Development Council, qui complètera un réseau mondial d'implantations destinées à la promotion du commerce dans les deux sens.



• MALAISIE : richesses et nationalisme

La Malaisie est un cas type en Asie du Sud-Est des difficultés et des contradictions que doivent résoudre les pays de cette région du monde pour s'élever et développer leur économie sans pour autant dépendre totalement de l'étranger.

D'un côté un pays très riche en matières premières, numéro un — et de loin — pour la production de l'étain, du caoutchouc, de l'huile de palme, possédant d'immenses quantités de bois et, malheureusement, du gaz et du pétrole ; un pays qui a besoin de l'aide étrangère en cadres, techniques, investissements pour exploiter et valoriser ses richesses, et qui a beaucoup fait pour les attirer. D'un autre côté un pays au nationalisme d'autant plus impétueux qu'il doit résoudre un difficile problème de coexistence raciale, les Malais (musulmans) voulant reprendre aux Chinois la direction effective de l'économie.

Dans leur quête du pouvoir réel, les gouvernants malais sont amenés à prendre des mesures qui — à tort ou à raison — refroidissent les ardeurs des investisseurs étrangers (le Monde des 27 et 28-29 décembre 1975). Le capital occidental craint en fait que la logique de son action n'amène le gouvernement malaisien à nationaliser peu à peu les avoirs étrangers. Ce qui explique (sans le justifier vraiment) un certain désengagement des banques étrangères depuis deux ou trois ans.

Lorsque survint l'indépendance en Malaisie (en 1957), une grande partie des affaires locales étaient entre des mains étrangères, britanniques principalement. Il en était de même, bien sûr, des institutions financières. Depuis cette période, la Banque centrale a mené une politique visant à renforcer le système bancaire national et à contrôler la croissance des banques étrangères. Cette politique a porté ses fruits : il y a maintenant

38 banques commerciales en Malaisie ; la moitié seulement sont étrangères (dont 3 américaines, 1 britannique, 1 japonaise, 3 de Hongkong, 4 singapouriennes, 1 française). Sur le total des agences des banques fonctionnant en Malaisie moins d'un tiers sont étrangères. Actuellement, seule l'ouverture de bureaux de représentation est encore autorisée (douze banques étrangères en possèdent).

Un volume considérable de crédits bancaires

Cette réglementation a favorisé, par contre, la création de banques d'affaires étrangères, qui sont maintenant au nombre de onze. Selon la loi, celles-ci doivent avoir un partenaire local à participation majoritaire.

Malgré cette volonté de favoriser les Malais, et malgré des résultats certains, les banques étrangères continuent encore la plus grande partie du système bancaire de la Malaisie, détenant 57 % du total des dépôts et 54 % du total des prêts et

des escomptes. Leurs secteurs d'activité les plus rentables sont les transactions sur les changes et cela, surtout, depuis qu'a pris fin l'accord d'interchangeabilité monétaire qui existait avec Singapour (mai 1973). L'importance du commerce extérieur de la Malaisie (50 % du produit national brut) entraîne un volume considérable de crédits bancaires qui explique la continue progression du marché des changes.

LOUIS-E. SAUBOLLE.

• PRÉSENCE DE LA FRANCE EN ASIE

Le banquier oui, mais l'industriel ?

Si la présence des banques françaises en Asie et en Extrême-Orient est ancienne — la Banque de l'Indochine et la B.N.P. disposaient dans cette partie du monde, en particulier dans les pays de l'Indochine française, de « comptoirs » très actifs dès la seconde guerre mondiale — la mise en place d'un véritable réseau de succursales, de filiales et de bureaux de représentation dans l'ensemble de la région s'est effectuée, pour l'essentiel, depuis les débuts des années 70.

Cet effort récent d'implantation des banques françaises en Asie résulte d'un double mouvement : en premier lieu, comme la plupart des grandes banques du monde occidental, les banques françaises ont développé, à un rythme très rapide au cours des dernières années, leurs activités internationales (financement du commerce extérieur, montage d'émissions et d'euro-crédits, etc.) ; cette évolution les a conduites à dépasser, non seulement l'espace national, mais aussi leurs zones d'influence et d'activité traditionnelles (Europe, Afrique).

D'autre part, les banquiers semblent avoir pris conscience, avant les industriels bien souvent, des nouveaux marchés qui pourraient s'ouvrir aux exportations françaises sur ces « terres nouvelles » de l'Asie du Sud-Est et de l'Extrême-Orient, très peuplées, riches en matières premières, mais faiblement industrialisées, à l'exception du Japon. Il est frappant de constater qu'entre 1970 et 1975 la croissance des ventes françaises dans les pays d'Asie a été exceptionnelle.

Attraction et répulsion

Ces disparités dans la géographie bancaire, s'expliquent de plusieurs manières : les banques étrangères ont évidemment tendance à s'installer dans les pays les plus prometteurs sur le plan économique (le Japon, l'Indonésie) et les plus stables politiquement. Ainsi, les banques étrangères ont amorcé un certain désengagement en Thaïlande et même en Malaisie depuis deux ou trois ans. Par ailleurs, les places financières « off shore » de Hongkong et de Singapour (et, dans un proche avenir, de Manille) leur offrent la possibilité de travailler à l'échelon de la région dans des conditions optimales : taxation très réduite, liberté des changes.

lement rapide (+ 21 % par an) et a contribué, pour une part non négligeable, à ce « redéploiement » géographique de nos exportations (sans prêter depuis la crise pétrolière de 1974).

C'est ainsi que les banques françaises disposent aujourd'hui en Asie d'un excellent réseau et de positions solides, même si les banques américaines et, dans une moindre mesure, les banques japonaises se trouvent souvent placées sur ces marchés en position dominante.

Dans certains de ces pays (Hongkong, Malaisie, Singapour), la Grande-Bretagne occupe encore quelques solides bastions financiers, surtout par l'intermédiaire des banques anglaises de Hongkong (Hongkong and Shanghai Bank, Chartered Bank).

Si la plupart des grandes banques sont présentes au Japon (neuf au total, dont quatre sous forme de succursales), à Hongkong, à Singapour et à Djakarta, le réseau bancaire français demeure plus modeste en Malaisie, en Thaïlande, aux Philippines et en Corée du Sud. Sur la carte de l'Asie de l'Est et du Sud-Est, deux « blancs » : la Chine, qui demeure fermée à la pénétration des banques étrangères, et les pays d'Indochine (Vietnam, Cambodge, Laos). A la suite des bouleversements politiques intervenus dans cette zone, la Banque de l'Indochine et la B.N.P. ont dû fermer leurs agences de Saigon et de Phnom-Penh.

quasi-totalité des pays de la région.

Cette politique des « succursales » n'a pas été suivie jusqu'à présent par les autres grandes banques françaises qui ont opté pour des structures plus légères : le Crédit lyonnais a préféré la création, en association avec ses partenaires de la Comptabank et le Banco di Roma, de bureaux de représentation ; la Société générale, sauf à Tokyo où elle dispose d'une succursale, est présente par l'intermédiaire du groupe européen de l'EBIC. Il semble, cependant, que ces formules n'aient pas répondu entièrement aux espoirs de leurs promoteurs et, récemment, certaines de ces banques se sont dotées de représentations locales autonomes (ouverture par le Crédit lyonnais de sociétés financières à Hongkong, installation d'un bureau de la Société générale à Manille).

Cette variété des formes d'implantation (succursales, filiales, bureaux, sociétés financières) traduit également la diversité des activités des banques françaises dans cette région du monde. D'une manière un peu schématisée, on peut dire que les banques étrangères ont en Asie, trois types d'activités principales :

• **LE CRÉDIT À L'EXPORTATION**, spécialement dans le cadre de la procédure du « crédit acheteur » : c'est l'essentiel de l'activité des banques françaises en Indonésie, en Malaisie, aux Philippines. Par l'intermédiaire de leurs bureaux de représentation, ces banques reçoivent les projets industriels à financer, mettent en contact clients locaux et exportateurs français et, enfin, assurent le « montage » financier de l'opération ;

• **LES OPÉRATIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES**, telles que l'octroi de crédits syndiqués, le placement d'émissions sur le marché de l'euro ou de l'asian-dollar, l'investissement en valeurs mobilières, le change, le crédit-bail, etc. Les banques d'affaires (« merchant banks ») et sociétés financières qui s'occupent principalement à Hongkong (où il existe plus de mille « finance companies ») et à Singapour, trouvent, dans des conditions de rentabilité à vrai dire très variables, une large gamme

d'activités financières. Les banques françaises ne sont pas devenues à l'écarter de ce créneau ; plusieurs d'entre elles ont, par exemple, participé à l'octroi de crédits bancaires aux Philippines, à la Corée du Sud, à la Malaisie ou au placement d'emprunts de sociétés japonaises sur le marché des euro-obligations ;

• **BANQUE « CLASSIQUE »**. — Enfin dans certains pays, en particulier au Japon, les banques françaises font de la banque « classique », c'est-à-dire collectent des dépôts sur le marché local, et accordent des prêts aux entreprises du pays de résidence. Les succursales de Tokyo comptent parmi leurs clients quelques-unes des grandes sociétés de commerce ou firmes industrielles japonaises à qui elles consentent à partir de ressources empruntées à leur maison mère ou sur le marché international ainsi que de dépôts collectés localement, des prêts en devises ou en yens.

Quels sont les principaux problèmes que rencontrent les banques françaises pour développer leur présence et leurs activités dans cette région du monde ? Il s'agit d'abord la difficulté qu'elles rencontrent souvent à recruter un personnel de qualité. Dans la banque comme ailleurs, les candidats à l'expatriation sont peu nombreux, malgré les avantages matériels substantiels qu'ils obtiennent à l'étranger. Il y a ensuite un certain manque de dynamisme des industriels français mal préparés à « suivre » des affaires dans ces pays lointains. Ainsi, l'industrie française n'a pas été capable d'enlever le contrat qu'elle pouvait escompter dans l'énorme projet du métro de Hongkong, alors que l'administration et les banques françaises offraient des conditions de financement très concurrentielles ; l'un des « grands » de l'exportation française a renoncé à ce projet faute de trouver un ingénieur acceptant de vivre un ou deux ans à Hongkong !

Enfin, — difficulté de trouver des formules de coopération originales avec les pays communistes asiatiques est un « tre » problème et non des moindres. Dans le cours de l'histoire engagée entre banques et entreprises américaines, japonaises et françaises pour participer à la reconstruction du Vietnam, les sociétés françaises disposent de solides atouts. Sa rent-elles en tirer parti ?

Parfois, on croit perdre du temps et on gagne de l'argent.

Bangkok, Hong Kong, Manille, Singapour. Autant de marchés aux énormes possibilités pour vos produits, de créneaux innombrables, de places financières dynamiques. Mais aussi que de difficultés à surmonter, de subtilités à assimiler, de faux-pas à éviter. Qu'y-a-t-il en effet, de plus divers, de plus complexe, de plus fin que l'Extrême-Orient pour un esprit occidental ?

Vous faire assimiler l'Asie du Sud-Est, ses différentes structures économiques, ses hommes et leurs particularismes ; vous faire bien connaître d'eux, vous et vos produits ; vous apprendre aussi l'art de la patience et leur sens si particulier du temps : voilà ce que vous offre la Société Générale si vous voulez réussir dans la région.

En France, ses spécialistes « Sud-Est Asiatique » vous informeraient sur les différents marchés du secteur, les procédures, les règlements. Ils se chargeront de préparer vos voyages dans les meilleurs délais, vous assisteront dans l'élaboration de vos contrats et la rédaction de leurs clauses financières.

En Asie du Sud-Est, les spécialistes de son bureau de représentation de Jakarta ou de sa filiale, l'European Asian Bank, vous accueilleront, vous assisteront dans toutes vos démarches, vous aideront dans la négociation de vos contrats et contribueront à vos succès.

Commercialement ou financièrement, partout où c'est important pour vous, la Société Générale peut vous aider.

© SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
La banque française et internationale.

Membre de l'EBIC, European Banks International.

هنا من المال

Federal Industria

• JAPON: l'industrie contrôlée et le centralisme assuré

LES sociétés japonaises sont très endettées. On est surpris à l'analyse par la faiblesse de leurs fonds propres, qui ne représentent que 15 % environ de la totalité des actifs. Les banques ont une fonction prépondérante dans le financement de l'économie, elles fournissent près de 80 % des fonds empruntés par l'industrie, la reste provenant à égalité du marché financier (actions et obligations) et des institutions financières gouvernementales.

Les principales banques commerciales sont au centre de groupes industriels et forment la base financière d'une nouvelle version des zaibatsu. Les groupes les plus importants — Mitsubishi, Fuyo et Sumitomo — disposent d'une banque commerciale qui détient des participations dans les sociétés de ces groupes. Des participations croisées assurent l'homogénéité de l'ensemble.

Sans être ni des holdings ni de véritables banques d'affaires, car le montage des financements à long terme leur est interdit, les banques commerciales ont la mission d'intervenir dans les secteurs où les sociétés en difficulté. En maintenant la cohésion au sein des groupes et en assurant la liaison avec la politique industrielle du gouvernement, elles sont à l'origine de la puissance industrielle japonaise.

La récente récession a clairement fait apparaître le rôle majeur des banques et l'a consacré. Les sociétés indépendantes en difficulté qui avaient pas de premier banquier se sont subitement retrouvées dans une situation précaire. Celles qui appartenaient à un groupe ont dû accepter à leur direction des membres délégués par les banques.

Le pouvoir des banques a cependant des limites. La Banque du Japon, qui est probablement la banque centrale la plus puissante du monde, exerce son autorité non pas par les divers instruments traditionnels de la politique monétaire ou par le système de contrôle ou de concertation connu sous le terme de « gyosei shido » (guidage à vue), les banques commerciales collectant une quantité suffisante de dépôts pour financer leurs clients industriels ont constamment emprunteuses auprès de la Banque du Japon. Elles ont, de plus, pratiquement contraintes de souscrire à la qualification des émissions d'obligations dites par le gouvernement pour financer le déficit budgétaire. La banque du Japon exerce aussi son

Cette structure de financement est la conséquence de l'épargne importante des ménages qui, pendant la période de l'après-guerre, a été injectée dans l'économie japonaise par le canal des banques et non pas par celui du marché financier. Les sociétés se sont accommodées de ces méthodes qui, dans une période de taux de croissance élevé et d'inflation, leur ont apportées les moyens con-

autorité en limitant le taux de croissance des crédits accordés par les banques commerciales. De par leur taille, les établissements japonais ont une place éminente dans la communauté bancaire internationale. Parmi les trente plus importantes banques mondiales non américaines, la revue The Banker compte dix banques japonaises contre trois françaises.

La part de leurs revenus tirés d'opérations internationales demeure faible (inférieure à 15 %), alors que le pourcentage pour les principales banques américaines est supérieur à 50 %. Les établissements japonais sont maintenant présents sur les principales places financières internationales et sur les principaux marchés d'exportation du Japon, notamment en Asie. Cette implantation à l'exception de celle de la Banque de Tokyo, est toutefois encore récente et incomplète. C'est aux Etats-Unis que le réseau des banques japonaises est le mieux développé. Les deux filiales américaines de la Banque de Tokyo forment le plus important groupe bancaire étranger sur le continent nord-américain.

L'importance de l'endettement des banques japonaises auprès des banques américaines (15 milliards de dollars) renforce les liens entre les systèmes financiers des deux pays. A cet endettement auprès des banques américaines, il faut ajouter des emprunts de près de 15 milliards de dollars sur le marché de l'euro-dollar. Indirectement victimes d'une crise de confiance, après la faillite de la banque Herstatt, les banques japonaises durent payer une prime sur leurs emprunts en eurodollars. Aujourd'hui, cette discrimination a entièrement disparu et les banques japonaises sont considérées comme un excellent risque par la communauté bancaire mondiale, malgré la faiblesse de leurs capitaux par rapport aux fonds propres.

Les banques japonaises s'internationalisent de plus avec l'accroissement des investissements à l'étran-

ger qui devraient atteindre, dans dix ans, 85 milliards de dollars et placer ainsi le Japon au deuxième rang des pays investissant à l'étranger.

Le rôle international des banques japonaises se développe aussi parallèlement à une plus grande utilisation du yen dans les opérations commerciales internationales. Si une part infime des importations sont libellées en yens, plus de 20 % des exportations le sont maintenant. Afin de réduire les pressions de la hausse du yen, les autorités sont décidées à accroître la part des importations libellées en yens. Cette évolution ne signifie cependant pas que Tokyo deviendra un marché monétaire international de premier ordre, car la banque centrale, qui souhaite maintenir un contrôle étroit sur les banques japonaises, s'oppose résolument à la création d'un marché de l'euro-yen ou même de l'asian-dollar, ouvert aux non-résidents, du type du marché de Singapour.

Les banques étrangères n'ont pourtant pas attendu la création d'un marché monétaire international à Tokyo pour venir s'y implanter. Plus de cinquante d'entre elles disposent de succursales au Japon. Leur part dans le système bancaire japonais demeure faible, car les autorités monétaires imposent des limites aux sources de financement étrangères. Les dépôts reçus par les banques étrangères ne représentent que 1 % environ des dépôts des banques japonaises et les crédits accordés, moins de 2 % de l'ensemble des crédits accordés par les banques japonaises. Les autorités sont, par contre, favorables à l'internationalisation de Tokyo comme marché de capitaux à long terme en l'ouvrant aux emprunteurs étrangers. Le gouvernement autorise les émissions en yens d'emprunteurs étrangers, notamment gouvernementaux, à la cadence d'une fois tous les deux mois. Le montant de chaque emprunt est actuellement limité à 10 milliards de yens (soit 160 millions de francs).

DENIS ANTOINE.

Exo Enterprises Ltd.

B-1101 WATSON'S ESTATE

Watson Road, NORTH POINT

HONGKONG

P.O. Box 4705

NORTH POINT POST OFFICE

TELEX : 74608 EXOEN HX

CABLE : EXOENT HONGKONG

Tél. : 5-704357/9 et 5-780047

Nous sommes une SOCIÉTÉ FRANÇAISE établie depuis plusieurs années dans la BRITISH CROWN COLONY of HONG KONG afin d'en **EXPORTER** des produits de grande consommation ainsi que des équipements variés, tout en y **IMPORTANT** des matières premières, des produits chimiques, des produits de base, des équipements industriels, des alcools, des vins, des produits alimentaires de LUXE...

Quelle que soit votre activité, vous ne pouvez pas rester indifférent devant le potentiel offert par cette partie de l'ASIE, et notre ambition est de vous aider à mieux le connaître, tant à l'EXPORT qu'à l'IMPORT. Nous sommes organisés pour opérer en

BUREAU D'ACHATS

à votre profit et sommes prêts à œuvrer pour vous : recherche du produit, négociation des prix, contrôle avant embarquement, etc.

Nous ne cherchons pas à démontrer que nous sommes les plus ou les SEULS qualifiés et sommes bien conscients que notre principal intérêt est d'**EXISTER** à HONG KONG, et de bien connaître ce qui s'y fait et peut s'y faire. Profitez de notre présence ici pour **VENDRE** et **ACHETER**.

R. G. A. JOSSE,

Directeur Général.

Groupe Descours & Cabaud.

UN PAYS-CLÉ POUR L'INVESTISSEMENT: LA MALAISIE.

Ce que vous cherchez, c'est un centre de profit pour vos investissements. C'est cela que la Malaisie vous offre, parce que la Malaisie est le pays des opportunités: numéro un dans le monde pour l'étain, le caoutchouc, l'huile de palme, le bois de charpente et le poivre, elle offre également une main-d'œuvre nombreuse, instruite et facile à former. Le taux de croissance moyen réel est de 7,4 % par an et le revenu par habitant est parmi les plus élevés d'Asie.

Ajoutez à cela un gouvernement stable, une des monnaies les plus fortes du monde, utilisée par le Fonds Monétaire International pour les prêts, un niveau de vie comptant parmi les plus élevés de l'Asie du Sud-Est. Ces atouts ont été bien intégrés dans un programme d'industrialisation soigneusement mis au point, afin d'encourager les industries liées à l'agriculture, utilisant une main-d'œuvre abondante, faisant appel à une technologie de pointe, et orientées vers l'exportation. Ces encouragements comprennent des allègements fiscaux pendant 10 ans, le rapatriement gratuit des profits et du capital et une excellente infrastructure. La rapidité d'obtention des accords n'est pas non plus à négliger.

Toutes ces raisons font que plus de 600 sociétés internationales sont maintenant implantées en Malaisie. Voici quelques exemples :

U.S.A. — Goodyear, Esso Standard, Carrier International Corporation, Beatrice Foods, Monsanto, Texas Instruments, Motorola.

Europe — Robert Bosch, Siemens, Plessey, Ericsson, G.E.C., J & P Coats, Nestle, I.C.I., Diethelm, Euromedical, J. M. Frankel S.A., L'Air Liquide, Du Pont, A. Clouet and Co.

Japon — Matsushita, Toyobo, Toshiba, Hitachi, Toray Industries Inc.

Alors, si ce que nous vous offrons est bien ce que vous cherchez — un endroit où investir raisonnablement — écrivez-nous pour obtenir plus d'information. La Malaisie peut vite devenir la clé de vos profits en Asie.



Federal Industrial Development Authority of Malaysia

4th - 6th Floor, Wisma Damansara, P.O. Box 618, Kuala Lumpur, Malaysia. Cable: FIDAMAL. Tél. 743633 (20 lignes).

Le "Federal Industrial Development Authority, (Office Fédéral du Développement Industriel de la Malaisie) est une agence gouvernementale responsable du développement de toutes les activités industrielles en Malaisie. Un bureau a été ouvert à Paris pour assister les investisseurs éventuels, qu'ils soient Français, Italiens ou Suisses.

Centre d'Investissement Malaisien
42, avenue Kléber
75116 PARIS

Téléphone: 727.66.96
723.78.08.

Nous sommes à votre disposition pour vous fournir la brochure gratuite "La Malaisie, votre Centre de Profit" et tous les renseignements dont vous pourriez avoir besoin.

PROCHE-ORIENT

LA SITUATION AU LIBAN

La force arabe de dissuasion éprouve les plus grandes difficultés à collecter les armes des deux camps

Beyrouth. — L'une des clauses essentielles du plan de paix arabe pour le Liban risque fort de rester lettre morte. Le désarmement des combattants palestiniens, prévu pour l'instant, la « mission impossible » des forces de dissuasion arabes qui se sont installées avec succès dans la majeure partie du pays. Le formidable armement accumulé dans chaque camp se trouve toujours aux mains des combattants. Selon les décisions prises en octobre, lors des « sommets » de Riyad et du Caire, la collecte de ces armes aurait dû commencer déjà il y a plusieurs jours. Or il n'en a rien été. Des discussions délicates ont lieu entre les commandements de la force de sécurité — assurée par un officier libanais, le colonel Ahmed El Hajj — et les représentants de toutes les parties au conflit. D'ailleurs, le colonel El Hajj, devant les résistances de chacun, a haussé le ton, en déclarant que le « rassemblement » des armes lourdes devrait être terminé avant le 5 décembre (1). Il a ajouté que, si tel n'était pas le cas, il serait contraint de faire usage de la force à l'égard des récalcitrants. Mais il y a tout lieu de penser que cette menace, appuyée par le gouvernement de Damas, dont les troupes constituent plus des neuf dixièmes de la force de sécurité, ne sera pas mise à exécution, et que les mesures prévues ne seront

De notre envoyé spécial

pratiquement pas suivies d'effet. Jusqu'à présent, les partis chrétiens conservateurs ont fait savoir que le désarmement devrait d'abord s'appliquer aux organisations palestiniennes. Mais celles-ci assurent n'être pas visées par une mesure qui ne concerne, à leur avis, que les milices libanaises. Les représentants palestiniens affirment, en effet, n'être tenus qu'à l'application des accords du Caire de 1969. Or, ceux-ci prévoient que les organisations de la résistance sont autorisées à conserver des armes à l'intérieur des camps de réfugiés. Ils se réfèrent à l'un des articles de ces accords selon lequel les autorités palestiniennes « ont pour tâche d'organiser la répartition des armes dans les camps, en tenant compte des critères concernant la sécurité libanaise aussi bien que l'intérêt de la résolution palestinienne ». Le caractère imprécis de ce texte sert la thèse des dirigeants de l'O.L.P. D'autre part, les Palestiniens estiment l'installation à Beyrouth du « comité quadripartite », composé de représentants du Koweït, de l'Égypte, de l'Arabie Saoudite et de la Syrie, et chargé de veiller à l'application du plan de paix. Pour les Palestiniens, en butte à des pressions syriennes de plus en plus fortes, la composition de ce comité représenterait une garantie : ils ne seraient plus à la merci des seuls projets du gouvernement de Damas qui accusent de vouloir exercer une véritable mainmise sur le mouvement palestinien.

PUBLICATION JUDICIAIRE

EXTRAIT MINUTES
GREFFE T.G.I. MACON
Jugement contradictoire : 20 juin 1976, Tribunal correctionnel de MACON, devenu définitif : il appert que le nommé BERTHIAUD Bernard, 31 ans, chef de cuisine aux restaurants SUEZ SERVICE et BRASSERIE J. BOREL, à ST-ALBAIN, demeurant à PERREUX (71), a été condamné à 1 an d'emprisonnement pour les délits de détention illégitime de denrées corrompues et tentative de tromperie sur les qualités substantielles des marchandises. Le Tribunal a également déclaré la SIE JACQUES BOREL, prise en charge par M. LACHAMP, 47 ans, directeur du restaurant JACQUES BOREL, à SAINT-ALBAIN, et CHEFANT à CHARENTAY-LES-MACON (71), civilement responsable de son préposé Bernard BERTHIAUD.

responsables de l'O.L.P. laissent entendre également qu'ils sont prêts à faire un geste de bonne volonté. En fait, chaque parti pourrait prochainement présenter aux forces de dissuasion certains stocks d'armes qui seraient ensuite gardés conjointement par des soldats de la force de sécurité et les miliciens de l'Organisation à laquelle appartiennent ces armes. Les partis conservateurs ont déjà fait connaître qu'ils se rallieraient à un tel « compromis ».

Cette solution, qui permettrait à chacun de ne pas perdre la face, serait toutefois sans portée réelle. Car personne ne se fait d'illusions : les stocks qui seront présentés ne constitueront qu'une partie infime de l'armement de chacun, et les inventaires qui pourraient être dressés seront loin d'être exhaustifs. Les adversaires ont depuis plusieurs semaines pris le soin de préparer des caches pour les armes les plus importantes (cannes-roquettes, mortiers, canons, blindés et munitions). On dit à Beyrouth que les organisations palestiniennes ont aménagé des « magasins » clandestins dans le sud, là où les forces de sécurité ne se sont pas déployées, de même que du côté chrétien. De nombreux armements ont été dissimulés dans la montagne, notamment dans les caves de plusieurs convents. A ce propos, le bruit court que l'irréductible Abou Amr, chef des Gardiens du Cèdre, qui a déclaré prendre la maquis dans le mont Liban, jusqu'au départ du « dernier étranger », pourrait s'être chargé du regroupement d'une partie du matériel lourd détenu par d'autres milices conservatrices.

FRANCIS CORNU.

(1) Selon des indications recueillies le 3 décembre, cet « ultimatum » aurait été finalisé.

● L'Association française d'amitié et de solidarité avec le peuple d'Irak (A.F.A.S.I.) organise le lundi 6 décembre, à 20 h. 30, 44, rue de Rennes, une réunion d'information avec la participation de juristes ayant effectué des missions en Irak.

AFRIQUE

Namibie

Pretoria laisse prévoir des opérations de poursuite contre la SWAPO

De notre correspondante

Johannesburg. — Le saison des pluies a commencé en Afrique australe. En Namibie, l'Ovambo-land, Bantoustan que longe la frontière de l'Angola, se transforme peu à peu en marécage. Le sol sablonneux, peilé l'été, se recouvre de grandes herbes et de broussailles facilitant les opérations des guérilleros pour mener à bien leur mouvement nationaliste, la SWAPO (Organisation du peuple

du Sud-Ouest africain), qui traverse la frontière.

Depuis quelques semaines, le gouvernement sud-africain prépare l'homme de la rue à l'éventualité d'attaques massives contre la SWAPO. Brandissant la menace d'une aide angolaise et cubaine aux guérilleros, il suggère que des ripostes pourraient frapper l'autre côté de la frontière. Regroupant les mises en garde émises le mois dernier par le général Neil Webster, M. Janne de Wet, commissaire général aux affaires indigènes pour le Sud-Ouest africain, a déclaré, vendredi 3 décembre, à la SWAPO, qui possède des camps dans le sud de l'Angola, s'apprêtant à pénétrer dans le territoire et même dans les zones blanches.

Les troupes sud-africaines, a-t-il ajouté, pourraient être forcées d'adopter la tactique de poursuite à chaud pour empêcher les bases de la SWAPO en Angola. Dédaignant les conseils extérieurs, en particulier américains, le gouvernement persiste à refuser toute négociation sur l'indépendance de la Namibie avec l'organisation nationaliste africaine. Il préfère concentrer ses efforts sur la conférence constitutionnelle qu'il organise à Windhoek, et qui rassemble des représentants des différentes tribus africaines, des métis et des Blancs. Cette réunion, après l'invitation qui lui a été faite le 25 novembre dernier par le premier ministre, M. John Vorster, d'achever rapidement ses travaux, essaie, dans la confusion, de surmonter ses divisions et de mettre au point une Constitution pour un gouvernement intérimaire.

En Afrique du Sud même, M. P.W. Botha, ministre de la défense, a appelé les volontaires à rejoindre l'armée : « Si mon appel n'est pas entendu, a-t-il ajouté, je serai obligé d'étendre la mobilisation à d'autres classes d'âge de réserves ». Des milliers de personnes ont aussitôt répondu à son appel. Si la pression aux frontières s'accroît, la mobilisation devrait s'intensifier dans les mois à venir. — C. C.

Rhodésie

LONDRES ACCÉPTE DE JOUER UN RÔLE DIRECT PENDANT LA PÉRIODE DE TRANSITION

M. Crosland, secrétaire d'Etat au Foreign Office a fait au jeudi 2 décembre que la Gran Bretagna était disposée à jouer un rôle direct dans la mise en place d'un gouvernement intérimaire en Rhodésie, « si cela jugé utile par toutes les parties concernées ». Il a précisé « la nature de la présence britannique dépendrait de la structure du gouvernement de transition. Selon le Guardian, les propos de M. Crosland signifiaient que l'Angleterre est prête à nommer un représentant à Salisbury, pendant la période d'attente, accablée ainsi aux vœux de la plupart des délégués noirs présents à la conférence. Ce délégué pourrait être le quotidien — porter le titre « gouverneur général ». En revanche, toute présence militaire britannique reste catégoriquement exclue.

M. Pieter Van der Byl, ministre rhodésien des affaires étrangères et chef de la délégation blanche à Genève, a rejeté la proposition assurant « ne pas voir en cela une victoire ». Une réaction analogue a été enregistrée de la part de la délégation conduite par le révérend Sibhoo.

Un incendie a éclaté, le 4 décembre, à l'aube, à Royal, à Genève, où résident des dirigeants noirs pré à la conférence sur la Rhodésie. M. Mugabe et M. Nkomo ont été blessés, mais n'ont subi que des lésions légères. Une enquête a été ouverte. — (Reuters).

NOËL ET VACANCES DE NEIGE EN SAVOIE
Grand choix en meublé de qualité
Chambres chez l'habitant

Liste ou réserver
GUYOT SURAT
5, rue de la République
73000 Chambéry
Tél. (79) 33-22

(PUBLICITÉ)

APPEL A LA CONSTITUTION D'UN COMITÉ D'ACTION CONTRE UNE EUROPE GERMANO-AMÉRICAINE ET L'ÉLECTION D'UN PARLEMENT A SON SERVICE

I. LA CRISE

Une période difficile s'ouvre en Europe. Depuis quelques mois, la situation des peuples se dégrade dangereusement. La crise de 1973 a cassé la phase d'expansion du capitalisme. Comme dans les années trente, l'inflation, le chômage, la dégradation des monnaies, la récession en spirale d'économies qui s'enfoncent et s'entraînent réciproquement dans la crise risquent de déboucher sur la décomposition des structures démocratiques.

La crise n'est pas néfaste pour tout le monde. Avant 1929, les dépressions cycliques éliminaient du marché les entreprises non compétitives à l'intérieur de chaque pays capitalistes. Depuis 1929, elles agissent aussi à l'échelle internationale. Le nouveau rapport de forces, né de la crise de 1973, se dégage de l'affrontement des grandes puissances capitalistes. Ainsi, la période 73/76 aura vu s'affaiblir, à des degrés divers, l'ensemble des économies de l'Europe Méridionale et vu l'Allemagne Fédérale émerger sur le plan économique, politique et militaire comme la première puissance de l'Europe capitaliste.

II. L'EUROPE GERMANO-AMÉRICAINE

Alors que l'Europe du Nord glisse à droite, les bourgeoisies de l'Europe du Sud se débattent dans des difficultés économiques et politiques croissantes. En France, en Italie, comme en Espagne, le pouvoir ne reflète pas, ou plus, la majorité de l'opinion. L'Etat italien apparaît en voie de dislocation. L'Angleterre s'enfonce dans la crise. Le temps du Traité de Rome est loin, l'« Europe des Travailleurs » une utopie sans fondement dans la réalité.

Construire une Assemblée Européenne supranationale dans un tel contexte revient en fait à consolider un nouveau rapport de forces et une nouvelle division internationale du travail qui débouche à terme sur une hégémonie américaine, l'exercice d'un proconsulat de fait de l'Allemagne de l'Ouest sur les institutions européennes.

L'expérience des institutions européennes a pour résultat constant de profiter aux concentrations industrielles et financières les plus fortes. Les sociétés germano-américaines dites multinationales dominent aujourd'hui le marché européen.

Dans le domaine agricole elles suppriment tout ce qui protège la paysannerie de France et de l'Europe du Sud au profit des seuls intérêts germano-américains.

Les soussignés ne rejettent pas le projet européen par chauvinisme ou par esprit partisan. Ils le combattent parce qu'ils considèrent qu'on ne peut dissocier la lutte pour un avenir socialiste de la défense de l'indépendance nationale des peuples. Ils n'acceptent pas, ils n'accepteront jamais une Europe dominée par l'impérialisme des U.S.A. et une R.F.A. qui revient aux rêves traditionnels de la bourgeoisie pangermaniste.

Etat fort de type constitutionnel, l'Etat Ouest-Allemand, symbiose originale de la technocratie américaine et de la tradition séculaire d'un appareil d'Etat autoritaire et répressif — illustré par Bismarck et Hitler en passant par Nostke — s'est doté, au cours des trois dernières années, de la première armée conventionnelle d'Europe. En violation des traités, la R.F.A. fabrique même des bombes atomiques au Brésil et en Afrique du Sud. Les partisans d'un « avenir européen » autonome de l'Occident feraient bien de réfléchir à la nature et à la dynamique de la révolution actuelle de l'Allemagne. La chasse aux sorcières qui s'y développe préfigure en effet ce que serait leur sort dans une Europe « intégrée », « protégée » par les Américains et dirigée en leur nom par la République Fédérale Allemande.

Pour compléter le tableau, il est maintenant évident qu'une part essentielle des bourgeoisies au pouvoir en Europe du Sud se sont résignées à cautionner sans lutte le nouveau rapport de forces. Elles ont d'abord accepté et lancé des plans d'austérité qui frappent les masses, sans résoudre un problème dont les dimensions internationales échappent aux moyens dont elles disposent. Plus grave encore, elles viennent de signer un accord sur l'élection d'un Parlement

Européen au suffrage universel qui constitue une étape décisive vers l'intégration de leurs pays dans le nouvel empire germano-américain.

Politiquement et économiquement, l'austérité constitue un complément indispensable du nouvel ordre européen. Il faut bien que les peuples s'habituent au statut qui sera le leur dans l'ordre nouveau qu'on leur prépare.

III. COMBATTRE L'EUROPE GERMANO-AMÉRICAINE

Pour ces raisons, les soussignés s'adressent à tous ceux qui ont conscience de ces menaces et leur demandent d'organiser avec eux la lutte contre le projet de Parlement Européen dont les parrains sont MM. Carter, Schmidt, Giscard et Andreotti et les auteurs réels les dirigeants des sociétés multinationales.

Il s'agit d'une bataille qui sera nécessairement difficile.

IV. CONTRE LE PARLEMENT EUROPÉEN

Le projet de Parlement Européen n'est malheureusement pas seulement soutenu par les partis qui constituent la clientèle politique traditionnelle des U.S.A. en Europe, mais aussi des formations politiques qui se réclament de la démocratie et même du socialisme se sont laissés abuser. Aucune mesure d'« austerité », même dite de gauche, ne pourra enrayer la décomposition de l'économie si elle ne s'accompagne pas d'un changement d'orientation de la politique étrangère. L'argument que l'on est trop avancé pour reculer est sans principe et sans valeur. Les grandes lignes d'une alternative de gauche sont claires :

1) Il s'agit d'abord de lutter contre la crise et ses conséquences en combattant l'hégémonie de la haute finance germano-américaine sur l'Europe, la prédominance du dollar et le projet de Parlement Européen.

2) Il faut ensuite casser le front des pays riches face au tiers-monde et accorder un moratoire comp sur les dettes des pays sous-développés, qui supprime toute possibilité de développement.

3) Il faut organiser de nouveaux circuits économiques autonomes en Méditerranée et la coopérer sur des bases nouvelles avec les pays du tiers-monde. Les soussignés appellent l'ensemble des adversaires du projet à organiser avec eux la lutte dans ce qui est contre l'élection du Parlement Européen au suffrage universel et la lutte contre l'austérité, imposée par les partisans des Etats-Unis, en Europe.

Ils appellent tous les adversaires européens à se rencontrer à Paris au début de 1977 pour confronter leurs expériences et unifier l'action contre l'hégémonie germano-américaine sur l'Europe Occidentale.

Général Georges BINOCHE, Compagnon de la Libération

Général PARIS-DE BOLLARDIERE, Compagnon de la Libération

Claude BOURDET, journaliste, Compagnon de la Libération, ancien membre du Conseil national de la Résistance

Pastor Georges CASALIS, théologien, combattant volontaire de la Résistance

Maurice KRIEGL VALRIMONT, journaliste, membre du COMAC, commandement suprême de la Résistance militaire en France sous l'Occupation

Georges MONTARON, directeur de Témoignage chrétien

Marcel PRENANT, biologiste, chef d'état-major national des francs-tirateurs et partisans français sous l'Occupation

Jean-Paul SAKTRE, écrivain

Jean-Pierre VIGIER, physicien, ancien membre l'état-major national des Forces Françaises l'intérieur sous l'Occupation

Pour participer au comité d'action, contre signer cet appel, lui apporter un appel, écrire M. Jean-Pierre VIGIER, Institut Henri-Poincaré, 11, rue Pierre-et-Marie-Curie, 75005 Paris.

سازمان العمل

POLITIQUE

Libres opinions

Chirac et sa droite

par GILBERT COMTE

Dimanche 5 décembre naissance du nouveau Rassemblement chiraquien.

Déjà convergent vers Cécile la confiance, l'ivresse de ce que, en un emprunt hardi à l'argot parisien du dix-neuvième siècle, Mairras nommait bravenement la France, c'est-à-dire amoureuse de la pûence pour elle-même, à n'importe quel prix, dans l'importation quel but. Les rescapés de l'Algérie française, émus aux larmes, étreindront ceux des réseaux anti-O.A.S., dans une commune résolution d'abattre ce François Mitterrand assez scandaleux pour avoir demandé l'annulation politique des 1965, quand lui n'y eût songé à sa place. A l'époque, les jeunes lous pompiliens s'abstenaient prudemment d'aussi brûlantes généralités. Ils auraient bien trop craint d'y rôter leur carrière.

Une fois de plus, nos oûbéliux compatriotes jugent donc les hommes sur ce qu'ils disent, non sur ce qu'ils font. Curieusement, Chirac ne dit rien du tout. Du moins, pas grand-chose. Son mutisme n'obéit pas seulement à une pure tactique. En huit ans de pouvoir, il n'inventa pas un seul mot capable de surprendre les intelligences, de conquérir les cœurs. A l'inverse d'un de Gaulle, il ne soupçonne cependant pas l'efficacité mystérieuse du silence. S'il ne sait pas parler, il ne sait pas non plus se taire, alla discourir vainement de participation au colloque d'Epemay, chez Edgar Faure, voilà quelques semaines. Mais, comme les échéances capitales se rapprochent, il ne peut plus prendre le risque d'une phrase maladroite, équivoque, sous peine de déjouer l'attelage hétéroclite en train de le tirer vers le triomphe.

Une éloquence hasardeuse arracherait des hennissements de douteur à quelques-uns des étamels chevaux de retour placés à l'avant du char. A Périgueux, en octobre, ils supportèrent déjà sans broncher l'entendre leur chef promettre « une révolution culturelle ». Comme à Périn ! Aux trois mille godillots d'Epemay, il annonça ensuite « un véritable travailisme ». A la mi-novembre, son opération s'élabore donc sous le double patronage intellectuel de Mao Tse-toung et du major Atlee. En bon Français, un tel opportunisme s'appelle avoir d'opinion sur rien, ou fournir son drapeau dans sa poche avec une impudence rare. De quel inquisiteur les souches !

Comme par hasard, les hiérarques les plus déconçues de la défunte U.D.R., copains, coquins et requins, naguère fiétrés par l'actuel ministre de l'Intérieur, mais toujours aussi plantureux, appuient tous la manœuvre. D'évidence, ils en attendent beaucoup. Leur clientèle, honteuse d'eux, de ses propres couleurs, malgré d'innombrables et solides succès électoraux, s'inventent volontiers une bonne conscience à ce prix, si l'effort ne lui coûte pas trop.

M. Yves Guéna montrait ingénument le bout de l'oreille quand il déclarait ces temps-ci : « En France, traditionnellement, la gauche a un avantage dans l'opinion. » Si, comme il l'observait encore, la « majorité est perçue comme une coalition de droite », il ne reste donc plus qu'à se prétendre « progressistes », avec la conviction de jouer, un sacré bon tour aux socialistes. S'il paye, bien des chiraquiens s'appliqueront à la comédie. Quand même, il ne faut pas trop pousser ! Dans sa candeur, le petit peuple des fidèles, partout le même, partout honnête, sent qu'un parti entier ne raisonne pas comme Nicolas Machiavel sans y perdre son âme, son honneur, sa légitimité.

A leur différence, le nouveau chef charismatique frêle d'aise dans les stratégies. A la question : « Que veut Chirac ? », l'Europe unanime répondrait voici cent dix ans : « L'unité allemande ! » L'ancien premier ministre, lui, souhaite simplement devenir le prochain président de la République. Cette espèce de modestie paradoxale établit la différence entre un projet et une ambition. S'il se tenait à un principe, comme le Chancelier de fer, la France aurait moins de raisons de le redouter. Un attachement convaincu aux valeurs de la droite traditionnelle lui donnerait de l'indépendance devant la droite économique ou, du moins, plus de force.

Croire à l'ordre, aux valeurs élaborées par l'histoire, à une certaine culture humaniste, aux droits réguliers de l'Etat, enseigne la morale des honneurs et celle des spéculations. A en juger d'après ses emprunts successifs, dérivés, aux idées de ses adversaires, Chirac ne pèsera pas lourd devant les exigences, les suggestions des intérêts attachés à sa réussite. Avec un tel vide dans la tête, au nom de quoi réclamera-t-il aux fœdaux modernes, de la banque, du profit, aux lous-cerviers des combinaisons immobilières, aux affreux destructeurs de cette patrie qu'il prétend sauver ? Un œil impartial n'aperçoit en lui aucune des nos grandes traditions, royales ou républicaines, rien de Colbert ni de Jules Ferry, mais la triste école de Morny, ressuscitée par l'Etat-U.D.R.

Malgré ses équivoques, ses ruses, le suivre n'équivaut donc pas à quelque chèque en blanc remis à un inconnu. La société qu'il nous mène ressemble comme une soeur à celle qu'esquissait largement le système Pompidou : un enfer de tours, de béton, de métal, un Far-West social, mais des taxes, des péages, la police partout, Paris converti en parcourant payant, de Montrouge à La Chapelle, l'Hexagone défilant comme la Côte d'Azur. En politique, une effrayante bêtise de glorieux et de gaullistes : des contrôles fiscaux le jour et, la nuit, les barbouzes.

Probablement, quelques llots salubres subsisteraient en Corréze, à l'usage des jeunes cadres dynamiques dévoués au régime, autorisés à se refaire une santé le dimanche, avant l'infarctus de la cinquantaine. Toute une droite patriote, courageuse, honnête, désespérée sans doute, mais encore assez sûre de ses valeurs pour n'attendre aucun modèle de Mao Tse-toung, n'a rien à voir avec ce monde-là. Bien des choses peuvent encore se produire avant les législatives. Avant de céder à la tentation plébiscitaire, qu'au moins elle réfléchisse, qu'elle se demande si le jeu en vaut vraiment la chandelle.

Hélas ! lui ne l'aide à se ressaisir. Egocentrique en diable, comme d'habitude, la gauche n'a pas pour elle un mot de compréhension. Elle lui jette le terme « droite » au visage comme une insulte, ou un procédé d'intimidation sans y reconnaître vraiment une moitié de la France. Cinquante pour cent des électeurs agressés de la sorte refuseront toujours chez Chirac, malgré ses efforts pour ne pas darder d'œil idéologiquement, avec le concours de leurs voix. Oh ! beaucoup de ces malheureux ne vont pas au rassemblement sans malaise ni réticence. Trop de têtes connues les y attendant, dont ils se remémorent amèrement les exploits.

Mais qu'y peuvent-ils, les pauvres, si personne ne les tranquillise, quand le sergent recruteur numéro un des troupes hostiles au président de la République s'appelle M. Valéry Giscard d'Estaing ? On leur promet, dimanche, la résurrection nationale. Ils auront une kermesse, un carnaval, une foire !

salon des ANTIQUAIRES

26 novembre - 5 décembre 1976

paris place de la bastille

pavillon spédex de 10 à 20 h

mardi et vendredi de 10 à 23 h

organisation : spédex

12 rue clapeyron 75008 paris

LA CONSTITUTION DU « RASSEMBLEMENT

M. Chirac vise-t-il seulement la victoire électorale en 1978 ?

(Suite de la première page.)

Ceux qui, pendant dix-huit ans, ont illustré le gaullisme de gauche ont eu les réflexes trop émus pour s'opposer à temps au dynamisme spontané du député de la Corréze et ils ont dû se résigner à le suivre. L'isolement actuel de M. Chaban-Delmas, la discréditation bougonne des « barons » montrent que les objections se sont réduites à des avortements et que les réticences se sont muées en résignation. Et puis, le caractère gaullien de la démarche de M. Chirac, qui ne s'embarasse pas de négociations ni de dogmes, qui affirme quelques certitudes élémentaires, qui repousse le désordre et les hésitations ou le laxisme ne peut pas déplaire à ceux-là. Si le succès de M. Chirac vient de son dynamisme, de son tempérament, il trouve aussi sa source dans l'exploitabilité qui a été faite avec soin des différences entre son comportement et celui de M. Giscard d'Estaing.

M. Jacques Chirac se défend aujourd'hui de vouloir mener quel que action que ce soit contre le chef de l'Etat. Protestant de son humilité, il aime à rappeler que le président est chargé de défendre la République et de protéger la nation. Ce n'est pas à ce niveau qu'il peut entrer en concurrence avec lui pendant toute la durée du septennat. A l'en croire, son modeste rôle consisterait uniquement à faire en sorte que la majorité ne perde pas les élections de 1978.

Ainsi apparaît déjà une divergence fondamentale quant à la tactique puisque le chef de l'Etat estime toujours qu'il n'y a aucune urgence à entamer la campagne électorale.

Convaincu que la majorité court à l'échec si personne n'entreprend de la mobiliser dès maintenant contre la gauche, M. Chirac veut empêcher que ceux qui ont été déçus par l'action du chef de l'Etat n'aillent vers l'opposition ou ne se résignent à l'abstention.

282 000 MILITANTS U.D.R.

Le nombre des adhérents à l'U.D.R. selon le secrétariat général du mouvement, s'élevait, au 30 novembre 1976, à 282 000, dont 46,6 % de femmes et 53,4 % d'hommes, alors que, dans l'ensemble de la population française, les femmes comptent pour 52,05 % et les hommes pour 47,95 %.

La répartition par tranches d'âge est la suivante : seize à vingt-neuf ans : 14,5 % (35,6 % pour l'ensemble de la population) ; trente à trente-neuf ans : 19,9 % (35,9 %) ; quarante à quarante-neuf ans : 24,6 % (31,2 %) ; cinquante ans et plus : 36,6 % (37,4 %).

La répartition des militants U.D.R. par catégories socio-professionnelles est la suivante (centra parcentés des proportions pour l'ensemble de la population) :

Agenciers : 9,5 % (11 %) ; commerçants artisans professions libérales : 22 % (16,6 %) ; cadres supérieurs : 6,5 % (8,5 %) ; cadres moyens : 11 % (14 %) ; cadres inférieurs : 22 % (24,6 %) ; employés : 19,5 % (15,6 %) ; divers : 9,5 % (7,7 %).

L'APPEL DE M. CHIRAC AU « RASSEMBLEMENT POUR LA RÉPUBLIQUE »

M. Jacques Chirac a rendu public, vendredi 3 décembre, le manifeste suivant :

« L'U.D.R. va se transformer. Le Rassemblement pour la République va naître. Il sera ouvert à toutes celles et à tous ceux qui sont attachés au maintien de nos institutions, de nos libertés et de notre progrès.

« Ce grand rassemblement se constituera sans préjugés ni sectarisme. Ses principes sont clairement énoncés dans le manifeste que j'ai proposé (1). Il contiendra une action résolue, fondée sur le respect intrinsèque de la souveraineté du peuple, de l'indépendance nationale, de la liberté, de la responsabilité et de la dignité de l'homme. Nous empêcherons ainsi la mainmise sur notre pays des tenants du collectivisme.

« Avec tous ceux qui ont le même idéal nous construirons, dans une France forte, généreuse et pacifique, une société de justice et de progrès à la mesure de notre passé et des aspirations de notre jeunesse.

« Je demande à tous de m'aler et de nous rejoindre.

« L'emblème du Rassemblement pour la République est constitué d'un bonnet phrygien rouge, orné d'une cocarde tricolore, et sur lequel est dessinée une croix de Lorraine en traits bien marqués.

(1) Le Monde a publié le texte de ce manifeste qui servira de préambule aux statuts du Rassemblement dans son numéro du 1^{er} décembre.

Se sentant, comme chef de la formation la plus importante, investi d'une responsabilité morale et politique envers l'électorat de la majorité, il veut porter remède à une carence, qu'il juge fautive, de ses chefs officiels. Mais s'il ne veut pas être opposé au président de la République, s'il accepte même de passer pour son suppléant, M. Chirac ne veut pas non plus se laisser « enfermer à droite ». S'il a préféré ignorer, plutôt que de repousser, le soutien appuyé que lui a apporté le Parti des forces nouvelles (extrême-droite), c'est qu'il n'entend pas négocier avec des « dits-majors » qu'il préfère peut-être devant le peu d'empressement de ceux-ci — s'adresser directement à la base. Déjà, dans les comités de son secrétariat, place du Palais-Bourbon, s'accroissent des milliers de demandes d'adhésion au futur Rassemblement, qui ne seront respectivement qu'après le 5 décembre, alors qu'à l'U.D.R. elle-même huit mille nouvelles adhésions ont été enregistrées en novembre.

M. Chirac veut élargir l'audience de l'U.D.R. et toucher un électorat populaire, éveiller ou plutôt réveiller un courant. Depuis longtemps déjà, dans les milieux du mouvement, on se félicite de la foule des militants redoublés assez fidèlement la composition sociologique et professionnelle de la nation, ce qui a entraîné les chefs dirigeants à préférer les termes de « mouvement » ou de « rassemblement » à celui de « parti ».

C'est pour ces raisons que le manifeste du nouveau Rassemblement (Le Monde du 1^{er} décembre) insiste tant sur les notions de progrès et de justice sociale et sur celle de participation qui ne fait que réaffirmer l'objectif de cette tentative, c'est-à-dire à la fois sur les lendemains du 5 décembre et sur l'après-1978. Alors que M. Chirac proclame que

Mais ces proclamations se réduisent à des effets de tribune et à des slogans rhétoriques si elles ne trouvent pas d'applications concrètes. Si l'accent doit être mis sur les dangers qu'une victoire de la gauche ferait courir à ces conceptions, il y a lieu de prévoir aussi être opposés aux déviations de l'action gouvernementale elle-même.

Refuser « l'Inacceptable »

Ainsi le groupe parlementaire qui prendra, dès le 7 décembre, le titre de groupe du Rassemblement pourra-t-il peser avec plus de poids dans le débat des initiatives du pouvoir. On s'y félicite déjà que, à propos de la taxe professionnelle, M. Barre ait manifesté l'intention d'étudier une révision du texte. On réserve au 7 décembre, comme une menace — la décision sur le projet étendant les pouvoirs budgétaires de l'Assemblée de Strasbourg. On ne cache pas que le projet d'élection du Parlement européen au suffrage universel ne pourrait être acceptable que si des garanties solennelles étaient données quant à la limitation des pouvoirs de cette assemblée. En revanche, M. Chirac et ses amis n'hésitent pas à repousser le projet relatif à la réforme des tribunaux de grande instance. Ils ont même, selon eux, porté une grave atteinte à l'indépendance nationale. Bien qu'ils précisent que ce n'est pas une question de censure — ne vise qu'un texte et non l'ensemble de la politique du gouvernement — ils ne craignent pas de dire : « Si les choses sont acceptables, nous ne les acceptons pas ».

EN AVION, EN TRAIN ET EN VOITURE

Dans toutes les régions, des militants et leurs invités qui sont attendus au nombre de quelques centaines à la porte de Versailles ont offert des trains spéciaux, des autocars ou des voitures particulières. De Corse, deux avions ont été envoyés à l'aéroport de Paris. Notre correspondant à Toulouse décrit ici le départ des militants de cette région.

(De notre correspondant.)

Toulouse. — Le mauvais temps qui sévit depuis quelques jours sur l'ensemble de la région Midi-Pyrénées n'a pas dissuadé les membres de l'U.D.R. de se rendre au rassemblement de Paris. On utilisera les cars existants et cinquante personnes environ seraient parties par ce moyen de transport. Mais de nombreux départs se feront samedi soir par un train spécial formé en gare de Toulouse-Matabiau. Tandis que certains ont préféré utiliser leur voiture personnelle.

On peut évaluer à plus d'un millier les militants gaullistes qui se rendront à Paris pour le week-end.

De même, au sujet de la candidature de M. d'Ornano à la mairie de Paris, M. Chirac ne semble pas désireux de jouer les conciliateurs. Il voit dans cette désignation « désinvolte » une illustration de l'obstination des républicains indépendants à réduire partout l'audience électorale de l'U.D.R. Il laissera donc ses amis gaullistes parisiens libres de s'y opposer, mais il se garde bien de donner son « investiture » à M. Le Maho, ne voulant pas prêter le flanc aux reproches adressés précédemment à M. Giscard d'Estaing pour avoir désigné M. d'Ornano. Par ailleurs, au principe de la candidature unique aux élections législatives, M. Chirac est cependant résolu à présenter des candidats du Rassemblement partout où ses alliés lui créeraient des difficultés. C'est en quelque sorte déjà la paix armée et l'on envisage, à l'U.D.R., avec satisfaction l'issue que le pouvoir officiel ou les autres formations de la majorité calquent de plus en plus leur comportement sur celui de M. Chirac ou ne se manifestent qu'en réaction à ses faits et gestes.

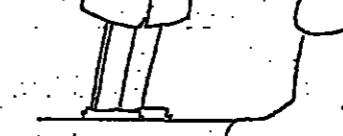
Dès lors, au sein de l'U.D.R. et parmi ceux qui s'apprêtent à rejoindre le Rassemblement, on s'interroge sur la finalité profonde de cette tentative, c'est-à-dire à la fois sur les lendemains du 5 décembre et sur l'après-1978. Alors que M. Chirac proclame que

son ambition se borne à assurer la victoire de la majorité aux élections législatives, M. Debré fait remarquer qu'on ne peut pas seulement « voter en fonction d'élections à gagner », et personne n'envisage sérieusement, au lendemain d'un éventuel succès législatif, la mise au rebut d'un appareil qui se veut aussi puissant.

M. Chirac — dont la démarche précipitée a cependant toujours été méthodique — se garde bien de répondre. Parfois, lorsqu'il est en valeur de confidences, l'ancien premier ministre aime à raconter l'histoire de sa candidature en Corréze le mois dernier. « Beaucoup, dit-il, me déconseillaient de courir les aléas d'une campagne électorale qui n'apporterait rien à mon autorité nationale et où j'étais d'être mis en bulle. Il ajoute : « Je ne pourrais pas mener une action nationale si l'on pouvait me suspecter de n'avoir même pas la confiance de mes électeurs. Malheureusement, la preuve est faite. » Le député de la Corréze en conclut que si l'on peut gouverner avec la seule légitimité pour soi, on ne peut exiger l'autorité et inspirer la confiance. L'on ne possède pas la légitimité.

Cette analyse pose plus de questions pour l'avenir du régime que la création du Rassemblement ne résout de problèmes.

ANDRÉ PASSERON.



(Dessin de KONK)

Le refus de M. Chaban-Delmas

M. Jacques Chaban-Delmas, qui, au cours du dernier comité central de l'U.D.R., avait voté contre la réforme des statuts mais adressé, vendredi 3 décembre, une lettre à M. Yves Guéna, secrétaire général du mouvement, pour lui annoncer « qu'il ne viendrait pas à la porte de Versailles ».

M. Chaban-Delmas fait savoir qu'il « ne prendra acte des décisions des assises, et que, poursuivant son action au sein du mouvement, il s'efforcera de réajuster les quelques majeurs qu'il appréhende ».

« Le passé m'impose pour l'avenir un devoir de fidélité à l'égard des principes d'action politique que nous a enseignés le général de Gaulle. Je ne m'y déroberai pas. »

L'ancien premier ministre exprime « son accord sur un nouveau plan de rassembler une majorité plus portée à la critique qu'à la résignation qu'à l'action ».

M. Chaban-Delmas fait savoir qu'il « ne prendra acte des décisions des assises, et que, poursuivant son action au sein du mouvement, il s'efforcera de réajuster les quelques majeurs qu'il appréhende ».

« Le passé m'impose pour l'avenir un devoir de fidélité à l'égard des principes d'action politique que nous a enseignés le général de Gaulle. Je ne m'y déroberai pas. »

L'ancien premier ministre exprime « son accord sur un nouveau plan de rassembler une majorité plus portée à la critique qu'à la résignation qu'à l'action ».

M. Chaban-Delmas fait savoir qu'il « ne prendra acte des décisions des assises, et que, poursuivant son action au sein du mouvement, il s'efforcera de réajuster les quelques majeurs qu'il appréhende ».

« Le passé m'impose pour l'avenir un devoir de fidélité à l'égard des principes d'action politique que nous a enseignés le général de Gaulle. Je ne m'y déroberai pas. »

L'ancien premier ministre exprime « son accord sur un nouveau plan de rassembler une majorité plus portée à la critique qu'à la résignation qu'à l'action ».

M. Chaban-Delmas fait savoir qu'il « ne prendra acte des décisions des assises, et que, poursuivant son action au sein du mouvement, il s'efforcera de réajuster les quelques majeurs qu'il appréhende ».

« Le passé m'impose pour l'avenir un devoir de fidélité à l'égard des principes d'action politique que nous a enseignés le général de Gaulle. Je ne m'y déroberai pas. »

L'ancien premier ministre exprime « son accord sur un nouveau plan de rassembler une majorité plus portée à la critique qu'à la résignation qu'à l'action ».

M. Chaban-Delmas fait savoir qu'il « ne prendra acte des décisions des assises, et que, poursuivant son action au sein du mouvement, il s'efforcera de réajuster les quelques majeurs qu'il appréhende ».

« Le passé m'impose pour l'avenir un devoir de fidélité à l'égard des principes d'action politique que nous a enseignés le général de Gaulle. Je ne m'y déroberai pas. »

L'ancien premier ministre exprime « son accord sur un nouveau plan de rassembler une majorité plus portée à la critique qu'à la résignation qu'à l'action ».

M. Chaban-Delmas fait savoir qu'il « ne prendra acte des décisions des assises, et que, poursuivant son action au sein du mouvement, il s'efforcera de réajuster les quelques majeurs qu'il appréhende ».

« Le passé m'impose pour l'avenir un devoir de fidélité à l'égard des principes d'action politique que nous a enseignés le général de Gaulle. Je ne m'y déroberai pas. »

L'ancien premier ministre exprime « son accord sur un nouveau plan de rassembler une majorité plus portée à la critique qu'à la résignation qu'à l'action ».

son ambition se borne à assurer la victoire de la majorité aux élections législatives, M. Debré fait remarquer qu'on ne peut pas seulement « voter en fonction d'élections à gagner », et personne n'envisage sérieusement, au lendemain d'un éventuel succès législatif, la mise au rebut d'un appareil qui se veut aussi puissant.

M. Chirac — dont la démarche précipitée a cependant toujours été méthodique — se garde bien de répondre. Parfois, lorsqu'il est en valeur de confidences, l'ancien premier ministre aime à raconter l'histoire de sa candidature en Corréze le mois dernier. « Beaucoup, dit-il, me déconseillaient de courir les aléas d'une campagne électorale qui n'apporterait rien à mon autorité nationale et où j'étais d'être mis en bulle. Il ajoute : « Je ne pourrais pas mener une action nationale si l'on pouvait me suspecter de n'avoir même pas la confiance de mes électeurs. Malheureusement, la preuve est faite. » Le député de la Corréze en conclut que si l'on peut gouverner avec la seule légitimité pour soi, on ne peut exiger l'autorité et inspirer la confiance. L'on ne possède pas la légitimité.

Cette analyse pose plus de questions pour l'avenir du régime que la création du Rassemblement ne résout de problèmes.

ANDRÉ PASSERON.

M. Chaban-Delmas fait savoir qu'il « ne prendra acte des décisions des assises, et que, poursuivant son action au sein du mouvement, il s'efforcera de réajuster les quelques majeurs qu'il appréhende ».

« Le passé m'impose pour l'avenir un devoir de fidélité à l'égard des principes d'action politique que nous a enseignés le général de Gaulle. Je ne m'y déroberai pas. »

L'ancien premier ministre exprime « son accord sur un nouveau plan de rassembler une majorité plus portée à la critique qu'à la résignation qu'à l'action ».

M. Chaban-Delmas fait savoir qu'il « ne prendra acte des décisions des assises, et que, poursuivant son action au sein du mouvement, il s'efforcera de réajuster les quelques majeurs qu'il appréhende ».

« Le passé m'impose pour l'avenir un devoir de fidélité à l'égard des principes d'action politique que nous a enseignés le général de Gaulle. Je ne m'y déroberai pas. »

L'ancien premier ministre exprime « son accord sur un nouveau plan de rassembler une majorité plus portée à la critique qu'à la résignation qu'à l'action ».

M. Chaban-Delmas fait savoir qu'il « ne prendra acte des décisions des assises, et que, poursuivant son action au sein du mouvement, il s'efforcera de réajuster les quelques majeurs qu'il appréhende ».

« Le passé m'impose pour l'avenir un devoir de fidélité à l'égard des principes d'action politique que nous a enseignés le général de Gaulle. Je ne m'y déroberai pas. »

L'ancien premier ministre exprime « son accord sur un nouveau plan de rassembler une majorité plus portée à la critique qu'à la résignation qu'à l'action ».

M. Chaban-Delmas fait savoir qu'il « ne prendra acte des décisions des assises, et que, poursuivant son action au sein du mouvement, il s'efforcera de réajuster les quelques majeurs qu'il appréhende ».

« Le passé m'impose pour l'avenir un devoir de fidélité à l'égard des principes d'action politique que nous a enseignés le général de Gaulle. Je ne m'y déroberai pas. »

L'ancien premier ministre exprime « son accord sur un nouveau plan de rassembler une majorité plus portée à la critique qu'à la résignation qu'à l'action ».

M. Chaban-Delmas fait savoir qu'il « ne prendra acte des décisions des assises, et que, poursuivant son action au sein du mouvement, il s'efforcera de réajuster les quelques majeurs qu'il appréhende ».

« Le passé m'impose pour l'avenir un devoir de fidélité à l'égard des principes d'action politique que nous a enseignés le général de Gaulle. Je ne m'y déroberai pas. »

L'ancien premier ministre exprime « son accord sur un nouveau plan de rassembler une majorité plus portée à la critique qu'à la résignation qu'à l'action ».

M. Chaban-Delmas fait savoir qu'il « ne prendra acte des décisions des assises, et que, poursuivant son action au sein du mouvement, il s'efforcera de réajuster les quelques majeurs qu'il appréhende ».

« Le passé m'impose pour l'avenir un devoir de fidélité à l'égard des principes d'action politique que nous a enseignés le général de Gaulle. Je ne m'y déroberai pas. »

L'ancien premier ministre exprime « son accord sur un nouveau plan de rassembler une majorité plus portée à la critique qu'à la résignation qu'à l'action ».

M. Chaban-Delmas fait savoir qu'il « ne prendra acte des décisions des assises, et que, poursuivant son action au sein du mouvement, il s'efforcera de réajuster les quelques majeurs qu'il appréhende ».

« Le passé m'impose pour l'avenir un devoir de fidélité à l'égard des principes d'action politique que nous a enseignés le général de Gaulle. Je ne m'y déroberai pas. »

L'ancien premier ministre exprime « son accord sur un nouveau plan de rassembler une majorité plus portée à la critique qu'à la résignation qu'à l'action ».

M. Chaban-Delmas fait savoir qu'il « ne prendra acte des décisions des assises, et que, poursuivant son action au sein du mouvement, il s'efforcera de réajuster les quelques majeurs qu'il appréhende ».

« Le passé m'impose pour l'avenir un devoir de fidélité à l'égard des principes d'action politique que nous a enseignés le général de Gaulle. Je ne m'y déroberai pas. »

L'ancien premier ministre exprime « son accord sur un nouveau plan de rassembler une majorité plus portée à la critique qu'à la résignation qu'à l'action ».

M. Chaban-Delmas fait savoir qu'il « ne prendra acte des décisions des assises, et que, poursuivant son action au sein du mouvement, il s'efforcera de réajuster les quelques majeurs qu'il appréhende ».

« Le passé m'impose pour l'avenir un devoir de fidélité à l'égard des principes d'action politique que nous a enseignés le général de Gaulle. Je ne m'y déroberai pas. »

L'ancien premier ministre exprime « son accord sur un nouveau plan de rassembler une majorité plus portée à la critique qu'à la résignation qu'à l'action ».

M. Chaban-Delmas fait savoir qu'il « ne prendra acte des décisions des assises, et que, poursuivant son action au sein du mouvement, il s'efforcera de réajuster les quelques majeurs qu'il appréhende ».

« Le passé m'impose pour l'avenir un devoir de fidélité à l'égard des principes d'action politique que nous a enseignés le général de Gaulle. Je ne m'y déroberai pas. »

L'ancien premier ministre exprime « son accord sur un nouveau plan de rassembler une majorité plus portée à la critique qu'à la résignation qu'à l'action ».

M. Chaban-Delmas fait savoir qu'il « ne prendra acte des décisions des assises, et que, poursuivant son action au sein du mouvement, il s'efforcera de réajuster les quelques majeurs qu'il appréhende ».

LES BANQ
ONT PAS L
DE REGA
USSER LES

bscra

هنا من الأهل

POUR LA RÉPUBLIQUE »

A chacun sa politique

DEUX conceptions de la notion de majorité se trouvent en présence. L'une annonce comme un impératif la nécessité pour les forces qui la composent de vivre en commun, quelles que soient les divergences d'opinion. C'est par rapport à la personne du président de la République que l'on doit se situer, ses décisions valent tant lieu d'idéologie.

L'autre conception se situe à l'opposé : elle prétend que ce qui compte, ce sont les idées et qu'une action politique en commun ne peut être menée que par des individus ou des groupements qui partagent les mêmes aspirations et poursuivent les mêmes objectifs.

Le débat mérite d'être approfondi puisque le résultat des élections législatives, et par conséquent notre avenir, dépend du choix qui se trouvera finalement opéré entre ces deux thèses.

Des circonstances ont fait que le président de la République, élu en 1974, ne disposait pas, et ne dispose toujours pas, d'une large représentation à l'Assemblée nationale et que sa majorité ne coïncide donc pas avec la majorité parlementaire en place. Une telle situation se produit pour la première fois depuis le début de la V^e République et c'est un fait d'importance. On constate chaque jour, en effet, que les intentions de M. Giscard d'Estaing n'ont pas reçu l'approbation de la formation qui compte le plus de députés.

Si la majorité qui appuie de Gaulle pouvait indifféremment être appelée parlementaire ou présidentielle, ce n'était pas pour la raison que le général avait proposé l'élection au suffrage universel, pas plus parce qu'il avait été désigné en 1965 dans ces conditions, mais parce qu'au cours des années la volonté des Français avait fait que les deux majorités s'identifiaient.

M. Giscard d'Estaing souhaite mener dans tous les domaines une politique qui soit la sienne et c'est parfaitement son droit. La difficulté réside en ce que ses objectifs se révèlent nettement différents de ceux que l'U.D.R. sans laquelle aucune décision d'urgence ne peut être prise.

par PIERRE LEFRANC (*)

Je sais bien que l'on s'efforce de masquer les divergences en avançant des formules bâtarde dans le meilleur esprit de la III^e République. On parle d'unité sociale sans doute pour écarteler la notion d'unité politique, de la participation par la décentralisation, ce qui n'est qu'une partie, très limitée, de la participation voulue par de Gaulle, et l'on propose l'indépendance par la solidarité économique comme si l'indépendance nationale, dont se souciaient tant les gaullistes, était tout entière comprise dans cet aspect restreint des choses. On utilise les mêmes mots en leur enlevant leur sens véritable. De plus, sont naturellement passés sous silence les vrais conflits, tels que le statut des entreprises, l'autonomie de notre défense et les structures de l'Europe future.

Car, enfin, la diminution de notre capacité nucléaire, notre alignement sur les thèses stratégiques américaines, l'élection d'un « Parlement » européen que nos partenaires considèrent comme une structure constituante à vocation supranationale, ce sont là des abandons que jamais, jamais, le général de Gaulle n'aurait acceptés.

Vouloir dissimuler les désaccords fondamentaux qui opposent les gaullistes au président de la République et à son parti ne me paraît pas une bonne méthode pour lutter contre l'action de l'opposition. S'efforcer de cacher derrière un nuage de fumée de telles discordances ne trompera personne, mais donnera au contraire l'impression que, pour des besoins électoraux, une façade artificielle a été fabriquée et que, le franchi, les querelles reprendront de plus belle. Le sentiment d'être placé devant un trompe-l'œil ne ralliera certainement pas les électeurs.

Non, il semble qu'il serait plus honnête et plus efficace de placer le pays devant la réalité. Les républicains indépendants, les centristes et leur chef M. Giscard d'Estaing proposent une certaine politique et les gaullistes en conçoivent une autre reprenant les grandes options du général de Gaulle. Chacun propose et défend une politique. Voilà

qui est clair. Mais cette vérité comporte une conséquence évidente : elle commande que des candidats distincts soient présentés aux suffrages des citoyens.

Des lors, au premier tour des élections législatives, les Français seront en situation de choisir entre le conservatisme centriste et le gaullisme et, ainsi, toutes les voix opposées au marxisme auront la possibilité de s'exprimer. N'oublions pas, en effet, qu'aucun gaulliste ne votera pour un gaulliste et, réciproquement, qu'aucun gaulliste ne donnera sa voix à un partisan d'une Europe supranationale. Pour faire le plein des voix au premier tour, il est indispensable que chaque électeur non marxiste puisse voter pour un candidat de sa convenance. L'éventail doit être complet et c'est ce qu'on fort bien compris les partisans du programme commun qui présenteront, par circonscription, autant de candidats qu'il y a de partis dans leur complot.

Au second tour, sans dommage aucun, tous les groupements imaginables pourront se réaliser pour s'opposer aux marxistes. Pas une voix, au contraire, n'aura été perdue et le chef de l'Etat, comme tous les Français, sera nettement fixé sur les vœux de l'opinion : il n'ignorera plus la place respective des socialistes et des communistes et il saura si l'opinion le suit ou reste fidèle aux options du général de Gaulle.

J'ajouterais que chaque candidat combattant pour ses idées mènera la lutte avec plus de vigueur, s'en trouvera plus crédible, et les Français attachés à la liberté, n'étant pas trompés, voteront plus volontiers sachant pour qui et pour quoi ils se prononcent.

La pluralité des candidatures au premier tour servirait donc chacune des formations de l'actuelle majorité : elle est le moyen le plus sûr de faire échec au marxisme, par conséquent de maintenir la V^e République, et je forme le vœu que le président de la République, garant désigné de nos institutions, en soit convaincu.

(*) Président de l'Association nationale d'action pour la redécouverte du général de Gaulle.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Les conditions de l'adoption sont élargies

L'Assemblée nationale examine jeudi 2 décembre le projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à l'adoption déjà voté par le Sénat (le Monde du 16 avril). Après les interventions de MM. RIVIERRE (U.D.R.), rapporteur ; GUICHARD, ministre de la Justice ; RIZET (apparenté U.D.R. Manche) et de MM. CONSTANS (P.C., Haute-Vienne) et THOMAS-PATTENOTRE (rad. de gauche, Yvelines), l'Assemblée adopte plusieurs amendements.

Le premier amendement, présenté par M. VILLA (P.C.), augmente le nombre des couples qui peuvent adopter un enfant en supprimant l'exigence d'un âge minimum de trente ans pour l'un des époux. Deux autres, défendus par Mme CHONAVEL (P.C.), facilitent l'adoption d'un enfant par une personne seule. Le gouvernement fait également adopter un amendement qui dispose qu'à l'article 343 du code civil, il est ajouté un alinéa stipulant que « la condition d'âge (...) n'est pas exigée en cas d'adoption de l'enfant du conjoint ». Deux autres amendements, présentés l'un par la commission et l'autre par Mme Constans, et proposant que le consentement de l'enfant recueilli à son adoption plénière soit demandé non plus s'il est âgé de plus de quinze ans, mais dès l'âge de treize ans, sont également adoptés. La commission obtient, de même, le vote d'un autre amendement modifiant ainsi le seul alinéa de l'article 348 du code civil : « Une nouvelle adop-

tion peut être prononcée, soit après décès de l'adoptant ou des deux adoptants, soit encore après décès de l'un des deux adoptants, si la demande est présentée par le nouveau conjoint du survivant d'entre eux ».

Enfin, un dernier amendement, également présenté par la commission des lois et adopté par les députés, tend à simplifier les conditions de fixation de la nationalité des enfants qui ont bénéficié d'une adoption plénière, abrogeant ainsi l'article 35 du code de la nationalité française.

L'ensemble du projet de loi, mis aux voix, est adopté. La séance est levée à 19 heures.

Le médiateur

L'Assemblée nationale examine ensuite la proposition de loi adoptée par le Sénat tendant à compléter la loi du 3 janvier 1973 instituant un médiateur. Après les interventions de MM. GERBER (R.I.), rapporteur, et Guichard, ministre de la Justice, l'Assemblée précise que les membres du Parlement peuvent, de leur propre chef, saisir le médiateur d'une question de compétence qui leur paraît mériter son intervention. Elle supprime l'obligation faite au médiateur, lorsqu'il veut rendre publiques ses recommandations, de les publier sous la forme d'un rapport spécial annuel.

La proposition de loi est adoptée après que M. CHAENDENAGOR (P.S.) a souligné le caractère « anodin » de cette réforme.

L'Europe des médecins

En séance de nuit, sous la présidence de M. CLAUDIUS-PETIT (rad.), l'Assemblée examine, après discussion, le projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession médicale. Ce texte introduit, dans le droit français, les dispositions communautaires sur la liberté d'établissement des médecins au sein de la C.E.E., la libre prestation de services, la reconnaissance mutuelle des diplômes. Il concerne également les citoyens andorrans.

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, M. DESJARDIS (U.D.R.) estime que le risque de

flux migratoires importants semble limité, sauf pour les zones frontalières où des attractions surmédicalisées, comme la Côte d'Azur. Selon Mme VEIL, ministre de la Santé, « il n'y a pas lieu de craindre un bouleversement de notre démographie médicale ».

Dans la discussion générale, le docteur MILLET (P.C., Gard) dénonce la politique de santé du gouvernement, qui vise à instituer « un régime de protection sociale minimum ». Il annonce que son groupe s'abstiendra dans le vote final.

Le docteur BASTIDE (P.S., Gard) dénonce « l'esprit de corporatisme rétrograde » de l'insti-

tution de l'ordre des médecins. « Sa pseudo-autorité morale, affirme-t-il, est une imposture ». Pour le docteur TISSANDIER (R.I., Indre), « l'instauration de telles dispositions dans notre droit montre que la construction européenne est une réalité vivante ».

Dans la discussion des articles l'Assemblée adopte, à l'article 2 (prestation de services), deux amendements du rapporteur : le premier précise que l'attestation dont est assortie la déclaration préalable à laquelle est soumis le médecin est fournie par l'autorité compétente de l'Etat membre, et non par l'Etat membre lui-même ; le second dispose que ce document doit être accompagné d'une déclaration attestant qu'aucune instance pouvant entraîner l'interdiction temporaire ou définitive de l'exercice de la médecine dans le pays d'origine ou de provenance n'est en cours à son encontre.

Après l'article 4, l'Assemblée adopte un amendement du rapporteur, modifié par Mme Veil, qui précise : « tout médecin non titulaire du diplôme français d'Etat de docteur en médecine est tenu, dans tous les cas où il fait état de son titre ou de sa qualité de médecin, de faire figurer le lieu de l'établissement universitaire où il a obtenu le diplôme, le titre ou certificat lui permettant d'exercer la médecine ».

A l'article 10, un amendement du gouvernement vise à mieux préciser la procédure d'inscription au tableau de l'ordre lorsqu'un Etat consulté sur les antécédents professionnels et pécuniaires du demandeur ne répond pas. En ce qui concerne les ressortissants des Etats de la C.E.E., la commission souhaitait que, dans le cas où un praticien qui vient de commettre des faits répréhensibles n'a pas encore été condamné et tente de s'établir dans un autre pays membre, un contrôle suffisant puisse être exercé. Mme Veil s'engage en tenant compte dans le décret d'application.

Est adopté enfin un amendement de la commission qui indique que le praticien étranger devra faire la preuve devant le conseil départemental de l'ordre d'une connaissance minimale de la langue française.

L'ensemble du projet ainsi modifié est adopté par l'Assemblée. B. B. et P. Fr.

AU SÉNAT

Les budgets de l'éducation et de l'agriculture

Le Sénat a adopté, pendant les journées du 2 et du 3 décembre, les crédits de l'éducation et des universités, le budget annexe des prestations sociales agricoles et le budget du ministère de l'Agriculture. Comme chaque année (plus peut-être en raison des échéances électorales), de nombreux orateurs, élus locaux

ou maires, sont venus présenter les doléances des milieux ruraux. Dans la nuit de jeudi à vendredi, l'examen des crédits de Mme Saunier-Seïté a été l'occasion d'un échange de propos un peu vifs entre le secrétaire d'Etat et quelques sénateurs de gauche, en particulier MM. Pisani et Cogniot.

Premier orateur, M. CHAZELLE (P.S.), rapporteur de la commission des finances, éplora la faiblesse de quatre mille huit cent vingt-cinq écoles à classe unique, qui vient aggraver l'exode rural. Il note que fin 1977 sera achevé le programme de nationalisation des établissements. Désormais, il n'y aura donc plus de collèges non étatisés, mais 36 % des dépenses demeureront néanmoins à la charge des collectivités locales.

M. CHAUVIN (Union cent.) exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, qui s'interroge sur les moyens destinés aux collèges pour répondre à leur nouvelle mission, qui est de fournir à ces lycéens une formation plus complète et plus prolongée de l'école primaire ni préparatoire aux grandes classes. M. BABY, ministre de l'éducation, souligne l'effort de la réforme qui va entraîner l'application dès la rentrée de 1977 : « il s'agit (...) de permettre à chaque jeune Français d'affirmer son individualité particulière et d'accéder à une culture et à la fois globale et personnelle qui sera de lui un citoyen libre ».

M. GROS (ind.) estime qu'il est temps de réhabiliter le travail manuel à l'école. Il souhaite aussi que l'on donne aux enfants une formation critique pour faire face à « l'agression des médias ». M. MALBECOT (Un. cent.) pense que le critère du revenu déclaré pour l'octroi de bourses conduit à des injustices. Pourquoi ne multiplierait-on pas les prêts d'honneur ? M. TALON (U.D.R.) affirme que la scolarisation obligatoire jusqu'à seize ans est un obstacle à la revalorisation du travail manuel. Mme LAGATU (P.C.) réclame, au contraire, la multiplication des collèges techniques, tandis que Mme EDELIN (P.C.) souligne que la gratuité scolaire reste une promesse toujours tenue. Pour M. ALLIER (P.S.), les regroupements scolaires ne devraient pas être décidés par les bureaux, mais sur place, et avec l'accord des familles, car pour les tout-petits le transport est traumatisant.

« Faute de moyens », déclare M. GUILLARD (ind.), l'enseignement privé éprouve du mal à suivre la réforme scolaire. M. LAMOUSSÉ (P.S.) déplore la guerre scolaire menée contre les écoles normales. M. COGNIOU (P.C.) demande que l'on convertisse en postes nouveaux les crédits d'heures supplémentaires et dénonce l'esprit d'une réforme qui condamne la classe travaillante à recevoir une culture au rabais. Dans sa réponse, le ministre de

l'éducation annonce qu'il présentera, en deuxième délibération, un amendement majorant de 30 millions de francs les crédits de construction des petits collèges ruraux.

Après avoir adopté les crédits du ministère de l'éducation, les sénateurs examinent le budget du secrétariat d'Etat aux universités dont le rapporteur est également M. CHAZELLE. « La démocratisation progressive de l'université marque le pas, estime-t-il. Il existe des filières réservées pratiquement aux classes aisées et d'autres, moins prestigieuses et moins lucratives, pour les jeunes originaires des milieux modestes ». Pour M. ECKHOUTTE (P.S.), qui donne l'avis de la commission des affaires culturelles, « l'université demeure une poudrière et la sélection hypocrite qui, d'un bout à l'autre de la filière, égrène progressivement les privilèges de l'intelligence et de la fortune ».

Mme SAUNIER-SEÏTE, secrétaire d'Etat aux universités, estime que l'une des causes de ce mal est la méfiance qui existe toujours entre les universités et l'industrie. La formation professionnelle continue devra se développer dans les universités auxquelles elle avait jusqu'ici échappé.

On entend ensuite les orateurs suivants qui déclarent notamment :

M. JOURDAN (ind.) : « La démocratisation de l'enseignement supérieur est désormais effective. » M. FREVILLE (Union cent.) : « Votre attitude à gérer votre département ministériel nous incite à voter sans réticence votre budget. » M. COGNIOU (P.C.) : « Vous faites entrer la recherche sous la domination d'un plan utilitariste, mercantile et technocratique. » M. FISANI (P.S.) : « Si j'étais responsable de l'université, ces chiffres (faible pourcentage des personnalités sortant de l'université) m'empêcheraient de dormir. (...) » M. PARENTY (Union cent.) : « Quel est votre sentiment sur la sélection ? » M. FOKINANT (rad. P.S.) : « Le centre universitaire du Mans doit devenir université de plein exercice. » Mme SAUNIER-SEÏTE : « Je préfère l'orientation à la sélection par l'échec. (...) Ce qui m'empêche parfois de dormir, M. Pisani, ce n'est pas l'anxiété, c'est la recherche des solutions aux problèmes de l'université mais celles-ci ont repris leur situation en main, et vous, vous pouvez dormir tranquille ! »

Le budget de Mme Saunier-Seïté est alors adopté. Après avoir adopté le budget annexe des prestations sociales agricoles, dont le rapporteur était M. DESGOURS - DESAGRES (ind.), remplaçant M. MONICRON, les sénateurs ont discuté vendredi les crédits du ministère de l'Agriculture.

Les trois rapporteurs de ce budget, MM. BOSCARVY - MONSIEUX (ind.), SORDEL (ind.) et TIGNANT (Un. cent.), expriment leur attachement à la politique agricole commune.

M. CHRISTIAN BONNET, ministre de l'Agriculture, présente les grandes lignes de son budget, décrit les aspects immenses de notre politique agricole (attachement aux principes communautaires), puis se livre à des réflexions sur l'avenir démocratique du protectionnisme agricole des Etats-Unis et préconisant une organisation des marchés internationaux sous forme d'accords de produits.

Dans la discussion générale qui a suivi cet exposé, ont pris la parole, MM. BAJOUX, KAUFFMANN, CARON, remplaçant M. M. ZWICKERT (Union cent.), BERCHET, TAJAN, BEAUFRETT (Gauche démocratique) DAVID (P.C.), GARGAR (app. P.C.), BRECHERRE, DURIEX, ALLIER, TAILHADES, PETIT, MORETTONNE (socialiste), MEZARD (pays.), de LE FOREST, YVER (ind.), SCHUMANN (U.D.R.).

Après les réponses données aux orateurs par M. MEHAIGNERIE, secrétaire d'Etat à l'Agriculture, et par le ministre, le Sénat aborde l'examen des amendements dont l'adoption conduit à augmenter de 50 000 F les crédits destinés aux foyers ruraux (sur proposition de M. CHENTON (pays.), à ouvrir des crédits pour le financement de la mise en place d'un système d'identification du cheptel bovin, et pour renforcer les moyens mis à la disposition de l'ONIVIV afin de lui permettre de contrôler les opérations de classement et de marquage (sur proposition du gouvernement).

M. BONNET fait ensuite adopter trois amendements organisant un transfert au profit de l'enseignement agricole, et indique que 1 million de francs supplémentaires s'ajoutera aux 12 déjà annoncés à l'Assemblée nationale au profit de ce type d'enseignement. Après les interventions de MM. CLUZEL et LEMARIE (Un. cent.) et DE MONTALEMBERT (U.D.R.), les crédits sont adoptés. — A. G.

LES BANQUIERS N'ONT PAS LE TEMPS DE REGARDER POUSSER LES CHENES.

La France a la plus grande forêt d'Europe. Alors on achète. Tout. Et puis on abat. Et puis on replante. Mais on replante seulement ce qui monte vite. Ce qui rapporte. Pas les hêtres, ni les chênes. Deux cent quarante ans pour faire un chêne ! Les banquiers n'ont pas le temps de regarder pousser les chênes. Tant pis pour les essences d'ombre. Ils misèrent sur les essences de lumière : les pins, les résineux, plus vite rentables. Que la pluie, qui n'est plus retenue par la houppes des chênes glisse sur les aiguilles, lessive la terre, entraîne l'humus, stérilise le sol et le transforme en "podzol", on passe ! Que sur l'alois, ne demeure plus qu'une couche sableuse et grise de poussière et de cendre, au bord de laquelle s'arrêtent les dernières bruyères, qu'importe ! Qu'importe si dans trente ou quarante ans, les derniers grands chênes sont signalés par les guides comme de très rares vestiges ? Qui qu'importe ! D'ici là, le capital aura fait son bois.

LE NOUVEL observateur

SPÉCULATIONS. L'OR VERT DE NOS FORÊTS. En vente dès aujourd'hui.

ARTS ET SPECTACLES

Jazz
MOONDOG
A GAVEAU

Moondog fait partie de ces visionnaires de la musique dont le Nouveau Monde semble être une insupportable péroraison. De ces créateurs non conformistes et solitaires, dépourvus d'ingénierie qui ont l'audace de faire fusionner leur univers imaginaire avec leur existence quotidienne. Des créateurs qui développent un art difficilement classable, mais dont l'influence sur certains musiciens de grande renommée est plus profonde qu'on ne le suppose généralement.

Né d'un pasteur protestant dans le Kansas en 1916, Moondog — de son vrai nom Louis Hantz — vit dans la musique classique comme « une graine jetée dans l'eau ». Il a écrit des œuvres d'une pureté absolue, car il aime : « Seul, le temps et la possibilité pour moi de décider de quelle taille était la grenouille... ».

Dans les compositions de Moondog (qui a perdu la vue, enfant, à la suite d'une explosion de dynamite), des parties vocales peuvent s'entendre en canon — sa forme musicale préférée — avec le clavier, la guitare et la flûte, et l'instrumentation la plus classique peut être associée à des percussions telles que les maracas. Bien avant Dave Brubeck, il a imaginé, dans des œuvres d'un « swing » chaleureux, des rythmes jusqu'alors inusités dans le jazz, tel que le 3/4. Par ailleurs, il n'est sans doute pas étranger au retour à une certaine simplicité « classique » que l'on peut retrouver dans toute une partie de l'avant-garde américaine d'aujourd'hui, de Alan Lloyd à William Bolcom et jusqu'à « répétitifs ».

Aujourd'hui, on ne peut le qualifier que de « compositeur », car il a écrit deux œuvres qui n'ont encore jamais été jouées, l'une pour orchestre symphonique et l'autre pour « soixante-seize trombones ».

Depuis environ deux ans, on n'avait plus aucune nouvelle de lui. En fait, après un concert donné à Francfort, il s'était fixé en Allemagne, où il vivait incognito.

Moondog se produira pour la première fois dans notre pays, dans le cadre des manifestations de « France-Musique la nuit », avec un orchestre de vingt-sept musiciens français, parmi lesquels les membres de l'ensemble « Prospection », que dirige Jean-Jacques Lebreton, la direction des cordes étant assurée par Michel Ripoché.

DANIEL CAUX.

* Ce 4 décembre et le 5 décembre, salle Gaveau, 20 h. 30.

ELYSEES LINCOLN - QUINTETTE
14 JUILLET PARNASSE - SAINT-LAZARE PASQUIER - OLYMPIC
ENTREPOTS - TRICYCLE Assises

GAUMONT présente
LE NOUVEAU FILM
DALAIN TANNER

JONAS
QUI
AURA
25 ANS
EN L'AN
2000

GAUMONT DISTRIBUTION

UNE NUIT AU
CRAZY HORSE

15 SUPER BEAUTÉS

SHOW 21H45-2-3 SHOW 00H15

RESERVATIONS ET
RENSEIGNEMENTS
225-69-65

12A George V (Alma)

Théâtre
« CHERS ZOISEAUX », d'Anouilh

La nouvelle pièce de Jean Anouilh penche assez nettement, dans sa première partie, vers le théâtre de combat. De combat politique.

Les portraits de trois personnages y dominent en effet un canevas sans intérêt, simple charpente fictive.

Ces trois personnages sont : Archibald, un écrivain de gauche, auteur d'ouvrages de théorie ou de pratique révolutionnaire ; sa femme Lucie, qui accompagne Archibald dans les manifestations ; et Méline, militante d'un mouvement de libération des femmes.

Anouilh s'est essentiellement employé à faire de ces trois personnages, le premier surtout, trois oracles accomplis. Rien n'oblige bien sûr un écrivain à fixer des limites au quotient d'abjection des créatures qu'il invente. Archibald est d'une lâcheté sans bornes, c'est un paresseux, un hypocrite, un obsédé sexuel, un goinfre ; il a tous les vices. Lucie et Méline sont des monstres du même acabit.

Amorçant avec « esprit » les preuves de la tartufferie et de l'insignifiance des actions politiques de ces trois personnages, Anouilh fait beaucoup rire le public à leurs dépens, et aux dépens des idées que, dans leur tête, ils défendent.

La pièce trouve ensuite une construction dramatique : Archibald a couché avec la fille de son éditeur, spécialiste lui aussi dans les publications politiques de gauche. La jeune fille a quinze ans, et l'éditeur, oubliant qu'il a lancé sur le marché des ouvrages favorables à la liberté sexuelle et à l'avortement, veut abattre Archibald d'une salve de mitraillage.

Archibald se trouve ce soir-là chez son beau-père, auteur de romans policiers, best-seller. Toute la famille est là, et deux amis. L'éditeur des séquestres, il menace de tout faire sauter, mais

son et hôte, avec un pain de plastic, si Archibald ne sort pas pour s'offrir aux balles.

La tension nerveuse, la peur, conduisent alors chaque personnage à montrer le fond de son cœur. La pièce cesse d'être aussi politiquement orientée. Tous les individus présents, de gauche comme de droite (mais il s'agit en fait d'une fausse droite, d'une droite molle), se montrent fondément odieux, répugnants, sauf deux petites filles et une nurse allemande.

Tous se retrouvent dans le même sac. Anouilh ne sait plus les femmes et les hommes parce qu'ils sont de telle opinion politique, mais parce qu'ils sont des êtres vivants. Le militant s'efface devant un « moraliste » extrêmement misanthrope et misogyne, d'un noir absolu, et en tout état de cause d'une sincérité patente.

Il y a là des facilités sentimentales, mélodramatiques, mais il y a aussi une saine exaltation de la faiblesse des gens de ce milieu, de leur désinvolture, de leur irresponsabilité. On sent que Jean Anouilh est un homme écorché, révolté, intimement blessé par l'effondrement des valeurs. Sa raconnerie lui donne alors, par moments une force, un talent du portrait, des fulgurances de dialogue.

Il n'en reste pas moins que l'expression de l'auteur dramatique Anouilh, dans « Chers Zoiseaux », des limites. La construction d'ensemble de l'œuvre est faible, l'élan pamphlétaire ne parvient pas à s'inscrire dans un dessin défini, l'auteur n'est pas exigeant sur la qualité des moyens. Il semble qu'Anouilh se veuille un dramaturge de la lignée de Molière. Or il suffit d'aller voir, à Aubervilliers, la pièce du « bourgeois » Carl Sternheim, Schappel, pour apprécier ce qui sépare un chef-d'œuvre original, quoique « moliéresque », d'un torrent vio-

lent, mais désorienté, de rancune.

Reste aussi que l'abjection des trois militants politiques de gauche l'emporte, jusqu'au basculement, sur celle des autres personnages. Et Jean Anouilh a bien le droit, quant à lui, d'épouser de telles doctrines. De même que nous aurions le droit, faisant comme il se doit, de reconnaître avec impartialité qu'un auteur dramatique de droite a commis une pièce de droite qui tient objectivement debout. Ce n'est pas le cas. Il y a, derrière « Chers Zoiseaux », un homme franchement insurgé ; il y a, dans « Chers Zoiseaux », des répliques fortes, dictées par une foi généreuse, mais l'œuvre n'est, à tout prendre, qu'une comédie sans perspective, sans invention de théâtre, sans dimension d'imaginaire créatrice.

Les décors de Malchaire et la musique de Lousier n'ajoutent rien à l'entreprise. Comme presque toujours, Anouilh a choisi et avec l'aide de Roland Pietri) dirigé les acteurs et les acteurs avec beaucoup d'intelligence et de sensibilité. Guy Tréjan, Uta Tager, Françoise Brion, Michel Lonsdale, Odile Mallet, Jacques Castelot, sont excellents. Si Jean Anouilh manifestait envers ses personnages la mesure, la rigueur attentive, la justesse de cœur qu'il prodigue à ses comédiens, il ferait un théâtre plus attachant. Plus dangereux.

MICHEL COURCEL.

* Comédie des Champs-Élysées, 20 h. 45.

■ Les septièmes Rencontres du théâtre non professionnel, organisées par la M.C.C. de Boulogne, auront lieu à séjours du 5 au 12 juin. Les troupes qui souhaitent y participer doivent entrer en relation avec les organisateurs avant le 15 décembre. (M.C.C., 132, rue de Sully, 92100 Boulogne. Tél. 305-65-65.)

Danse
« Le Molière imaginaire », de Maurice Béjart

La rencontre s'annonçait pleine de promesses : un Molière mis en scène à la Comédie-Française par un chorégraphe nommé Béjart dans un ballet-comédie sur une partition originale de Nino Rota. On imaginait avec curiosité un Molière baroque, lyrique, fellinien.

Il y a de cela dans la manière dont Maurice Béjart a conçu son ouvrage avec un découpage cinématographique tout en glissements, fondus, enchaînés, panoramiques. Un va-et-vient constant entre la vie du comédien et les références à son œuvre théâtrale. Le décalage est si subtil entre le drame de l'homme et l'œuvre de l'auteur que l'on ne sait jamais exactement si l'on est dans la vie ou dans la fiction. Est-ce Agnès ? est-ce Armande ? Est-ce Alceste ou Molière ? Voici que l'ours s'est changé en Amolphe, et c'est Molière lui-même qui surgit du sac de Scaramouche. L'attention du spectateur est sous cette prise de court dans ce jeu de métamorphoses.

Molière, tantôt incarné par le comédien-danseur Robert Hirsch, tantôt par le danseur-comédien Bertrand Fie, vit son expérience théâtrale avec passion, un peu à la manière de « Nijinski, clown de Dieu ». Dès le début du spectacle, il est guetté par la mort (étonnamment incarnée par Elisabeth Cooper), topie dans l'angle de la scène, assise au piano où elle accompagne les réticents. Et comment ne pas évoquer « la Reine verte », cette œuvre génieusement manquée où, déjà, la mort tissait sa toile autour de l'homme, l'épiloit, l'aimait. Cruelle et tendre à la fois, elle est attentive à chaque soupir, à chaque quinte de toux d'un Mo-

lière amoureux de la vie — symbolisée par une accorte nature — mais saisi d'un vertige tout romantique de l'au-delà.

Il y a autour de Maurice Béjart, chorégraphe, toute une jeune troupe d'artistes formés à l'école du Mudra, exercés aussi bien à la diction qu'au chant qu'à la danse. Grâce à leurs possibilités, le spectacle s'infiltre tantôt vers la farce à l'italienne, tantôt vers la comédie musicale. Paradoxalement, c'est la danse qui paraît l'emporter, parfois gratuitement, dans la première partie surtout où Béjart l'a traitée sous forme de gros vers dansés (pas de deux, de trois, quatuor, quintette) qui pèchent un peu par manque d'invention. Même la grande entrée de Louis XIV, dansée par Jorje Donn — le roi nu — sur rythme de percussions, s'étire en longueur. La seconde partie est nettement plus réussie, d'un style affirmé. La danse y est cette fois en situation, avec un très beau pas de trois (Armande, Molière, Clitandre), un solo de Turfute sur un rythme de valse lente, et le french-cancon des médecins sur une musique de Nino Rota qui ressemble enfin à du Nino Rota. Contrairement aux autres ballets de Maurice Béjart, ce sont les femmes (Catherine Verneuil, Maguy Marin, Patricia Christopher et Shana Mirk) qui ont la meilleure part dans ce divertissement un peu décevant.

MARCELLE MICHEL.

* Comédie-Française, salle Richelieu, à 20 h. 30. Prochaines représentations : le samedi 4 et le dimanche 5 décembre, à 14 h. 30 et 20 h. 30.

Cinéma
« LA PREMIÈRE FOIS »
de Claude Berri

Claude Berri poursuit dans le désordre la chronique de ses jeunes années. Après l'enfance et la guerre, le mariage, le service militaire, le choix d'une profession, le voici qui nous conte l'éducation sexuelle d'un adolescent qui lui ressemble comme un frère.

Les premières escarmouches de l'amour sont rarement glorieuses. Partir au feu le cœur battant l'apprenti séducteur en revient dépit, furieux de s'être montré froussard et maladroit. Surbours guindés, mains baladeuses et balais volés (comme dirait Truffaut, à qui Claude Berri fait plus d'une fois penser), étirements trébuchants, recours aux prostituées, et puis, un jour, la découverte de ce qu'on croit être l'amour éternel : tel est l'héritage de Claude Langmann, adolescent des années 30 sur qui pèsent encore les tabous d'une époque quasi moyenâgeuse.

Ce qu'il y a de touchant chez Claude Berri, c'est qu'il ne cherche jamais à enjoliver (ou à dramatiser) ses souvenirs. Il nous les sert tout crus, tout chauds, enrobés dans leur naïveté originelle, imprégnés de cette tendresse familiale que l'auteur a connue et qui colore chacun de ses films. Ce qu'il y a de meilleur dans la « Première Foie », ce sont les rapports de Claude (Alain Cohen) avec son père (Charles Denner), brave homme terrifié à l'idée que les « femmes » puissent distraire le garçon de son travail, avec sa mère qui jette à ce poussin devenu coq des regards jaloux. Le reste, c'est-à-dire les « exploits » de Claude, procède d'un intimisme gentiment malicieux. La scène où, pour séduire une belle, Claude s'attribue les propos enflammés (et prometteurs) d'un personnage de Boris Vian, celle qui le montre invitant ses copains à partager une conquête peu farouche, sont plaisantes et d'un ton toujours juste. On sait gré à Claude Berri de ne jamais hausser la voix, de coller avec simplicité à la réalité, de ne tirer aucune morale, aucun message de cette suite d'événements futiles. Ce récit modeste, un peu gris, qui vient après beaucoup d'autres du même genre, ne provoque évidemment pas l'enthousiasme. Mais les spectateurs sentimentaux y trouveront l'écho de la nostalgie amusée que l'on éprouve à revoir de vieilles photos ou à relire de vieilles lettres.

JEAN DE BARONCELLI.

* Gaumont-Théâtre, Saint-Germain-Village, Montparnasse, St. Denis, Biarritz, Marignac, U.G.C. Opéra, Cambourne, Mayfair, Clitandre.

■ Les cours sur les arts et techniques du cinéma et de la télévision ont repris au Nouveau Carré, salle Papiot, le lundi 6 et le 13. (Renseignements : Arts et techniques, bibliothèque de l'IDEEC, 82, avenue des Champs-Élysées, Paris-8.)

BALZAC ÉLYSÉES - ST-ANDRÉ DES ARTS - OMNIA BOULEVARDS - PLM ST-JACQUES - 3 SECRÉTANT

4ème mois
GRAND PRIX DU FESTIVAL DE CHICAGO 1976
L'EMPIRE DES SENS
UN FILM DE NAGISA OSHIMA

SEUL A PARIS
STUDIO CUJAS (salle rénovée)

STUDIO CUJAS

L'ENFANT SAUVAGE
de François Truffaut

20, RUE CUJAS 5 - 033-89-22

U.G.C. OPÉRA
(Angle Capucines-Danrou)
NOCTAMBULES

Le Jeu du Solitaire

Une mise en scène fascinante
LE MONDE/J. SICLIER

VOTRE TABLE CE SOIR

DINERS

L'ALSACE AUX HALLES 136-74-24
16, rue Quinquennin, 1^{er} étage
ASSIETTES AU BOURG-POCARDI
5, bd des Italiens, 2^e étage
NAPOLEON 111, 227-88-50
38, av. Friedland, 8^e juq. 22 h. 30
JULIEN 111, 227-88-50
16, rue du 19-Juin-Denis, 10^e étage

Ouv. jour et nuit. Chaux et bois de 22 h. à 6 h. max. av. non animat. Spéc. alsaciennes. Vins fins d'Alsace et MUTZIG, la Reine des Bières.

MICHEL OLIVER propose une formule Beau pour 22 F s.e.m. le midi et le soir jusqu'à 1 h. du matin, avec ambiance musicale.

G.P. RAUMANN, créateur des célèbres choucroutes au poisson, au confit de saumon, vous présente sur sa carte parisi d'autres plats qu'un choix de spécialités de la cuisine dont maints chroniqueurs ont parlé.

Dans son cadre « fin de siècle », sa nouvelle formule « plats châtifs, entrées complètes ». Ses fabriques « bouillottes ». Fois gras. 10 plats journaliers. P.M.R. 50 F.

■ Ambiance musicale ■ Orchestre

P.M.R. : Prix moyen du repas.

AU CHARBON DE BOIS

LA GRILLADE DEVIENT GASTRONOMIE

16, rue du Dragon (6^e) - 10, rue Guichard (16^e)

LIT. 57-04 AUT. 77-49

ROGER PLEGAT
la westphalie

SPECIALTÉS DU ROQUEGUE ET DU PERIGORD
POISSONS-CRUSTACÉS

On sert jusqu'à 1 h du matin
Salle pour dîners et dîners d'adieu

8 Av. Franklin-Roosevelt, 359 91 20
Ouvert tous les jours

CABARETS

BAL DU MOULIN ROUGE

LIBETTE MALJOD
163^e par. 163^e
22 h 30 CHAMP-ÉLYSÉES
105^e par. 105^e
22 h 30 CHAMP-ÉLYSÉES
ET AGENCES

JOCKEY

127, bd du Montparnasse
326-46-93

Pas comme les autres
on s'y amuse...

AUBERGE DU CLOU

la table de grenouilles aux épiques les écrevisses chaudes du curé le rognon de veau "Brillat-Savarin"

30, AV. TRUDAINE (9^e) TEL. 878.22.48

Fermé samedi midi et dimanche

Doucet-Est

4, r. du 8-Mai (50 m. OASIS EST)

Rez-chaussée BRASSERIE
MENU 22 F et sa Carte
Chouchoute Farnière avec Jarret 30 (2 pers.). Ses Plats du Jour

1^{er} étage REST. PANORAMIQUE dans un cadre élégant - SALON Spécial du Chef et POISSONS

Ouvert Jusq. 24 h. - 208-40-62

UDO

20 h DINER DANSANT
1/2 champagne
22 h 30 163^e
22 h 30 105^e
22 h 30 105^e
SERVICE COMPLET

Théâtre des ARTS - HERBERTOT
RECITAL
marc ogeret
18h30 à 19h30
sauf dimanche et mardi
en 2 disques
bien sûr! *Voilà*

Winstanley

INFORM 14
INFORM 14

vanoff, jazz (sam., 21 h.).
 Evry-Ville-Neuveille : Y. Marc et
 Cl. Hegen, mimes.
 Fontenay-le-Fléury, Centre Pablo-
 Neruda : Scènes; Encore un peu
 (sam., 21 h.).
 Gennevilliers, Théâtre : Torquato
 Tasso (sam., 20 h. 45 ; dim., 17 h.).

14-Juillet-Parnasse. • (335-58-00).
LA DERNIERE FOLIE (A. v.g.) :
 Hauteville. • (632-78-34), Mar-
 ignan. • (339-82-82) ; v.f. : Impé-
 rial. 3° (742-72-52). Athènes. 12°
 (351-07-48).
DU CÔTÉ DES TENNIS (Fr.) :
 Olympie. 14° (782-67-42).

« à quatre mains »
Étudiants-Jeunes Travailleurs : 15 F.
Non abonnés : 20 et 30 F.
M-56, de 12 heures à 19 heures.

 **MAISON DES ARTS ET DE LA
CULTURE ANDRÉ - MALRAUX**
Place de l'Hôtel-de-Ville 94000 CRETEIL

Mardi 7 décembre, à 20 h. 30
Pierre Barbizet et Jacques Charpentier jouent

MOZART

« Les sonates de piano à quatre mains »

Prix des places : abonnés : 90 F. Étudiants-Jeunes Travailleurs : 15 F.
Scalaires-Traités Age : 15 F. Non abonnés : 20 et 30 F.

Renseignements-Locations : 839-84-56, de 12 heures à 19 heures.

Le Monde aujourd'hui

LA VIE AUX CHAMPS

La pie, le poulet et la buse

A PRES d'interminables pluies brouillant l'horizon, tassant la terre dans les champs labourés, l'été de la Saint-Martin balaya le ciel des journées et des soirées qui s'écoulaient ; le soleil renaissant sèche les prés trop longtemps abreuvés et, sortis de leur cache, des hirondines glissent à travers les herbes à peine encore touchées de rousses automnales. N'étaient les arbres, dont les ramures se dépouillaient peu à peu, laissant choir à chaque boutée de vent des feuilles couleur d'or pâle, de pourpre, de cuivre poli ; n'étaient les chants restreints des passereaux sédentaires ; hormis les rires éclatants et gras de merles jallissant d'un buisson, on pouvait croire à une halte du temps, désireux de prolonger des heures lumineuses et tièdes avant de rentrer dans la froideur des mois hostiles de l'hiver.

La pie n'avait plus le souci de nourrir une couvée depuis des semaines dispersées. Le nid vide restait accolé à la haute branche fourchue d'un peuplier poussé au bord d'un ruisseau, et la quasi-nudité de l'arbre laissait voir entièrement la coupe rugueuse, édiée au début du printemps par la pie et son mâle. Ils n'avaient rien oublié des matériaux destinés à la rendre solide et sûre, montant ensemble une bâtisse formée de trois parties : un mur épais de baguettes épineuses entrelacées, un fond et des parois internes faites de terre gâchée, enfin, étendu sur le plancher, un matelas de fines racines, le tout recouvert d'un bouillier, une sorte de dôme également épineux à éblouir par sa blancheur et sa douceur, à l'opposé des vents d'ouest porteurs de pluies, elle réajustait d'un coup de bec une

par Jean TAILLEMAGRE

baguette du toit saillant de l'assemblage, plénait des brindilles redressées qui boursoufflaient le lisse du tapis, puis repartait, l'inspection terminée, les menus travaux de réfection accomplis, tourmentée par un appétit de chair vive, car nombre d'insectes déviateurs, du printemps à l'été une partie de son ordinaire, étaient devenus cartes comme les grânes et les bûches. Les œufs des passereaux, ceux du glorieux, pendreux, faisaient, n'étaient plus à découvrir dans un buisson, au fort d'un arbre touffu. A même le sol, parmi des hermines, des bies ou des avoines, et le temps de la dévastation d'une nichée d'oiselets, d'une portée de lapereaux, était passé. Les rats, campagnols, souris, nequaure abondants, sortaient rarement de leur retraite pourvue de provisions. Durant des mois, ces chaires vives échauffèrent son sang au point de l'obliger à consommer beaucoup de fruits pour le rafraîchir. Choissant, à leur meilleure époque de maturité, un bouquet de cerises, une pêche poêlée, des prunes à la peau glabre, elle les lardait de coups de bec, arrachant des lambeaux de pulpe sucrée qui fondaient et facilitaient ses digestions.

Ces semaines dernières, la pie dut multiplier ses recherches sur un territoire toujours plus étendu. Mais ces chasses restaient décevantes. Il lui arrivait, en deux ou trois journées, de ne pouvoir capturer qu'une souris des champs grignotant un gland au pied d'un chêne ; quelquefois même, elle devait se contenter d'insectes de chrysalides, de larves, la « vermine », disent les ruraux, ayant pris leurs quartiers d'hiver dans les vieux arbres. Se servant de son bec comme d'un pic, elle soulevait des lambeaux d'écorce, fouillait les mottes collées à des troncs, agrandissant une anfractuosité, l'aiselle d'une

Entrant par l'ouverture, juste à sa taille, percée dans un trou du couloir, à l'opposé des vents d'ouest porteurs de pluies, elle réajustait d'un coup de bec une

grosse branche, explorant avec minutie, certains d'y découvrir quelques bestioles qui calmaient momentanément sa faim.

Aussi quand, le beau temps revenu, la femme de Delhoste, le propriétaire du domaine de Fiaqué, laisse la volaille gagner l'enclos, au lieu de la maintenir dans la vaste cour de la ferme — il n'est jamais agréable de « courir après » une dinde fugueuse sous une pluie battante — la pie le remarque aussitôt. Tournant de son vol lourd et laborieux au-dessus de la ferme, elle suit la sortie journalière matinale hors de la basse-cour ; dindons et dindes filant à grandes enjambées, leur caroncule pourpre pareille à un chiffon oscillant sous le con au rythme de la course, puis le coq menant son harem qu'il appelle et rassemble, de temps à autre, d'un gloussement impérieux pour indiquer un ver se bissant lentement d'un tron imperceptible ; oies déjà marquées pour le sacrifice, au ventre alourdi par une surabondance de maïs ; canards en file dandinant, gagnant la mare familière non sans s'arrêter au passage à pâture la frêle verdure née de graines tombées d'herbes mûres que les premières pointes de gelée noire dissoudraient ; pintades, ces indépendantes farouches, s'efforçant à peine le portait ouvert.

De jeunes poulets, issus d'une couvée retardataire, encore craintifs, n'osent, tout d'abord, précéder les autres volailles, ayant à chaque tentative repus des rebuffades, coups de bec, d'ailes, qui les rejettent, piaillant, à l'arrière. Cependant, profitant de l'éloignement du cortège, ils parviennent à se faufiler entre les oies, les poules, les canards et, mûrissant mi-volant, à les distancer pour atteindre rapidement la friche où ils s'éparpillent revigorés par le soleil montant.

(Lire la suite page 23.)

Au fil de la semaine

DANS cette ville du Midi qui n'est qu'un chef-lieu de canton (1), on a dignement célébré le 11 novembre. Le compte rendu du quotidien régional énumère vingt-quatre associations d'anciens combattants représentées devant le monument aux morts. Pourtant, en feuilletant le journal, on voit qu'à la préfecture (2) c'était mieux : cinquante et une associations, sans compter une liste plus longue encore de personnalités, élus en tête, les élections approchant.

Pas facile de s'y retrouver entre toutes ces amicales rivales — si les deux mots peuvent être ainsi rapprochés — de blessés, résistants, prisonniers, évadés, déportés, entre le Souvenir français et les Polus d'Orient, les médaillés militaires et les mutilés des yeux, les engagés volontaires et les veuves républicaines, les combattants d'Indochine, de Norvège, d'Algérie et des Dardanelles, les fils des tués et les familles des disparus, les anciens de la marine et de l'aviation, du train et de l'artillerie, de l'intendance et des chars, sans compter la 1^{re} armée, la 2^e D.B., la 3^e R.P.C. et la 4^e R.C.C. On perd pied dans les sigles, on mélange les guerres et les maquis, les théâtres d'opérations et les unités.

Et que de présidents, vice-présidents, secrétaires généraux et maires, avocats, ingénieurs, défilés dans la ville pavée, citations et musiques, sociétés sportives et majorettes, gerbes et canons, clairons et sonneries, drapeaux et fanions, discours et allocutions. Il en sera ainsi le 8 mai et le 18 juin, pour la fête de Jeanne d'Arc et l'anniversaire de Verdun, pour la Journée de la déportation et le jour du débarquement, sans compter les commémorations purement locales : libération de la ville, exécution de résistants, naissance du héros dont la statue se dresse sur la place. Qui donc avait dit : « Français, vous avez la mémoire courte » ? N'était-ce pas un ancien militaire ?

Le fisc, dans ses statistiques, laisse peu de place au rêve. Et pourtant voici qu'en publiant, après six ans, le tableau de la répartition des revenus imposés en 1970, il laisse entendre que les deux plus gros contribuables français pour cette année-là étaient deux femmes (3). L'une, célibataire, a déclaré entre 16 et 17 millions de francs de revenus mobiliers ; un joli parti pour les coursiers de dot ; cependant — l'administration a de ces pudeurs — l'âge de la dame n'est pas précisé. De la seconde, on saura seulement qu'elle est mariée et plus modeste : environ 12 millions de francs seulement de revenus, une misère.

Deux hypothèses. Ou bien, comme en Amérique, la fortune privée française est en train de passer entre les mains des femmes. Ou bien, méfiantes ou indifférentes, elles n'ont pas demandé conseil pour placer leur argent et établir leur déclaration. Les conseils d'un homme, évidemment.

Il s'agissait, bien entendu, dans ces statistiques fiscales, de millions de nouveaux francs. Les Français, qui n'ont pas de pétrole mais des idées comme chacun sait, et qui sont champions du monde du système D..., avaient réussi, depuis une bonne dizaine d'années, à organiser la coexistence pacifique pour l'éternité de l'ancien et du nouveau franc. On parlait en francs nouveaux pour minimiser une dépense, en francs anciens si l'on voulait grossir une recette, ou, éventuellement, l'inverse. A la radio, à la télévision, c'était la règle. Contraint à une incessante gymnastique mentale, on finissait par ne plus s'y reconnaître, d'autant que, pour ne pas avoir l'air de trop dater, certains affectaient de calculer, avec une once de mépris, en « vieux » francs. Heureusement, on y a mis bon ordre :

Lu,
vu,
entendu

PIERRE VIANSSON-PONTÉ

ÉGLISES

Quand Dieu fait de la publicité

PLACARDS sur les murs de la ville, messages à la radio, dans les journaux, relance téléphonique, lâchers de ballons, badges, slogans tracés dans le ciel par un petit avion... Un petit guide récemment édité par le « Religieux Public Relations Council », qui regroupe aux Etats-Unis catholiques, protestants et juifs, répertorie quatre-vingt-cinq moyens publicitaires qu'a l'Eglise de se faire mieux connaître. Il donne des conseils quant à leur utilisation, il dit aussi aux hommes d'Eglise et à leurs fidèles comment se comporter à l'égard des mass media, de la presse en particulier, comment rédiger un bulletin paroissial attractif, comment améliorer la sonorisation des lieux de culte, etc.

« Tandis que la pratique religieuse ne cessait de décroître au niveau national, affirme le petit livre, les communautés religieuses qui ont fait appel aux techniques publicitaires ont gagné des adeptes. » Et de citer l'exemple de cette église adventiste du Maryland qui, grâce à une campagne dans un grand quotidien, a reçu quatre-vingt-dix mille demandes de documentation sur sa doctrine et ses activités. Plus de deux mille cinq cents personnes ont suivi des conférences. Des adresses se sont fait baptiser. Commentaire du livre : « La publicité a pour but de faire connaître les besoins et les souhaits d'un consommateur potentiel avec les satisfactions que peut procurer l'annonceur. N'est-ce pas valable aussi pour la religion ? »

Il y a dix ans déjà, sur le thème « Aller au culte », des tracts avaient été diffusés à des milliers d'exemplaires. Sur l'un d'eux, adressés aux paroissiens qu'on ne voyait plus guère aux offices, une assemblée liturgique : au milieu de cette foule, une silhouette en pointillé : « Vous L. We missed you. » (Vous L. Vous nous avez manqué.)

Ces Américains ! disent certains, il n'y a qu'eux pour lancer le Bon Dieu comme une savonnette. A-t-elle un violon d'opéra ? Bien sûr : elle écrit des poèmes. Et, comme s'il s'agissait d'un titre supplémentaire à la considération, elle proclame aussitôt : « Avec beaucoup de fautes d'orthographe. »

Alors, madame le professeur ! En cinq mots, combien d'écoliers et de lycéens d'étudiants, aussi de collègues avec-vous démo-

plus d'anciens ou vieux francs. Seul le franc nouveau aurait désormais cours, ou moins sur les ondes.

Que croyez-vous qu'il arrive ? Ouvrez les oreilles et, chaque jour, vous pourrez entendre, par exemple, que « les dépenses de fonctionnement de Beaubourg seront vraisemblablement partagées entre l'Etat, qui a donc inscrit dans le budget des affaires culturelles, un crédit d'environ 35 millions de francs, et la Ville de Paris, qui devrait alors braver par l'impôt des sommes considérables de l'ordre de 9 500 millions de centimes » (4). Et voilà, le tour est joué. Au surplus, nul n'ignore que l'Etat jongle aisément avec les millions venus ou ne sait d'où tandis que les contribuables doivent suer un à un les centimes que leur extorque le fisc.

Après la radio, la télévision, Max Favaelli, tout en ronds et en aménités, conduit son émission de jeux « Des chiffres et des lettres » (5). Une nouvelle candidate est présentée, qui donne son nom, sa profession : professeur de chimie dans un lycée parisien. A-t-elle un violon d'opéra ? Bien sûr : elle écrit des poèmes. Et, comme s'il s'agissait d'un titre supplémentaire à la considération, elle proclame aussitôt : « Avec beaucoup de fautes d'orthographe. »

Alors, madame le professeur ! En cinq mots, combien d'écoliers et de lycéens d'étudiants, aussi de collègues avec-vous démo-

Sur les ondes, encore, mais aussi dans la presse, chaque jour : les gros, les grands, les riches, les moyens, les petits, les nouveaux bourgeois. Le pouvoir bourgeois, l'ordre bourgeois — ça c'est le langage de M. Krivine. L'Etat bourgeois, la bourgeoisie propriétaire — ça c'est le style de M. Marchais. La classe bourgeoise, la bourgeoisie réactionnaire — ça c'est le vocabulaire socialiste...

Qu'est-ce qu'un bourgeois en 1976 ? Celui, dit le dictionnaire, « qui n'exerce pas un métier manuel et a le plus souvent une situation aisée ». Ou, comme, ou finit « une situation aisée » — encore qu'elle ne soit pas forcément aisée — le plus souvent « une caractéristique du bourgeois ? Est-elle définie par la propriété, les dimensions, le confort du logement, par la façon dont il est meublé ? Ou par le port de la cravate, par la disposition d'un véhicule individuel, par l'usage d'une résidence secondaire ? A ce compte, tous les dirigeants politiques de tous les partis, même de gauche, vivent, peu ou prou, comme des bourgeois. Et même si on ajoute à la liste du goût pour certaines formes de culture ou d'art, certaines habitudes de vie, certains principes moraux ou sociaux, sans aller jusqu'au yacht, au valet de chambre et au chauffeur, alors il en est que rien ne distingue à première vue de la « bourgeoisie propriétaire », de la « classe bourgeoise » et même des « grands bourgeois ».

Le bourgeois rondouillard à la Louis-Philippe avec sa chaîne de montre en or barrant son gilet, qui vivait paisiblement de ses rentes, n'est plus qu'un personnage de Labiche. Les bourgeois d'aujourd'hui sont bien difficiles à identifier, et les chefs de la gauche seraient prudents et avisés, sur ce point, de reviser l'héritage et de réviser la terminologie.

(1) Cannes, en effet, n'est pas sous-préfecture.
(2) Nice, bien sûr.
(3) Selon l'Expansion, numéro de novembre.
(4) A France-Culture, fin octobre.
(5) Le samedi 13 novembre.

cié, de la réclame et des mensonges... D'autres chrétiens sont plus positifs. Paul VI n'a-t-il pas affirmé dans l'instruction « Communio et Progre » de 1971 que l'Eglise se devait d'utiliser les moyens modernes de communication ? Au Secours catholique, chaque initiative un peu spectaculaire fait l'objet d'une conférence de presse ou d'un communiqué, souvent repris par les journaux. Lorsqu'on fête Noël sous les ponts, il y a derrière les clochards les caméras de télévision ; et quand, voici quelque cinq ans, on dépêcha des camionnettes chargées de dons vers le Pakistan, on les fit partir du pied de la tour Eiffel, secourues de motards.

Plus récent adepte des techniques publicitaires : l'archevêché de Paris. Pour inciter les fidèles à verser le denier du culte, qui seul assure la vie matérielle du clergé, un tract soulignant la nécessité d'ajuster son obole à l'évolution des prix a été tiré à deux cent mille exemplaires. Un tract que le Père René Berthier, secrétaire général de la FOCS (Fédération des organismes de communication sociale), chargée d'assurer la présence chrétienne dans le monde des médias, une des figures les plus dynamiques de l'Eglise aujourd'hui, approuve dans son principe, mais non dans sa forme : « Il n'y a plus que les marques de bière pour oser proclamer : Aimer, c'est partager. Les chrétiens n'ont-ils pas mieux à dire que : la vie augmente ? »

La publicité, oui, pas seulement pour recueillir des fonds, mais comme haut-parleur du message de l'Evangile. « Tâche extrêmement difficile », reconnaît Mgr Yves Beacond, le jeune évêque auxiliaire de Corbeil, membre de la commission épiscopale de l'opinion publique. « Les médias inquisiteurs : on évoque tout de suite le souci de sauvegarder la liberté de croire ou de ne pas croire. » Et puis, il y a cette crainte que les médias ne puissent traduire une expérience aussi vitale, personnelle, que la rencontre avec Dieu. Nous nous mutilons. « Il faut donner envie de croire, dit René Berthier, et pour cela

sortir du mutisme, une maladie dont l'Eglise, sur la défensive, est gravement atteinte. Sinon, on verra les sectes s'attirer aux besoins religieux des hommes d'aujourd'hui. Les Eglises ne peuvent rester insensibles à cela, elles qui pensent avoir quelque chose de plus juste à dire. »

« Bien sûr, il n'est pas question d'accepter n'importe quel placard publicitaire parce qu'il « accroche », bien, précise un autre prêtre, le seul face-à-face de l'Eglise est tragique, c'est celui de la Croix. » Entre le mutisme et le matraquage, il y a une voie à trouver. L'expérience de l'Eglise devrait l'y aider : « N'a-t-elle pas de tout temps fait de la publicité ? reprend le Père Berthier. Publicité visuelle des églises, toujours deux ou trois fois plus élevée que les maisons environnantes ; publicité auditive de l'Angelus, qui a rythmé pendant des siècles le travail des champs. Toute forme de liturgie, le vêtement, l'encens, a un aspect publicitaire. Et les journaux paroissiaux n'ont-ils pas été les premiers journaux gratuits, payés par les annonces des commerçants locaux ? »

En ville, les cloches ne sonnent plus, les églises sont enfouies au milieu des maisons et les cimetières relégués à la périphérie. Plus de signes de Dieu dans les rues, même pas ces soutanes noires qu'on y croissait autrefois, hommes-sandwiches de l'Eternel. Pourquoi ne pas créer alors de modernes rois de la religion, de nouveaux apôtres à la réflexion spirituelle, à la prière ? Même s'il faut pour cela mettre l'Evangile sur les ondes et Jésus dans le métro.

GUILLEMETTE DE SAIRIGNÉ.

CROQUIS

ON SE DIT « TU » ?

ELLIS avait dix-huit ans. Je n'en ai pas le double à l'extrémité du compartiment, elle se tassait, recroquevillée, un gros sac en cuir sur les genoux. De temps en temps, un regard. Dans un crissement de ferraille, le train cheminaient nos deux solitudes.

Ralentissement. Arrêt. Nuit noire. Le silence.

« Où sommes-nous ?
— A Annemasse.
— Vous allez où comme ça ?
— Grenoble.
— Et vous ?
— Moi, je vais à Annecy.
— Qu'est-ce que vous faites dans la vie ?
— Boi !
— Ça vous plaît ?
— J'aime pas l'école. On apprend des choses qui ne m'intéressent pas.
— C'est juste. Mieux vaut apprendre par soi-même. On s'y donne au moins tout entier.
— La contrainte, la contrainte. On passe sa vie à se contraindre. Il faut faire ceci ; il faut faire cela ; il faut travailler pour vivre. Nous nous mutilons.
— On se dit « tu » ?
— O.K. ! T'es vachement sympa !
— Et dire que nous avons failli ne pas nous rencontrer !
— Quel ? Qu'est-ce que tu dis ?
— Tactate, tactate. Le train roule de plus en plus vite. Les collines jettent leurs taches d'encre dans le ciel.
« La plupart des gens portent des masques. On se méfie. Nous ne savons plus qui nous sommes, ni ce que nous devenons.
— Ces masques, eh bien, arrachons-les !
— Oui, tiens, voilà ! On se dit « tu » ?
— T'es beau, tu sais !
— Toi aussi, tu es belle !
On parle. Et soudain :
« Tu as l'heure ?
— Pourquoi faire ? Je ne porte jamais de montre.
— Moi non plus.
— Constatez ! Vos billets, s'il vous plaît ! Merci !
— On est bien comme ça tous les deux !
Le train s'essouffait, ralentit. Crissement à vous crever les tympans. Il s'arrête.
« Je suis arrivée.
— Tu l'appelles comment ?
— Annecy ! Et toi ?
— Annemasse. »

CLAUDE ANTROPIUS.

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

ИТЕРПАУНЪ ИАЗЕТА

Il n'y a plus de vraies femmes !

Le courrier du cœur que l'hebdomadaire soviétique *LITERATURNAYA GAZETA* vient d'ouvrir fait florès. Pour l'instant, ses correspondants sont surtout des hommes qui se plaignent de leurs partenaires.

« Chaque homme rêve d'une femme douce, chaleureuse, sensible, impressionnable, modeste, timide, d'une femme féminine, en un mot », écrit un lecteur.

Un autre estime que « la perte de féminité des femmes » explique pourquoi « tant d'hommes, qui aimaient leurs enfants, ont quitté leur foyer pour ne plus vivre dans l'ambiance grossière de casernes imposées par leur épouse ». Ce lecteur suggère que garçons et filles aillent désormais dans des écoles séparées et que les filles apprennent surtout à « devenir des épouses et des mères ».

Un troisième lecteur se plaint que « les filles se permettent maintenant de fumer, de dire des gros mots, de boire de l'alcool, et de saisir les « occasions » qu'elles peuvent avoir avec des hommes, sans vouloir en supporter les conséquences ».

Un correspondant regrette même l'époque, des « institutions pour les jeunes filles de la noblesse où celles-ci apprenaient ce qui convenait à leur sexe ».

L'OPINION

Le cimetière des parias

« Les morts, quels que soient leur étiquette et leur rang dans la société, n'ont-ils pas droit au respect ? demande *L'OPINION*, le quotidien de Babat, qui rapporte ce qui se passe dans une banlieue de Casablanca :

« Notre attention a été attirée par un cimetière que l'on vient d'édifier sur une portion de terrain située à proximité de la cité Al Fath, derrière la vieille « kasba » du saint Sidi Hajjaj.

« Si le cimetière Sidi Hajjaj est réservé aux morts officiellement reconnus de la cité Yacoub El Mansour, il sert aussi de « poubelle » mortuaire où sont enterrés soit des mendiants ayant trouvé subitement la mort à l'hôpital Adouane, soit des orphelins dont les services de l'entraide nationale jugent bon de se débarrasser.

« C'est un spectacle horrible qui est en train de se jouer dans ce cimetière de « parias ». Les tombes sont amoncelées. On ne peut les reconnaître que par les deux pierres qu'on y installe à chaque bout, couvertes d'une sorte de petite coque de sable.

« Il suffit d'une petite pluie pour emporter toutes ces tombes réservées aux déshérités ».

EL MOUDJAHID

Economisez le mouton...

Le quotidien d'Algérie, *EL MOUDJAHID* lance un avertissement à la population à l'approche des fêtes religieuses :

« Dans quelques jours, notre peuple fêtera dans la recueillie l'Aïd El Adha. La tradition veut qu'en cette circonstance et pour perpétuer l'esprit de sacrifice de Sidna Ibrahim El Khalil les chefs de familles qui ont les moyens érigent un bétail. Jusqu'à des temps récents ce rite ne perturbait en rien la vie des peuples musulmans. Il en est tout autrement aujourd'hui. La situation démographique a modifié totalement les rapports superficiels et nombre d'habitants. Hier seulement, les Algériens étaient habitués à se contenter, quand ils avaient les moyens, de la « Verba » (agouti) une fois par semaine. La « Verba » était réservée aux « Roumis » (les Européens) [...]

« Chaque été, lors des mariages, par milliers, des couples continuent à se ruiner pour « en mettre plein les yeux aux voisins ». Le luxe affiché se traduit, entre autres, par le sacrifice d'un ou de plusieurs moutons.

« Bientôt les Hadjis vont commencer à arriver des Lieux saints. Nul n'ignore les modalités d'accueil qui, malheureusement, tendent à se généraliser. Après le « daroud », c'est la fête. Pour chaque pèlerin, des parents ou amis tueront un ou plusieurs moutons. Et comme ils seront des milliers à rentrer, on imagine le carnage.

« Le coût élevé du mouton tue de nombreux maigres qui tuent de jeunes brebis reproductrices ; ce qui est strictement interdit par la loi.

« Que tous ceux qui, par charité, sont décidés à se payer le bétail sachent qu'au lieu de chaque citoyen conscient l'abattage du mouton n'a rien d'un exploit. »



Sus aux OVNI !

La *KOMSOMOLSKAYA PRAVDA*, organe des jeunes communistes soviétiques, s'en prend violemment aux allusions faites d'un « samadit » (texte clandestin) qui circule à Moscou au sujet d'objets volants non identifiés.

« Résumé d'un cours attribué au doyen de l'Institut d'aviation, M. F. Zigel », ce texte évoque notamment la présence, « pendant deux jours, en janvier 1976, d'un soucoupe volante au-dessus de Natchik, une ville du Caucase, et d'un OVNI aux côtés d'un avion qui volait de Yerkout à Omsk, en Sibirie.

« Recopié à la main ou à la machine à des centaines et même à des milliers d'exemplaires, le résumé de M. Zigel vit une vie indépendante, provoquant des discussions passionnées dans des milieux très larges, au bureau, à la maison et même dans les autobus. »

La *KOMSOMOLSKAYA PRAVDA* dénonce aussi une information selon laquelle « des voitures, survolées par une « soucoupe », auraient été immobilisées à un passage à niveau de la banlieue de Moscou, le moteur coupé.

« Il n'y a aucune preuve de l'existence, dans le passé ou aujourd'hui, d'une civilisation supérieure capable de créer des machines. Il n'y a aucune preuve que des hommes aient eu des contacts avec d'autres formes de vie ou de raison », conclut sévèrement le journal.

Lettre de Tainan

Une province au goût de gingembre



A une quarantaine de kilomètres au sud du tropique du Cancer, sur la côte orientale de Taïwan, a été bâtie la plus ancienne cité de l'île et le berceau de la tradition — certains disent de la culture — de cette terre chinoise séparée du continent par un bras de mer et que, au seizième siècle, les navigateurs portugais nommèrent Formosa — la « Belle Ile ».

Ce n'est pas une quelconque statue équestre du « Ginko » — le maréchal Tchang Kai-shek — que le visiteur découvre dès la sortie de la gare de Tainan, mais celle de Koxinga, le premier Chinois des temps modernes à avoir infligé une défaite à des Occidentaux. Aux enfants de Taïwan, on enseigne qu'il ne symbolise pas seulement la résistance à l'étranger, mais aussi la fidélité à son pays. L'avenue de Koxinga, de son vrai nom le général Cheng Cheng-kung, plus des plus édifiantes. Alors que les Mandchous, les barbares venus du nord, faisaient basculer la dynastie Ming (1368-1644), Koxinga, alors âgé d'une trentaine d'années, décida, contre la volonté de son père qui avait choisi de se soumettre aux envahisseurs, de résister. Il se replia en 1661 sur Quémoy, la petite île qui fait face à la province du Fukien et est aujourd'hui le bastion avancé des forces du Koumintang face à la Chine ; puis il traversa le détroit pour s'installer à Taïwan.

Il dut d'abord en chasser les Hollandais, qui, plusieurs années auparavant, y avaient construit deux citadelles. Du fort d'Anping, à quelques kilomètres de Tainan, qui à l'origine était en bordure de mer mais se trouve aujourd'hui à quatre kilomètres dans les terres, il se crée pratiquement rien. Et les travaux, que l'euphémisme des guides touristiques baptise « restauration », ont irrémédiablement dénaturé ce qui aurait pu garder un certain intérêt. N'a-t-on pas élevé une tour phallique d'un blanc cru surmontée d'un toit rouge vif, d'un effet aussi désastreux que celui, hélas ! beaucoup plus haut, que l'on a planté au beau milieu de Kyoto, au Japon ? Mieux conservée, la seconde citadelle se trouve au centre de la ville et demeure avec ses deux pavillons un exemple de l'architecture classique chinoise. On y voit les neuf tortues de pierre — la dixième fut perdue — que les Mandchous envoyèrent à Taïwan après la reddition des insurgés. (Les Taïwanais, eux, les considèrent surtout comme un témoignage de leur résistance.) Car Koxinga n'eut, jamais l'occasion d'utiliser son repaire, et ne revint pas sur le continent pour y réaliser son rêve de reconquête.

Les autorités, qui ne s'attardent pas trop sur cet aspect de l'histoire de Koxinga (qui pourrait avoir un effet symbolique à rebours puisqu'il s'agit d'un individu à ses échecs ou à ses succès, s'il a agi dans un esprit de justice et de droiture. « Voilà qui saurait la face et laisse ouvertes toutes les hypothèses, tout en s'inscrivant parfaitement dans le discours manichéen qu'instaure le Koumintang. Car on ne reconstruit apparemment pas à voir refléter le premier plan, jadis, dit-on, par Koxinga, et qui ne donna à nouveau des fleurs qu'en 1945, lorsque Taïwan fut rendu à la Chine après cinquante ans d'occupation japonaise.

PLUS qu'une leçon d'histoire et de morale, Tainan est surtout la plus taïwanaise des villes, celle où le particularisme provincial est le plus marqué. Elle est la plus attachante des cités de l'île. Tainan est infiniment plus souriante que Taipei, capitale officielle et un peu morte, parsemée de bâtiments de briques rouges hérités des Japonais, aujourd'hui prole du béton. Héritée de buildings qui témoignent plus du développement économique de l'île que d'un soul d'urbanisme très affirmé. Les rares endroits qui ont encore un certain charme sont le quartier du Temple du Dragon, où les quelques îlots qui subsistent des vieux quartiers taïwanais.

En revanche, Tainan a conservé, avec ses rues étroites et ombragées dépourvues de trottoirs, ses canaux, ses immenses marchés nocturnes, l'atmosphère des villes chinoises du Sud. L'animation se poursuit tard dans la nuit et commence dès l'aube dans un tintamarre de moteurs. La circulation y est encore plus anarchique qu'ailleurs et c'est, semble-t-il, par miracle que les jeunes femmes en vélo qui conduisent d'un blanc main, l'autre tenant un parapluie en guise d'ombrelle, se faufilent entre les camions.

Tainan fut autrefois la cité des riches propriétaires terriens. Bien qu'une réforme agraire décrétée par

le Koumintang ait mis fin à leurs privilèges, certains y ont conservé de belles demeures. Maisons écrites, aux cours intérieures protégées du regard par de hauts murs, dont les arbres à longan (petite fige) ou les bambous se penchent sur la rue. Tainan recèle de beaux exemples de l'architecture chinoise traditionnelle. Les anciennes maisons en bois et en briques de terre finement construites dans le style de celles des provinces du sud de la Chine ont été entièrement reconstruites par les premiers immigrants, aux seizième et dix-septième siècles. Constructions d'un seul étage, elles sont généralement décorées de sculptures et de peintures. A l'exception des toits à quatre côtés des pavillons des plus luxueuses maisons, les toits — en dos de cheval — (arrondis à leur milieu) où à « queue d'hirondelle » incurvés vers le haut aux extrémités, sont nombreux.

La ville possède l'un des plus anciens temples de Confucius de l'île. Construit en 1688 par le fils de Koxinga, il fut seize fois restauré. Le bâtiment principal, au toit de tuiles corbes couvertes de mousse, pointe ses extrémités vers le ciel ; ses murs, d'un rouge orangé passé, se fondent dans la verdure environnante. Lieu de sérénité, on y enseigne toujours la doctrine de Confucius. C'est le plus célèbre temple de l'île et, le 25 septembre, fête de Confucius, les cérémonies y revêtent un éclat particulier. La nuit, à la fraîche, des promeneurs paisibles viennent s'y reposer. Des hommes jouent aux échecs chinois sous un portique, d'autres s'absorbent dans les gestes mesurés de ce combat contre l'ombre qu'est la gymnastique traditionnelle. Des enfants jouent. Un vieillard raconte avec lenteur des histoires du passé à un auditeur clairsemé.

Si le temple de Confucius est le plus célèbre de Tainan, la ville n'en compte pas moins d'innombrables temples taoïstes. Au défilé du premier, ils opposent des décorations multicolores, leurs toits hérissés de dragons et d'oiseaux baroques. L'odeur sucrée de l'encens ou le tintement d'une clochette attire l'attention sur les plus petits, nichés, à l'abri des regards, entre deux maisons. Leurs autels n'ont pas le clinquant un peu

« kitch » de ceux des grands temples où les broderies et les pierres des divinités brillent souvent d'un éclat immobile sous la lumière crue de midi. Partout on vénère Matsui, la déesse des pêcheurs, entourée de ses deux conseillers dont l'un entend et l'autre voit « à plus de 10 000 li ».

La cour intérieure des temples est souvent un lieu où l'on se retrouve le soir. En voici un dans lequel on pénètre par un étroit couloir qui peu à peu s'élargit le long du mur. On parvient après bien des méandres dans une sorte de patio. L'autel occupe un des murs. Une vieille femme égrene un chapelet en s'accompagnant d'un instrument à cordes, sans apparemment entendre le « claquement » d'une partie de « jongg » qui pour suivent quatre hommes assis un peu plus loin. Un autre, étendu au sol, s'occupe de coiffer, le tête en arrière dans sa gouttière, écroulé sur un appareil à translater les résultats d'une rencontre de baseball.

DERNIER attrait de Tainan on y découvre la vraie cuisine de Taïwan. A Tainan l'amaïeur de mets chinois a l'embaras du choix : les cuisines de presque toutes les provinces de Chine y sont représentées. On dit même que certains produits du continent entrent à Tainan : c'est, par exemple, le cas de différentes herbes et surtout des crabes d'eau douce que l'on trouve dans certains jaccs chinois. Vendus l'équivalent de 3 francs à Hongkong, ils valent 25 francs sur la table des restaurants de Tainan. A Tainan, dans une échoppe du petit port d'Anping, le long du canal, comme dans les meilleurs restaurants de la ville, on déguste ces mets dans lesquels le gingembre tient une grande place et dont le goût est plus acide, plus soutenu que celui de Canton par exemple.

Tainan demeure ainsi fort provinciale. Ceci explique pourquoi, il y a quelques années, sa population eut une certaine sympathie pour les mouvements indépendantistes des chefs qui ont séjourné aux Etats-Unis et au Japon. Mais ces mouvements que manœuvra manifestement le C.I.A., ont aujourd'hui peu d'influence dans l'île.

PHILIPPE PONS.

« kitch » de ceux des grands temples où les broderies et les pierres des divinités brillent souvent d'un éclat immobile sous la lumière crue de midi. Partout on vénère Matsui, la déesse des pêcheurs, entourée de ses deux conseillers dont l'un entend et l'autre voit « à plus de 10 000 li ».

La cour intérieure des temples est souvent un lieu où l'on se retrouve le soir. En voici un dans lequel on pénètre par un étroit couloir qui peu à peu s'élargit le long du mur. On parvient après bien des méandres dans une sorte de patio. L'autel occupe un des murs. Une vieille femme égrene un chapelet en s'accompagnant d'un instrument à cordes, sans apparemment entendre le « claquement » d'une partie de « jongg » qui pour suivent quatre hommes assis un peu plus loin. Un autre, étendu au sol, s'occupe de coiffer, le tête en arrière dans sa gouttière, écroulé sur un appareil à translater les résultats d'une rencontre de baseball.

DERNIER attrait de Tainan on y découvre la vraie cuisine de Taïwan. A Tainan l'amaïeur de mets chinois a l'embaras du choix : les cuisines de presque toutes les provinces de Chine y sont représentées. On dit même que certains produits du continent entrent à Tainan : c'est, par exemple, le cas de différentes herbes et surtout des crabes d'eau douce que l'on trouve dans certains jaccs chinois. Vendus l'équivalent de 3 francs à Hongkong, ils valent 25 francs sur la table des restaurants de Tainan. A Tainan, dans une échoppe du petit port d'Anping, le long du canal, comme dans les meilleurs restaurants de la ville, on déguste ces mets dans lesquels le gingembre tient une grande place et dont le goût est plus acide, plus soutenu que celui de Canton par exemple.

Tainan demeure ainsi fort provinciale. Ceci explique pourquoi, il y a quelques années, sa population eut une certaine sympathie pour les mouvements indépendantistes des chefs qui ont séjourné aux Etats-Unis et au Japon. Mais ces mouvements que manœuvra manifestement le C.I.A., ont aujourd'hui peu d'influence dans l'île.

PHILIPPE PONS.

CORRESPONDANCE

« Aggressions » américaines et française

M. Edouard Behr, directeur pour l'Europe de *Newsweek*, a été choqué par l'article d'Alain-Maria Carron intitulé « Comment ça va ? » de *Le Monde* daté 11 octobre (1^{er} novembre). Il explique ici pourquoi.

Votre chroniqueur est agacé par l'agression « (sic) de l'accueil américain. Sans comprendre, semble-t-il, que « how are you ? » correspond à « salut ! », à « bonjour ! », à « vie geht ? », à tout ce qu'on voudra, sans à une question réelle sur la santé de ceux qu'on s'aborde.

Déjà, nous ne sommes pas contents des Français : voici que même une certaine gentillesse américaine est prétexte de hargne et tournée en dérision. Beaucoup de choses effectivement nous étonnent. Je préfère encore être appelé « honey pie » (chanson aux pommes) ou même « sweetie » (bonbon sucré), que de devoir faire face au comportement que j'observe depuis longtemps dans un « snack » du passage du Lido proche de mon bureau. A un courtisane visiblement étranger, qui demandait récemment avec raison si le brevage qu'il avait devant lui était bien ce qu'il avait commandé, le garçon de réception a répondu : « Ce n'est pas un touriste, command ! » Agression pour agression, je préfère encore la nôtre.

Il est vrai qu'en matière de gentillesse il est rare qu'un Français « étranger » soit courtois. Je préfère encore être appelé « honey pie » (chanson aux pommes) ou même « sweetie » (bonbon sucré), que de devoir faire face au comportement que j'observe depuis longtemps dans un « snack » du passage du Lido proche de mon bureau. A un courtisane visiblement étranger, qui demandait récemment avec raison si le brevage qu'il avait devant lui était bien ce qu'il avait commandé, le garçon de réception a répondu : « Ce n'est pas un touriste, command ! » Agression pour agression, je préfère encore la nôtre.

Je précise que j'ai une mèche qui tombe sur le côté droit du front, de sorte que, au pire, elle peut me boucher la vue du côté droit, ce qui ne peut être en rapport avec la « priorité à gauche » que j'ai laissée.

Ainsi que je rentre à Paris avec le mouton de l'auto-école, celui-ci me dit : « Oh ! vous conduisez très bien ! Mais si vous croyez avoir le permis en conduisant avec les petits copains, vous savez ce qui vous arrivera ! » J'avais pris dix-sept heures de cours à 48,30 F l'heure, plus 94,80 F de droits d'inscription, soit, sans erreur : 881,60 F, sans compter le code. Trop peu : il fallait encore payer.

Rédigé par M. S.A.R.L. le Monde.

Saudia: 6 vols hebdomadaires vers l'Arabie Saoudite.



Vol sur les appareils les plus modernes : Boeing 707 "new look" au départ de Paris/Charles-de-Gaulle

	LUNDI	MER.	VENDREDI	SAMEDI
	SV 772 MIXTE	SV 172 MIXTE	SV 774 MIXTE	SV 176 MIXTE
PARIS (PAR)	11.30 (CDG)	14.10 (CDG)	17.30 (CDG)	19.10 (CDG)
CAIRO (CAI)	13.30 (CAI)	16.10 (CAI)	19.30 (CAI)	21.10 (CAI)
ROME (FCO)	14.30 (FCO)	17.10 (FCO)	20.30 (FCO)	22.10 (FCO)
DJEDDA (JED)	15.35 (JED)	18.15 (JED)	21.35 (JED)	23.15 (JED)
RIYAD (RUH)	16.35 (RUH)	19.15 (RUH)	22.35 (RUH)	24.15 (RUH)
DHAHRAN (DHA)	17.35 (DHA)	20.15 (DHA)	23.35 (DHA)	25.15 (DHA)
RIYAD (RUH)	18.35 (RUH)	21.15 (RUH)	24.35 (RUH)	26.15 (RUH)
DJEDDA (JED)	19.35 (JED)	22.15 (JED)	25.35 (JED)	27.15 (JED)

Valable jusqu'au 21 Mai 1977

Consultez votre Agent de Voyages, votre transitaire ou Saudia Informations et réservations passagers : 55 Avenue George-V 75008 Paris Tel. 720.68.20 (journées multiples) - Téléc. 63.006.78 Réservations fret : 862.59.54 - Téléc. Saudia 691515 F

saudia
SAUDI ARABIAN AIRLINES

Votre expansion au rythme de nos jets dans tout le Moyen-Orient.

كتاب الهلال

DÉBATS SUR DES IMAGES AU SÉNAT...

L'homme politique et la télégenie

M. Jacques Chirac répond tout de go à un journaliste : « Un homme politique, Georges Pompidou confie benoîtement : « Le général de Gaulle me disait : soyez dur, Pompidou ! J'ai saisi, mais j'ai du mal ! ». M. Lecaunet, tout sourire dédaigneux, se présente : « Je suis Jean Lecaunet, j'ai quarante-cinq ans... »

Il y a de ces bons moments, dans le film de Jean-Noël Jeanneney et Monique Sauvage, le Discours et la Cravate (ou l'Homme politique et son image), réalisés par l'Institut national de l'audio-visuel, est un film de montage composé à partir d'extraits d'émissions appartenant aux archives de la télévision française. Il fait sourire, souvent. Et parfois, rire franchement.

Mais le propos de ses auteurs est essentiellement sérieux. Il s'agit, en effet, d'expliquer au président de l'INA, M. Pierre Emmanuel, d'écarter l'émotion d'une pratique — celle de la télévision par l'homme politique — et d'une image — celle de l'homme politique par sa pratique de la télévision.

Jean-Noël Jeanneney et Monique Sauvage illustrent ainsi l'histoire d'un genre télévisuel : celui des émissions politiques. Un genre qui fut dominé en France, pendant une décennie, par la personnalité du général de Gaulle. Un genre qui, de fait, a connu bien des avatars depuis vingt ans. On est passé du discours solitaire de l'homme politique devant la caméra à l'interview avec un journaliste, à la conférence de presse où la caméra est plus considérée que les journalistes présents, aux entretiens télévisés avec des journalistes devenus plus pugnaces, à l'affrontement entre leaders politiques enfin. Le montage montre bien chacun de ces stades sans toujours marquer que chaque période conserve des réminiscences des précédentes : après tout, M. Mitterrand, assis derrière

son bureau, s'adressant aux électeurs de 1965, n'utilise guère une technique différente de celle de G. Mollet en 1958 ; Michel Droit, interrogé par le général de Gaulle cette même année 1958 ne paraît pas moins « journaliste complice » que ceux qui sont expressément présentés comme tels, Pierre Sabbagh face à Guy Mollet en 1958 ou Daniel Boen face à J. Chaban-Delmas en 1958...

La coupure essentielle apparaît être celle de 1965, avec la première campagne présidentielle : habitués à voir une télévision gaulliste volontiers monocorde, les Français vont tout à coup découvrir, à travers les temps d'attente égaux confiés à M. Mitterrand, Lecaunet, Tichet-Vignancourt, Marillat, Barbu, ce que le film appelle malicieusement « la cacophonie ». Une ère nouvelle s'ouvre pour la télévision politique en France — avec quel retard sur d'autres pays : celle des faces-à-face, qui commence en 1965. Et qui, à son tour, connaît diverses étapes — doit-on dire progrès ?

Présentant le premier « Face-à-face », Jean Farin souhaitait que la nouvelle émission comportât « un peu d'émotion dramatique et beaucoup de vérité ». Et puis, l'intérêt du public pour cette forme d'émissions s'est peu à peu éteint. Et puis, les lois de la concurrence, entre les chaînes d'abord, entre sociétés rivales ensuite, ont joué. On a donc eu tendance à renforcer progressivement la part d'émotion dramatique, l'élément « spectaculaire » de ce type de programmes, et le tournai a suppléé la discussion...

Il est extraordinaire de constater à quel point le style de notre télévision politique a changé, dans la période récente. Ne parlons pas de Léon Blum, en 1948, se rapprochant machinalement du micro pour mieux faire entendre ses phrases essentielles ! Mais comme ces images

d'un François Mitterrand, encore très orateur de meeting, en 1965, ou de ce « Face-à-face » avec V. Giscard d'Estaing en 1968 paraissent vieillottes : et il n'y a que dix ans ! Oui, les hommes politiques se sont habitués à se servir autrement de la télévision. Autrement que si c'était une radio à images. Les extraits présentés d'interventions de M. Georges Marchais, en 1964, 1969 et 1976 en sont une autre preuve...

Les relations entre le gouvernement et la télévision, elles aussi, sont devenues autres. Ce n'est pas sans étonnement qu'on revolt ainsi Léon Zitrone demander l'explication de la « nouvelle formule » du journal télévisé à M. Alain Peyrerie, ministre de l'Information.

Ce montage, si suggestif, produit par l'INA, était présenté la semaine dernière au Sénat à un public de parlementaires. Et ceux-ci ont profité pour dire le sentiment dominant que provoque chez eux — en dehors des « ténors » — la télévision. Il se résume en un mot : la crainte.

« Un homme politique a-t-il toujours avantage à passer à la télévision ? Il y a des hommes politiques qui passent mal à la télévision... » remarque M. Roland Nungesser. M. La Combe (député du Maine-et-Loire), lui, le reconnaît franchement : « C'est bien sûr intéressant a priori de paraître à la télévision. Mais nous avons aussi une certaine méfiance devant les journalistes. On se dit : ils vont nous tendre des pièges, nous couvrir de ridicule, nous accabler de sarcasmes ! Je fuis les journalistes, qui sont des personnages redoutables. Ou alors, il faudrait apprendre comment avoir des relations avec la télévision, avec la presse... M. Josassin (député des Côtes-du-Nord), avouait de son côté : « La télévision, on a bien envie d'y aller. Et puis quand on y est, on se sent mal à l'aise et on souhaite que ce soit vite fini. Alors on se dit qu'il faudrait apprendre à manier cet instrument... » Et une élue du Palais-Bourbon Interrogé carrément : « Comment être

télégenie ? C'est ce qu'il faudrait nous apprendre... »

Le Sénat — cette fois en avance sur l'Assemblée nationale — a déjà entrepris de répondre à cette attente en organisant pour ses membres deux sessions de formation à l'audiovisuel. Seulement, comment M. Prorot (sénateur de Haute-Loire), « nous avons ensuite peu l'occasion de passer à la télévision. Qu'est-ce que ça fait ? »

Mais, dit-on, où la télévision trouverait-elle donc les créneaux horaires nécessaires pour nous permettre de contempler plus souvent nos élus sur les étranges lucarnes ? La réponse est venue, nette : à la télévision régionale, dont plusieurs créneaux ont d'ailleurs, à la suite de M. Maurin (député des Ardennes), regretté « la partialité », et à propos de laquelle M. Jacques Baumel a présenté une suggestion dont on espère qu'elle aura quelque écho du côté de FR3. « Ce n'est pas, a-t-il dit, en montrant des ministres qui coupent des rubans, ou des ballades de « DS » officielles, qu'on répond au légitime souci d'information des téléspectateurs, mais en abordant de façon pratique, à l'anglo-saxonne, et notamment avec les élus, les problèmes pratiques qui se posent au niveau régional et local.

Un autre vœu a été émis unanimement : celui de voir l'une des chaînes programmer prochainement le Discours et la Cravate. Un représentant de la direction d'Antenne 2, M. Wolfromm, n'a pas craint d'affirmer que « les chaînes se battraient pour le diffuser ». Acceptons-en l'augure. Si ce devait être le cas — ce qui suppose sûrement que le montage soit rendu moins alambiqué et si une émission comme Les Dossiers de l'écran pouvait s'en emparer, souhaitons aussi que les hommes politiques présents dans le débat qui suivra soient moins exclusivement préoccupés de leur propre image, et un peu plus peut-être de notre information...

ROLAND CAYROL
(Attaché de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques.)

LES ÉCRANS DE L'ÉTRANGER

Capodistria, la station yougoslave qui parle l'italien

« **L** a Radio-Télévision ? » Vous montez dans le centre de la ville. Vous verrez l'antenne. C'est là. Au milieu des ruelles tortueuses de Koper, Capodistria pour les Italiens, à la pointe nord de la côte adriatique. Une maison ancienne et un petit immeuble moderne de quatre étages, face à face. Le siège de la Radio-Télévision Capodistria qu'écouterait et regarderait, chaque jour, des millions d'Italiens.

Trieste est à quelques kilomètres à peine mais, Capodistria, c'est encore la Yougoslavie. Pourtant, et on descend la côte yougoslave de quelques dizaines de kilomètres, impossible de capter les programmes de la petite station émettrice. Il suffit, si on veut regarder Capodistria, de traverser l'Adriatique. A Rome, à Milan ou même à Naples, pas de problème. L'Italie est couverte de « répéteurs », sur toute sa longueur. Capodistria est, avec les autres stations limitrophes de l'Italie, télévision suisse. Antenne-2 et Monte-Carlo (qui n'a rien à voir avec la radio du même nom, mais est une entreprise italienne installée dans la Principauté), une des quatre TV étrangères que chaque Italien peut capter moyennant l'installation d'une antenne.

Au cours de cette dernière année Capodistria a doublé son audience italienne atteignant, en moyenne, les deux millions. Cette expansion s'est accélérée depuis le printemps 1975, plus exactement depuis que la loi sur la réforme de la RAI du 14 avril 1975 autorise de capter les émissions étrangères dans le cadre de la liberté des échanges culturels. Cette loi interdit, néanmoins, le passage sur ces antennes étrangères de messages publicitaires destinés aux Italiens (ce qui est le cas de Télé Monte-Carlo). Capodistria est donc partiellement régie, bien que son cas soit assez particulier, par les lois de la RAI. Les émissions de Capodistria, disent les Yougoslaves, sont destinées aux minorités italiennes en Yougoslavie. Tout comme, à l'autre bout du pays, il existe des émissions en albanais. Alors, si les revendeurs d'appareils couleur italiens installent tout un réseau de relais pour pouvoir vendre leur marchandise (la RAI émet toujours en noir et blanc), tant mieux, mais nous n'y sommes pour rien. Et si les industriels italiens veulent faire passer leurs spots publicitaires sur l'antenne yougoslave, pourquoi pas ? « La plus grosse partie des litres provenant de cette publicité sont d'ailleurs réinvesties en Italie, expliquent les responsables de Capodistria. Ces devises nous permettent d'acheter des films, des feuilletons. Et donc d'améliorer nos programmes... »

Il faut admettre d'ailleurs que, contrairement à d'autres télévisions à fil-quotidien, genre Télé-Luxembourg, les films qui passent à Capodistria ne sont pas systématiquement des navets. Ainsi, en septembre, il y avait au programme plusieurs Buñuel et même le très beau et très récent film de Wajda, La Terre de la grande promesse, qui n'est encore passé ni sur les écrans italiens ni sur les yougoslaves.

A côté des films, quelques concerts, des documentaires. De temps en temps, des émis-

sons sur le système d'autogestion yougoslave ou sur la lutte des partisans au cours de la dernière guerre. Mais tout cela bien dosé. Entre un feuilleton et un match de football. Sans oublier l'indispensable émission pour les enfants : une télévision sur mesure pour les Italiens. Les nouvelles sont brèves. Un quart d'heure. Ce qui contraste avec les interminables TG 1 et TG 2 des chaînes nationales. Le présentateur reçoit un abondant courrier d'Italie. Mais il y est d'avantage question de son sourire charmeur que de l'intérêt du journal.

Bref, Capodistria est une bonne affaire commerciale pour les annonceurs italiens. Pour 1976, le chiffre d'affaires de la radio et de la télévision Capodistria sera de 4 milliards de lires italiennes. Ce n'est pas négligeable lorsqu'on sait que pour les deux chaînes de la télévision et les trois chaînes de la radio nationale, la RAI, ce chiffre est de 97 milliards. Capodistria a fait du chemin en vingt-sept ans d'existence.

Menaces sur les répétitions

1949. Tito est au pouvoir depuis quatre ans mais la question de Trieste n'est toujours pas réglée. La région est divisée en deux zones : la zone A, qui comprend la ville de Trieste, sous contrôle italien ; la zone B, avec Capodistria sous contrôle yougoslave. L'armée populaire yougoslave installe dans le centre de la ville un petit studio-radio avec les moyens du bord : un vieux enregistreur, deux micros, quelques tourne-disques et une cinquantaine de 78 tours. Les journalistes et les techniciens : une poignée de jeunes sans expérience. Un émetteur de 700 watts à peine (aujourd'hui sa puissance est de 100 kW). « Le but », explique le directeur de Radio-Capodistria, Miro Kocjan, « était de répondre aux mensonges de la propagande triestine ». Sur purement politique donc, 1954, le mémorandum de Londres est signé. La zone B et Capodistria deviennent définitivement yougoslaves. Radio-Capodistria continue à émettre pour les minorités italiennes en Yougoslavie et pour les minorités slovènes en Italie. Au cours des ans, les heures d'émissions en italien se multiplient, écopant les langues slaves. Lorsqu'en 1971, le centre radio s'agrandit de studios T.V., il n'y a plus que trois heures et demie d'émissions en slovène sur les dix-sept heures trente quotidiennes. La télévision n'émet pratiquement qu'en italien. Pour les Slovènes, il y a la T.V. Ljubljana.

Radio-Capodistria est de plus en plus populaire dans une Italie qui n'est pas encore envahie comme aujourd'hui par une multitude de radios privées, commerciales ou politiquement engagées. Capodistria remplit donc le vide laissé par les trop officielles chaînes nationales. Selon les Yougoslaves, certaines émissions de Radio-Capodistria seraient suivies par plus d'un million de millions d'auditeurs. Les plus écoutées : les disques sur demande. Pour l'anniversaire du fincé ou la fête de la grand-mère, « les émissions où nous sommes en contact direct avec le public », explique Miro

Kocjan. Il y a quelques années, en Italie, c'était une innovation. « Mais il n'y a pas que la musique légère. Les travailleurs italiens, ceux du Nord surtout, s'intéressent beaucoup à ce qui se passe chez nous. L'autogestion, la politique étrangère de la Yougoslavie », ajoute le directeur de Radio-Capodistria.

Si, aujourd'hui, Radio-Capodistria se perd dans une mer de radios privées (rien qu'à Rome, il y en a plus de soixante), la télévision, elle, reste une des grandes TV étrangères qui inquiètent et la RAI et tous ceux qui craignent que l'ancien monopole de la radio-télévision nationale ne soit remplacé par des oligopoles privés. Cette année, 10 milliards de lires sont allés aux stations étrangères, ce qui représente plus de 10 % du budget publicitaire de la RAI. En effet, bien que la loi sur la réforme de la RAI interdise formellement tout message publicitaire sur les chaînes étrangères, cette clause n'a jamais été appliquée. Le ministre des postes et des télécommunications, Vittorio Colombo, est de plus en plus assailli par les protestations. On l'accuse de ne pas faire son métier.

L'annonce d'une prochaine entrée en fonction de Télé-Malta — une affaire dans laquelle l'éditeur Rizzoli, sorte de « Springer » italien avait déjà investi plusieurs milliards de lires, — est venue jeter l'huile sur le feu. Certains voient dans ce projet une manœuvre de la droite pour reprendre en main les mass-media qui lui ont partiellement échappé depuis la réforme de la RAI. Télé-Monte-Carlo n'est-il pas déjà le porte-parole d'André Montanelli et de son équipe du quotidien milanais de droite, Il Giornale. Même Capodistria, toute yougoslave qu'elle soit, n'échappe pas aux « combinazioni ». La régie chargée de recueillir la publicité pour Capodistria serait la même que celle de Télé-Malta (toujours Rizzoli) et de la future Télé-Malta, si, toutefois celle-ci voit le jour. Vittorio Colombo a annoncé, en effet, à l'occasion de la conférence nationale des régions sur la radio et la télévision à Aoste, fin octobre, qu'il avait l'intention de faire appliquer la loi. Il a promis de mettre au point un « plan national des fréquences », c'est-à-dire de répartir les fréquences disponibles entre le service public national, les radios et télévisions locales et les répétiteurs de programmes étrangers. Pour ces derniers, Vittorio Colombo a promis de chercher une solution. Jusqu'ici, le ministre s'était retranché derrière les difficultés techniques de l'obscurecissement des messages publicitaires. Mais depuis que, le 19 octobre, les répétiteurs de Val d'Aoste, les seuls qui soient sous le contrôle de la RAI, ne transmettent plus les spots publicitaires de la télévision suisse, plus question, pour le ministre, d'invoquer les difficultés techniques.

A Capodistria, on ne semble pas très ému par toute cette polémique autour des chaînes étrangères et de la publicité. « Nous, nous continuons nos émissions, affirment les Yougoslaves. Nous ne sommes pas une télévision commerciale, mais un service public pour les minorités linguistiques. »

VANJA LUKSIC.

...ET A LILLE

Failevic devant le Coliop

M ERcredi soir, 23 h. On se rappelle Maurice Failevic, l'homme engagé des comédiens de la région, qui l'interroge sur ce qui l'a déterminé à choisir ce thème, les préteurs ouvriers, alors qu'il est incroyant ; une dame demande si le dialogue a été soumis aux autorités ecclésiastiques. C'était un télé-club organisé à Lille par le Comité lillois d'opinion publique (Coliop) : près de cent cinquante personnes sont venues regarder le « Journal d'un prêtre ouvrier », de Maurice Failevic et Maurice Vidal, que FR3 diffusait.

Invité à venir rencontrer les téléspectateurs, Maurice Failevic se montre surpris par le nombre de gens qui se sont déplacés : « La télévision, ça se regarde chez soi », pensait-il, et les réalisateurs travaillant en fonction de cette écoute individuelle ou familiale. Le prolongement collectif, c'est pour le lendemain — l'importance de ces discussions étant le critère de réussite de l'émission.

A Lille, l'assistance est trop nombreuse et la parole d'autant plus difficile à prendre. Mais à défaut d'un véritable échange entre les réalisateurs et les acteurs mêmes de la réalité traitée — il y avait dans la salle des préteurs ouvriers de Lille qui ne se sont pas manifestés — les critiques des uns, le témoignage des autres, auront au moins mis en lumière une censure de la télévision scolaire. Car les reproches adressés à Maurice Failevic sur la vision très partielle qu'il donne de la classe ouvrière tombent alors que l'on prend conscience (et le débat était là pour susciter cette prise de conscience) que lorsque la télévision accorde une plus large place aux fictions, aux reportages, situés dans cette réalité précise, les morceaux du puzzle s'assembleront. Alors on aura une juste perception du vécu du quotidien ouvrier.

Au-delà des contraintes (ne pas fumer, ne pas mettre de chaises dans les allées) qui sont gênantes, elles rigent le cadre et empêchent des réflexes, les inconvénients de ce type de débat sont très bien perçus par le Coliop qui n'en n'organise que rarement. Cela lui est d'ailleurs difficile pour des raisons financières : il faut faire venir le réalisateur, louer une salle, assurer un lourd travail de secrétariat. Pour cela, des bénévoles, une association de type loi de 1901, qui bénéficie seule-

ment d'une subvention municipale de 800 francs et des recettes fournies par un gala annuel (en fin d'année, Guy Béart).

« Susciter chez tous des attitudes critiques et actives, guider le choix des usagers avec comme critère le sens de l'homme, conscient de sa dignité et de sa valeur, en recherche de l'absolu », est le but de l'association. Exécuté après une prise en considération progressive de « l'importance des moyens de communication de masse (presse, radio, cinéma, télévision, disque, livre, théâtre...) sur l'évolution des mentalités ». Se considérant comme des « militants culturels », les animateurs du Coliop tentent, depuis 1968, d'établir de nouvelles formes de relations entre producteurs et consommateurs, dans la perspective d'échanges et de liens indispensables. Ceci les intéressait particulièrement lorsqu'ils ont décidé de faire venir Maurice Failevic et des comédiens du film.

Chaque média est étudié par une commission du Coliop. Ils sont huit pour la radio-télévision, sous l'initiative de Jacques Walter, elle-même à l'origine du comité. Leur travail consiste en premier lieu dans une autoformation, de discussions entre soi, de rencontres avec les interlocuteurs locaux, notamment les responsables de FR3. A l'extérieur, ils répondent à une demande de plus en plus pressante des établissements scolaires et des clubs : plus que les télé-clubs où l'on dépense rarement la juxtaposition de points de vue, ils pratiquent une animation sur les informations à la télévision, sur la place de l'audio-visuel dans la société et d'autres thèmes aussi qui peuvent faire l'objet de questionnaires (par exemple, une enquête sur « le troisième âge et la télévision »).

« Faire réagir les téléspectateurs » est un des objectifs du Coliop qui lui-même a réagi à — par exemple lors de l'implantation d'un poste périphérique sur la grande place de Lille : « Nous sommes contre les messages publicitaires, les jeux qui enlèvent les gens, les obligent à se prosterner. Ce manque de respect du public est insupportable. Il ne s'agit pas non plus d'une ouverture sur la province, ils se sont contentés de transporter leur matériel... »

CLAIRE DEVARRIEUX.

Écouter, voir

Mais c'est surtout dans la *Sonate* de Bartok qu'il déploie les ressources de son talent. Est-ce la proximité géographique (Yordanoff est né à Sofia) qui donne à son *Jaçonne* et à sa fugue tant d'accent, de souffle et d'ampleur ? A travers les quatre cordes du violon, Bartok rend sensible le goût secret des choses de ce monde dont l'archet de Yordanoff fait ressortir l'élégance ou l'apreté ; dans le menuet, tendre et mélancolique, il n'y a plus que du rêve, transcendant l'écriture abstraite.

Le sauveur du cardinal de Richelieu, pris entre l'amour d'Ursule la sage et celui de Jeanne la folle ; le supérieur de la Mercé de Loudun, que poursuit de sa haine l'abbesse Jeanne ; le possédé, autour duquel l'Inquisition, bientôt, se déchaine ; Urbain Grandier à l'inspiration, après Alexandre Dumas (qui adapte ici, pour le petit écran, Jean Chanteuil), l'écrivain Huxley, le cinéaste Ken Russell, le compositeur Penderecki... Le réalisateur Gérard Vergez, après quelques cas versions démoniaques et mystiques, opte pour le second degré et l'humour baroque, sans parodier l'un des plus beaux romans de la littérature populaire du dix-septième siècle. Une « note du théâtre historique » à la pas manquer.

Un candide chef de boy-

entre le présent et le passé,
est qui est admirablement
construit, la perfection du
style de Carné dans le « ré-
alisme, poétique ». Un ouvrier,
une orpheline au (faux) vi-
sage d'ange, une femme de
passage, artiste d'occasion, et
un louche moniteur de chiens
vivent une tragédie sociale
dans un décor de faubourg.
Gabin, en proie aux malen-
tendus, de l'amour et à la

surfaces, un tout autre univers, images semées de gaspilles, de trouvailles de mise en scène cinématographique, commenté par lui, omniprésent, d'après le texte de son roman *Mémoires d'un tricheur*. C'était, en somme, inventer le cinéma à la première personne. Les acteurs, qui ne disent pas un mot, sont mesurément vieillissement dirigés. Sacha Guitry, use de, déguisement divers tout autant que de paradoxes sur la mort, le tété. Et Marguerite Monnot, seule, a droit, brièvement, la parole, dans une scène d'humour cocasse. Un petit chef-d'œuvre.

Sur un thème de science-fiction — l'espèce humaine menacée par un micro-organisme extra-terrestre — suspense bien fabriqué. Robert Wise, en dépit quelques longueurs, a tiré meilleur parti.

Le réalisateur de *Cendres sur l'oreiller* et *Pousse-toi chérie* a introduit des ingrédients de comédies américaines dans un western. Résultat : un pastiche hilarant, dont l'humour n'est ni léger, ni égaré. D'Alain Delon à Dean Martin, c'est à jouer avec le plus d'effort pour se faire remarquer.

Dans ce supplément radiotélévisé, les signes (*) indiquent à la rubrique Écoutez, ou aux articles de première page de l'encadré (E) indique des émissions sortant de l'ordinaire; G les programmes en noir blanc diffusés sur les chaînes en couleurs; (R) les rediffusions; (III) les programmes de TF1 relayés en couleurs sur FR3.

ÉMISSIONS PRATIQUES

TF1 : A la bonne Heure (du lundi au vendredi, 18 h.) ; Une minute pour les femmes (du lundi au vendredi, 19 h. 45) ; Objectif

sur l'Eglise, l'aumônerie du lycée.
« Le temps de lire, Entretiens sur
(le 12) ; 11 h., Messe à la chapelle
Hoche, à Versailles (le 5), à la cha-
pelle, Saint-Gilles de Bois-d'Arcy,
(le 12).

CHAÎNE I : TF 1
20 h. 30, Série : Mac Coy, avec T. Curtis ;
22 h. 5, Variétés : A bout portant... Roger Pierre.

CHAÎNE II : A 2
20 h. 30, Dramatique : « Savez-vous planter les choux ? », de M. Achard, avec J.-M. Thibaut, Ch. Marín, J. Raymond, J. Luccioni, B. Chambrande, Ch. Muller.

CHÂNE I : TF 1

9 h 30 (M1), Émissions religieuses et philosophiques : 12 h (M1), La séquence du spectateur : 12 h 30 (M1), Bon appétit : 13 h (M1), L'Équipe : 13 h 30 (M1), Les 1000 ans de la Vénus des mers chaudes : 14 h, J. Sturges, avec J. Russell et C. Roland : 15 h, 35 (M1), Sports direct à la une : 17 h, 30, téléfilm, Vol 4 : L'assaut d'atterrissage : 18 h 45, Chasse : Fastes sonores de vénérie : 19 h 15, Les animaux du monde.

20 h 30 (M1), Le Tatone, de D. de La Patellière (1988), avec J. Gabin, L. de Funès, D. Duvay, L. Chardonneau.

21 h 30 (M1), L'homme tatone ne acquiesce un dessin de Mopolizian, tatoué sur les dos d'une jeune légionnaire, vieillard qui a

ATTENTION !
A2 • 22 H 45



MARVIN GAYE
LE PLUS GRAND CHANTEUR
DE LA MUSIQUE NOIRE
AMERICAINE

DISQUES

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie; 7 h. 7, La fenêtre ouverte; 7 h. 15, Horizon; 7 h. 40, Chasseurs de son; de 8 h. à 11 h., Émissions philosophiques et religieuses; 11 h., Regards sur la musique; « la Khorvatchina » (Moussorgski); 12 h. 3, Allegro; 12 h. 45, Musique de chambre; concert par le conservatoire de musique de Fraxas, direction J.-J. Werner.

Petites ondes - Grandes ondes

Régulières

FRANCE-INTER : (Informations toutes ses heures) ; 5 h. : Le main à la pâte ; 7 h. : Gérard Sire ; 9 h. 10. Le magazine de Pierre Bonelli ; 10 h. 55 : Les musées (samedi) ; Questions (samedi) ; 11 h. : Anne Gaillard ; 12 h. : Le nouveau 15 h. ; (6) Journal de Jean-Pierre Elkann ; 14 h. : Le temps de vivre (samedi et dimanche) ; L'oreille en croix ; 16 h. : L'heure de musique classique ; 17 h. : Radioscopie ; 18 h. : Passages ; 19 h. : Journal ; 20 h. 10. Marche ou rêve (samedi) ; Le culteur de l'histoire ; dimanche : Le masque et la plume ; 22 h. 10. Le Pot-Club.

FRANCE-CULTURE. FRANCE-MU-

SIQUE : Informations à 7 h. (cult.);
7 h. 30 (cult. mus.); 8 h. 30 (cult.);
9 h. (cult. et mus.); 12 h. 30 (cult.
et mus.); 13 h. (cult.); 15 h. 30
(mus.); 19 h. 30 (mus.); 23 h. 55
(cult.); 24 h. (mus.).

EUROPE 1 : (Informations reçues Les

Musique et nouvelles:

p. 40, Philippe Gildas : 9 h. 15, 13

Denise Fauché; 11 h. File ou lace; 12 h. 30, Cesth; 13 h. Journal d'André; 14 h. 30 (90). Les domestiques; 15 h. 30, Les deux femmes; 16 h. 30, Les deux domestiques d'un jour; 16 h. 30 Tour du monde; 17 h. 30, Les deux femmes arrivées; 18 h. 30, Le Journal de Pierre Lescure; 19 h. 30, Pierre-Loup Lescure; 20 h. 30, Jean-Pierre Pêcheu; 21 h. 30, Europe-Panorama; 22 h. 35, Les deux femmes; 23 h. 30, Wall Street (Garnier); 24 h. 30, Née; 25 h. 30, Saint-Bris.

R.T.L. (Généraliste), toutes les heures:

7 h. 50, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 15, A.-M. Peyron; 11 h. 30, 13 h. 55, 15 h. 30, 17 h. 30, 19 h. 30, 21 h. 30, 23 h. 30, 25 h. 30, 27 h. 30, 29 h. 30, 31 h. 30, 33 h. 30, 35 h. 30, 37 h. 30, 39 h. 30, 41 h. 30, 43 h. 30, 45 h. 30, 47 h. 30, 49 h. 30, 51 h. 30, 53 h. 30, 55 h. 30, 57 h. 30, 59 h. 30, 61 h. 30, 63 h. 30, 65 h. 30, 67 h. 30, 69 h. 30, 71 h. 30, 73 h. 30, 75 h. 30, 77 h. 30, 79 h. 30, 81 h. 30, 83 h. 30, 85 h. 30, 87 h. 30, 89 h. 30, 91 h. 30, 93 h. 30, 95 h. 30, 97 h. 30, 99 h. 30, 101 h. 30, 103 h. 30, 105 h. 30, 107 h. 30, 109 h. 30, 111 h. 30, 113 h. 30, 115 h. 30, 117 h. 30, 119 h. 30, 121 h. 30, 123 h. 30, 125 h. 30, 127 h. 30, 129 h. 30, 131 h. 30, 133 h. 30, 135 h. 30, 137 h. 30, 139 h. 30, 141 h. 30, 143 h. 30, 145 h. 30, 147 h. 30, 149 h. 30, 151 h. 30, 153 h. 30, 155 h. 30, 157 h. 30, 159 h. 30, 161 h. 30, 163 h. 30, 165 h. 30, 167 h. 30, 169 h. 30, 171 h. 30, 173 h. 30, 175 h. 30, 177 h. 30, 179 h. 30, 181 h. 30, 183 h. 30, 185 h. 30, 187 h. 30, 189 h. 30, 191 h. 30, 193 h. 30, 195 h. 30, 197 h. 30, 199 h. 30, 201 h. 30, 203 h. 30, 205 h. 30, 207 h. 30, 209 h. 30, 211 h. 30, 213 h. 30, 215 h. 30, 217 h. 30, 219 h. 30, 221 h. 30, 223 h. 30, 225 h. 30, 227 h. 30, 229 h. 30, 231 h. 30, 233 h. 30, 235 h. 30, 237 h. 30, 239 h. 30, 241 h. 30, 243 h. 30, 245 h. 30, 247 h. 30, 249 h. 30, 251 h. 30, 253 h. 30, 255 h. 30, 257 h. 30, 259 h. 30, 261 h. 30, 263 h. 30, 265 h. 30, 267 h. 30, 269 h. 30, 271 h. 30, 273 h. 30, 275 h. 30, 277 h. 30, 279 h. 30, 281 h. 30, 283 h. 30, 285 h. 30, 287 h. 30, 289 h. 30, 291 h. 30, 293 h. 30, 295 h. 30, 297 h. 30, 299 h. 30, 301 h. 30, 303 h. 30, 305 h. 30, 307 h. 30, 309 h. 30, 311 h. 30, 313 h. 30, 315 h. 30, 317 h. 30, 319 h. 30, 321 h. 30, 323 h. 30, 325 h. 30, 327 h. 30, 329 h. 30, 331 h. 30, 333 h. 30, 335 h. 30, 337 h. 30, 339 h. 30, 341 h. 30, 343 h. 30, 345 h. 30, 347 h. 30, 349 h. 30, 351 h. 30, 353 h. 30, 355 h. 30, 357 h. 30, 359 h. 30, 361 h. 30, 363 h. 30, 365 h. 30, 367 h. 30, 369 h. 30, 371 h. 30, 373 h. 30, 375 h. 30, 377 h. 30, 379 h. 30, 381 h. 30, 383 h. 30, 385 h. 30, 387 h. 30, 389 h. 30, 391 h. 30, 393 h. 30, 395 h. 30, 397 h. 30, 399 h. 30, 401 h. 30, 403 h. 30, 405 h. 30, 407 h. 30, 409 h. 30, 411 h. 30, 413 h. 30, 415 h. 30, 417 h. 30, 419 h. 30, 421 h. 30, 423 h. 30, 425 h. 30, 427 h. 30, 429 h. 30, 431 h. 30, 433 h. 30, 435 h. 30, 437 h. 30, 439 h. 30, 441 h. 30, 443 h. 30, 445 h. 30, 447 h. 30, 449 h. 30, 451 h. 30, 453 h. 30, 455 h. 30, 457 h. 30, 459 h. 30, 461 h. 30, 463 h. 30, 465 h. 30, 467 h. 30, 469 h. 30, 471 h. 30, 473 h. 30, 475 h. 30, 477 h. 30, 479 h. 30, 481 h. 30, 483 h. 30, 485 h. 30, 487 h. 30, 489 h. 30, 491 h. 30, 493 h. 30, 495 h. 30, 497 h. 30, 499 h. 30, 501 h. 30, 503 h. 30, 505 h. 30, 507 h. 30, 509 h. 30, 511 h. 30, 513 h. 30, 515 h. 30, 517 h. 30, 519 h. 30, 521 h. 30, 523 h. 30, 525 h. 30, 527 h. 30, 529 h. 30, 531 h. 30, 533 h. 30, 535 h. 30, 537 h. 30, 539 h. 30, 541 h. 30, 543 h. 30, 545 h. 30, 547 h. 30, 549 h. 30, 551 h. 30, 553 h. 30, 555 h. 30, 557 h. 30, 559 h. 30, 561 h. 30, 563 h. 30, 565 h. 30, 567 h. 30, 569 h. 30, 571 h. 30, 573 h. 30, 575 h. 30, 577 h. 30, 579 h. 30, 581 h. 30, 583 h. 30, 585 h. 30, 587 h. 30, 589 h. 30, 591 h. 30, 593 h. 30, 595 h. 30, 597 h. 30, 599 h. 30, 601 h. 30, 603 h. 30, 605 h. 30, 607 h. 30, 609 h. 30, 611 h. 30, 613 h. 30, 615 h. 30, 617 h. 30, 619 h. 30, 621 h. 30, 623 h. 30, 625 h. 30, 627 h. 30, 629 h. 30, 631 h. 30, 633 h. 30, 635 h. 30, 637 h. 30, 639 h. 30, 641 h. 30, 643 h. 30, 645 h. 30, 647 h. 30, 649 h. 30, 651 h. 30, 653 h. 30, 655 h. 30, 657 h. 30, 659 h. 30, 661 h. 30, 663 h. 30, 665 h. 30, 667 h. 30, 669 h. 30, 671 h. 30, 673 h. 30, 675 h. 30, 677 h. 30, 679 h. 30, 681 h. 30, 683 h. 30, 685 h. 30, 687 h. 30, 689 h. 30, 691 h. 30, 693 h. 30, 695 h. 30, 697 h. 30, 699 h. 30, 701 h. 30, 703 h. 30, 705 h. 30, 707 h. 30, 709 h. 30, 711 h. 30, 713 h. 30, 715 h. 30, 717 h. 30, 719 h. 30, 721 h. 30, 723 h. 30, 725 h. 30, 727 h. 30, 729 h. 30, 731 h. 30, 733 h. 30, 735 h. 30, 737 h. 30, 739 h. 30, 741 h. 30, 743 h. 30, 745 h. 30, 747 h. 30, 749 h. 30, 751 h. 30, 753 h. 30, 755 h. 30, 757 h. 30, 759 h. 30, 761 h. 30, 763 h. 30, 765 h. 30, 767 h. 30, 769 h. 30, 771 h. 30, 773 h. 30, 775 h. 30, 777 h. 30, 779

Religieuses
et philosophiques

FRANCE-CULTURE : (le dimanche) : 7 h. 15, Horizon ; 8 h., Orthodoxie et christianisme oriental ; 8 h. 30, Protestantisme ; 9 h. 10, Ecoute Israël ; 9 h. 40, le Grand Orient de France (le 5), « La Libre Pensée française (le 12) ; 10 h., Messe.

Radiosensitivity

FRANCE-INTER : 17 h. Jacques Chancel reçoit Napoléon Bullu (journalier industriel (lundi), Michel Guénard, chef cuisinier (mardi), Brigitte Friang, journaliste (mercredi), le professeur André Lwoff (jeudi), Lionel Sotern, secrétaire d'Etat à la condition des travailleurs

RADIO-TELEVISION

Lundi 6 décembre

CHAÎNE I : TF 1

10 h. 30 (III), C.D.N.P., 12 h. 15 (III), Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (III), Midi première ; 13 h. 50 (III), Restez donc avec nous ; à 14 h. 45 (R), Série : Maîtres et valets ; à 15 h. 30, Semaine du travail manuel ; à 16 h. 10 (R), C'est un métier, la chaudronnerie ; à 17 h. 5 (R), Feuilleton : La chronique des Dubois ; à 17 h. 20, Variétés : Le club du lundi ; 18 h. (III), A la bonne heure (semaine consacrée aux problèmes du logement) ; 18 h. 35, Pour les petits ; 19 h. 40, L'île aux enfants ; 19 h. 5, Feuilleton : Anne jour après jour ; 19 h. 43, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Eh bien, raconte !

20 h. 30, La caméra du lundi : « Piège au gribou », de E. Kennedy (1966), avec G. Ford.

Mardi 7 décembre

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15 (III), Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (III), Midi première ; 13 h. 45 (III), Restez donc avec nous ; à 14 h. 50 (R), Série : Maîtres et valets ; à 15 h. 30, Semaine du travail manuel ; à 16 h. 10 (R), C'est un métier, la chaudronnerie ; à 17 h. 5 (R), Feuilleton : La chronique des Dubois ; à 17 h. 20, Variétés : Le club du lundi ; 18 h. (III), A la bonne heure (semaine consacrée aux problèmes du logement) ; 18 h. 35, Pour les petits ; 19 h. 40, L'île aux enfants ; 19 h. 5, Feuilleton : Anne jour après jour ; 19 h. 43, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Eh bien, raconte !

20 h. 30 (*), Spécial événement : Le gribou, de Ch. Brincoeur et J.-Cl. Odin. Prés. J. Besançon.

Une expédition de spéléologues qui finit mal se termine.

21 h. 30 (R), Série documentaire : Les Provinciales (Nés natus de Vendée. Seconde partie : The château maintenant), prod. H. Knapp et J.-Cl. Bringuier.

22 h. 25, Boxe : Championnat d'Europe des super-légers (Piedvache-Green), en direct de Londres.

CHAÎNE II : A 2

13 h. 35, Émissions régionales ; 13 h. 50, Journal des sports et des mal-entendus ; 14 h. 5, Aujourd'hui, madame ; à 15 h. (R), Série : Les rues de San-Francisco ; à 15 h. 50, Aujourd'hui magazine ; 18 h. 35, Les palmarès des enfants ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 43, La caméra invisible ; 19 h. 45, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Eh bien, raconte !

20 h. 30, Les dossiers de l'écran... (R), Film : « M. Smith au Sénat », de F. Capra (1939), avec J. Stewart, J. Arthur, Cl. Rains, Ed. Arnold, G. Kibbee (N.).

Un jeune idéaliste est élu sénateur grâce aux manœuvres de politiciens véreux. En fonction à Washington, il refuse d'être un homme de paille.

22 h. 25, Débat (La démocratie parlementaire) avec MM. Alain Poirer et E. Faure (respectivement président du Sénat et de l'Assemblée nationale), Robert Boulin (ministre chargé des relations avec le Parlement), Marcel Champetier (sénateur de la Corrèze, président du groupe socialiste), Louis Croix (vice-président du Sénat), Jacques Pelletier (sénateur de l'Ain, membre du bureau au Sénat), Robert Salinger (président du groupe communiste à l'Assemblée), et Pierre Sédouin (président de la presse parlementaire).

Mercredi 8 décembre

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15 (III), Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (III), Midi première ; 13 h. 45 (III), Restez donc avec nous ; à 14 h. 50 (R), Série : Maîtres et valets ; à 15 h. 30, Semaine du travail manuel ; à 16 h. 10 (R), C'est un métier, la chaudronnerie ; à 17 h. 5 (R), Feuilleton : La chronique des Dubois ; à 17 h. 20, Variétés : Le club du lundi ; 18 h. (III), A la bonne heure (semaine consacrée aux problèmes du logement) ; 18 h. 35, Pour les petits ; 19 h. 40, L'île aux enfants ; 19 h. 5, Feuilleton : Anne jour après jour ; 19 h. 43, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Eh bien, raconte !

20 h. 30, Téléfilm : « Mariez-les vivantes », réalisation Gilles Grangier, avec C. Le Poulain, G. Brunet, M. Audibert, M. Dax, E. Collin.

21 h. 50, Émission médicale : Le sommeil, prod. I. Barrère, P. Desgraupes, E. Lalou.

CHAÎNE II : A 2

12 h. 30, Ski : Descente dames à Val-d'Isère ; 13 h. 50, Mercredi animé ; 14 h. 5, Aujourd'hui, madame ; à 15 h. (R), Série : L'aventure est au bout de la route ; 15 h. 50, Un sur cinq ; 18 h. 45, Les palmarès des enfants ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45 (R), La caméra invisible.

20 h. 30, Série : Kojak ; 21 h. 30, Magazine d'actualité : C'est à dire, prod. J.-M. Cavada ; 23 h. 10, Libres propos : Pour adultes, de F. Chalais.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes : Feu rouge, feu vert ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Libre justice ; 20 h. Les jeux.

20 h. 30 (R), Un film, un auteur : « Un nommé Cable Hogue », de S. Peckinpah (1960).

Les écrans francophones

Mardi 7 décembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h. L'homme de fer ; 21 h. Le Secret des Incas, film de J. Hooper.

TELEVISION BELGE : 19 h. 55, Le Secret de la pyramide des égyptes, film de T. Post ; 21 h. 30, Le carrousel aux images.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, Des Pinnands, film de R. Ferra.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 25, Chapeau melon et bottes de cuir ; 21 h. 15, Un direct avec ; 22 h. 15, Jazz.

Mercredi 8 décembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Kojak ; 21 h. Jane Eyre, film de D. Mann.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h. L'homme qui valait 3 milliards ; 21 h. Étiole sans femme, film de M. Blüthner.

TELEVISION BELGE : 20 h. 30, Télé-mémoires : Lode Claes.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, Eyn, Eyn Berber, film de M. Deville ; 22 h. 5, Extraits ; 23 h. 30, Premières visions.

Jeu 9 décembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Marcus Welby ; 21 h. Sheff ; 22 h. 15, Copricorne, film de D. Caban.

E. Sommer, R. Hayworth, J. Cotten, R. Montalban.

Un inspecteur de police de San Francisco, qui a des annales d'arrestations, découvre, au cours d'une enquête, l'empire d'un million de dollars provenant d'un trafic de drogue.

22 h. Pour le cinéma.

CHAÎNE II : A 2

13 h. 35, Magazine régional ; 13 h. 50, Chanteurs et musiciens de rue ; 14 h. 5, Aujourd'hui, madame ; à 15 h. (R), Série : Les rues de San-Francisco ; à 15 h. 50, Aujourd'hui magazine ; 18 h. 35, Les palmarès des enfants ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45 (R), La caméra invisible.

20 h. 30, Jeu : La tête et les jambes ; 21 h. 55

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes : Jardinage aux quatre saisons ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le G.A.M. (Groupes d'action municipale) ; 20 h. Les jeux.

20 h. 30, Westerns, films policiers, aventures : « Les Voleurs de trains », de B. Kennedy (1972), avec J. Wayne, Ann-Margret, R. Taylor, B. Johnson.

Un mercenaire neopaganiste et son équipe sont engagés par une femme pour retrouver un demi-million d'euros volés par son mari et qu'elle veut rendre pour l'honneur de son fils. Les anciens complices du mari les aident.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poesie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance... « Le Corps souffrant », par J.-P. Aron ; à 8 h. 25, « L'Anthropologie », par R. Adam ; à 8 h. 50, En étrange pays ; 9 h. 7, La matinée de la musique ; 10 h. 45, Étrange pays ; 11 h. 2, Libre parcours idéal ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 30, Libre parcours variés ; 14 h. 5, Poesie ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « Maria Republic », d'Agostino Bonifazi ; 15 h. 2, Les après-midi de France-Culture... portrait ; à 16 h. 50, La musique et les arts ; 17 h. 5, Séminaire d'interrogation ; à 17 h. 10, L'heure de pointe ; 18 h. 2, Rencontres internationales de musique contemporaine de Metz ; 18 h. 30 (R), Feuilleton : « Histoire d'un paysan avant et après la Révolution », d'Erckmann-Chatrian, adaptation David-André Lang ; 19 h. 25, Sciences ; 20 h. (R), Dialogue : « Fast-Il brûler les dictionnaires ? », avec P. Robert et B. Pottier ; 21 h. 15, Musiques de notre temps ; 22 h. 30 (R), Entretiens avec Italo Calvino, par J. Thibaudau ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 30, Poesie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2, Quotidien musique ; 9 h. 2, Petites formes ; 9 h. 30, La règle du jeu ; à 10 h. 30, Cours d'interprétation ; 12 h. 5, La chanson ; 12 h. 25, Sélection concert ; 12 h. 40, Jazz classique ; 13 h. 15, Micro-facteur ; 14 h. 5, Mélodies sans paroles... Musique ancienne (concert J.-P. Rameau) ; à 15 h. 5, Buis, Fauré, Prokofiev, Franck ; 17 h. 5, Orchestre régional de Provence-Côte d'Azur (Barber, Ives, Mozart, Copland) ; 18 h. 2, Écoute, magazine musical ; à 19 h. 5, Jazz time ; 19 h. 25, Kiosque ; 19 h. 40, Séminaires ; 20 h. 30, Échanges internationaux de Radio-France : Festival de Vienne 1976... Orchestre symphonique de la radio bavaroise, direction J. S. Boreau, avec J. Vandewille, hautbois ; A. Marion, flûte ; F. Pierre, harpe ; J.-C. Koerner, piano ; « Musique pour Rouen » (B. Mathis) ; « Éclipses » pour piano, harpe, harpe, B. Mathis ; « Sins de la loi » (G. Masson) ; « Numéro 5 » (T. Manoury) ; 22 h. 30, In memoriam ; 0 h. 30, Musique traditionnelle française ; 0 h. 30, Concert.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poesie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance... « Le Corps souffrant », par J.-P. Aron ; à 8 h. 25, « L'Anthropologie », par R. Adam ; à 8 h. 50, En étrange pays ; 9 h. 7, La matinée de la musique ; 10 h. 45, Étrange pays ; 11 h. 2, Libre parcours idéal ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 30, Libre parcours variés ; 14 h. 5, Poesie ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « Maria Republic », d'Agostino Bonifazi ; 15 h. 2, Les après-midi de France-Culture... portrait ; à 16 h. 50, La musique et les arts ; 17 h. 5, Séminaire d'interrogation ; à 17 h. 10, L'heure de pointe ; 18 h. 2, Rencontres internationales de musique contemporaine de Metz ; 18 h. 30 (R), Feuilleton : « Histoire d'un paysan avant et après la Révolution », d'Erckmann-Chatrian, adaptation D.-A. Lang ; 19 h. 25, La science en marche ; 19 h. 45, Poesie ; 20 h. (R), La musique et les hommes : Hommage à Toulouse-Lautrec ; 22 h. 30 (R), Entretiens avec Italo Calvino, par J. Thibaudau ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 30, Poesie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2, Quotidien musique ; 9 h. 2, Petites formes ; 9 h. 30, La règle du jeu ; à 10 h. 30, Cours d'interprétation ; 12 h. 5, La chanson ; 12 h. 25, Sélection concert ; 12 h. 40, Jazz classique ; 13 h. 15, Micro-facteur ; 14 h. 5, Mélodies sans paroles... Emaux et musiques (Suppé, Dvorak, Ponchielli, Wolf, Ferrar, Lancelotti, Mozart) ; à 15 h. 5, Séminaire d'interrogation ; à 15 h. 25, Kiosque ; 19 h. 25, Séminaires ; 20 h. 30, Musique au présent... Nouvel Orchestre philharmonique, direction J.-S. Boreau, avec J. Vandewille, hautbois ; A. Marion, flûte ; F. Pierre, harpe ; J.-C. Koerner, piano ; « Musique pour Rouen » (B. Mathis) ; « Éclipses » pour piano, harpe, harpe, B. Mathis ; « Sins de la loi » (G. Masson) ; « Numéro 5 » (T. Manoury) ; 22 h. 30, In memoriam ; 0 h. 30, Musique traditionnelle française ; 0 h. 30, Concert.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poesie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance... « Le Corps souffrant », par J.-P. Aron ; à 8 h. 25, « L'Anthropologie », par R. Adam ; à 8 h. 50, En étrange pays ; 9 h. 7, La matinée de la musique ; 10 h. 45, Étrange pays ; 11 h. 2, Libre parcours idéal ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 30, Libre parcours variés ; 14 h. 5, Poesie ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « Maria Republic », d'Agostino Bonifazi ; 15 h. 2, Les après-midi de France-Culture... portrait ; à 16 h. 50, La musique et les arts ; 17 h. 5, Séminaire d'interrogation ; à 17 h. 10, L'heure de pointe ; 18 h. 2, Rencontres internationales de musique contemporaine de Metz ; 18 h. 30 (R), Feuilleton : « Histoire d'un paysan avant et après la Révolution », d'Erckmann-Chatrian, adaptation D.-A. Lang ; 19 h. 25, La science en marche ; 19 h. 45, Poesie ; 20 h. (R), La musique et les hommes : Hommage à Toulouse-Lautrec ; 22 h. 30 (R), Entretiens avec Italo Calvino, par J. Thibaudau ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 30, Poesie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2, Quotidien musique ; 9 h. 2, Petites formes ; 9 h. 30, La règle du jeu ; à 10 h. 30, Cours d'interprétation ; 12 h. 5, La chanson ; 12 h. 25, Sélection concert ; 12 h. 40, Jazz classique ; 13 h. 15, Micro-facteur ; 14 h. 5, Mélodies sans paroles... Emaux et musiques (Suppé, Dvorak, Ponchielli, Wolf, Ferrar, Lancelotti, Mozart) ; à 15 h. 5, Séminaire d'interrogation ; à 15 h. 25, Kiosque ; 19 h. 25, Séminaires ; 20 h. 30, Musique au présent... Nouvel Orchestre philharmonique, direction J.-S. Boreau, avec J. Vandewille, hautbois ; A. Marion, flûte ; F. Pierre, harpe ; J.-C. Koerner, piano ; « Musique pour Rouen » (B. Mathis) ; « Éclipses » pour piano, harpe, harpe, B. Mathis ; « Sins de la loi » (G. Masson) ; « Numéro 5 » (T. Manoury) ; 22 h. 30, In memoriam ; 0 h. 30, Musique traditionnelle française ; 0 h. 30, Concert.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poesie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance... « Le Corps souffrant », par J.-P. Aron ; à 8 h. 25, « L'Anthropologie », par R. Adam ; à 8 h. 50, En étrange pays ; 9 h. 7, La matinée de la musique ; 10 h. 45, Étrange pays ; 11 h. 2, Libre parcours idéal ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 30, Libre parcours variés ; 14 h. 5, Poesie ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « Maria Republic », d'Agostino Bonifazi ; 15 h. 2, Les après-midi de France-Culture... portrait ; à 16 h. 50, La musique et les arts ; 17 h. 5, Séminaire d'interrogation ; à 17 h. 10, L'heure de pointe ; 18 h. 2, Rencontres internationales de musique contemporaine de Metz ; 18 h. 30 (R), Feuilleton : « Histoire d'un paysan avant et après la Révolution », d'Erckmann-Chatrian, adaptation D.-A. Lang ; 19 h. 25, La science en marche ; 19 h. 45, Poesie ; 20 h. (R), La musique et les hommes : Hommage à Toulouse-Lautrec ; 22 h. 30 (R), Entretiens avec Italo Calvino, par J. Thibaudau ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 30, Poesie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2, Quotidien musique ; 9 h. 2, Petites formes ; 9 h. 30, La règle du jeu ; à 10 h. 30, Cours d'interprétation ; 12 h. 5, La chanson ; 12 h. 25, Sélection concert ; 12 h. 40, Jazz classique ; 13 h. 15, Micro-facteur ; 14 h. 5, Mélodies sans paroles... Emaux et musiques (Suppé, Dvorak, Ponchielli, Wolf, Ferrar, Lancelotti, Mozart) ; à 15 h. 5, Séminaire d'interrogation ; à 15 h. 25, Kiosque ; 19 h. 25, Séminaires ; 20 h. 30, Musique au présent... Nouvel Orchestre philharmonique, direction J.-S. Boreau, avec J. Vandewille, hautbois ; A. Marion, flûte ; F. Pierre, harpe ; J.-C. Koerner, piano ; « Musique pour Rouen » (B. Mathis) ; « Éclipses » pour piano, harpe, harpe, B. Mathis ; « Sins de la loi » (G. Masson) ; « Numéro 5 » (T. Manoury) ; 22 h. 30, In memoriam ; 0 h. 30, Musique traditionnelle française ; 0 h. 30, Concert.

(R), Alain Decaux raconte : le général Boulanger ; 22 h. 50, Polémique : L'huile sur le feu, de Ph. Bourvard.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes : La chronique du mois ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : le sociologue P.-H. Chombart de Lauze ; 20 h. Les jeux.

20 h. 30, Cinéma public : « le Pont de Remagen », de J. Guillemin (1969), avec G. Segal, R. Vaughan, B. Gazzara, B. Dillman, P. Van Eyck.

En février 1945, à Remagen, le dernier pont sur le Rhin est l'objet d'une bataille entre Allemands et Américains.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poesie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance... « Le Corps souffrant », par J.-P. Aron ; à 8 h. 25, « L'Anthropologie », par R. Adam ; à 8 h. 50, En étrange pays ; 9 h. 7, La matinée de la musique ; 10 h. 45, Étrange pays ; 11 h. 2, Libre parcours idéal ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 30, Libre parcours variés ; 14 h. 5, Poesie ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « Maria Republic », d'Agostino Bonifazi ; 15 h. 2, Les après-midi de France-Culture... portrait ; à 16 h. 50, La musique et les arts ; 17 h. 5, Séminaire d'interrogation ; à 17 h. 10, L'heure de pointe ; 18 h. 2, Rencontres internationales de musique contemporaine de Metz ; 18 h. 30 (R), Feuilleton : « Histoire d'un paysan avant et après la Révolution », d'Erckmann-Chatrian ; 19 h. 25, La science en marche ; 19 h. 45, Poesie ; 20 h. (R), La musique et les hommes : Hommage à Toulouse-Lautrec ; 22 h. 30 (R), Entretiens avec Italo Calvino, par J. Thibaudau ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 30, Poesie.

20 h. 30, Éveil à la musique ; 14 h. 5, Poesie... Un livre, des voix : « Maria Republic », d'Agostino Bonifazi ; 15 h. 2, Les après-midi de France-Culture... portrait ; à 16 h. 50, La musique et les arts ; 17 h. 5, Séminaire d'interrogation ; à 17 h. 10, L'heure de pointe ; 18 h. 2, Rencontres internationales de musique contemporaine de Metz ; 18 h. 30 (R), Feuilleton : « Histoire d'un paysan avant et après la Révolution », d'Erckmann-Chatrian ; 19 h. 25, La science en marche ; 19 h. 45, Poesie ; 20 h. (R), La musique et les hommes : Hommage à Toulouse-Lautrec ; 22 h. 30 (R), Entretiens avec Italo Calvino, par J. Thibaudau ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 30, Poesie.

20 h. 30, Éveil à la musique ; 14 h. 5, Poesie... Un livre, des voix : « Maria Republic », d'Agostino Bonifazi ; 15 h. 2, Les après-midi de France-Culture... portrait ; à 16 h. 50, La musique et les arts ; 17 h. 5, Séminaire d'interrogation ; à 17 h. 10, L'heure de pointe ; 18 h. 2, Rencontres internationales de musique contemporaine de Metz ; 18 h. 30 (R), Feuilleton : « Histoire d'un paysan avant et après la Révolution », d'Erckmann-Chatrian ; 19 h. 25, La science en marche ; 19 h. 45, Poesie ; 20 h. (R), La musique et les hommes : Hommage à Toulouse-Lautrec ; 22 h. 30 (R), Entretiens avec Italo Calvino, par J. Thibaudau ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 30, Poesie.

20 h. 30, Éveil à la musique ; 14 h. 5, Poesie... Un livre, des voix : « Maria Republic », d'Agostino Bonifazi ; 15 h. 2, Les après-midi de France-Culture... portrait ; à 16 h. 50, La musique et les arts ; 17 h. 5, Séminaire d'interrogation ; à 17 h. 10, L'heure de pointe ; 18 h. 2, Rencontres internationales de musique contemporaine de Metz ; 18 h. 30 (R), Feuilleton : « Histoire d'un paysan avant et après la Révolution », d'Erckmann-Chatrian ; 19 h. 25, La science en marche ; 19 h. 45, Poesie ; 20 h. (R), La musique et les hommes : Hommage à Toulouse-Lautrec ; 22 h. 30 (R), Entretiens avec Italo Calvino, par J. Thibaudau ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 30, Poesie.

20 h. 30, Éveil à la musique ; 14 h. 5, Poesie... Un livre, des voix : « Maria Republic », d'Agostino Bonifazi ; 15 h. 2, Les après-midi de France-Culture... portrait ; à 16 h. 50, La musique et les arts ; 17 h. 5, Séminaire d'interrogation ; à 17 h. 10, L'heure de pointe ; 18 h. 2, Rencontres internationales de musique contemporaine de Metz ; 18 h. 30 (R), Feuilleton : « Histoire d'un paysan avant et après la Révolution », d'Erckmann-Chatrian ; 19 h. 25, La science en marche ; 19 h. 45, Poesie ; 20 h. (R), La musique et les hommes : Hommage à Toulouse-Lautrec ; 22 h. 30 (R), Entretiens avec Italo Calvino, par J. Thibaudau ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 30, Poesie.

20 h. 30, Éveil à la musique ; 14 h. 5, Poesie... Un livre, des voix : « Maria Republic », d'Agostino Bonifazi ; 15 h. 2, Les après-midi de France-Culture... portrait ; à 16 h. 50, La musique et les arts ; 17 h. 5, Séminaire d'interrogation ; à 17 h. 10, L'heure de pointe ; 18 h. 2, Rencontres internationales de musique contemporaine de Metz ; 18 h. 30 (R), Feuilleton : « Histoire d'un paysan avant et après la Révolution », d'Erckmann-Chatrian ; 19 h. 25, La science en marche ; 19 h. 45, Poesie ; 20 h. (R), La musique et les hommes : Hommage à Toulouse-Lautrec ; 22 h. 30 (R), Entretiens avec Italo Calvino, par J. Thibaudau ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 30, Poesie.

20 h. 30, Éveil à la musique ; 14 h. 5, Poesie... Un livre, des voix : « Maria Republic », d'Agostino Bonifazi ; 15 h. 2, Les après-midi de France-Culture... portrait ; à 16 h. 50, La musique et les arts ; 17 h. 5, Séminaire d'interrogation ; à 17 h. 10, L'heure de pointe ; 18 h. 2, Rencontres internationales de musique contemporaine de Metz ; 18 h. 30 (R), Feuilleton : « Histoire d'un paysan avant et après la Révolution », d'Erckmann-Chatrian ; 19 h. 25, La science en marche ; 19 h. 45, Poesie ; 20 h. (R), La musique et les hommes : Hommage à Toulouse-Lautrec ; 22 h. 30 (R), Entretiens avec Italo Calvino, par J. Thibaudau ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 30, Poesie.

20 h. 30, Éveil à la musique ; 14 h. 5, Poesie... Un livre, des voix : « Maria Republic », d'Agostino Bonifazi ; 15 h. 2, Les après-midi de France-Culture... portrait ; à 16 h. 50, La musique et les arts ; 17 h. 5, Séminaire d'interrogation ; à 17 h. 10, L'heure de pointe ; 18 h. 2, Rencontres internationales de musique contemporaine de Metz ; 18 h. 30 (R), Feuilleton : « Histoire d'un paysan avant et après la Révolution », d'Erckmann-Chatrian ; 19 h. 25, La science en marche ; 19 h. 45, Poesie ; 20 h. (R), La musique et les hommes : Hommage à Toulouse-Lautrec ; 22 h. 30 (R), Entretiens avec Italo Calvino, par J. Thibaudau ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 30, Poesie.

20 h. 30, Éveil à la musique ; 14 h. 5, Poesie... Un livre, des voix : « Maria Republic », d'Agostino Bonifazi ; 15 h. 2, Les après-midi de France-Culture... portrait ; à 16 h. 50, La musique et les arts ; 17 h. 5, Séminaire d'interrogation ; à 17 h. 10, L'heure de pointe ; 18 h. 2, Rencontres internationales de musique contemporaine de Metz ; 18 h. 30 (R), Feuilleton : « Histoire d'un paysan avant et après la Révolution », d'Erckmann-Chatrian ; 19 h. 25, La science en marche ; 19 h. 45, Poesie ; 20 h. (R), La musique et les hommes : Hommage à Toulouse-Lautrec ; 22 h. 30 (R), Entretiens avec Italo Calvino, par J. Thibaudau ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 30, Poesie.

20 h. 30, Éveil à la musique ; 14 h. 5, Poesie... Un livre, des voix : « Maria Republic », d'Agostino Bonifazi ; 15 h. 2, Les après-midi de France-Culture... portrait ; à 16 h. 50, La musique et les arts ; 17 h. 5, Séminaire d'interrogation ; à 17 h. 10, L'heure de pointe ; 18 h. 2, Rencontres internationales de musique contemporaine de Metz ; 18 h. 30 (R), Feuilleton : « Histoire d'un paysan avant et après la Révolution », d'Erckmann-Chatrian ; 19 h. 25, La science en marche ; 19 h. 45, Poesie ; 20 h. (R), La musique et les hommes : Hommage à Toulouse-Lautrec ; 22 h. 30 (R), Entretiens avec Italo Calvino, par J. Thibaudau ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 30, Poesie.

20 h. 30, Éveil à la musique ; 14 h. 5, Poesie... Un livre, des voix : « Maria Republic », d'Agostino Bonifazi ; 15 h. 2, Les après-midi de France-Culture... portrait ; à 16 h. 50, La musique et les arts ; 17 h. 5, Séminaire d'interrogation ; à 17 h. 10, L'heure de pointe ; 18 h. 2, Rencontres internationales de musique contemporaine de Metz ; 18 h. 30 (R), Feuilleton : « Histoire d'un paysan avant et après la Révolution », d'Erckmann-Chatrian ; 19 h. 25, La science en marche ; 19 h. 45, Poesie ; 20 h. (R), La musique et les hommes : Hommage à Toulouse-Lautrec ; 22 h. 30 (R), Entretiens avec Italo Calvino, par J. Thibaudau ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 30, Poesie.

20 h. 30, Éveil à la musique ; 14 h. 5, Poesie... Un livre, des voix : « Maria Republic », d'Agostino Bonifazi ; 15 h. 2, Les après-midi de France-Culture... portrait ; à 16 h. 50, La musique et les arts ; 17 h. 5, Séminaire d'interrogation ; à 17 h. 10, L'heure de pointe ; 18 h. 2, Rencontres internationales de musique contemporaine de Metz ; 18 h. 30 (R), Feuilleton : « Histoire d'un paysan avant et après la Révolution », d'Erckmann-Chatrian ; 19 h

Le paysan et l'instruction

(1) Gruenhal et Jérome et Jean-Louis Brasseur, *Les Paysans et l'Église*, Paris, 1976, 200 pages.

(2) *Gistoire des paysans français du XVIII^e siècle à nos jours*, sous la direction de Jean-Louis Brasseur, J. Bonnet, J. Donvenhil, R. Estier et P. Goujon (avec « témoignages » de Florent Nord-Joussier, Lucien Delpech, René Antoine, Richard P. Roanne, éditions Horvath, 1978, 450 p.).

YVES FLORENNE

JEAN TAILLEMAGRE.

SOCIÉTÉ

JEUX

L'astucieux baron aime les pétrodollars

Et le baron crée un jeu à son image. *Benefits, Jet Society, Playboy and Co.* Un jeu qui, à l'en croire, « donne enfin aux enfants une vision objective du monde ». De ce monde d'aujourd'hui où la réussite s'évalue en dollars; pardon! en pétrodollars. — « In oil we trust », se récite en jargon français, se vit entre deux avions de Genève à Koweït et tire sa substance de cartes créées pour gagner le plus d'argent possible en le moins de temps possible. Sur ce monde fut fait le jeu.

Strange personnage que ce baron Arnaud de Rosnay, l'inventeur de Petropolis, dernier passe-temps à la mode. Pas même trente ans, et déjà plus de trente tours du monde. Une « guêpe », une taille cambrée à séduire Barod. La volonté d'être de nouveau jamais ni tout, ni rien, ni femme, ni pulque, n'importe où, tout se trouve ou se loue. Se promenant de par le monde avec ses grosses valises, havane au bec, pantalon rouge, chaussures de sport. Exaspérant de quantité tranquille. A peine l'a-t-on aperçu qu'on lui mettrait volontiers, par réflexe, la main sur la figure. Et puis, on l'accroche, on s'y fait, on s'habitue à tout. Intelligent? Certes! Cuius? Bien davantage! Il s'est tout de même trouvé, cette année, vingt-deux sociétés pour éditer un demi-million de Petropolis.

L'habile jeune homme! Début 1975, après une vie déjà fort agitée, toute consacrée à la promotion touristique des stations de luxe et des îles de rêve, il parcourt les pays arabes, fait la courbette sous la tente des cheikhs, et découvre subitement l'industrie de la manivaise réputation dont souffrent

ces nations, surtout depuis le rattachement du pétrole. J'allais alors l'idée de reprendre le problème à la base, des bases de l'école. Un jeu, voilà ce qu'il faut. Un jeu corrigé d'aujourd'hui à tous les regards. Le mode d'un jeu se lance par le haut, Gerald Ford, la Jet Society, Wall-Street, les échotiers de Vogue, les columnistes du Washington Post. En moins d'un an, tout, par ce chemin, l'Amérique acquise à Petropolis.

Et les pays arabes? Ils y viennent aussi en bon ordre sous la ferme conduite de l'Arabie Saoudite. Le roi Khaled a fait la grâce d'une extrême au baron Arnaud. Comment refuser quoi que ce soit à un jeune homme si bien dressé, portant son titre avec autant d'élégance? Et, avec cela, tout acquis au maintien des grands principes d'ordre et de prééminence de la naissance et de la fortune, lesquels foudrent la société du royaume.

Un aussi rare mérite, double d'un attachement si profond à l'étalon pétrole, valait bien qu'on lui commande d'un coup vingt mille Petropolis pour les jeunes Saoudiens. Ce sera le premier jeu introduit dans toutes les écoles du royaume. Un jeu « éducatif », vraiment, où l'on apprend qu'un bon cash flow vaut mieux que deux révolutions. Un jeu dont Van Cleef et Arpels vendent une version en or massif au prix de 20 000 dollars.

Dimanche 28 novembre se disputait la première finale mondiale de Petropolis. Victorieux? Un Saoudien. Qui l'est-il? Cadeau: le casino de Monaco. Qui l'a-t-il dévoté? Surtout d'un dîner des Mille et une nuits. Au champagne et au caviar. Quelle surprise!

Petropolis séduira vite les grands hommes « réalistes » qui nous gouvernent. Le baron Arnaud a des relations. Il suit

en abus, Gerald Ford, Pierre Trudeau, Valéry Giscard d'Estaing (nous en passons) se feront, dès le lancement du jeu, de lettres d'encouragement que l'astucieux jeune homme achète aujourd'hui à tous les regards. « La mode d'un jeu se lance par le haut », Gerald Ford, la Jet Society, Wall-Street, les échotiers de Vogue, les columnistes du Washington Post. En moins d'un an, tout, par ce chemin, l'Amérique acquise à Petropolis.

Et les pays arabes? Ils y viennent aussi en bon ordre sous la ferme conduite de l'Arabie Saoudite. Le roi Khaled a fait la grâce d'une extrême au baron Arnaud. Comment refuser quoi que ce soit à un jeune homme si bien dressé, portant son titre avec autant d'élégance? Et, avec cela, tout acquis au maintien des grands principes d'ordre et de prééminence de la naissance et de la fortune, lesquels foudrent la société du royaume.

Un aussi rare mérite, double d'un attachement si profond à l'étalon pétrole, valait bien qu'on lui commande d'un coup vingt mille Petropolis pour les jeunes Saoudiens. Ce sera le premier jeu introduit dans toutes les écoles du royaume. Un jeu « éducatif », vraiment, où l'on apprend qu'un bon cash flow vaut mieux que deux révolutions. Un jeu dont Van Cleef et Arpels vendent une version en or massif au prix de 20 000 dollars.

Dimanche 28 novembre se disputait la première finale mondiale de Petropolis. Victorieux? Un Saoudien. Qui l'est-il? Cadeau: le casino de Monaco. Qui l'a-t-il dévoté? Surtout d'un dîner des Mille et une nuits. Au champagne et au caviar. Quelle surprise!

PIERRE-MARIE DOUTRELANT.

PORTRAIT

Le plus vieux P.-D.G. de France est mort à cent deux ans

Le plus vieux P.-D.G. de France, Edouard Bouchert, fondateur de *Modes et Travaux*, est mort il y a quelques semaines. Il avait cent deux ans. *Modes et Travaux* est, rappelez-le, le périodique français le plus lu, après *Télé-7 jours* : plus de sept millions de lecteurs pour un tirage de l'ordre d'un million et demi d'exemplaires.

Edouard Bouchert porte encore l'uniforme lorrain, en 1918, il signe la loi de l'immuable du 10, rue de la Pépinière, où le revue est encore installée aujourd'hui. Sa mère, Caroline Bouchert, dirige alors, deux petites revues : la *Broderie illustrée* et la *Broderie blanche*. A force de persévérance, il a réussi à faire de la revue un véritable succès. C'est la première force de *Modes et Travaux*.

La deuxième réside dans une gestion rigoureuse. Rigoureuse comme l'homme qui organise sa journée de travail dès 5 heures du matin, ne prend pratiquement jamais de vacances, hormis quelques escapades pour chasser, se rend à son bureau quel que soit son état de santé, et ressent comme une contrainte son repas du week-end.

Cette gestion se caractérise notamment par le choix d'un personnel qualifié et relativement réduit : moins de trois cents salariés. Surtout, *Modes et Travaux* a réussi, dès l'après-guerre, à assurer lui-même sa propre distribution, sans passer par les Messageries, et on assure que la revue économise ainsi 40 % les recettes de vente.

Après la mort, en 1972, de son épouse, Edouard Bouchert, quatre-vingt-deux ans, est désormais seul à pratiquer le choix ultime des modèles et photos qu'il juge dignes d'être publiés dans sa revue. Il est toujours l'aspirant le plus jeune, le plus curieux, cherchant partout des idées. Mais il est également fort exigeant à l'égard de ses subordonnés. Distant, parfois rude, avec ses moments de « bonté », il est à la fois « sint et alimé dans son entreprise, où syndicats et grèves sont inconnus.

Son règne se poursuit ainsi jusqu'à l'automne 1976. A cent deux ans, il avait encore beaucoup de projets, d'avenir, et se faisait conduire chaque jour à son bureau dans une de Rolls-Royce. Auparavant, il passait quelques minutes sur sa bicyclette d'appartement et se faisait conduire par son kinésithérapeute. De temps en temps, et toujours en Rolls, infirmière le conduisait dans le bureau pique-niquant avec lui au de la route.

A ceux qui le rencontrent à l'homme apparaît de petite taille, visage rond, les mains noueuses, regard est scrutateur. L'aspect malicieux, et surtout étouffé, ouvert sur l'avenir, l'élégance reste fort claire, avec la brefs et le ton autoritaire acquis cours d'une longue vie de commandement sans partage.

Une revue pleine de santé

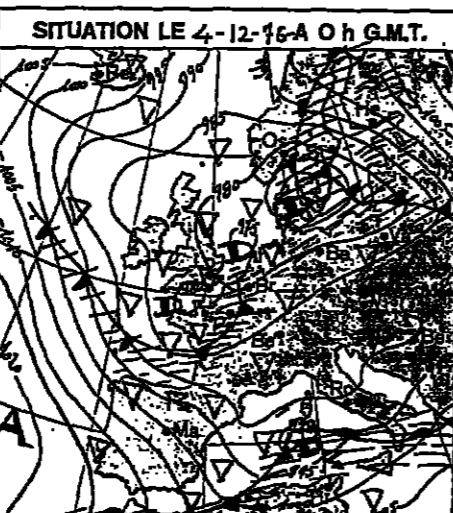
Lorsqu'il s'agit, sans laisser d'oublier, l'essentiel de sa fortune partagée entre M^{me} Jean Bouchert, son épouse, et André Bouchert, son fils, le premier n'en profite bien longtemps : M^{me} Bouchert-Pelle meurt à son tour le 31 octobre, à l'âge de 85 ans, succédant à Edouard Bouchert, le plus vieux P.-D.G. de France, est toujours il a néanmoins d'atouts. D'abord, la santé d'un homme, avec un tirage d'un million d'exemplaires, peut se prévaloir de sept millions de lecteurs, cinq millions six cent trente-neuf femmes, soit plus d'un million d'adultes sur quatre. Ensuite, sa cité de gestionnaire, amplement montrée, pendant près d'un siècle.

Saura-t-il pour autant faire pre du même sens artistique qu'Edouard Bouchert? En tout cas, il est fort affairé à analyser le coup pour conserver le même sens étroit avec les lecteurs.

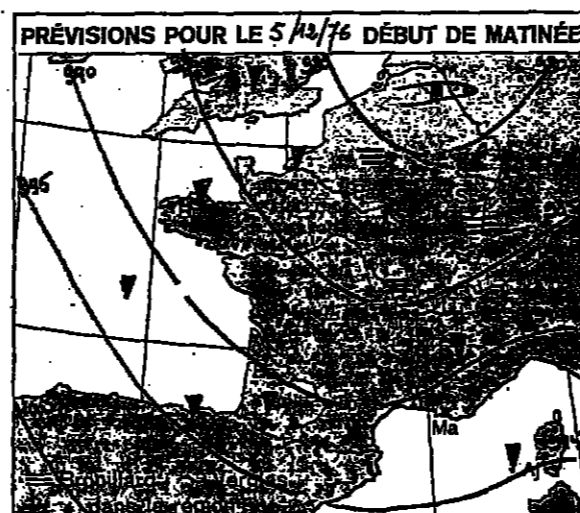
MICHEL SIDHOM

INFORMATIONS PRATIQUES

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 4-12-16 A 0 h GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 5/12/76 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre le samedi 4 décembre à 0 heure et le dimanche 5 décembre à 24 heures.

Les masses d'air froid qui circulent autour de la zone dépressionnaire couvrent en mer du Nord maintiennent un temps maussade sur toute la France, mais, en fin de période, une perturbation venant de l'Atlantique, atteindra nos régions de l'Ouest.

Dimanche 5 décembre, il fera plus froid que les jours précédents, et les gelées commenceront à se faire localement. — 3°C à — 5°C dans le Nord, l'Est, la région parisienne et le Centre. La pluie sera souvent brève sur ces mêmes régions, avec des brouillards givrants accompagnés parfois de verges. Au cours de la journée, le temps sera variable. Il y aura quelques éclaircies, mais aussi des averses parfois orageuses, principalement localisées près des côtes et en montagne, où elles donneront de la neige. Les vents, de secteur ouest, seront assez forts près des côtes, modérés et irréguliers dans l'intérieur. En fin de journée, le ciel se couvrira sur les régions voisines de l'Atlantique, et il pleuvra, dans la nuit, de la Bretagne à l'Aquitaine. Ces nouvelles pluies pourront être précédées de quelques chutes de neige, dans l'intérieur, en fin de nuit et lundi matin.

Samedi 4 décembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 982,7 millibars, soit 736,7 millibars de mercure.

Températures de premier chiffre indiquées le maximum enregistré au cours de la journée du 3 décembre : le second, le minimum de la nuit du 3 au 4 : l'Alcoba, 14 et 7 degrés; Biarritz, 10 et 5; Bordeaux, 8 et 3; Brest, 7 et 3; Caen, 7 et 2; Cherbourg, 8 et 2; Clermont-Ferrand, 7 et 1; Dijon, 5 et 2; Grenoble, 8 et 2; Lille, 5 et — 1; Lyon, 7 et 2; Marseille, 12 et 2; Nancy, 4 et 1; Nantes, 7 et 1; Nice, 14 et 3; Paris-Le Bourget, 5 et 1; Rouen, 8 et 3; Perpignan, 12 et 3; Rennes, 8 et 1; Strasbourg, 4 et 2; Tours, 7 et 2; Toulouse, 9 et 2; Poitiers-Angoulême, 22 et 20.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 21 et 12 degrés; Amsterdam, 4 et 1; Athènes, 19 et 15; Berlin, 4 et — 1; Bonn, 8 et 0; Bruxelles, 4 et 1; Les Canaries, 22 et 19; Copen-

hague, 2 et 0; Osnabrück, 5 et 1; Lisbonne, 14 et 8; Londres, 4 et — 1; Madrid, 13 et 2; Moscou, 2 et — 2; New-York, — 5 et — 7; Palma-de-Majorque, 17 et 9; Rome, 18 et 10; Stockholm, 6 et 4.

LOTTO TIRAGE DU (n° 28)
1er DECEMBRE 1976

16 18 22 26 28 37

NUMERO COMPLEMENTAIRE 7

6 bons numéros	850 105,00 F
5 bons numéros + numéro complémentaire	47 228,00 F
5 bons numéros	8 979,90 F
4 bons numéros	137,20 F
3 bons numéros	10,00 F

CAGNOTTE POUR LE TIRAGE SUIVANT
425 052,50 F

PROCHAIN TIRAGE LE 8 DECEMBRE 1976

VALIDATION JUSQU'AU 7 DECEMBRE 1976 APRES-MIDI

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 3 décembre 1976 :

DÉCRET
● Portant transfert à la région d'Ile-de-France de certaines attributions de l'Etat en matière d'investissements publics;
● Portant publication de la convention de Sécurité sociale entre la République française et la Confédération suisse, ensemble deux protocoles.

Sont publiés au Journal officiel du 4 décembre 1976 :

UN DÉCRET
— Relatif à l'intégration des inspecteurs des études des établissements d'enseignement supérieur agricole et vétérinaire dans le corps des commis des établissements d'enseignement agricole.
UN ARRÊTÉ
— Modifiant les dispositions du précédent arrêté sur la réglementation des jeux dans les casinos.

Le Monde

Service des Abonnements
125, rue des Mathématiques
75013 PARIS - CEDEX 13
C.C.P. 427-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	30 F	50 F	70 F	90 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	35 F	60 F	80 F	100 F

ÉTRANGERS (par mandat)
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS — SUISSE
22 F 25 F 35 F 44 F

II. — TURQUIE
22 F 25 F 35 F 44 F

Par voie aérienne
toute sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal ou par mandat sont bien informés de chaque à leur demande.

Changements d'adresse, réimpression ou plus : nos abonnés sont invités à nous adresser leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute demande.

Veillez aux publications de réimpression des noms propres de capitales, d'empereurs.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1629

HORIZONTALEMENT

I. En voilà qui peuvent se vanter d'en abattre ! Des points stratégiques ou quelques points de broderie. — II. Centre de culture intensive. — III. But d'excursion propre à maintes filles de la Rochelle; Fin de parodie; Chef d'œuvre; — IV. Plus ou moins apparentes. — V. But essentiel d'un époux peu sentimental. — VI. De l'eau; Possessif. — VII. Fait changer de catégorie. — VIII. Piquet et Bessent; Petite prison. — IX. S'entend moins souvent dans la maison de Dieu; Comble d'un certain vide. — X. Note. — XI. Un des mariages; Est fugace au possible. — XII. En Espagne; Fait du feu; Meurt. — XIII. Les d'une hépatite. — XIV. Grecque. — XV. Sorti; Matricide; Question d'orientation. — XVI. Refuge de malheureux; Couches de couleur; (épée); Préposition; A un gros ventre. — XVII. Distante bien des actions représentables; Cadré. — XVIII. Essor des Russes ca d'offre aucun agrément; A mollie rond; Patrie de Zénon. — XIX. Donne une simple couche (sans savoir); Séducteur-né. — XX. Point traité en douceur; Ordre de service.

VERTICALEMENT

I. Lit de candeur; Flatts le goût. — II. Certain; Point des embarras; Terme musical. — III. État étranger; L'hygiène à long-temps été sa raison d'être; Princes; En moins. — IV. Personne ne souhaite l'avoir à l'en; Extrémités de la main; Pousse. — V. Point d'urgence; Homme de cœur; Ne comprend; Donne pas la grâce. — VI. Abstraction; Traversée; Quatre-vingt; En fin de compte. — VII. Prêché de pen un ruisseau; Jeu d'écriture. — VIII. A l'air d'un plumon en ce bas monde; Irrité; Préposition. — IX. Signe conventionnel; Consulté; peu avant des trinitaires; géométriques; Premat l'eau. — X. Voile; Conséquences d'un certain réajustement; Déplace. — XI. Relié; Parfois des vols de cigognes; Petite; ils sont moins gros. — XII. N'a pas une enfance difficile; Conduite; Piège. — XIII. Riche en éléments solides; Plus intacte. — XIV. Article; Figure biblique; Indice de confusion. — XV. Spécialité d'école; Des gens dont la conduite doit être irréprochable.

Solution du problème n° 1628

HORIZONTALEMENT

I. Ouvrière. — II. Usages. — III. Tin; Aéra. — IV. L'air. — V. Les; Lel. — VI. Anté. — VII. Scrite. — VIII. Piano. — IX. Elle; Orde. — X. Uln; A.R. — XI. Réaliser. — XII. Outils; Feur. — XIII. Villes. — XIV. Vanves; Alma. — XV. RG; RRG. — XVI. Llan; AL. — XVII. Usant; Ors. — XVIII. Bessesse. — XIX. Néré. — XX. Bassesse.

GUY BROUTY.

Visites, conférences

LUNDI 6 DECEMBRE

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — Calme nationale, monuments historiques, le centre du musée, place du Trocadéro, Musée Bonaparte, le Grand Palais, le Musée de la peinture, le Musée de la sculpture, le Musée de la gravure, le Musée de la photographie, le Musée de la musique, le Musée de la littérature, le Musée de la science, le Musée de la technique, le Musée de l'art, le Musée de la religion, le Musée de la philosophie, le Musée de la morale, le Musée de la politique, le Musée de la justice, le Musée de la médecine, le Musée de la pharmacie, le Musée de la chimie, le Musée de la physique, le Musée de la biologie, le Musée de la géologie, le Musée de la météorologie, le Musée de la climatologie, le Musée de la géographie, le Musée de la topographie, le Musée de la cartographie, le Musée de la géologie, le Musée de la météorologie, le Musée de la climatologie, le Musée de la géographie, le Musée de la topographie, le Musée de la cartographie.

15 h. 17, rue Rivoli : Cinq siècles de l'art décoratif. — 15 h. 18, rue de la Harpe : Les arts décoratifs de la Renaissance. — 15 h. 19, rue de la Harpe : Les arts décoratifs de la Renaissance.

15 h. 19, rue de la Harpe : Les arts décoratifs de la Renaissance.

15 h. 19, rue de la Harpe : Les arts décoratifs de la Renaissance.

15 h. 19, rue de la Harpe : Les arts décoratifs de la Renaissance.

15 h. 19, rue de la Harpe : Les arts décoratifs de la Renaissance.

15 h. 19, rue de la Harpe : Les arts décoratifs de la Renaissance.

15 h. 19, rue de la Harpe : Les arts décoratifs de la Renaissance.

15 h. 19, rue de la Harpe : Les arts décoratifs de la Renaissance.

15 h. 19, rue de la Harpe : Les arts décoratifs de la Renaissance.

15 h. 19, rue de la Harpe : Les arts décoratifs de la Renaissance.

15 h. 19, rue de la Harpe : Les arts décoratifs de la Renaissance.

15 h. 19, rue de la Harpe : Les arts décoratifs de la Renaissance.

15 h. 19, rue de la Harpe : Les arts décoratifs de la Renaissance.

15 h. 19, rue de la Harpe : Les arts décoratifs de la Renaissance.

15 h. 19, rue de la Harpe : Les arts décoratifs de la Renaissance.

15 h. 19, rue de la Harpe : Les arts décoratifs de la Renaissance.

15 h. 19, rue de la Harpe : Les arts décoratifs de la Renaissance.

15 h. 19, rue de la Harpe : Les arts décoratifs de la Renaissance.

15 h. 19, rue de la Harpe : Les arts décoratifs de la Renaissance.

15 h. 19, rue de la Harpe : Les arts décoratifs de la Renaissance.

15 h. 19, rue de la Harpe : Les arts décoratifs de la Renaissance.

15 h. 19, rue de la Harpe : Les arts décoratifs de la Renaissance.

15 h. 19, rue de la Harpe : Les arts décoratifs de la Renaissance.

15 h. 19, rue de la Harpe : Les arts décoratifs de la Renaissance.

Le Monde du TOURISME et des LOISIRS

TROP DE TEMPS LIBRE ?

Les Américains s'ennuient aussi le dimanche...

La prospérité aidant, Daniel Baïl croyait pouvoir annoncer en 1960 « la mort de l'indolence », et un essai de sociologie proclamait alors l'événement prochain, aux États-Unis, de la « civilisation des loisirs ». Quinze ans plus tard force est de constater que si l'Amérique avance effectivement dans la direction de ce paradis que les revues économiques appellent « la bonne vie », c'est à la vitesse de l'escarpot. Certes, à première vue, les Américains n'ont d'autre souci que de se payer du bon temps. Les médias sont inondés de publicités invitant les téléspectateurs et les lecteurs à skier, camper, voyager, faire du tennis, boire, manger, écouter des disques, lire, « s'amuser ».

En 1972, les Américains ont dépensé 105 milliards de dollars durant leur temps libre. Douze millions d'Américains font du golf, 4,2 millions de ski, 37 millions de la bicyclette, 10,7 millions jouent au tennis. Le nombre de piscines est passé de 193 000 en 1958 à 1 million en 1975 : les Américains dépensent 2 milliards par an en matériel de camping ; 10 millions d'entre eux font du bateau à voile ; le « football » (dont la popularité dépasse aujourd'hui celle du basket-ball), le hockey, la boxe, le basket-ball et même le « soccer » (football européen) attirent un public chaque année plus nombreux : 65 millions d'Américains sont allés assister à des rencontres sportives l'année passée.

La vente des « voitures de récréation » a augmenté en dix ans de 700 %, celle des motos de 300 %. Quant aux « mobihomes » (camionnettes-dortoirs) ils font fureur cette année. Cent trente cinq millions d'Américains ont visité les parcs nationaux l'année dernière. La mise en place en dix ans d'un réseau de superautoroutes a puissamment stimulé le tourisme intérieur et mis la montagne, la plage, les grands lacs, les sites historiques, à portée des roues de l'Américain moyen. La vente des livres a passé de 3,12 milliards en 1973 à 3,810 milliards d'exemplaires en 1975. Dans les grandes villes (New-York, San-Francisco, Boston, Chicago, Houston, Dallas, etc.), on

a enregistré une « explosion alimentaire » : le nombre de restaurants français, italiens, orientaux, etc., s'est multiplié. Les vins français et californiens se vendent comme jamais, alors même que l'économie est stagnante. Broadway avec ses théâtres et ses shows musicaux est en plein essor ; à côté des grands magasins, on voit partout surgir des boutiques qui vendent des vêtements, des meubles, ou des gadgets raffinés. Les grands centres culturels (Lincoln Center à New-York, Kennedy Center à Washington et leurs

équivalents à Dallas, Minneapolis, Los Angeles) ne désemplissent pas. Les Américains semblent satisfaits de « ballastomanie » : alors que la fréquentation des théâtres a progressé de 4 % par an, celles des ballets a subi une hausse annuelle de 7 %. Sans parler de la floraison de sectes plus ou moins orientales promettant des guérisons psychologiques dont la vogue semble s'être substituée à celle de la psychanalyse et de la psychiatrie et dont les journaux ne cessent d'évoquer les mystères et les promesses.

« La société des loisirs est une chimère »

A lire les statistiques officielles, et celles qu'établit l'« industrie des loisirs » (il faudrait dire « des récréations »), à parcourir les publicités dans la revue *New Yorker*, le *New York Times* du dimanche, ou même de *Forbes* — sans parler des publications spécialisées, qui sont légion — on peut être amené à penser que les Américains sont devenus des fins gourmets, des contemplatifs, des épicuriens, que la culture est leur principal souci, qu'ils sont sur le point de débarquer à Cythère, et qu'ils ont appris, en tout cas, à cultiver — avec goût et finesse — leur jardin.

Selon le Bureau of Labor, le nombre d'heures de travail de l'Américain moyen est tombé de 41,2 par semaine, en 1950, à 39,8 en 1970, tel Herman Kahn, de l'Hudson Institute, toujours optimiste, prévoit que, en l'an 2000, il consacrera 34 % de son temps aux loisirs. Ce à quoi les économistes de Morgan Guaranty Trust répondent : « *Belvernes : plus les Américains seront prospères, et moins ils auront de temps libre.* » *Fortune* abonde dans le même sens : « *La société des loisirs est une chimère : plus nous économisons de temps dans la fabrication des biens de consommation, plus nous en dépensons dans la fourniture des services.* »

A y regarder de près, sur le plan du travail, rien a changé depuis quarante ans. Le nombre

d'Américains travaillant cinquante-cinq heures par semaine est passé de 20,5 % en 1950 à 26,9 % en 1970. Durant la même période, le nombre des chômeurs est passé de 5 % à 10 % environ, le nombre de jours fériés a augmenté (on compte à présent cinq week-ends officiels de quatre jours), la durée des congés est passée de deux à trois semaines. Mais si on passe l'horloge des Américains au crible, on constate que, si l'on rent compte du temps dépensé pour se rendre au lieu de travail, du travail proprement dit et des travaux plus ou moins ménagers, ils travaillent en moyenne 10,30 heures par jour, et ont chaque jour 2,30 heures seulement de « temps libre » : la récession aidant, le nombre d'Américains, ont un deuxième « job » (*moon-lighting*) ou font des heures supplémentaires.

Même si, sur le plan de l'horloge du travail, on a enregistré une légère amélioration, elle est effacée par le fait que le nombre d'épouses qui travaillent a doublé en vingt ans, et que le nombre d'heures de travail fourni par un couple américain, chaque semaine, est plus élevé qu'il ne l'était ru l'ensemble de la deuxième guerre mondiale. Les féministes s'en réjouissent et y verront la preuve de l'émancipation de la femme. Peut-être. Mais l'évolution prédictée a été principalement dictée par des impératifs économiques. Pour qu'une famille américaine moyenne puisse payer son loyer, remplir

une fois par semaine son réfrigérateur, envoyer ses enfants à l'école et s'offrir une fois l'an de quinze à vingt et un jours de vacances, il faut que le papa et la maman travaillent tous les deux, et à plein temps.

Deux facteurs principaux sont intervenus — et ne cessent d'intervenir tous les jours — pour détourner les Américains de la « civilisation des loisirs », dont Dunsen affirmait qu'elle était à un tournant. Le premier est bien connu : l'éthique puritaine des pionniers — renforcée par la nécessité au début de conquérir le pays — imprègne plus que jamais la conscience des Américains, qui sembleraient convaincus de n'être pas venus au monde dans le but de cueillir « les roses de la vie ». La société américaine fut de tous temps centrée autour

du travail. L'individualisme, sous le double impact de la révolution technologique et de l'urbanisation, s'est transformé en conformisme, mais la mobilité sociale (gravir les échelons de la classe moyenne, se hisser d'une génération à l'autre vers une place économique au soleil) reste le but majeur et sacré de la vie de tout un chacun. Le rejet viscéral de l'assistance sociale même par des chômeurs révèle l'aversion pathologique des Américains pour le repos. Il leur faut accomplir, faire (do), avancer. Un conditionnement psychologique congénital les contraint donc à vivre même en période d'abondance comme si la pénurie régnait. Mais cela ne signifie pas, bien sûr, que les Américains soient invincibles aujourd'hui, comme ils l'ont été au siècle dernier, à vivre frugalement et à économiser.

Le plus clair du temps libre devant la télévision...

Les impératifs de l'industrie de consommation exigent la dépense à outrance et même l'endettement de chacun et de tous. Pour inciter à la consommation, la société américaine insiste sur l'importance du « statut social » : à chaque niveau social correspond un certain « standing » (deux voitures au lieu d'une, des études universitaires pour les enfants, « le voyage en Europe, etc.). On achète pour exhiber. La récompense du travail n'est plus la possession, mais le prestige. Le travail devient le devoir de l'élite, la consommation celle des masses, ces derniers devant consacrer pour permettre aux classes aisées de travailler. La marxisme est inversé, en raison d'une combinaison de l'éthique du travail (protestante) et de la nature expansionniste du capitalisme. La consommation permet la production. En haut et en bas de l'échelle sociale, deux minorités ne cessent de croître : l'une, aisée, qui travaille plus parce qu'elle le veut, l'autre, pauvre (chômeurs), qui a du temps libre malgré elle. Cette dernière, partagée entre la honte que lui cause sa situation et l'inquiétude

du lendemain, n'a nullement envie de jouer de son temps libre, et n'est donc pas disposée à goûter de loisirs.

Les loisirs, d'autre part, se divisent en deux groupes nettement séparés par une ligne de démarcation sociale. Plus on s'approche du bas de l'échelle, plus les formes de récréation sont passives ; plus on monte vers le haut, plus elles sont actives. La vaste majorité des Américains, abrutis par le travail, continuent à passer le plus clair de leur temps libre devant leur poste de télévision. Le samedi soir, 50 % des mâles américains ont les yeux fixés sur le petit écran. Un sondage récent indiquait qu'à la question « *Que feriez-vous d'un supplément de temps libre ?* » 57 % des personnes interrogées répondirent qu'elles regarderaient la télévision, 33 % qu'elles feraient des travaux à la maison. Car les Américains consacrent en moyenne 35 heures par semaine à la télévision.

LOUIS WIZNITZER.

(Lire la suite page 34.)

LES DEUX CASQUETTES

« CETTE association sera l'instance nécessaire qui manquait jusqu'alors pour permettre aux représentants des pouvoirs publics et aux professionnels du tourisme de conjuguer leurs entreprises pour des opérations de promotion en France ou à l'étranger », a indiqué M. Jacques Médecin, secrétaire d'Etat au tourisme, à l'issue de la réunion constitutive de l'Association française d'action touristique (AFAT).

La création d'un tel organisme avait été décidée cet automne par le secrétaire d'Etat. Elle comprend trois catégories de membres : les membres de droit, qui sont les représentants de plusieurs ministères et les présidents des vingt-trois comités régionaux de tourisme ; les membres actifs, recrutés parmi les associations, fédérations ou syndicats d'entreprises industrielles et commerciales, établissements publics et entreprises nationalisées, voire agences de voyages, compagnies de transport, etc. Les membres associés, enfin, sociétés privées souhaitant participer à une opération de promotion.

« Il s'agit de faire connaître les richesses de la France tant aux étrangers qu'aux Français eux-mêmes », a précisé M. Médecin. « C'est pourquoi l'AFAT interviendra dans le cadre d'opérations promotionnelles jusqu'ici assumées par le secrétariat d'Etat au tourisme, mais prendra également l'initiative d'opérations propres, notamment en regroupant des actions jusqu'ici dispersées. »

Sans préjuger du bien-fondé d'une telle démarche, on est cependant amené à s'interroger sur les risques que peut faire courir à l'opération le système « des deux casquettes ».

Car, en effet, si le Limousin, l'Auvergne, la Bretagne ou l'Alsace peuvent être « vendus » par un ministre et un ministre, n'y aura-t-il pas confusion si ce même Limousin, cette même Auvergne, cette même Bretagne ou cette même Alsace partagent une même affiche avec tel parfum fameux, telle marque d'automobile, telle compagnie de transports ?

On sait que le budget du secrétariat d'Etat au tourisme est particulièrement mince et qu'une bonne astuce — cette création semble bien en être une — peut parfois, durant un temps, « faire tourner la boutique ».

Toutefois, l'amalgame peut être dangereux et la confusion des genres susciter bientôt de fâcheux quiproquos.

L'AVENTURE

Mensuel de voyage et d'Informations Internationales

Le n° 9 est en vente dans votre kiosque

CINÉMA EN INDE

RIO : UN CERTAIN MIRACLE

SPORTS D'HIVER : LES PÉPITES ET LA POUSSIÈRE

cet hiver rejoignez le soleil en TUNISIE

Des prix jeunes / 1 semaine Paris-Paris
Séjour à Hammamet 1.050 F
Séjour dans les Oasis 1.300 F
Circuit des Oasis 1.610 F
Expéditions sahariennes du M'Raziz 1.950 F



Tunisie. Une Terre. Des Hommes.
Jeunes sans frontière
7, rue de la Banque, 75002 Paris
Tél. : 261.53.21

Je désire recevoir gratuitement votre brochure 76/77

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Vélo

DU SABLE DANS LE PÉDALIER

Le développement de l'utilisation des bicyclettes est freiné par le trop petit nombre des pistes et des circuits protégés qui permettraient d'entretenir ce véhicule écologique sans trop prendre de risques. En effet, dans les zones vertes ou de loisirs à forte fréquentation touristique, les facilités offertes à ceux qui voudraient faire du vélo sont loin d'être satisfaisantes. Dans les zones suburbaines, les pistes cyclables sont en trop petit nombre. Quant aux zones rurales, s'il est évident qu'il ne serait pas rentable d'aménager des chemins aux seules fins du cyclo-tourisme, il n'est pas moins vrai que nombre de ces voies, actuellement abandonnées, pourraient devenir d'excellents circuits de promenade. M. Jacques Médecin, secrétaire d'Etat au tourisme, a d'ailleurs fait récemment savoir qu'un projet de loi relatif à l'organisation d'un réseau est en cours. Première mesure : limiter l'aliénation des chemins existants.

Chemins de balage et chemins de fer

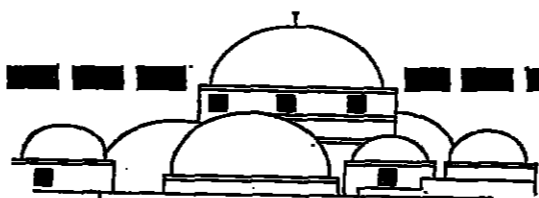
D'autres voies désaffectées peuvent aussi être utilisées par les cyclistes, les chemins de balage ou les anciennes voies ferrées par exemple. Elles ne sont pas, loin de là, toutes converties au cyclo-tourisme. On a cependant commencé des études pour le canal de Nantes à Brest et certains canaux de Bourgogne. En ce qui concerne les lignes déclassées de la S.N.C.F., un comité interministériel a décidé, le 11 juillet dernier, d'accorder des subventions aux collectivités locales pour acquérir ces terrains.

Mais les circuits seraient-ils nombreux et bien aménagés qu'il faudrait encore mettre à la dis-

position du public des « machines » correspondant à ses besoins. Là encore, la difficulté n'est pas surmontée, les loueurs de bicyclettes ne trouvant pas leur compte dans le marché actuel.

Chacun est donc persuadé de l'urgence qu'il y a de donner un

essor au cyclo-tourisme. Mais, dans ce domaine comme dans bien d'autres, on mesure la distance qui sépare la prise de conscience d'une nécessité avec les moyens mis à la disposition des responsables pour que cette « nécessité fasse loi ».



La Tunisie! Nous y sommes nés.
Aussi sommes-nous les mieux placés pour vous en parler et pour vous la faire découvrir.

TUNISIE CONTACT

OU
des vacances en Tunisie préparées par des gens du pays

LA TUNISIE : UNE TERRE DES HOMMES

Pour une documentation gratuite, retournez ce bon à :

TUNISIE CONTACT

30, rue de Richelieu - 75001 Paris - 296-02-25

Nom _____

Adresse _____

ONT L. 2-4 651

L'ALLIANCE EUROPEENNE DE L'AIR

VOLS SPÉCIAUX

DÉPART DE PARIS

ALGER : 800 F A.R.

NEW-YORK : 1.450 F A.R.

BANGKOK : 2.250 F A.R.

TENERAN : 1.900 F A.R.

DELHI : 2.200 F A.R.

KARACHI : 2.200 F A.R.

HATTI : 2.000 F A.R.

COLOMBO : 2.500 F A.R.

RIO : 2.800 F A.R.

TOKYO : 4.200 F A.R.

TOUR DU MONDE : 7.300 F

valable un an

4, rue de Valenciennes Paris 11
30, rue de Valenciennes Paris 67
960 71 33 3 44 66 - 66 66 66

bon pour recevoir gratuitement notre brochure 76

Nom _____

Adresse _____

Ville _____

JAPON Un autre monde à découvrir



Pour toute documentation, envoyez ce bon à
L'OFFICE NATIONAL DU TOURISME JAPONAIS
8 rue de Richelieu, Paris 1^{er} Tél. 296-20-29

Nom :
Adresse :

TOURISME HOTELS RECOMMANDÉS

Côte d'Azur

CANNES
LE SAINT-YVES *** N.N. 49, boulevard
d'Alsace. Jardin. Parking. Proximité
Croisette. Tennis. Piscine. T. 38-63-29

FREJUS PLAGE
IL ÉTAIT UNE FOIS *** N.N. Rue Pré-
sident-Mitterrand. T. (94) 38-33-45
95-38-33

MENTON (06)
HOTEL ORLY *** N.N. Face mer. Ouv.
en 1971. Restaurant. Salle Garavan.
HOTEL DU PARC *** N.N. Face mer et
cristal, piscine. Tennis. Golf. Parc.

NICE
Hôtel Helvétique *** N.N. offre du 10
novembre 1976 au 30 janvier 1977 une
présentation de cette annonce pour
un séjour de 8 jours minimum. Chère
équipe radio. T.V. couleur. Tél. a
de bain. W.C. indépendant. 30 F par
jour au lieu de 72.50 F pour 1 per-
sonne. 41, rue de l'Hôtel-des-Postes
Nice. Tél. 80-15-45

VILLEFRANCHE-SUR-MER
Napotel WELCOME, bord de mer.
Tél. 470-21 - Tél. : (30) 80-70-38.

Montagne
LE SAUZE 0400 (Alpes du Sud)

HOTEL LE DARU *** N.N. Altitude
1.400 m. Prés des pistes. Piscine chauf-
fée, sauna. Restaurant d'altitude.

Paris
MONTMARTRE

HOTEL LITRE *** Paris (8^e), 9, rue
Littré. Tél. 22-71-74. Tél. 270-347
Hôtel. 120 chambres. Garage. Serrurier.
Même administration.

HOTEL VICTORIA PALACE ***
Paris (8^e), 6, rue Blaise-Desgoffe. Tél.
368-50-40. Tél. 270-351. Hôtel. 120
chambres. Restaurant. Garage.

Allemagne
FRANKFURT

PARKHOTEL 1^{re} classe, centre, très
gare centrale. Wiesbadenplatz
28-3. Tél. 1949/611/230771 T. 04-12308.

Italie

MONTEGROTTO
LA BOUE + LE THERMALE =
CURE sans médicament
HOTEL GARDEN THERMAL ***
003945-869888 tél. 4122
HOTEL CRYSTALLO THERMAL **
003948-75377
138036-35038 Montegrotto/Abano
(Padoue)

Maisons de première classe dans un
grand parc. Cures et médecine dans la
galerie. Piscines thermales couvertes
et découvertes (23°). Tennis. Golf.
Direction : le propriétaire.

Suisse
AROSA (Grisons)

HOTEL VALSANA, 1^{re} catégorie. Une
semaine forfaitaire de ski dès 320 F.S.
Piscine couverte. Tél. 74232.

GRANDS-SUR-SIÈRE
HOTEL CARLTON, tél. 27/41 37-73.
Tél. 38-308. SEMAINE DE NEIGE
dès le 2 janvier, pension complète
900 F.F. (T.T.C.). Sponsors quelques
possibilités pour Noël et Nouvel An.

LEYSIN (Alpes Valdais)
Forfait 7 jours/6 nuits en
demi-pension des F. Suisses
306. Remontées mécaniques
complètes. Piscine et pool-
noir couvertes GRATUIT.
Office du Tourisme :
CH-1854 Leysin. Tél. 184/
25/8 22 44.

ZINAL
Valais - 1.800-2.500 m. 30 km au sud
de Sion. Télétrique - 7 téléskis -
Piscine couverte - Patinoire - Fond
VACANCES ET LIBERTÉ

Forfaits 7 jours :
Logement agréable
plein sud, balcon -
Piscine - Remontées
mécaniques illimitées
Soirée raclette
Desserts, vins de 470
Appartements de va-
cances de 2 à 6 pers.
Location dès 22 F
pour 2 personnes, 9
compris : soirées
raclette et piscine.
Nouveaux :
Vacances à la carte
Séjours :
SET ZINAL S.A.
tél. 027/85-18-81

TOURISME

Aubazine entre le roman et le gothique

UNE « FILLE DE CITEAUX » EN BAS-LIMOUSIN

Du XI^e au XII^e siècle, la France et l'Europe se couvrirent de monastères, dont les moines, évangélisant en même temps qu'ils défrichaient, jetèrent les bases de la chrétienté d'Occident. Beaucoup de ces édifices appartenaient à l'ordre cistercien, dont le fondateur, Robert de Molesme, un moine bénédictin éprouvé de vie parfaite, s'était installé à Cîteaux vers la fin du XI^e siècle. Les « filles de Cîteaux », comme on appelle les abbayes qui s'édifièrent un peu partout au creux des forêts et dans les lieux les plus déserts, étaient, en 1119, au nombre d'une douzaine. Le jeune Bernard de Fontaine — le futur saint Bernard — arriva sept ans plus tard à Cîteaux et qui fonda Clairvaux, les fit essaimer dans toute l'Europe, à tel point qu'à sa mort il y en avait déjà trois cent quatre-vingt-trois !

Les fondations cisterciennes se distinguent des abbayes bénédictines traditionnelles à la fois par leur situation et par leur architecture dépouillée, qui correspond tout à fait à l'esprit de l'ordre cistercien. Nombre d'entre elles ont disparu totalement ou ne sont plus que ruines, d'autres, miraculeusement protégées, ont

pu être intelligemment restaurées. Nous en avons rencontré une en Corrèze, qui, à l'écart des grandes voies, mérite que le touriste fasse un détour : l'abbaye d'Aubazine, sans doute la plus célèbre de celles qui avaient été édifiées dans le sud-ouest de la France (l'orthographe originelle était Obazine, du latin *opacum*, épais, touffu). Elle est située entre Tulle et Brive, à peu près à égale distance des deux villes, à quelques kilomètres au sud de la nationale 89. Venant de Brive par cette route (en direction de Tulle), il faut prendre, sur la droite, à 13 kilomètres environ, la départementale 130, qui, 3 kilomètres plus loin, amène à Aubazine, le petit bourg de sept cents habitants environ qui s'est édifié autour du monastère.

Sous le signe du renoncement

Vers 1127, un prêtre, Etienne, né en Corrèze quarante ans plus tôt, ayant décidé de se retirer du monde et de vivre en ermite, se rendit là, accompagné de « deux amis, qu'il envoya auprès de l'évêque de Limoges pour obtenir

l'autorisation de bâtir un monastère ; elle leur fut accordée, et d'autres hommes, en quête de pieuse solitude, vinrent se joindre à eux. Ils se mirent à défricher le petit plateau, bâtirent une chapelle, un dortoir, un réfectoire, une cuisine, un cloître. La communauté s'agrandit ; Etienne, qui avait songé s'affilier à l'ordre des chartreux, sur les conseils du prieur de la Grande Chartreuse, s'adressa aux cisterciens.

Il mourut en 1159. Il avait commencé, en 1156, la construction de l'église abbatiale, dont la première pierre avait été posée par l'évêque de Limoges, mais qui ne fut consacrée qu'en 1178, par l'archevêque de Bourges. Avec ses 82 mètres de longueur, elle était la plus vaste église du Bas-Limousin ; malheureusement, en 1787, l'abbé commanditaire de l'époque fit démolir la façade et six travées de la nef pour diminuer les frais de réparation et d'entretien. Par toute son architecture, par ses vitraux, l'église d'Aubazine est un beau modèle d'abbaye cistercienne.

L'art cistercien établit une sorte de jonction entre l'art roman et l'art gothique. Alors que les églises des monastères bénédictins étaient adaptées aux besoins et aux exigences des paroisses, la vocation de Cîteaux, plus purement monastique, insistait davantage sur le renoncement absolu et l'appel du moine à une vie totalement séparée du reste de ses frères. Tout décor était prohibé ; sculpture et peinture l'eurent radicalement bannies.

Peu d'églises cisterciennes présentent intactes leurs vitraux ; Aubazine est une des rares qui en aient conservé quelques échantillons. Comme on l'a écrit, « les maîtres verriers cisterciens réussirent à obtenir, sans couleurs, des résultats d'un merveilleux effet, par le seul jeu du tracé des plombs, dessinant, des fleurs, des entrelacs, des arabesques ». La nef, maintenant à trois travées, est couverte d'une voûte en berceau brisé sur doubleaux et flanquée de deux colla-

téraux étroits couverts de voûtes d'arêtes presque aussi élevées que celles de la nef. De chaque côté du sanctuaire, peu profond éclairé par trois fenêtres en cintre, s'ouvrent sur les collatéraux du transept trois chapelles, un cloître. La communauté s'agrandit ; Etienne, qui avait songé s'affilier à l'ordre des chartreux, sur les conseils du prieur de la Grande Chartreuse, s'adressa aux cisterciens.

Le rite oriental

A la croisée du transept s'au-dessus d'une coupole sur dentelles de type limousin, un clocher octogonal qui était doute à l'origine surmonté d'une flèche de pierre. Les bâtiments conventuels forment, avec l'un quadrilatère situé au nord-est, une sorte de « U » qui s'ouvre vers le sud. Quelques-uns, de saute capitulaire, un petit ; et la cuisine, sont les seuls supports de la construction gâtée ; les autres ont été rem- ou ajoutés au cours des s.

Il se occupés depuis née 1965 par des religieux la Théophanie, qui en un monastère de rite orient visite ces bâtiments tous les saut le lundi). A 500 mètre l'abbaye on verra des ruines portantes de l'abbaye de fondée par saint Etienne, de ravin profond et sauvage ; le Colroux. De l'église dédiée Vierge, il ne reste que : p rurs ; des fouilles y sont prises qui permettront pe de mettre au jour d vestiges.

GEORGES MICI-

Pas d'accord

VOUS AVEZ DIT « MISÈRE » ?

Après l'article « A Vernet-les-Bains, Ibrahim Pachas et lord Chamberlain ne sont plus que des souvenirs » (le Monde du 30 octobre), M. Léopold Estienne, maître de Vernet-les-Bains, nous adresse une lettre dont nous publions les passages essentiels.

Sans doute, ce « papier » contient-il un certain nombre d'informations exactes sur notre station, en particulier sur son histoire, mais il place le tout sous une lumière constamment dépréciative et très injuste. Le mot « misère » revient comme un leitmotiv ; il ne saurait en rien caractériser une station en plein développe-

ment. Sur le plan économique, Vernet-les-Bains, malgré les destructions provoquées par les inondations de 1940 (perte de six grands hôtels, soixante-trois immeubles, villas, parc, parc des sports, tennis, terrain hippique, etc.), est redevenu, grâce à la ténacité de ses habitants et à la compréhension des administrations, un îlot de prospérité en expansion. Selon les indications du dernier recensement, plus de la moitié des immeubles détruits ont été reconstruits depuis 1968. Vernet-les-Bains, en effet, par son site, son ensoleillement et son altitude, attire, outre les curistes et les touristes, une clientèle importante de retraités aisés qui s'installent durablement chez nous. Dans les cinq dernières années, deux hôtels de grand standing se sont ajoutés au potentiel hôtelier de la station : collége hôtelier, maisons de vacances de calmes mutualistes, clinique de rééducation fonctionnelle et motrice sont venus enrichir l'équipement de base de la station. Rien de « misérable » dans tout cela.

Sur le plan économique, Vernet-les-Bains, malgré les destructions provoquées par les inondations de 1940 (perte de six grands hôtels, soixante-trois immeubles, villas, parc, parc des sports, tennis, terrain hippique, etc.), est redevenu, grâce à la ténacité de ses habitants et à la compréhension des administrations, un îlot de prospérité en expansion. Selon les indications du dernier recensement, plus de la moitié des immeubles détruits ont été reconstruits depuis 1968. Vernet-les-Bains, en effet, par son site, son ensoleillement et son altitude, attire, outre les curistes et les touristes, une clientèle importante de retraités aisés qui s'installent durablement chez nous. Dans les cinq dernières années, deux hôtels de grand standing se sont ajoutés au potentiel hôtelier de la station : collége hôtelier, maisons de vacances de calmes mutualistes, clinique de rééducation fonctionnelle et motrice sont venus enrichir l'équipement de base de la station. Rien de « misérable » dans tout cela.

Sans doute, nous n'avons pas de « clientèle de casino ». Mais, faut-il imaginer toute station climatique et thermale selon le même modèle de développement hérité du dix-neuvième siècle ? Les atouts de Vernet-les-Bains sont ailleurs : calme, relaxation, soleil, vie près de la nature, beauté des paysages ; une sorte d'antipode aux excès de la vie urbaine et qui fait partie des bienfaits de la cure thermale ou climatique. Evidemment, des problèmes subsistent, mais ils ne sont pas propres à la station et concernent tout le Midi méditerranéen (sous-industrialisation, exode des jeunes, difficulté de créer des ressources économiques nouvelles) et Vernet-les-Bains s'en tire, après tout, assez bien. (..)

VOIS SPÉCIAUX NOËL EN AMÉRIQUE LATINE

CARACAS : 2.800 F.A.R.
BOGOTA : 2.950 F.A.R.
LIMA : 3.490 F.A.R.
BUENOS-AIRES : 4.500 F.A.R.
RIO : 3.580 F.A.R.

Possibilité de billets valables 1 an
Nombreux vols combinés

VOYAGE CULTUREL

DU NOUVEAU MONDE
8, rue Maitillon, PARIS (8^e)
Tél. : 328-08-20 — cor. Ho A 870

VOYAGE CULTUREL

L'EGYPT

« Au pays des pharaons
Du Caire à Abou Simbel
du 8 au 22 janvier 1977
Avec M. l'Abbé
Pierre HOUZET, conférencier
sumérien des
Facultés d'Etat de Lille
Renseignements et inscriptions
LES GRANDS ITINÉRAIRES
DE BIBLE ET TERRE SAINT
8, avenue de l'Opéra, 75001 P
Licence d'Etat M.
Tél. 280-31-66

Lâchez tout. Partez à Bangkok!

JALTOUR vous propose plus de
20 séjours en Extrême-Orient.
20 séjours en Thaïlande, à Bali, au
Népal, en Inde, aux Philippines, en
Corée, au Japon, etc.
Pour recevoir une documentation
détaillée sur tous ces voyages,

retournez ce bon à Japan Air Lines,
75 av des Champs-Élysées, 75008 Paris.
Nom :
Adresse :

Jaltour

si vous voulez partir en AMERIQUE CENTRALE

NOUS ORGANISONS
2 CIRCUITS EXCEPTIONNELS

• MEXIQUE - YUCATAN
• REPUBLIQUES
D'AMERIQUE CENTRALE

(avion - hôtel 1^{re} catégorie - guide - accompagnateur)

17 JOURS AU MEXIQUE 7 980 F
de Paris à Paris

le tourisme français

96, rue de la Victoire 75429 Paris - Tél. 280.67.80
32, avenue Foch 75015 Paris - Tél. 280.67.80 poste 244
107, rue de la Glacière 75013 Paris - Tél. 337-82-82
122, avenue Gabriel-Péri 93400 Saint-Denis - Tél. 280.67.80 poste 280
CAEN, EVREUX, LE HAVRE, LILLE, ROUBAIX, ROUEN, TOURCOING, BRUXELLES

هكذا من الأمل

TOURISME

UNE NOUVELLE FAÇON DE SE SERVIR DU «KIT»

Assembler soi-même ses vacances

POUR les «fanas» du foot, des vacances partagées entre le ballon rond et l'initiation à la sériographie — bonne occasion d'apprendre à imprimer chacun son maillot. Ou bien des semaines de plein air avec des chevaux, des skis, un vélo. Ou enfin, dans le cadre d'une abbaye du douzième siècle, des ateliers de danse, d'artisanat, de musique — le tout au choix — et, devant la porte, encore des bicyclettes prêtes à prendre, celles-là, les chemins du Languedoc. Trois des suggestions inscrites sur un catalogue pour jeunes pas tout à fait — pas du tout — comme les autres.

En créant l'association Agora, qui a fêté cette année son quatrième anniversaire, Yves Domenech, vingt-sept ans, partait d'un principe apparemment simple, qu'on pourrait résumer de la sorte : les jeunes (pour lui, le mot englobe indistinctement les garçons et les filles de dix à dix-sept ans) étant a priori capables de construire eux-mêmes leurs vacances à leur guise — à partir du moment, bien entendu, où l'on a mis à leur disposition les moyens matériels et humains nécessaires — pourquoi s'obstiner à vouloir les «encadrer» encore et toujours dans un système de loisirs du type «colonie de vacances» ?

Yves Domenech avait eu tout le temps de mûrir sa «doctrine» avant de se lancer dans la bagarre. Quand il courait, le sac au dos, le Nouveau Monde, où l'écrit était guide du parc national du mont Mac-Kinley, dans l'Alaska, ou quand il professait le ski au Canada. Trois ans de vagabondage fécond. Revenu en France, il va commencer par se «faire la main» dans un métier tout nouveau pour lui, en ouvrant à Marseille un bureau de représentation de quelques associations qui ont nom l'OCCAJ, l'U.C.P.A., V.V.F. — et d'autres encore. Et un beau jour, il se jettera à l'eau en fondant sa propre affaire, qui mérite le qua-

lifié d'association-laboratoire, à quoi il consacrera désormais le plus clair de son temps.

Des expériences positives

«L'usine à rêves» dans laquelle l'individu ne parvient plus à se reconnaître, ni à s'identifier, c'était la première chose à proscrire. Premier objectif, provoquer chez le client la notion de petite collectivité, responsable de ses actes et de ses gestes, qui ne peut pas ne pas s'inscrire dans un groupe de vingt à vingt-cinq personnes, notre effectif maximum.

Autre règle, absolue : renoncer systématiquement aux activités qui, sous des dehors pourtant séduisants, s'avèrent vite artificielles. «Une activité digne de ce nom», dit Yves Domenech, «est d'abord un effort tendant à atteindre quelque chose dont, au bout du compte, la qualité se mesure par rapport à l'effort requis pour l'atteindre».

Comment, dans ces conditions plutôt strictes, inventer des vacances pour des jeunes gens que la société d'aujourd'hui habitue à la facilité ? En leur donnant, une fois n'est pas coutume, l'occasion d'organiser eux-mêmes leur emploi du temps, et, surtout, l'occasion de montrer qu'ils n'ont besoin de personne (et surtout pas des «grands») pour se tailler à leurs mesures (et chacun à ses propres mesures) une, deux ou trois semaines, de «vraies» vacances, celles dont ils n'ont plus rêvé.

La recette, Yves Domenech la donne sans rien cacher, ni les poils ni les ongles. Comme les cordons-bleus honnêtes : «A la manière des magasins spécialisés dans le «faites-le vous-même», qui vendent en «kit» des matériels prêts à monter, Agora propose des vacances que chaque adolescent assemblera à son idée. Des vacances en pièces détachées, si l'on préfère. Avec, dans le

sachet, les bouillons indispensables (des gîtes, les installations, les moniteurs), la clef à molette (bon vouloir + bonne humeur + esprit coopératif, etc.).

«Ainsi», poursuit Yves Domenech, «à partir d'un ensemble de choses très diverses, des activités sportives (équitation, bicyclette, canoë), des activités artistiques (dessin, sculpture, etc.), et des obligations sociales, nos jeunes doivent obligatoirement apprendre à s'organiser en achetant et en préparant eux-mêmes leur nourriture, chacun de nos groupes a tout loisir de fabriquer son emploi du temps, de répartir les tâches entre ses membres, en un mot, chacun se voit ses vacances à sa guise».

Les premières expériences, quelques-unes évocatrices «bavures» mises à part — étapes à vélo calculées un peu trop généreusement, campements un peu trop sommaires, arrivées imprévues du mauvais temps — se sont avérées positives. Ces jeunes, dont bien des parents croyaient peut-être, et bien à tort, en seurant une larme furtive, que la douceur du foyer leur manquerait atrocement, ces jeunes nous les avions rencontrés au mois de juillet, pédalant sur les routes d'Auvergne, parfois un peu fourbus, mais en tout cas heureux d'avoir quatorze ans et la liberté en coupe sur leur porte-bagages. René avait eu «un peu peur des bourrins», mais le canoë «c'était chouette». Christine n'aimait pas «se taper les pluches pour toute la bande», mais «faire la cuisine, ouais, ça pouvait aller à la rigueur». Catherine avait découvert les premiers secrets du métier à tisser et juré de tisser une bavure «à tout se méner» avant de prendre le chemin du retour.

Il fallait les voir, les mêmes, tout fiers d'avoir fait des économies sur la viande pendant la semaine, et le menton tout gras, le dimanche, de la sauce des pindeux qu'ils s'étaient offerts pour un vrai déjeuner de gala sur le pré, au bord de la rivière où les attendaient leurs canots. La belle vie, quoi... Le style Agora, comme dit Yves Domenech, qui

n'hésite pas à baptiser de «sauvages» les vacances qu'il propose aux adolescents d'aujourd'hui, parce qu'ils ne sont plus «les collégiens aux bras croisés d'autrefois, mais, au contraire, des «presque adultes», libres de choisir leur mode de vie, de leur recherche de choix fondamentaux».

Apprendre la liberté

Pour l'équipe d'Agora, la grande affaire c'est d'accorder à ces jeunes la «vie libre» — délicate et consensuelle — qui n'arrive là où elle risquerait d'empêcher sur celle des autres. Avec, bien entendu, une «initiation» à cette liberté, qui, pour reprendre les propos d'Yves Domenech, ne doit en aucun cas être confondue avec la facilité gratuite du rejet des structures traditionnelles.

Bien entendu, il y a eu et il y aura des réactions. Quelques enfants que rebutent d'emblée de jeu le genre et le cadre de ces équipes rustiques. D'autres qui s'en accommodent tout de même, mais à la condition expresse de n'avoir pas à mettre la main à la pâte. «C'est pas mal, on se marre, disant un ami de la main à l'accent de Courbevoie, mais les corvées, la vaisselle, alors, ça...» Et ceux dont les parents ne comprennent pas qu'on demande à leurs chers petits d'aller chercher un seau d'eau à la pompe, et les ont mis en garde avant le départ.

Finalement, peu importe. Ce qui compte d'abord, c'est d'avoir imaginé «quelque chose», et ensuite d'avoir tenté de le mettre en pratique. Une fois la formule rodée, une fois aplatis les angles, tout permet de croire que le «laboratoire» de vacances qu'est encore Agora devrait, dans un premier temps, s'imposer avant d'entrer dans la phase suivante, celle qui fait des em...

J.-M. DURAND-SOUFLAND.
* Agora, château de Calice, B.P. 243, 13602 Aix-en-Provence. Tél. : (91) 27-98-60.

«VIP» EN VOYAGE

LE SALON DES «LOCOMOTIVES»

PORTANT une légère valise, le voyageur à lunettes d'écaillé et pardessus anglais s'est arrêté devant la porte blanche au-dessus de laquelle est écrit «Salon Air France». Il soufre deux coups. Avec un délice, la porte s'ouvre. «Bonjour monsieur H...», dit l'hôtesse avec un sourire, entrecoups. Ce monsieur que l'hôtesse appelle par son nom est un «VIP», une «very important person» que les compagnies aériennes traitent avec un soin particulier.

Qui sont donc ces heureux élus, ces voyageurs du septième ciel ? Que l'on interroge Air France, T.W.A. ou l'Aéroport de Paris, ce sont toujours les mêmes mots qui reviennent : notoriété, haute fonction, rang, «VIP» sont des personnalités en vue : P.-D.G., acteurs et actrices, hommes politiques. Ceux qui font l'opinion : journalistes, publicistes, écrivains, bien sûr, partie des «VIP», et les compagnies aériennes vont jusqu'à choyer ces personnalités mondaines, qui parlent beaucoup dans les cockpits, et que l'on appelle des «locomotives». Dans cette liste non exhaustive, il y a encore quelques-uns d'importance : le client, le bon client, le client fidèle, qui voyage loin et souvent et qui, même s'il vole en classe économique, peut accéder à cette qualité de «VIP».

Comment ce titre s'acquiert-il ? Certains font savoir d'eux-mêmes qu'ils sont des habitués. D'autres

sont désignés par la hiérarchie. D'autres, enfin, sont remarqués ou prospectés par le service des ventes. Mais, pour conserver de sa valeur, le statut de «VIP» doit être délivré par le personnel de l'agent au comptoir n'est pas toujours celle de la directrice générale. «Nous ne pouvons pas, indiquent-ils à Air France, tout des avions remplis de trois cents «VIP».

Les débuts de ces passagers importants sont héroïques. Tout de suite après la deuxième guerre mondiale, les avions sont encore à hélice et ne transportent que trente-cinq personnes. Parmi elles, des militaires, des diplomates, des personnalités. L'agent au comptoir n'est pas toujours celle de la directrice générale. «Nous ne pouvons pas, indiquent-ils à Air France, tout des avions remplis de trois cents «VIP».

En ce temps-là, les «VIP» sont traités comme des rois. T.W.A. met à leur disposition une Buick, une Chevrolet, des Cadillac dont les coffres se remplissent de sacs à provisions. Les passagers sont généralement accompagnés de six, huit, dix, quinze valises.

«Allô, Mimi ? J'arrive...»

Ce n'est pas tout. A leur descente d'avion, ces personnalités, voyageant sur la T.W.A., ont l'impression de se faire attendre. Le traitement que l'on réserve aux «VIP» est supérieurement gradé. Le tapis rouge est plus ou moins long et le pavé est plus ou moins fourni : 13 mètres et quatre drapaux pour l'impressionniste Farah Diba en visite privée, 40 mètres pour les premiers ministres et vingt-cinq drapaux pour les «sommets». Le roi du Maroc lui-même est accueilli avec toute la pompe réservée aux souverains. Deux cents mètres de tapis rouge, quatre-vingt-dix drapaux flottant à tous les mâts de l'espionnade et près de six cents soldats rendant les honneurs militaires sous la pluie. A l'intérieur du pavillon, le Mobilier national avait «déposé» deux tapisseries de Gobelin. Deux miroirs avaient été prévus pour les discours et deux fauteuils dorés en velours bleu attendaient Mme Giscard d'Estaing et la princesse Lalla Aïcha, toutes deux vêtues de noir, auxquelles furent présentées deux bouquets ronds et roses.

A peine les six hélicoptères de la suite présidentielle s'éloignent-ils en file indienne dans le ciel gris qu'un décrochage les tapisseries et qu'on roula le tapis rouge. Les «VIP» envolés, la cérémonie plait, elle aussi, immédiatement bagage.

Dernier souvenir de cette époque dorée : le tableau que l'on remet au «VIP», qu'il accroche dans son bureau ou dans sa chambre, une étoile chaque fois qu'il effectue une nouvelle traversée de l'Atlantique.

Aujourd'hui, au temps de la démocratisation et du transport de masse — près de cinq cent millions de passagers pressés à l'avion dans l'année — le «VIP» se trouve la satisfaction d'être reconnu. Au comptoir de l'aéroport, un sourire plus large l'accueille. Bagages, réservations : il est traité avec la même attention que les autres. Le «VIP» ne fait pas la queue, et souvent il est accompagné en solo à l'avion, loin du troupeau.

Les compagnies mettent à sa disposition un salon privé où les lumières sont douces, les fauteuils profonds, et la télévision en couleurs. Des jeunes femmes, qui ont délaissé l'uniforme pour la tenue de ville, lui offrent des rafraichissements avec une pointe charmante d'accent étranger. Les passagers qui le désirent peuvent aussi, moyennant une cotisation, accéder à un club. Leur donne un certain nombre de facilités : location de voitures, réservations, cartes de crédit valables dans le monde entier. Le club W.A. s'appelle l'ambassadeur. Chez Air France, le Club des 2000 n'est pas payant. La direction générale révisé actuellement ses modalités de fonctionnement.

Tapis rouge

«Ches nous, tous les passagers sont des «VIP», déclare la responsable des lignes brésiliennes Varig. L'accueil que chacun reçoit à bord est déjà un avantage du Brésil, où une hospitalité chaleureuse et gaie est de mise. Dans l'avion, le service est raffiné. Sur le plateau du repas, le nappage est en lin et non pas en papier. Le couvert est disposé devant le passager. La cuisine, préparée à bord, est copieuse et amusante : petites bouchées chaudes, minuscules crabs farcis, viande grillée, une spécialité du pays. Le café, enfin, cette gloire du Brésil, est moulu sur place et servi immédiatement très fort et très chaud.

L'Aéroport de Paris a aussi ses «VIP». Personnalités privées et personnalités officielles. L'an dernier, cent quatre-vingt-quatre chefs d'Etat et trois mille trois

cent soixante-trois ministres ont été reçus à Orly. Cet aéroport a son pavillon d'honneur construit dans une enceinte spéciale. Le traitement que l'on réserve aux «VIP» est supérieurement gradé. Le tapis rouge est plus ou moins long et le pavé est plus ou moins fourni : 13 mètres et quatre drapaux pour l'impressionniste Farah Diba en visite privée, 40 mètres pour les premiers ministres et vingt-cinq drapaux pour les «sommets». Le roi du Maroc lui-même est accueilli avec toute la pompe réservée aux souverains. Deux cents mètres de tapis rouge, quatre-vingt-dix drapaux flottant à tous les mâts de l'espionnade et près de six cents soldats rendant les honneurs militaires sous la pluie. A l'intérieur du pavillon, le Mobilier national avait «déposé» deux tapisseries de Gobelin. Deux miroirs avaient été prévus pour les discours et deux fauteuils dorés en velours bleu attendaient Mme Giscard d'Estaing et la princesse Lalla Aïcha, toutes deux vêtues de noir, auxquelles furent présentées deux bouquets ronds et roses.

A peine les six hélicoptères de la suite présidentielle s'éloignent-ils en file indienne dans le ciel gris qu'un décrochage les tapisseries et qu'on roula le tapis rouge. Les «VIP» envolés, la cérémonie plait, elle aussi, immédiatement bagage.

FLORENCE BRETON.

01130 NANTUA (Ain) Dans un cadre magnifique, au milieu de 4 ha de pure (pêche à la truite dans la propriété)

Hubert, du Bistrot d'Hubert
vous annonce l'ouverture de son Restaurant***

L'HOTELLERIE DU CHATEAU DE PRADON
Sur la Route Nationale 94 Lyon-Genève et des Savoies
SALONS DE 10 A 60 COUVERTS - Tél. (74) 76-91-11, le 440

Découvrez "les peu sucrés de Volvic"

Buvez naturellement peu sucré, découvrez Vin aux pampelousses et Vin aux oranges. Légers et très désaltérants, sans produits artificiels, sans gaz, "les peu sucrés de Volvic" ont le goût frais et naturel du fruit.

Renseignements : Volvic B.P. 41-92240 Bourg-la-Reine - Tél. : 390-45-34

cet hiver aux antilles : du soleil en location

La formule la plus économique. Deux semaines à partir de 2995 f. (avion compris)

Pour mieux découvrir les merveilles des Antilles, en vivant à votre rythme, nous vous proposons une formule nouvelle de location de bungalows climatisés (3 ou 4 lits), entièrement équipés. Possibilité demi-pension. Séjours de 1 à 4 semaines.

Villages de vacances à Saint-François (Guadeloupe) et Tartane (Martinique).

voyages vacances tourisme

5, bd de Vaugirard 75015 Paris Tél. : 338.20.00

11, quai des Célestins 69002 Lyon Tél. : (78) 37.83.00

Bon pour une brochure gratuite

Nom : _____ Adresse : _____

PAS D'ACCORD L'hôtellerie à l'école

Après l'article «Le lycée pleure Paris» de l'Académie de Paris, M. J. Néri, membre de la commission académique de la cuisine scolaire pour l'Académie de Paris, nous écrit :

Nous ne pouvons laisser écrire que «l'on va supprimer le même coup et totalement l'enseignement hôtelier national de l'Académie de Paris» sans réagir. Il est bien vrai qu'à Paris il n'existe qu'un lycée hôtelier, le lycée J.-Drouot, rue Médéric, qui a, comme tous les lycées hôteliers, une vocation bien précise : formation de techniciens, de cadres et d'exécutants qualifiés (préparation au B.E.P.). Il n'existe-t-il d'ailleurs, en 1976, que trois lycées hôteliers en France. Mais il est non moins vrai aussi que le personnel qualifié de l'hôtellerie est formé dans les C.E.T. et les C.E.I. (collèges d'enseignement technique), qui préparent soit au B.E.P., soit au C.A.P. : et c'est là la vocation de ces établissements.

Le château du surintendant

Pour la première fois cette année, le château de Vaux-le-Vicomte (Seine-et-Marne), qui peut se flatter d'avoir été coigné par trois maîtres — Le Brun pour le décor intérieur, Le Nôtre pour les jardins, Le Vau pour l'architecture — sera ouvert au public durant les week-ends.

La visite de cet ensemble, qui fit pâlir — de jalousie — le Roi-Soleil, comprend le vestibule, la petite galerie (où trônent les portraits des propriétaires successifs), la grande chambre carrée, le cabinet des gravures, le salon dit «des Muses», où Molière joua la comédie, le cabinet des jeux, le salon d'Hercule, le grand salon ovale, la bibliothèque, la chambre du roi, la salle des buffets et la chambre de La Fontaine.

applique les programmes des C.E.T., et est donc bien un établissement public relevant du secteur et financé par l'Etat. Il y a une quinzaine d'années, il prépare au C.A.P. d'employé de restaurant, C.A.P. de commis de cuisine classique. Le collège de la rue Belliard est connu hors Paris et hors de l'Hexagone. Les anciens élèves exercent dans des hôtels renommés non seulement en France, mais à l'étranger. Et le C.E.T. (15, rue de l'Évangile), qui forme des cuisiniers de collectivité.

A ma connaissance, il n'est pas question de supprimer ces collèges d'enseignants, mais à maintenir l'enseignement hôtelier national dans l'Académie de Paris.

[Cette lettre appelle les commentaires suivants :
Il existe, à l'heure actuelle, trois niveaux de formation dans l'enseignement technique hôtelier : une préparation au C.A.P. et au B.E.P. (niveau 5) ; une préparation au C.E.T. (niveau 3) ; une formation supérieure de technicien hôtelier (niveau 4) ; une formation supérieure en deux ans débouchant sur différents brevets de techniciens supérieurs (niveau 3).
M. Néri ne semble pas avoir compris le sens de l'article, qui déplorait la disparition complète, dans le cadre de l'Académie de Paris, de deux formations (niveaux 3 et 4) assurées exclusivement par le lycée technique hôtelier de la rue Médéric (trois cent dix élèves pour le B.E.P.), une centaine pour le B.T.S.).
Il ne restait donc à Paris qu'une formation niveau 5 dans le cadre de l'enseignement public, assurée par le C.E.T. de la rue Belliard et le C.E.T. de la rue de l'Évangile. — J.-M. D.-S.]

«Posidonies et profondures. — Une erreur de transcription, nous a fait donner un titre malencontreux à l'article sur le «Jardinier de la mer» (le Monde du 27 novembre). «Boutcher par mots 30 mètres», disait ce titre. Or les cultures expérimentales de posidonies sont effectuées à Glens par des fonds d'environ 1 mètre. «Expériences non probantes», estimait à ce propos un quotidien du matin, en raison justement de cette faible profondeur. En fait, si les posidonies peuvent prospérer jusqu'à moins 35 mètres, les algues connues sont bien des vastes herbes — les «matées» — où l'herbier s'étend sur des centaines de mètres, relevant les fonds jusqu'à 30 centimètres de la surface.

le balcon de villard

1 Une station nouvelle, à côté d'un vrai village alpin, au cœur du Vercors, le royaume du ski de fond.

2 Altitude à la station 1200 m, au sommet des remontrées 2170 m. De la neige tout l'hiver.

3 23 remontrées mécaniques, 4507 m de dénivellée, 100 km de pistes toutes forces. Un domaine skiable doublé en 1976.

4 Un vrai hôtel-club. Une équipe permanente d'animation. Des accompagnateurs pour des balades hors des pistes.

5 Un hôtel trois étoiles, calme et confortable.

6 500 studios et appartements bien meublés et équipés. Tous au pied des pistes. Une galerie marchande avec tous les commerces.

7 Des cadeaux tout l'hiver. Skis et chaussures gratuits en basse saison et aussi initiation au ski de fond. Biberonnerie et garderie d'enfants.

8 Des tarifs de séjour, doux, doux, doux.

Demandez vite la brochure gratuite 16 pages en couleurs, à votre agent de voyage ou au

Club Marcus
69 Bd Maiesherbes
75008 PARIS TEL. 522 61 75

PREMIÈRES NEIGES STAGES DE SKI à VAL-D'ISÈRE

avec Philippe et Gérard MATTIS, entraîneurs nationaux

7 jours
28 novembre au 5 décembre
5 au 12 décembre
12 au 19 décembre

Leçons, démonstrations et conseils techniques (un entraîneur par huit stagiaires), contrôles des attitudes au télécabine, assés gratuits du matériel, remontrées, illuminées

CONDITIONS

Stage et séjour
7 J. hôtel ** NN de 1 385 à 1 455 F
7 J. hôtel ** NN de 1 190 à 1 290 F
Forfait sans hébergement : 650 F

Inscription et renseignements
P. et G. MATTIS
B.P. 1 73150 VAL-D'ISÈRE
TEL. (73) 08-01-49 - 08-08-72

Notre hôtel pour amateurs de sports d'hiver fait partie du groupe de tête des hôtels hautement modernes de toute première catégorie.

Une qualité hôtelière exceptionnelle (qualité d'un hôtel de première catégorie) se trouve tout simplement dans ce lieu unique, pour le transfert aller/retour à la gare, etc. Notre tarif imprime à prix fixe vous renseigne exactement sur le prix de votre chambre de telle situation à tel jour de la saison. Aucune surprise désagréable, aucune déception, aucune surprise. Vous n'avez qu'à nous téléphoner pour nous soumettre vos prix très sympathiques pour les consommateurs.

Un argument de poids : notre système de prix fixe.

Nous ne connaissons aucune charge supplémentaire pour l'utilisation de la piscine couverte, pour la nuitée en bus de ski, pour le transfert aller/retour à la gare, etc. Notre tarif imprime à prix fixe vous renseigne exactement sur le prix de votre chambre de telle situation à tel jour de la saison. Aucune surprise désagréable, aucune déception, aucune surprise. Vous n'avez qu'à nous téléphoner pour nous soumettre vos prix très sympathiques pour les consommateurs.

Cela compte aussi : Ce même tarif à prix fixe vous présente le détail de chaque catégorie de chambre y compris l'aménagement et la situation, le tout à l'échelle et clairement indiquée pour vous permettre de vous faire à l'avance une idée précise du logement.

Pour vous informer des nombreux autres avantages et services typiquement d'exception, nous disposons d'une documentation détaillée qui vous parviendra sur simple demande. Il suffit de nous appeler ou, mieux encore, de nous faire parvenir votre carte de visite avec quelques mots sur la date prévue et le nombre de personnes. Vous aurez sous peu de nos nouvelles. D'accord !

Hôtel Tschuggen Arosa
CH-7050 Arosa, Les Grands-Surson
Tel. 081-31 02 21, Telex 74222
Propriété et direction : Famille A. Wyssmann



TOURISME

« ETES-VOUS sûr du prix ? »

Une semaine à la neige pour 560 F par personne, tout compris, pension, location de skis, remontrées mécaniques, garderie, animation... c'est impossible ! Les gens qui, au début de l'hiver, passent au Salon d'expo-neige devant le stand des « Karellis », une nouvelle station de Haute-Savoie, n'en revenaient pas. Le système avec un grand « S » pouvait-il permettre de pareilles « acrobaties », et comment se faisait-il qu'un pays des taxes professionnelles et des profits les sports d'hiver — les plus chers de tous les sports — soient ainsi mis à la portée sinon de chacun du moins d'un plus grand nombre ? Que se passe-t-il donc dans cette station « pas comme les autres » ?

Si, ailleurs, il est normal de rémunérer le capital investi, ici ce n'est pas le cas. Si l'on est habitué et s'il peut paraître d'abord de faire des bénéfices, ici, personne n'en fait : les salaires sont calculés en fonction des compétences réelles du travail effectif. Différence d'opinion et de pratique qui explique donc un si considérable écart de prix.

« La construction en montagne est chère, mais nous parvenons à des coûts de 61 000 F le lit, soit 70 % de moins que dans l'hôtellerie traditionnelle », indiquait récemment à la presse M. Pierre Lainé, directeur général de l'association Rencœur, à l'origine du projet. Nous demandons, grâce à notre centrale d'achat, jusqu'à 10,50 F pour les trois repas de la journée », dit une économe des

Karellis. Deux exemples qui démontrent, à quel point la-bas sont malmenées les pratiques du « prix fort » et la « valse des débauches ». Vient-on pour autant de faire entrer, à coups de subventions d'Etat, un loup dans la bergerie paisible et lucrative des marchands de neige ?

Il y a six ans, le petit village de Montmorillon cherchait à attirer des touristes sur ses alpages et mettait en vente ses terrains au promoteur le plus offrant. Mais le maître communiste de l'époque, M. Emile Voutier, faisait le décalé : il hésitait à « sauter » sur les propositions « alléchantes » des financiers, qui avaient l'intention d'investir dans du béton rentable. Vint alors M. Lainé et son projet de tourisme social. L'association Rencœur proposait de rechercher d'autres partenaires (il y a aujourd'hui cinq associations aux Karellis) pour construire deux mille huit cents lits et les aménager collectivement, correspondant, gérer, animer une station nouvelle ouverte à tous les adhérents. Montmorillon accepta.

« Avec cette opération, explique l'ancien maire de Montmorillon, M. Aimé Pasquier, nous avons en double avantage : la commune restait propriétaire de son sol jusqu'à la fin de l'année, ne concédait ses terrains que pour une durée déterminée et par convention signée avec les responsables des Karellis, les habitants avaient une priorité d'emploi dans la station. Et puis, ajoute le maire, ouvrier de la Maunienne, cette expérience me plaisait parce qu'elle s'adressait à des gens comme nous. »

CARNET BLANC

Les records de l'Autriche

Avec 355 villages et centres de ski, 3 000 installations totalisant 1 713 kilomètres de remontrées mécaniques, 640 pistes couvertes, 264 stations naturelles, et, en prime, le charme inimitable de ses petites stations-villages et ses chalets fleuris, l'Autriche — dont les pistes les plus proches (celles du Vorarlberg) sont à une nuit de train de Paris.

Pour tous les goûts et tous les budgets : à preuve, les résultats de l'hiver dernier. 22 848 000 journées-touristes, dont 361 266 à mettre au compte de skieurs français. Exporte un chiffre : la progression de cette clientèle française qui a atteint, toujours en 1975-1976, 23,5 % par rapport à l'hiver précédent.

* Office national autrichien du tourisme, 12, rue Aubert, 75009 Paris. Tél. : 073-83-82.

Les schuss du samedi

Pour ceux dont l'emploi du temps est si « serré » qu'ils ne disposent que de leur samedi pour aller se dégoûter les skis, une formule originale est sortie de l'usine à vapeur de la gare du Nord : le samedi matin on se trouve à La Plagne, à Chamonix, aux Arcs, à Autrans, à Morzine ou aux Deux-Alpes. Et on a la journée entière pour skier (ou se dorer sur la terrasse d'un hôtel). Le train du retour part le samedi soir et regagne la capitale à l'heure des croissants et du café au lait.

Prix par personne, comprenant le voyage en couchette deuxième classe, le transfert de la gare à la station et l'usage illimité des remontrées : 185 francs.

* Vacances 2000, 141, rue de Rennes, 75006 Paris. Tél. : 544-38-38.

COURCHEVEL

STAGES DE SKI EN JANVIER 1977 : du 3 au 8, du 9 au 15 et du 16 au 22 de 970 F à 1 270 F le stage

Ce prix comprend : — la pension complète en hôtel 2, 3 ou 4 étoiles — le forfait valable sur toutes les remontrées mécaniques — l'encadrement par les moniteurs des E.S.P. de Courchevel

RENSSEIGNEMENTS et INSCRIPTIONS : OFFICE DU TOURISME - STAGES DE SKI 13126 COURCHEVEL 1650 - Tél. : (73) 8-20-25

Les Karellis, une station

LA NEIGE SANS

Déjà mille deux cents lits sont construits et les aménagements collectifs sont terminés. Une régie municipale gère les remontrées mécaniques, dont les prix sont compris dans celui du séjour. L'an dernier, deux villages — six cent cinquante et trois cents lits — ont ouvert, et les Karellis ont accueilli plus de cinq mille personnes. En 1976, l'ensemble sera achevé. On prévoit que les tarifs pratiqués seront de 50 % environ au-dessous de ceux du secteur privé.

Il y a, bien entendu, les subventions de l'Etat (42 millions de francs environ), mais elles ne permettent pas de tout comprendre. « Elles sont en grande partie régies par la T.V.A. », explique M. Michel Thiercelin, P.-D.G. de l'Union coopérative équipementiers (UCEL), organisme financier qui garantit les prêts des associations. Elles ne sont pas non plus révalorisées. La modicité des tarifs ne trouve donc d'explication que dans des montages financiers et juridiques ingénieux et, surtout, dans le fait qu'on a délibérément écarté tout souci de profit ou de surprofit, comme ce n'est pas le cas dans bien d'autres stations.

« Ce qui me plaît ici, raconte M. Georges Hamon, directeur du village de l'association Horizons nouveaux, c'est que nous apportons la preuve que les séjours à la neige ne sont pas nécessairement le privilège de ceux qui ont les moyens financiers. Il est intéressant, d'autre part, de voir comment une telle entreprise peut coexister avec une hôtellerie traditionnelle, se développer dans un univers économique en tous points différent ».

Attention on ne voit pas en effet cette opération d'un très bon œil. Si les habitants de Montmorillon sont satisfaits — quelques-uns espèrent plus de créations d'emplois, mais, dans l'ensemble, ils sont fiers de participer à une idée neuve — plus loin dans la Maunienne, dans les stations de l'Arvan, on craint un peu le développement de ces entreprises de tourisme social, qu'on ne manque pas de trouver « politiques », et

l'on redoute leur concurrence déloyale. « On travaillait quinze heures par jour pour 150 F, et pas si longtemps », dit M. Lainé. Les emplois sont permanents, et, pour la plupart, plus « nobles ». Le personnel de service, les femmes de chambre sont en moins grand nombre que dans les établissements traditionnels (on débarrasse soi-même la table et l'on fait son lit), mais l'animation y est plus importante et offre des activités professionnelles plus enrichissantes.

Aux Karellis tout semble aller à contre-courant. « Nous pensons d'abord, explique M. Lainé, maintenir les gens au pays. Ensuite, nous avons le souci d'offrir le territoire. Un tel ensemble dépendant d'une seule politique déstabilise au sein du conseil supérieur des Karellis le permis d'offrir les « valeurs » qui peuvent attirer au paysage et à la nature, de maintenir une unité. La participation de tous les lits vaidera au détriment de la station, empêche que quiconque ne s'élève d'une manière ou d'une autre ».

« Utopie » en altitude

La municipalité les adhérents des associations sont effectivement consultés et leurs avis pris en compte. « Les autres promoteurs », dit M. Julien Garus, « joint au maire, souhaitent nous faire signer un accord pour nous interdire de construire tout notre territoire, de la montagne à la vallée. » Sans vouloir formuler clairement les hauts de Montmorillon ont l'impression de l'avoir « échappé » belle mieux, ils sentent que, depuis, vie reprend au pays. « Mon dire vient de s'y installer », con le maire. « Ma fille travaille à Karellis », ajoute son adjoint. Mais il manque encore à beaucoup les connaissances de gestionnaire souvent nécessaires dans métiers du tourisme. A Montmorillon, on est formé pour l'usage et l'habitude est de travailler pour travailler, non de monter « Tout cela s'arrangera, per

ski variétés forfait galaxie

Venez vos loisirs. Cet hiver c'est plus de 300 km de pistes équipées de 130 remontrées que 400 moniteurs vous aideront à découvrir. En Osans, l'Alpe d'Huez, les Deux-Alpes, Serre-Chevalier vous proposent la formule « GALAXIE », un forfait unique pour la meilleure connaissance d'un domaine skiable incomparable.

L'ALPE D'HUEZ LES DEUX-ALPES SERRE-CHEVALIER

RENSEIGNEMENTS : OFFICE DU TOURISME DE L'ALPE D'HUEZ 722 43 91 OFFICE DU TOURISME DE L'ALPE D'HUEZ 722 43 91 OFFICE DU TOURISME DE L'ALPE D'HUEZ 722 43 91 OFFICE DU TOURISME DE L'ALPE D'HUEZ 722 43 91

Hôtel Tschuggen Arosa

CH-7050 Arosa, Les Grands-Surson
Tel. 081-31 02 21, Telex 74222
Propriété et direction : Famille A. Wyssmann



forfaits de Paris à Paris

9 jours à partir de 2 200 F

pour les séjours de 7 à 10 jours à partir de 3 350 F pour les raids

un ski pas comme les autres

ski en étoile à partir d'un centre sportif ou bien la grande aventure d'une randonnée en Laponie

découvrez le ski finlandais par FINNAIR

Bon de documentation gratuite : FINNAIR 11 rue Aubert 75009 Paris

Nom : _____

Adresse : _____

La Suisse — pas plus loin, pas plus cher

La Suisse : pour vos vacances d'hiver

La Suisse : où vous êtes chez vous, où tout le monde vous comprend

La Suisse : avec de la neige, de la glace, du soleil à gogo

La Suisse : 130 stations d'hiver offrant l'équipement le plus moderne

La Suisse : plus de 200 arrangements forfaitaires à prix avantageux

La Suisse : hôtels aux prix stabilisés depuis 1974

La Suisse : 9000 km de libre parcours en chemins de fer, bateaux et cars postaux avec la Carte suisse de vacances

La Suisse : à votre porte, à votre portée

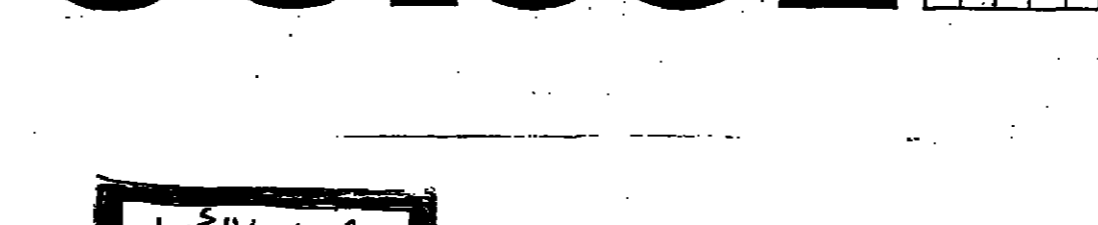


Renseignements auprès de votre agent de voyages ou Office National Suisse du Tourisme, 75009 Paris, Tél. 073 59 92

Je désire passer mes prochaines vacances d'hiver en Suisse et souhaite des informations sur la région de :

Adresse : _____

Cap sur la Suisse cap sur la détente



TOURISME

POINT DE VUE

La montagne grignotée

par Yves LAULAN (*)

La montagne est en péril. Pour ce qui est des plaques et des bords de mer, la cause est entendue. Les bords de mer sont abîmés, de longue date, avec un franc succès. En Europe, sur des milliers de kilomètres, Costa-Brava, Côte d'Azur, Côte Adriatique, les paysages maritimes ont été bétonnés depuis trente ans.

Restait la montagne. Déjà, dans les Alpes, l'implacable logique du ski a défiguré à jamais maints sites admirables. Sarcasme sur Neige est désormais une réalité de notre temps.

Les Pyrénées demeurent encore préservées. Mais depuis peu, le progrès des revues est impressionnant. Car, aux assauts des sports d'hiver, circonscrits néanmoins dans des zones très délimitées, vient de s'ajouter un autre mal plus subtil et insidieux : un vol, en effet, se développe depuis quelques années, au nom du tourisme et de l'élevage, un réseau routier tentaculaire.

Les montagnes se quadrillent ainsi d'un réseau en lacets qui, grâce aux progrès mécaniques, zèbre désormais les pentes les plus raides. Les matériels modernes des travaux publics sont, en effet, devenus si puissants et efficaces que rien ne leur résiste : ils déchaussent tout, bousculent tout, enfouissent tout. Il n'est de si gros rochers qui ne puissent être exhumés, de pentes aussi escarpées qui ne puissent être éventrées. Le bulldozer triomphe et règne en souverain.

Les résultats sont effrayants. L'érosion gagne autour de la blessure. En amont, la gangrène rougeâtre par mètre le manteau épais des buissons bas et des plantes d'altitude. En aval, l'érosion s'installe et transforme en champ de cailloux, ce qui était naguère prairie et talus montagneux. Divers artifices, grillages ou pieux maintiennent, vaille que vaille, les rochers et

la terre, qui, néanmoins, s'écroulent avec les pluies, rendant l'entretien difficile et onéreux. Car, de surcroît, la destruction de la montagne coûte fort cher.

Sous prétexte de routes baptisées du mot magique d'« intérêt touristique », on ouvre ainsi l'accès aux lacs ou aux sommets, bientôt pollués de débris alimentaires, à des processions éphémères de conducteurs, le plus souvent armés de l'indispensable transistor. Au lieu d'élever l'homme à la montagne par l'apprentissage de l'effort et le goût de la nature, on rabaisse la montagne à l'homme. Bien plus, on en chasse les marcheurs. Ainsi, dans le parc prétendument « naturel » du Néouvieille, où la randonnée à pied autour des cinq lacs les plus beaux de la chaîne est devenue un acte hautement folklorique, voire héroïque.

Les chemins dits d'« élevage » sont un autre moyen de détruire ce que l'on prétend conserver. En quelques heures, un bulldozer trace quelques milliers de mètres de chemin carrossable, à travers les alpages dont une bonne partie se trouve ainsi inutilisable pour les pâtures. Car, là aussi, l'érosion se met promptement à l'œuvre. De surcroît, on ne tardera pas à voir apparaître la moto trial apportant aux pseudo-sportifs leur content de bruyance, sensations à bon marché, sans parler des convulsions de chasseurs amateurs chiens et fusils à des altitudes où, autrefois, ne s'aventuraient que quelques rares et hardis.

Être raisonnable

Qu'on ne s'y méprenne pas. Il ne s'agit pas de défendre un archaïsme bucolique ou de chanter avec nostalgie les beautés d'autan de la montagne. Il s'agit d'être raisonnable et de faire preuve de bon sens. Car si, en montagne, on constate trop de routes inutiles, onéreuses, sous-

utilisées, de chemins aberrants et destructeurs, on rencontre, en revanche, comme à Gêdre (Hautes-Pyrénées) des « écartés » enclavés où, à 1 200 mètres d'altitude, six familles restent encore, en 1976, reliées au plus proche village par un sentier escarpé, où seuls piétons ou mules peuvent s'aventurer. On verra également, en Ariège, des cantons, où, faute de crédits, des forêts meurent inexploitées et des villages dépeuplés.

Il faut donc bien s'entendre. Des crédits doivent être engagés, des routes tracées. Mais pas n'importe où, n'importe comment, et jusqu'à un certain point. Il y a actuellement une forte mauvaise répartition des efforts d'équipement routier en montagne. Selon la vigueur des pressions locales, certains secteurs souffrent de pénurie ; d'autres sont arrosés à l'excès. Or il faut comprendre qu'en montagne où, le milieu naturel est plus fragile qu'en plaine, il est un seuil de saturation vite atteint qu'on ne saurait dépasser sans dommages irréversibles. La montagne ne tolère pas plus d'une certaine densité de route ou de sentiers. Sinon, elle se dégrade et périt.

L'administration des ponts et chaussées, souvent dénoncée à tort, n'est que l'instrument, parfois aveugle, souvent réticent, de décisions de certains élus locaux mal conseillés ou inspirés. Cela rend d'ailleurs le problème fort délicat. Car, ce n'est ni de Paris ni de la préfecture la plus proche que l'on pourra endiguer le mal, mais par une action éducative patiente, menée sur place, par des associations de protection de la nature. Sinon, nous léguerons à nos enfants une montagne morte. Une partie de l'héritage de l'homme aura disparu.

La montagne crie grâce. Il est encore temps, mais pas pour longtemps, de lui prêter l'oreille.

(*) Conseiller national du Centre des démocrates sociaux (C.D.S.).

CHAINES à NEIGE

en LOCATION
et SKIS - Chaussures
Pistolets - Armes - Remorques - Etc.
Reprises - Echanges
OCCASIONS
Tél. 27-01 DETHY 28-67
CAMPING - SNC - MONTAGNE
20, place des Voages - PARIS

A PARTIR DE
695 F

la neige
c'est
megeve

forfait
hôtel
7 jours
tout compris

7 jours de pension complète
dans l'hôtel de votre choix :

VALABLE DU	30/11 AU 30/12 ET 30/12 AU 31/12
LUXE	1375 FF
CATÉGORIE 1	670 FF
CATÉGORIE 2	650 FF
CATÉGORIE 3	670 FF
CATÉGORIE 4	420 FF

et + le
SKI PASS
MONT BLANC
7 jours

sur les 500 km de pistes des
11 stations du Mont Blanc
135 remontées mécaniques

275 F

Renseignements et réservations :
Agences de voyages
Maison de Savoie - Paris
et

OFFICE DU TOURISME
megeve

74120
Tél. 50 / 21-29-52
TELEX 340188

SHUSS
la neige
est à vous!



ALPES
L'ALPE D'HUEZ
960 F 1 semaine
week-end 280 F
PYRENEES
CAUTERETS
710 F 1 semaine
AUTRICHE
LANDECK-ZAMS
690 F 1 semaine
SKI DE FOND/ALPES
ST VERAN
780 F 1 semaine

le point
85
85 Saint-Nicolas
75000 Paris
321 00 54
BON à découper
à coller sur votre carte de crédit
pour bénéficier de la réduction de 10%
sur les locations de matériel
et les remontées mécaniques

En Savoie, NOËL et
JANVIER à la neige.
Grand choix en loca-
tions meublées, cham-
bres chez l'habitant.
Liste ou réservation :
Gites Rauray, 5, rue du Château,
Tél. (79) 33-22-56.
73000 Chambéry

VACANCES EN
ROUMANIE
POUR CHANGER
DE DÉCOR

SPORTS D'HIVER 15 jours à partir de...	1.580 F
NOËL et JOUR DE L'AN à BUCAREST 10 jours à partir de...	1.135 F
CURES DE GERIATRIE 2 semaines sur le littoral à partir de...	2.700 F
2 semaines à Bucarest et autres stations à partir de...	3.750 F

• LES CARPATES AVEC SES STATIONS
DE SPORTS D'HIVER
• LES MONASTÈRES
• BUCAREST, VILLE MUSÉE
• LES ÉTABLISSEMENTS POUR
CURES DE RAJEUNISSEMENT
• UN FOLKLORE AUTHENTIQUE
Inscriptions dans toutes les agences de voyages.
Renseignements et documentation :
Mme ALBESSE TAYOU 58, av. de l'Opéra 75002 PARIS Tél. 07.73.08
DOCUMENTATION à adresser à :
OFFICE DU TOURISME ROUMAIN et Cie Adresses à l'étranger

A Tignes,
la différence.

Un rêve!
Pour 8.500 F, par exemple*, et à crédit,
des vacances pour la vie, luxe et service compris.
Des vacances qui prennent de la valeur.
Et qui ne sont pas « à fonds perdus ».

Les « Semaines-vacances à vie »
d'Inter-Résidences Tignes!

* 15.000 F 2^e Semaine de février, pour 2/3 pers.
8.500 F 3^e Semaine de janvier, pour 4 pers.
(Crédit après acceptation du dossier)
A Inter-Résidences Tignes-Val Claret, nous avons le sens de la différence. Imaginez « votre » studio, pour 3 ou 4 personnes, que vous et les vôtres retrouverez chaque année, pour toujours, pour la ou les semaines que vous aurez choisies. Avec, pour le même prix, un luxe de détails de luxe (piscine intérieure, saunas, salon-feu de bois, interphones, etc.). Et vous bénéficiez de privilèges. Par exemple, « ski permanent » 365 jours par an, gestion suisse (ça veut tout dire...) Et tout cela à crédit! Vous voulez certainement en savoir plus...



Inter-Résidences Tignes
C'est toute la différence!

Si vous voulez éviter les vacances à
fonds perdus, demandez très vite notre
documentation sur les « Semaines-vacances
à vie » d'Inter-Résidences Tignes-Val Claret.

NOM _____
ADRESSE _____
Tél. DOM. _____ Tél. BUREAU _____
Inter-Résidences
5, rue du Helder, 75009 Paris. Tél. 770.95.49/75.30

RÉALISATION ET GESTION : INTER-RÉSIDENCES MANAGEMENT GENEVE (SUISSE)

Ski sans limite
à Tignes.



TIGNES
800 F

Evadez-vous sans attendre et
skiez sans attente. Tignes c'est un
des plus grands domaines skiables
avec 100 remontées mécaniques
à grande capacité supplantant
ainsi l'attente en bas des pistes.
C'est aussi cette année un nouveau
téléphérique montant jusqu'à
3.500 mètres.
Tignes, c'est une station jeune,
gaie, sympathique avec des hôtels
confortables de toutes catégories
et des forfaits skis avantageux.
800 F, Exemple de prix pour un
forfait de 7 jours en pension com-
plète dans un hôtel 2 étoiles avec
remontées mécaniques illimitées,
avant le 20 Décembre 1976 et en
janvier 1977.
Tignes vous attend.

Si vous téléphonez,
faites référence à cette annonce.
Bon à découper et à retourner
à l'Office du Tourisme BP 51
73320 Tignes Tél. (79) 06.30.18
Tél. 980 030
Veuillez m'envoyer vos
renseignements sur
☐ La station de Tignes
☐ Vos forfaits skis en hôtel
☐ Les locations studios et
appartements
Nom _____
Adresse _____
Code Postal _____

numismatique

« FAUX JETON »

NOTRE première chronique (Le Monde du 23 octobre 1976), en forme d'introduction à la numismatique, nous avait montré combien l'univers des monnaies est attrayant, divers et vaste. Vaste mais non sans limites. Notre propos d'aujourd'hui sera de tenter de définir ces limites, en explorant les régions les plus lointaines où se hasarde le numismate impénitent que deux mille cinq cents ans de frappe purement monétaire ne suffisent pas à combler. Traditionnellement, en effet, les numismates s'intéressent non seulement aux monnaies, mais encore à des objets très proches, par leur destination, de la numismatique. En dehors même de la « glyptique » et de la « sigillographie », souvent associées aux recherches monétaires, partons découvrir, à l'horizon de la numismatique, les documents prémonétaires, les médailles et les jetons, les insignes et les décorations, les poids monétaires.

Avant l'invention de la monnaie, au septième siècle avant J.-C., la plupart des échanges commerciaux étaient réalisés grâce au système du troc. Mais on a peine à imaginer que des civilisations très évoluées — qu'elles soient antiques (Égypte pharaonique) ou récentes (Incas et Aztèques du Mexique) — aient pu développer leur économie sans l'aide de la monnaie. En fait, toutes les civilisations ont plus ou moins connu des formes de monnaie, que l'on désigne par « documents prémonétaires » pour les époques se situant avant l'invention de la vraie monnaie et par « monnaie primitive » pour les époques postérieures. Ces formes de monnaie se présentent sous trois aspects différents : outils, bijoux ou objets précieux et dentures. Parmi les « monnaies-outils », on peut citer les anneaux (pointes de flèches scythes en bronze) ou, parfois, des instruments aratoires. La « monnaie-objets précieux » peut prendre des aspects plus insolites que le bijou ou le lingot de métal : tuyaux de plume remplis de poudre d'or des Indiens du Mexique, spirales d'or du trésor de Priam que le grand archéologue Schliemann découvrit à Troie, coquillages (cois ou colliers) des îles du Pacifique. La « monnaie-denture », enfin, s'accommode des ressources loca-

les : briques de thé séché en Chine, fèves de cacao au Mexique, barres de sel en Afrique et, un peu partout dans le monde, le bétail qui, par le latin, est à la source étymologique de l'argent (pecunia, le bétail; pecunia, l'argent).

Les médailles. — Ces objets qui nous semblent si familiers ont été inventés à une époque relativement récente : c'est à la fin du quatorzième siècle qu'apparurent, en Italie, les premières, dont la paternité est souvent attribuée au Padouan Pisanello (1395-1450). Il est intéressant de souligner que

Un objet de collection

La médaille française naissante fut influencée par les médailles italiennes et il fallut attendre les règnes de Charles IX et de Henri III avec Germain Pilon et ceux d'Henri IV et de Louis XIII avec Jean Varin pour que la France possède deux très grands artistes d'inspiration nationale. Leurs œuvres sont également difficiles à acquérir, mais il reste quand même au collectionneur une période de quatre siècles — de Louis XIV à la V^e République (1) — dans laquelle il pourra trouver des médailles, belles, rares ou curieuses. Corcque à l'origine pour commémorer un homme ou un événement, la médaille reflète l'infinité diversité des activités humaines, aussi se prête-t-elle difficilement à une classification. L'amateur donnera sa préférence à des « thèmes familiers » comme la musique, les animaux, les villes ou les provinces, ou bien à des thèmes plus abstraits comme la religion, l'astrologie, la guerre, la médecine, à moins qu'il ne préfère aborder une spécialité vraiment difficile : collectionner les médailles des événements qui n'ont pas existé — comme celle du débarquement de Napoléon en Angleterre !

Le jeton. — Il occupe, depuis le treizième siècle, une place importante dans la numismatique française. Il servait, à l'origine, à compter : on jetait sur la table à compter (comptoir) des pièces métalliques et monétaires désignées en vieux français sous le nom de « gettonner ». Cet usage du jeton est attesté à maintes reprises par l'iconographie et la littérature. Montaigne avoue dans ses Essais qu'il ne sait compter

ces premières médailles de la Renaissance constituent un sommet artistique jamais encore dépassé, tout comme les premières monnaies grecques restent encore aujourd'hui la perfection de l'art monétaire. Les médailles de la Renaissance — fondées et non frappées — furent faites à un petit nombre d'exemplaires, mais, heureusement pour le numismate, les écoles françaises, allemandes, hollandaises ont produit du seizième siècle jusqu'à nos jours de très nombreuses médailles présentant un grand intérêt artistique et historique.

« ny a fait ny a plume » et Molère nous montre l'Argon du Molade étonné de voir le maître de son apothicaire avec des jetons. L'expression « faux jeton » (faux comme un jeton) vient du fait que le jeton du Moyen Âge se présente, la plupart du temps, comme une imitation de la monnaie officielle. Mais, bien vite, il changera d'aspect et de destination : d'instrument de compte, il deviendra instrument de gratification, et le dix-huitième siècle verra une prolifération extraordinaire de jetons en or, argent ou cuivre frappés par et pour les villes, les États de province, les grands personnages et les grandes administrations du royaume. Gravé avec beaucoup de soins, le jeton représente, en dehors des portraits ou des amours, des scènes symboliques ou pittoresques, car il recouvre aussi bien l'art que l'histoire, le commerce que les sciences. Dès le dix-septième siècle, de grands collectionneurs s'y intéressent : Roger de Gaignières, mort en 1715, en possédait plus de 3 000. De nos jours, les jetons d'or sont devenus rares, mais la « jetonophilie » conquiert de plus en plus d'adeptes passionnés par ces petits monuments d'argent ou de cuivre qui aident à recréer le monde disparu de notre passé.

Insignes et décorations. — Les insignes d'ordre de chevalerie sont très différents dans leur nature des décorations, marques d'honneur attribuées par une puissance à un individu. Toutefois, ces deux classes d'objets sont souvent rangées dans le même type de collection, du fait d'un grand nombre de similitudes portant sur

leur aspect extérieur. À mi-chemin entre la médaille et le bijou, les insignes et les décorations déploient les fastes de leurs riches émaux et de leurs métaux précieux. Leur somptuosité s'accorde aux résplendances historiques et parfois quasi mythiques de leurs noms : ordre de Saint-Michel, du Saint-Esprit, Légion d'honneur, Toison d'or, Jarretière, Séraphins de Suède, l'Annunciade de Sardaigne. L'honneur, pourtant, n'est pas absent de ces prestigieux domaines, comme en témoignent l'ordre fantaisiste de la Mouche à miel, fondé au dix-huitième siècle par la duchesse du Maine, et dont les cérémonies étaient prétextes à des divertissements.

Les poids monétaires. — Si, de nos jours, il nous paraît naturel que les monnaies aient un poids fixe et précis, il n'en a pas toujours été ainsi et les tentations de fraude étaient bien grandes (tant à la fabrication qu'à l'utilisation) lorsque nos monnaies d'or consistaient en de fins disques de métal précieux au contour irrégulier. Le maître de l'hôtel des Monnaies avait parfois tendance à trop « chatoillier le remède », c'est-à-dire à descendre en dessous des limites tolérées de poids ou de teneur en or fin, tandis que les « rogneurs » s'ingéniaient à détacher du disque irrégulier de fines parcelles de métal sans trop modifier l'aspect général de la pièce. Pour combattre ces fraudes, il fallait souvent peser les monnaies, et tant le banquier que le changeur recouraient souvent à cette méthode. Pour ce faire, ils utilisaient des poids monétaires ou « déneurs » dont les premiers exemplaires apparaissent en France au quatorzième siècle. Mais on connaît des poids beaucoup plus anciens, comme les beaux poids byzantins en bronze incrusté d'argent ou les poids arabes en pâte de verre. Les poids monétaires disparaîtront au dix-neuvième siècle avec les progrès décisifs acquis dans la fabrication des monnaies. Leur collection constitue un complément intéressant à une collection de monnaies et élargissent encore l'horizon si vaste du numismate.

ALAIN WEIL

(1) Le Musée de la Monnaie consacre actuellement au sculpteur et médailleur Paul Belmondo une belle exposition. Quel Comte, tous les jours, sauf dimanche, de 11 h. à 17 h. jusqu'au 21 janvier 1977.)

Philatélie

N° 1462

FRANCE : « Œuvre de Viaminsk ». C'est par une nature morte de l'œuvre de Viaminsk que le programme 1976 sera clôturé. En vente générale le 20 décembre.



200 FRANCS Viaminsk. 2,00 F. rouge, orange, bleu, vert, blanc et noir. 5 000 000 d'exemplaires. Dessin et gravure de Pierre Bédouin. Impression taille-douce : Atelier du Timbre de France. Vente anticipée aura lieu : — Les 15 et 16 décembre, de 9 h. à 18 h., par le bureau de poste temporaire installé au Musée postal, 54, bd de Valenciennes, Paris-10^e. Obligation « premier jour ». — Le 18 décembre, de 9 h. à 12 h., à la R.P. 32, rue du Louvre, Paris-1^{er}, et au bureau de Paris-11, 8, av. de Saxe, Paris-7^e. Soit aux lettres spéciales pour obligation « premier jour ».

FRANCE : Les retraités de timbres.

Au cours du mois de janvier et au début du mois de février 1977, six timbres seront retirés de la vente aux guichets des bureaux de poste.

Le 21 janvier :

— 1,75 F. Concord, émis le 10 janvier 1976.

— 2,50 F. Vénus de Brassempouy, émis le 6 mars 1976.

Le 21 février :

— 1,55 F. Officiers de réserve, émis le 10 juillet 1976.

— 0,50 F. et 0,25 F. Max Jacob, émis le 22 juillet 1976.

Le 4 février :

— 1,10 F. Vallée du Loir, émis le 11 janvier 1975.

— 1,40 F. Château de Rochecorbon, émis le 7 septembre 1974.

Le 21 janvier 1977 :

— Les timbres de « services » du Conseil de l'Europe du type « drapeau » seront également retirés de la vente le 21 janvier 1977.

— 0,50 F. et 0,25 F. émis le 22 novembre 1975.

BUREAUX TEMPORAIRES

© 25400 Aubonne (M.J.C.), les 4 et 5 décembre. — 1^{er} Salon philatélique de la C.N.E.P.

© 21000 Agers d'Evry, les 11 et 12 décembre. — Exposition « Croix-Bouge et Philatélie ».

© 22400 Courbevoie (tour Aquitaine, à la Défense), les 4 et 5 décembre. — Dixième anniversaire du groupe ELP-Aquitaine.

© 75004 Paris (Hôtel de Ville), du 6 au 12 décembre. — Exposition « Souvenirs d'un d'artiste ».

© 75015 Paris (Musée postal, 34, boulevard de Valenciennes), les 11 et 12 décembre. — Exposition philatélique « Paris-Berlin-Moscou ».

© 75139 Les Mureaux (Salle municipale S.E.V., av. Paul-Boncour), les 18 et 19 décembre. — 2^e Anniversaire du lancement du satellite « Symphonie ».

MALI : Une série de « motos ». Cinq timbres représentant des motocyclistes ont été émis par la poste de la République du Mali.



REPUBLIQUE DU MALI. 30 francs maliens, rouge, bleu et brun ; « Moto Guzzi 125, Italie ».



REPUBLIQUE DU MALI. 120 francs maliens, orange et noir ; « B.M.W. 500, Allemagne ».



REPUBLIQUE DU MALI. 120 francs maliens, orange et noir ; « Honda 125, Japon ».



REPUBLIQUE DU MALI. 140 francs maliens, orange et noir ; « Honda 125, Japon ».

Les timbres et gravures sont de Michel Monvoisin. Impression taille-douce ; Atelier du Timbre de France.

© A PARIS, au Musée postal 34, boulevard de Valenciennes, les 4 et 5 décembre, la Chambre des députés et au bureau philatélique de la C.N.E.P. donneront gratuitement leur avis sur les timbres qui leur seront présentés le samedi 4 décembre, à 19 heures.

© A BADEN-BADEN, les 11 et 12 décembre, se déroulera la huitième exposition franco-allemande d'philatélie amateur, organisée par la section de l'enseignement français d'Allemagne. Une carte-souvenir est affranchissement muni sera vendue à 5 francs plus le port. Adresse : C.O.D.E.-S.E.F.A., S.P. 62534, C.O.P. 154 et 4 Strasbourg.

© EN BELGIQUE. — Un timbre à l'effigie du timbre à Malines couvrant la série des postes à l'usage des débits de timbre et les masses multiples (4,50) — émis le 4 octobre dernier — à 1 200 000 exemplaires.

Maintenant que tout est rentré dans l'ordre, il a été procédé à la vente complémentaire de 4 710 000 exemplaires, pour atteindre le chiffre initialement prévu, soit 5 millions d'exemplaires.

Ces timbres, absolument identiques, sont en vente depuis le 1^{er} décembre dans tous les bureaux de poste du royaume jusqu'à épuisement.

ADALBERT VITALYOS.

A Londres,
vous en aurez davantage
pour votre argent.

Selfridges
pour vos achats exempts d'impôts.

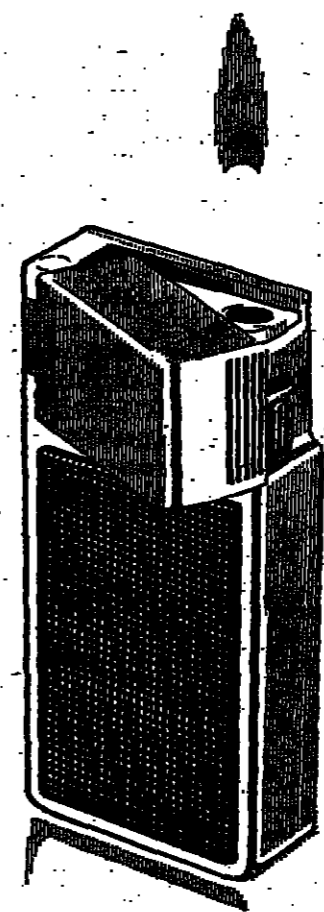
Le grand magasin où vous
trouverez un MILLION de
cadeaux de Noël.

Nos SOLDES D'HIVER
commencent le 30 décembre.
Ouvert le 1^{er} et le
3 janvier.



L'incomparable
grand magasin de Londres.

SELFRIDGES LTD • OXFORD STREET • LONDON W1A 0AB



Linéar de Braun.
Briquet électronique. 275^F

BRAUN

GRAND
MANAG
SING 19



هكزام الأمل

CLIN D'ŒIL

AU 1/10 DE DEGRÉ PRÈS

Le règne minéral, comme le règne animal possède ses hermaphrodites. L'un d'eux, qui constitue le quatrième état de la matière, est le cristal liquide, que découvrirent, à la fin du dix-neuvième siècle, deux savants américains, Lehmann et Röntgen. Ce corps, qui n'est ni vraiment solide ni vraiment liquide, possède de curieuses propriétés optiques. Ne comptez pas sur le chronométriste prolane, qui n'a jamais été capable de révéler convenablement les symboles chimiques et les densités époustouflantes des métaux et minéraux, pour vous expliquer comment la nature s'est offert le caprice de fabriquer un tel produit.

Longtemps, les cristaux liquides furent considérés comme curiosité de laboratoire, matière dévergondée et hésitante, aussi énigmatique que le surnom ou le centenaire, et propre à distraire les savants quand ils s'ennuient entre leurs cornues et leurs microscopes.

Puis, un jour, qu'un d'eux s'avisa de trouver aux cristaux liquides une utilisation et, dès lors, les chercheurs firent assaut d'imagination pour mettre au service de l'homme cette matière dont les anciens auraient dit qu'elle n'est « ni brique ni boue ».

Grâce à leurs structures moléculaires, les cristaux liquides sont extrêmement sensibles aux agents extérieurs tels que température, tensions électriques ou impuretés chimiques. Un rien les excite, les fait changer de couleur, les conduit de la transparence la plus limpide à la possibilité de réfléchir la lumière comme un miroir. Les médecins, toujours soucieux de détecter, au plus tôt les cellules cancéreuses, furent les premiers à utiliser des pastilles à cristaux liquides sensibles à des variations de température de 1/10 de degré. Puis vinrent les industriels et les mécaniciens, qui s'en servirent pour localiser dans les machines la pièce qui chauffe, le circuit mal isolé, les traitements qui, comme chacun sait, précèdent les grippages.

Aujourd'hui, les cristaux liquides ont des applications plus communes. C'est ainsi que, enfermé dans un minuscule espace épais comme une pellicule photographique et grand comme un timbre-poste, le cristal liquide est devenu thermomètre. Vous vous placez sur la front cette banale pastille et aussitôt apparaît blanc sur noir un N ou un F. Le N indique une température normale, le F une fièvre qui vous autorise aussitôt à demander un congé à votre patron et vous invite à appeler le médecin. Fini le thermomètre à mercure qu'il fallait se coincer dans la bouche, serrer sous l'aisselle ou placer ailleurs... ce qui n'est pas toujours facile en public ! Fini aussi les fièvres soudaines et furtives, dites « de composition de mathématiques », que les écoliers justifiaient en rampant dans l'eau chaude ou dans la tiédeur, le thermomètre traditionnel. La pastille à cristaux liquides est incorruptible. Les mères de famille l'appliquent sur le front de l'enfant qui gémit à fendre l'âme, et aussitôt elles savent à quel s'en tenir sur la réalité de ses malaises. A signaler que pour 10 F, on obtient dans les bonnes pharmacies trois pastilles-thermomètres, ce qui décourage d'avance toutes les velléités de sabotage !

Du thermomètre médical au thermomètre d'appartement, il n'y avait qu'un pas que les chercheurs ont franchi, et le commerce offre à qui en veut des instruments donnant la température d'ambiance à un demi-degré près.

Mais une application plus récente des cristaux liquides paraît de nature à révolutionner la vie sociale. Chacun sait qu'il existe un rapport étroit entre la température du corps et les états psychiques. Ainsi, grâce aux pendentes à cristaux liquides que l'on peut se procurer dès à présent dans les drugstores et les parfumeries, à des prix variant de 60 F à 75 F, on peut connaître l'humeur de la demoiselle qui accepte de porter un tel bijou. Si le médallion à cristal liquide est noir, elle est en colère ; s'il est vert, elle est triste ; s'il est bleu, c'est qu'elle se sent bien en votre compagnie, et tous les espoirs sont permis. Quand les choses sont plus avancées, si le médallion vire au violet épicé, c'est qu'elle a atteint l'extase, et il ne reste plus qu'à attendre le retour au vert pour préparer le petit déjeuner ! Il existe aussi des bracelets et des bagues qui remplacent le même office.

Les chercheurs étudient actuellement des modèles boutons de manchettes et épingles de cravate pour chats de bureau, cadeaux bien utiles à faire à ceux dont il veut mieux connaître l'humeur avant de solliciter un congé exceptionnel ou une augmentation !

MAURICE DENUZIERE.

« BEL HOMME »...

A l'occasion de l'ouverture de sa troisième boutique parisienne (1), Raymond Capel a bien voulu nous initier aux secrets de l'art d'habiller les hommes grands, les hommes forts, ou les hommes à la fois grands et forts ! Vingt-cinq ans d'expérience dans cette spécialité lui ont permis de cerner les problèmes physiologiques — et psychologiques — de ceux, innombrables, dont les proportions ne sont pas conformes à un type standard.

Capel habille, surtout pour la ville, ministres, hauts fonctionnaires, acteurs, cadres et toutes les catégories socio-professionnelles. Dans ses penderies, soixante-dix tailles allant des différents types de morphologie, coupés dans des tissus exclusifs choisis pour leur tenue, les vêtements sont exécutés en Allemagne, avec le soin et la finition de qualité qui lui sont imposés.

Les costumes, vestes de sport, blazers et pantalons d'hiver sont taillés en beaux peignés de laine (de 850 à 1200 F), tandis que des velours cotés (de 995 F à 795 F) sont parfois un mélange de coton et de polyester et les smoking (à partir de 1000 F) sont en mohair et alpaga. Ces prix s'entendent jusqu'au 56, avec une augmentation de 10 %, puis de 20 % pour les tailles suivantes.

Chez Capel, les tailles sont divisées selon la hauteur du buste, la longueur des jambes et le tour de circonférence en prêt-à-porter après retouches : à l'extrême, 1,55 mètre de tour de ceinture et 2,05 mètres à la taille. Les vendeurs ont l'œil exercé à « jauger » le gabarit de leurs clients et leur font essayer une taille au-dessus de la leur. En effet, il s'agit de faire comprendre que tous les cas sont dans les normes, puis de trouver des styles amincissants. Membre de l'association de détaillants américains Big and Tall (traduisez « forts et grands »), la maison peut adapter au goût français les nouveautés de styles et de fibres, surtout pour les poids plume de l'été prochain.

Au niveau de la mode souple et du confort, les modèles d'hiver s'apparentent à ceux du prêt-à-



Mode

CAPEL : blouson allongant à épaules raglan et manches sans couture (pour atténuer la silhouette). La bande élastique du bas est traitée en souplesse, avec bonnetage sous patte aux côtés, les grandes poches à rabat s'ouvrent latéralement, le col chemisier se ferme haut par une glissière. Ce modèle existe en pied-de-poule noir et blanc quadrillé de vert et de jaune Woodmark et en camouflage de brun. Le pantalon en whipcord de laine et polyester est uni ou vert, havane, beige clair ou marron. (575 F et 325 F.)

(Croquis de MARCQ.)

porter, coupés surtout dans des tissus pour supporter la tension soutenue des mouvements. Les pantalons sont entièrement doublés sur le devant pour maintenir le pli en évitant le « pochage » aux genoux. Ils sont finis à la taille par des bandes de caoutchouc qui maintiennent bien la chemise en place.

Bretelles à gogo

Les tenues de sport représentent 20 % des ventes, donnant la vedette au velours coté du garde-chasse et au blouson « allongé », mi-ville, mi-golf. Les coloris composent des harmonies de bleu et de rouge, des caméléons de marron, de chamois ou de gris, toujours relevés d'une touche de couleur plus vive. Et, comme partout, ces tons se marient à ceux des chemises, des chandails et des accessoires.

Les cols et les poignets de chemises s'allongent selon les tailles, avec un choix de deux formes pour les premiers. De fines rayures dans des couleurs assez franches sont éclaircies d'un col blanc parfois à l'anglaise, sous patte, en

popeline de coton mélangée ou non au polyester. Elles sont coupées à fentes latérales, plus longues devant que dans le dos, avec trois longueurs de manches (de 85 à 125 F).

Les bretelles, dont Capel vend quelque deux mille paires dans le seul magasin du boulevard de Sébastopol par saison, varient selon les dessins de 30 à 80 F.

De la ville, passons à la montagne avec Berdy (2), qui inaugure un petit rayon de vêtements de ski en grandes tailles (de 1,85 mètre à 2,10 mètres). Sa clientèle internationale est jeune et sportive, bon nombre d'équipes de football et de rugby débarquant ici avant les grands matches. Ses anoraks anti-glisse vont aussi bien sur les pistes qu'à la campagne, avec leur capuche cachée, leur col de fourrure acrylique, leurs soufflets dans le dos, et leurs poignets et ceintures réglables, à poches multiples.

Il existe en marine foncé et clair, en bleu glacier et en havane, à coordonner avec des salopettes ou des pantalons de velours taillés dans le nouvel Elastiss extensible dans les deux sens dont nous avons déjà parlé. Les anoraks commencent à 450 F et les pantalons sont à partir de 269 F.

NATHALIE MONT-SERVAN.

(1) 74, boulevard de Sébastopol (10e) ; Centre commercial Malesherbes (9e) ; 24, boulevard Malesherbes (9e).
(2) 78, avenue des Ternes, Paris (17e).

Notre nouvelle ligne
Votre nouveau parfum

SHOCKING
YOU

Schiaparelli
PARIS

LE GRAND ALMANACH KEESING 1977

pour la femme moderne

une joie pour l'œil - de la fantaisie - une mine de renseignements - recommandations et conseils - votre beauté, votre santé, celle de votre famille - les premiers soins - les dernières recettes de cocktails, de cuisine - les éphémérides, les horoscopes - des idées de voyages - un calendrier, un agenda - des dessins amusants - images d'autrefois et vues sur l'avenir - de la détente - des jeux - et enfin nos fameux mots croisés L.

Cadeau idéal, cet Almanach offre une année tout entière de plaisirs et de distractions !

KEESING

En vente chez votre marchand de journaux habituel.

PARDESSUS EXCEPTIONNEL

en CACHEMIRE (90 %)

et, DIFFUSION : TED LAPIDUS

Daniel HECHTER

595 F

« STEPHANE » 8, rue d'Avron, 75020 PARIS

Ouvert tous les jours et dimanche matin

CADEAUX

BIJOUX

en pierres fines
colliers - bagues - bracelets

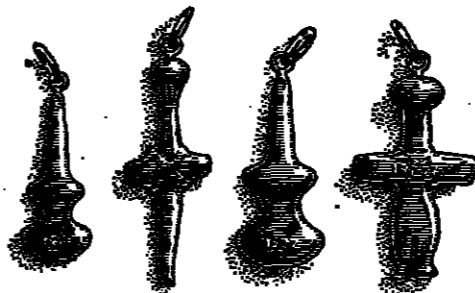
TAILLERIE DE ROYAT

A PARIS

spécialistes depuis 50 ans

8, rue Auber, Paris 9^e - Tél. OPE. 46.26

LES LAMDA DE LALAOUNIS



200 F 250 F 250 F 300 F
or poinçonné 18 carats. Taille réelle.

UNE HEUREUSE ANNEE 1977
avec les idoles-symboles des cyclopes



ilias LALAOUNIS

PARIS - 364, rue St-Honoré
(à la hauteur de la place Vendôme)
Tél. : 261.55.65

JUSTICE

Après le rejet de sa requête en sursis d'exécution

PATRICK HENRY SERA JUGÉ A TROYES

Patrick Henry sera jugé par la cour d'assises de l'Aube pour l'enlèvement et le meurtre du jeune Philippe Bertrand. La chambre criminelle de la cour de cassation, présidée par M. Raoul Combaldi, statuait sur le rapport du conseiller Faivre et les conclusions de M. Ayraud, avocat général, estimant qu'il n'y avait pas de motifs suffisants pour justifier le désaisissement de la cour d'assises de l'Aube pour cause de suspicion légitime comme le souhaitaient les défenseurs.

M. Armand Lyon-Caen, plaident dans l'intérêt de Patrick Henry en faveur du conseil, c'est-à-dire hors de la présence du public, avait fait valoir qu'un certain nombre d'éléments permettaient de penser que la justice pourrait être rendue plus sereinement dans une autre cour d'assises. Les défenseurs ont eu connaissance notamment du fait que le président d'une association ayant pour but de promouvoir la peine de mort avait recueilli dans les rues de la ville de Troyes, une lettre dont le texte est demeuré secret, plus de deux mille signatures de personnes parmi lesquelles pourraient figurer les noms de futurs jurés appelés à juger l'accusé.

Selon M. Lyon-Caen, le risque de trouble au bon fonctionnement de la justice se trouverait en outre accru en raison de la situation du cabinet d'assurances du père de la victime, lequel se trouve juste en face des grilles du palais de justice de Troyes où aura lieu le procès de Patrick Henry.

LES JEUNES AGRESSEURS D'UNE OCTOGÉNAIRE SONT INCARCÉRÉS

M. Jacques Gauhan, premier juge d'instruction à Paris, a fait écrouer trois jeunes gens, Doulet Trémeux, vingt et un ans, manutentionnaire, un adolescent âgé de dix-sept ans et un autre de seize ans et demi, pour meurtre et vol qualifiés. Ils sont accusés d'avoir dévalisé le 24 novembre une femme de quatre-vingt-quatre ans, habitant dans le même quartier qu'eux, 14, rue Bonaparte, à Paris. M. Doulet Trémeux, qui a été condamné à dix ans de prison, a été arrêté par la police de Paris. Les autres deux jeunes gens, qui ont été arrêtés par la police de Paris, ont été incarcérés à la prison de Paris.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

TRANSPORTS

LE GABON SE RETIRE DE LA COMPAGNIE AIR AFRIQUE

Libreville (Reuter). — M. Omar Bongo, chef de l'État gabonais, a annoncé mercredi 1^{er} décembre, au cours d'une allocution radiotélévisée, que son pays quittait la compagnie internationale d'Afrique. « Nous estimons », a-t-il déclaré, « que notre pays n'a plus aucun intérêt à faire partie de la compagnie dite Air Afrique. Notre décision est sans appel ».

Le président Bongo a estimé qu'Air Afrique était sans doute « l'une des compagnies les moins qualifiées du continent », présentant que le Gabon voulait se doter de « sa propre compagnie aérienne de dimension internationale ». Il a précisé que le Gabon avait l'air Afrique, ce qui est en fait une erreur. L'aéroport de Libreville « venait en tête en Afrique en ce qui concerne l'accroissement annuel du trafic » et que le Gabon a des recettes de plus de 25 % des recettes d'Air Afrique.

Dès en juin 1961 du traité de Yaoundé (28 mars 1961), la compagnie de navigation aérienne Air Afrique comprend alors onze pays d'Afrique francophone : Cameroun, République centrafricaine, République du Congo, Côte d'Ivoire, Dahomey (devenu Bénin), Gabon, Haute-Volta, Mauritanie, Niger, Sénégal et Togo. En mars 1968, le Togo adhère à la compagnie. En revanche, le Cameroun ne fait plus partie d'Air Afrique et a été en novembre 1971 sa propre compagnie aérienne, Cameroun Airline. Par le passé, le Gabon avait souvent critiqué le fonctionnement d'Air Afrique, soulignant notamment que ses ressources ne figuraient pas en nombre suffisant parmi le personnel de la compagnie. Libreville obtient la création d'un port de commerce, qui fut confié à un Gabonais. Depuis 1970 le personnel de la compagnie comprend près de 90 % d'Africains.

Corse

● Décision de libération ajournée pour le docteur Simoni. — La commission de l'application des peines de la Santé a examiné jeudi 2 décembre le cas du docteur Edmond Simoni, incarcéré dans cet établissement et susceptible de bénéficier d'une mesure de libération conditionnelle. La décision a été ajournée au 13 janvier 1977.

TOURISME

LE «MÉRIDEN» DE NICE VA-T-IL FERMER SES PORTES ?

(De notre correspondant.)

Nice. — L'hôtel Méridien de Nice va-t-il fermer ses portes un peu plus de deux ans après sa mise en service ? Bâti sur l'emplacement du Ruhl, à l'extrémité de la promenade des Anglais, l'établissement n'a pas, depuis son ouverture, en juillet 1974, de connaître de très sérieuses difficultés financières : son déficit se chiffrait à 20 millions de francs et même si nous ajoutons « complet » chaque jour, a indiqué M. Anthony Vancore, directeur général de l'hôtel, nous resterions à découvert en raison du coût insupportable du loyer, indexé en partie sur le coût de la construction dont il suit les hausses régulières.

Pour les dix premiers mois de 1976, le Méridien a versé à La Réunion, propriétaire des murs, 6 millions de francs. Les recettes de l'établissement se chiffrent, pour la même période, à 17 millions de francs. Or, les experts, la proportion recettes-loyer d'un hôtel de cette catégorie doit se tenir aux environs de 7 % ; ici, elle dépasse 30 %.

« Pour équilibrer notre budget », a encore précisé M. Vancore, « il faut que notre coefficient de remplissage soit de 85 % l'an dernier et de 86 % cette année. Et les prévisions les plus optimistes pour 1977 ne dépassent pas les 70 % ».

Si les conversations en cours avec La Réunion n'aboutissent pas à une réduction du loyer, il est probable que la fermeture sera décidée. D'autres chaînes internationales — Hilton et Inter Continental — auraient été déjà sollicitées pour prendre la relève.

Ile-de-France

● La Courneuve épargnée par l'ouragan A-88. — Le préfet de la Seine-Saint-Denis vient d'annoncer l'abandon du projet de tracé sud de la rocade A-88 sur le territoire des communes de La Courneuve et de Drancy. Cette décision « permettra d'accélérer les travaux pour la définition du tracé nord qui représente moins d'inconvénients, tant sur le plan de l'environnement que sur celui des expropriations », indique un communiqué du préfet.

CATASTROPHES

Alors qu'on décompte une dizaine de morts

La tempête cause des dégâts très importants au réseau téléphonique français

La tempête qui s'est abattue au cours des derniers jours sur la France, plus particulièrement sur les régions du Sud-Ouest et de la côte méditerranéenne, a causé d'importantes dégâts matériels et la mort d'une dizaine de personnes.

A Marseille, un marin algérien, M. Ben Bouabdil, vingt-six ans, a été projeté par une bourrasque dans le bassin du Vieux-Port, où il s'est noyé. A Lunéville, une jeune femme, Mlle Georgette Laucourt, trente ans, a été tuée par la chute d'une cheminée, et quatre personnes ont été blessées de la même façon dans d'autres quartiers de la ville. A Anglet, dans les Pyrénées-Atlantiques, un cyclomotoriste a été tué en heurtant un camion après avoir voulu éviter un deux roues pris du tunnel abattu sur la chaussée. Dans les Landes, de nombreuses routes ont été coupées par la chute d'arbres arrachés par le vent. C'est également le cas en Corse, où le vent a atteint une vitesse de 180 kilomètres à l'heure.

Un chasseur de l'île d'Yeu, la Petite-Poule, a disparu en mer depuis le 1^{er} décembre avec ses cinq membres d'équipage. Les recherches ont été interrompues dans la soirée du 3 décembre.

D'autre part, deux navires grecs se sont échoués sur la côte landaise. Leurs équipages ont pu être secourus et amenés à terre. Dans le port de Marseille, un cargo a rompu ses amarres et a percuté contre un chalutier, qui a coulé. Il n'y a pas eu de victimes.

La tempête a causé des dégâts sans précédent au réseau téléphonique. Plus de quatre cent cinquante réseaux sont isolés. Cinquante mille abonnés sont privés de téléphone et cinq mille poteaux ont été brisés. On estime au secrétariat d'État aux P.T.T. que quinze jours seront nécessaires pour rétablir un service normal.

Les mauvais temps a également sévi en montagne. Des centaines de camions ont été bloqués pendant deux jours près du tunnel du Mont-Blanc en raison d'importantes chutes de neige dans le Val d'Aoste. Les mesures de déneigement prises du côté italien ont permis de rétablir le 3 décembre la circulation sous le tunnel dans le sens France-Italie. Toute circulation est suspendue par les cols du Mont-Cenis, du Petit-Saint-Bernard, du Galibier, de l'Isère, du Cornet-de-Rosend, du Grand Col de la Croix-de-Fer et de la Madeleine.

FAITS DIVERS

LE BANQUIER HENRI HOTTINGUER EST VICTIME D'UNE TENTATIVE D'ENLEVÈMENT

Les premières recherches entreprises par le commissaire divisionnaire Pierre Ottaviani, chef de la brigade criminelle, pour retrouver les agresseurs du banquier Henri Hottinguer, attaqué devant son domicile dans la soirée du 2 décembre, n'ont pas encore donné de résultats.

C'est au moment où il entrerait dans son hôtel particulier du 4, rue de la Baume (8^e), à 19 h 30, que M. Hottinguer a été abordé, dans l'obscurité, par un homme armé. Il réussit à se dégager, mais trois autres malfaiteurs, cherchant à l'entraîner en le frappant à coups de crosse et de matraque.

Devant la résistance et les cris de leur victime, les inconnus finirent par s'enfuir dans une Estafette, abandonnant sur place

une BMW volée qu'ils avaient placée en travers de la chaussée. M. Hottinguer, qui souffre d'une fracture du maxillaire et de nombreux hématomes, a dû être hospitalisé. Il n'a pu donner de ses agresseurs qu'un signalement très vague.

La banque Hottinguer est l'un des plus beaux fleurons de la haute banque parisiennaise, qui comprend également Neufville-Schumberger-Mallet et Vernes. Elle a été fondée en 1877 par Jean-Constant Hottinguer, citoyen suisse naturalisé français par l'empereur Napoléon III, qui fut accorda le titre de baron. Depuis cette date, elle a été présidée par les quatre descendants directs du fondateur.

Elle est aujourd'hui dirigée par le baron Rodolphe Hottinguer, assisté de ses deux fils, Henri et Paul, d'un de leurs cousins germains, Jean-Constant, et du fils de celui-ci, Jean-Philippe.

La banque Hottinguer, société en nom collectif, est une banque de dépôts dont le bilan est un peu inférieur à 500 millions de francs. Elle ne dispose que d'un seul établissement à Paris, 38, rue de Provence, et effectue toutes les opérations de banque avec des clients bien choisis. La banque Hottinguer n'a aucune participation industrielle directe, mais ses dirigeants détiennent de très nombreux postes d'administrateurs dans une constellation de sociétés et d'organismes. Le baron Rodolphe Hottinguer est président de l'Association française des banques depuis 1943 (anciennement A.F.B.), vice-président de la Fédération bancaire française, président de la Caisse d'épargne de Paris, administrateur de Schneider S.A., de Châtillon-Commeny-Buache, des Fonderies de la Vieille-Montagne, de la Compagnie générale d'assurances (du groupe Drouot). Son cousin Jean-Constant est président, entre autres, de la Caisse d'épargne de Paris.

La famille Hottinguer, assise sur une fortune personnelle importante, est liée ainsi à tout l'établissement français et surtout parisien.

A Lyon

DEUX MALFAITEURS S'EMPARENT DE 8 MILLIONS DE FRANCS A LA CAISSE D'ÉPARGNE

Deux malfaiteurs armés qui s'étaient introduits, jeudi après-midi, 2 décembre, dans les locaux centraux de la Caisse d'épargne, rue de la Bourse à Lyon, se sont emparés de 8 119 000 francs. Les deux hommes, vêtus de gabardines claires et de casques de motocyclistes leur masquant le visage, sont passés à l'action pendant un transfert de fonds effectué sans mesures de sécurité spéciales à l'intérieur même de l'établissement, entre les caisses du rez-de-chaussée et la chambre forte du sous-sol.

Les enquêteurs de la police judiciaire lyonnaise, après avoir interrogé l'ensemble du personnel et des témoins, afin de reconstituer le hold-up, sont parvenus, semble-t-il, à la certitude que les deux bandits possédaient des renseignements très précis pour ne pas avoir bénéficié d'une complicité à l'intérieur de l'établissement. Cependant, les interrogatoires menés jusqu'à présent, notamment celui d'un ancien employé, un instant suspecté, puis mis hors de cause, n'ont pas permis de confirmer cette thèse.

CHARLES GALFRE

A PARIS

L'auteur de cinq viols est condamné à dix ans de réclusion criminelle

Les militants du M.L.F. l'ont laissé en paix : Gérard Ghuzel, vingt-quatre ans, cinq viols et six tentatives de viol, entre le 13 février 1975 et le 14 juin suivant, date de son arrestation. N'a rien du phallocrate, sûr de soi et dominateur. Les victimes — un étrange échantillonnage choisi par le hasard, il y avait parmi elles une jeune fille vierge et deux femmes enceintes — l'ont su d'instinct : aucune ne s'est

portée partie civile, aucune n'a prononcé un mot contre lui. Les jurés — six hommes, trois femmes — de la cour d'assises de Paris, présidée par M. André Gressac, ont considéré, quant à eux, que ce « satyre des parkings » avait sa place en prison. Ils ont rendu leur décision après une heure et demie de délibérations : dix années de réclusion criminelle assorties d'un vœu pieux : « La nécessité absolue d'un traitement psychothérapeutique ».

« Ghuzel, avez-vous essayé de réfléchir sur vos actes ? demande le président.

— Pourquoi, à vingt-deux ans, es délinquais en vous des violences ? C'est un effort d'analyse qu'il vous faut faire. C'est vous qui avez les clés de vous-même. Essayez-moi.

— Pourquoi recommenceriez-vous ?

— Mais enfin, défendez-vous », lance un juré.

En deux jours — sept heures d'audience — Gérard Ghuzel ne répondra que deux phrases : « A l'instruction, j'ai fait comme toi, je n'ai pas dit grand-chose. »

« Le mot de la fin pour faire plaisir à son avocat : « Si on m'en donnait la possibilité, je voudrais tout faire pour que cela ne se reproduise pas. »

Par question de compteur sur Gérard Ghuzel pour qu'il fasse un portrait de lui-même. Tout le monde est d'accord à son propos sur cette seule chose : il est renfermé.

Pour le reste, la personnalité est difficile à saisir. L'auteur de l'enquête de moralité passe sans sourcilier de l'éloge « persévérant, souriant, hypocrite » au bon apprenti-bon pâtissier-bon soldat-bon époux.

L'avocat général, M. Yves Thomas, n'ose croire qu'il n'a pas devant les yeux un de ces hommes « auxquels on pense a priori avoir affaire dans ce genre de crime, un de ces immigrés en proie à des tensions et à des tensions plus fortes que la normale ». On a d'ailleurs soupçonné, au cours de l'enquête, un Portugais qui avait, heureusement pour lui, pu s'effacer en passant.

Le président, pour sa part, reconnaît avec étonnement qu'il n'est pas pervers, puisque sa

femme et lui ont vu un ou deux films pornographiques qui les ont plutôt dégoûtés. Quant à sa femme, elle avoue : « Je ne me suis jamais rendu compte de rien. »

Les victimes, elles, semblent avoir compris le jeune homme. Elles racontent toutes la même histoire, comment à Crétet ou à Maisons-Alfort elles se sont trouvées, un soir, en rangs serrés, agrippées à la gorge par ce même garçon brun de 1,70 mètre environ, au visage rond et rouge qui leur disait : « Déshabille-toi ou je rétrécis ! » Comment elles ont été renversées, violées quelques secondes durant ou comment elles se sont débattues. Comment, après l'avoir vu partir, « calmement, les mains dans les poches », elles sont arrivées chez elles, meurtries. Le juré marqué. Comment elles ont appris l'arrestation, les cauchemars, la peur qui ne disparaît pas. Elles ont dit tout cela en respectant instinctivement le serment qu'elles avaient prêté de parler sans haine et sans crainte.

« Quelque chose de déréglé »

« Je ne sais pas si c'est un malade mental, a ajouté l'une d'elles, mais il a certainement quelque chose de déréglé. »

Mais la justice n'a que faire des malades qui ne sont pas des fous au sens de l'article 64 du code pénal. L'expert vient à point, d'ailleurs, conclure seulement à une « un peu plus que légère déviation de la responsabilité », après avoir indiqué que, « en dépit de ses quatre premières années marquées par des troubles convulsifs à tendance épileptique, l'enfant semble guéri depuis 1956 : qu'il est marqué par des traits neurotiques obsessionnels très banaux qui constituent une défense contre une intériorité profonde, l'enfant rencontre chez les individus souffrant d'une carence paternelle et il a été élevé par son beau-

FRANÇOISE BERGER.

Le « contrôle » du boulevard de la Chapelle

UN POLICIER EST INCUPE DE « VIOLENCES VOLONTAIRES PAR AGENT DE LA FORCE PUBLIQUE »

Le brigadier Bernard Bronchard, âgé de quarante et un ans, sera inculpé ce samedi pour « violences volontaires par agent de la force publique », a-t-on appris vendredi 3 décembre au parquet. Le parquet du tribunal de Paris en effet, requis l'ouverture d'une information judiciaire, dont l'instruction a été confiée à M. Hubert Pinasseau. Elle fait suite aux conclusions de l'enquête de l'Inspection générale des services (I.G.S.), concernant les agissements de quatre policiers, dont le brigadier Bronchard, dans la nuit de dimanche à lundi dernier, boulevard de la Chapelle.

Cette nuit-là, pour punir des jeunes gens qui circulaient à deux, sans casque, sur la même vélomoteur, les policiers les avaient fait courir derrière leur véhicule. Or, les avoir attachés aux portières à l'aide de menottes.

En marge du rapt de M. Hazan

LE PROCÈS EN DIFFAMATION DE M. ALAIN ROBERT CONTRE « LIBÉRATION »

La dix-septième chambre correctionnelle de Paris s'est prononcée le 3 décembre sur l'instance en diffamation engagée par M. Alain Robert, secrétaire national du Parti des forces nouvelles (P.F.N.), contre Mme Zina Roubah, directrice de Libération, pour un article du 12 janvier 1976 (Le Monde du 14 novembre).

Cet article, laissant entendre que l'enlèvement de M. Louis Hazan, président-directeur général de la société Phonogram, avec demande de rançon, était une opération réalisée par le P.F.N., mentionne que M. Robert n'avait pas été inculpé mais avait néanmoins été entendu par la police.

Le tribunal a estimé que ce terme « enlèvement » [...] placé tout de suite après l'indication de l'existence d'inculpation implique une restriction de la part du rédacteur [...].

Mme Roubah, en conséquence, a été condamnée à 1 200 francs d'amende et à 2 000 francs de dommages et intérêts.

La dix-septième chambre a décidé en revanche de s'en tenir à statuer sur les actions intentées par M. Alain Robert, détenteur aux directeurs de l'Aurore, du Parisien libéré, du Point et du Nouvel Observateur pour des articles le mettant en cause au sujet de cette affaire.

TENNIS DE TABLE. — Le Hongrois a obtenu les deux titres par équipe (masculin et féminin) des Internationaux de France, qui se disputent à Paris les 4 et 5 décembre. En finale, les Hongrois ont battu les Yougoslaves, et les Hongroises les Anglaises.

BASKET-BALL. — Lyon et Nice ont fait match nul (76 à 74). Villeurbanne a battu Bagnole (95-93), au terme de deux matches comptant pour la troisième journée du championnat de France.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

COLLOQUES ET CONGRÈS

Comment économiser les matières premières ?

Bien des choses intéressantes et parfois explosives se sont dites au cours de la réunion internationale d'experts organisée par la Délégation d'économie des matières premières, représentée par son secrétaire permanent, M. Michel Clamen.

D'accord sur le fait qu'il n'y aura pas de risque de pénurie physique de matières premières dans les cinq années à venir, grâce aux substitutions possibles — le cuivre étant remplacé, par exemple, par l'aluminium pour les fils électriques et par le plastique pour les tuyaux par exemple — les participants ont souligné que les matières premières sont des dérivés d'énergie plus qu'il n'est pour les extraire, les transporter, les transformer. Un bilan global devrait être dressé à cet égard par chaque pays, en fonction de ses besoins et de ses ressources.

avec le concours de l'association internationale Futuribles. Parmi ces experts réunis pour la première fois à un niveau aussi élevé, figuraient M. Szary, ministre polonais pour les économies de matériaux, et M. Rees, sénateur de Californie.

M. Jean Matouk, professeur à Montpellier, a noté le caractère « suicidaire » d'une augmentation toujours croissante des exportations, dénotant, entre autres, la véritable « obsession d'exporter » de la France, alimentée par le déséquilibre permanent du commerce de notre pays et l'atmosphère ambiante de compétition avec l'Allemagne fédérale.

Tous les pays industriels fabriquent les mêmes produits et ont des consommations identiques, a souligné M. Matouk. La hantise de la concurrence ne peut donc être que

croissante, constituant en outre un facteur d'amplification des crises dans le monde. Il a proposé une « crise impulsive » basée plus sur une diminution des importations que sur une augmentation des exportations.

Mieux récupérer les matières premières, c'est les recycler ; mieux les utiliser, c'est lutter contre la gaspillage et recourir à la substitution chaque fois que c'est possible. D'accord sur cela aussi, les participants ont posé le problème de savoir qui décide. La voie personnelle qui consiste à mobiliser l'opinion publique à la faveur d'une crise a ses limites : une fois la crise passée, les masses reviennent rapidement à leurs habitudes. Ce sont celles-ci qu'il convient finalement de transformer.

M. d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, a préconisé, en clôture, de modifier les modes de fabrication, d'alléger les quantités utilisées, d'accroître la durée de vie des biens, bref, d'entreprendre une véritable mutation de technologies et de méthodes. Cela nécessite de vaincre des préjugés, de toucher à des intérêts. M. Szary a indiqué de son côté, qu'une diminution de consommation des matières premières de l'ordre de 1% correspondait, pour la Pologne, à une augmentation de 3% à 4% du revenu national. Trente ans d'expansion à tout prix ne nous avaient guère habitués à méditer cet aspect de la question.

FRANÇOIS RENARD.

PRIX

Les entreprises industrielles retrouveront leur liberté si elles souscrivent des engagements de modération

Au cours de la réunion du comité des prix du 3 décembre, M. Claude Villain a exposé les grandes lignes du régime qui s'appliquera le 1^{er} janvier, quand le blocage des prix aura pris fin.

Les indications fournies par le directeur des prix sont conformes à celles que nous avions annoncées (le Monde du 2 décembre). Résumons-les : la règle sera le retour à la liberté de fixation des tarifs, avec, toutefois, une menace pour le secteur des services qui pourrait rester bloqué quelques mois de plus si les fortes hausses de ces derniers mois se prolongent.

Le retour à la liberté ne sera pas automatique. Il devra être « agréé » par la puissance publique, qui ne donnera son accord que si la branche professionnelle s'engage à ne pas dépasser un pourcentage de hausse raisonnable pour 1977. Par conséquent il faut entendre compatible avec la norme globale de 6,5 % fixée par M. Barre pour l'ensemble des prix de détail pour l'année prochaine. Compte tenu des différences de productivité, les hausses maximales devront être de 5,5 % (en moyenne) pour l'industrie, de 6,5 % pour les

tarifs publics et l'ensemble des services, de 7 % pour les prix alimentaires. Les engagements signés par les branches professionnelles seront individuellement chaque entreprise.

Si l'engagement n'était pas accordé (proportion excessive de hausse), la branche concernée serait remise sous le régime du contrôle administratif, qui veut qu'aucune hausse ne puisse intervenir sans autorisation préalable. Mais, dans ce cas, les entreprises de la branche pourraient souscrire individuellement un engagement de modération avec l'Etat, pour bénéficier ainsi du retour à la liberté. Tous les engagements seront publiés au Bulletin officiel des services des prix, qui n'en sera toutefois pas le contenu. Ils pourront être consultés dans le détail au Service des prix, quai Branly, à Paris. Certains prévoient notamment un étalement dans le temps de la hausse pour 1977, afin d'éviter que toutes les professions ne relèvent leurs prix d'un coup. Ainsi, l'automobile, qui ne recevra d'augmentation que pour une hausse totale de 5 % environ (l'accord n'est pas encore conclu), ne pourra pas augmenter ses prix avant juillet, et alors de 2,5 % seulement. Les engagements de modération ne seront pas exigés des firmes employant moins de vingt salariés.

Pour le commerce, la règle de maintien de la marge en valeur relative année sur année sera reprise. Pour les importateurs, le blocage des marges en valeur absolue sera supprimé. Les coefficients multiplicateurs, qui permettaient à l'administration de fixer autoritairement la marge du commerçant, seront moins nombreux. Maintenus pour l'alimentation et la chaussure, ils seront abandonnés pour le textile. Pour les « services », le régime des conventions Etat-profession sera repris.

L'humanité résine ainsi, dans son numéro de samedi, le régime qui s'appliquera en janvier : « Les patrons paieront : Giscard libère leurs prix. La commission est terminée. » Notons que la hausse de 30 à 37,5 % du taux normal de la TVA, qui interviendra le 2 janvier prochain, donnera lieu à des arrêtés pour chaque article. Ces arrêtés seront publiés au B.O.S.P., afin de rendre obligatoire la base de 3 % qui en résulte sur les produits ou services concernés.

CONFLITS ET REVENDEICATIONS

PERTURBATIONS

DANS LE TRAFIC DU MÉTRO MERCREDI 8 DÉCEMBRE

Les syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et autonomes de la R.A.T.P. appellent l'ensemble du personnel à une série d'arrêts de travail de dix minutes, le mercredi 8 décembre, en dehors des heures de grande affluence. Ils protestent contre la décision de la direction de « sanctionner le personnel des stations Nation et Porte Dauphine qui avait récemment débrayé à la suite d'une agression ».

À Paris, les postiers F.O. feront des mouvements de grève dans les centres de tri et les services ambulants du 14 au 19 décembre. Ils réclament une prime de sujétion.

Enfin, les représentants des organisations de fonctionnaires C.G.T. et C.F.D.T. ont décidé le 3 décembre d'organiser une campagne d'action et d'information du 13 au 18 décembre. Un meeting aura lieu à la Bourse du travail de Paris le 14. Les autres syndicats de fonctionnaires ne se réuniront qu'après le 10 décembre pour fixer leur attitude.

GREVE AU PORT DE DUNKERQUE. — Toutes les opérations de chargement ou de déchargement des navires de commerce sont paralysées jusqu'à lundi matin par le mouvement de grève entraînant le trafic de voyageurs et le transport des liquides en vrac (surtout pétroliers) sont éparpillés. Sur l'initiative de C.G.T. les grévistes s'étaient opposés au licenciement d'un ouvrier d'Usinor et la mise à pied d'un autre salarié.

GREVE DES REPARATEURS DU FRANCE AU HAVRE. — Au Havre, la grève des ouvriers caréniers qui bloque le paquebot France, depuis le 27 novembre, se poursuit. Les revendications des ouvriers havrais sont essentiellement salariales. — (Corresp.)

CONJONCTURE

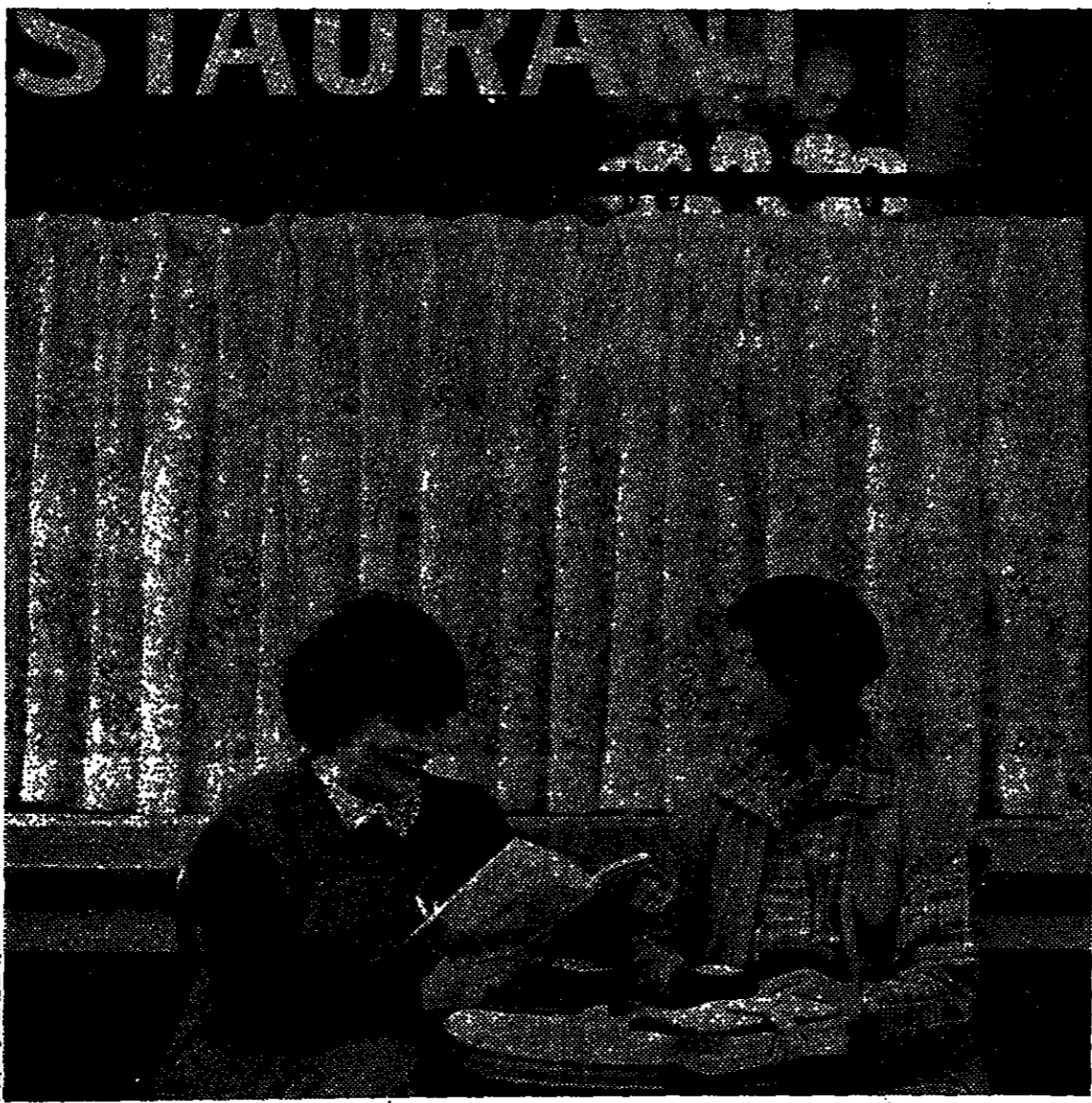
LES COMMERÇANTS PRÉVOIENT UNE ACTIVITÉ MÉDIocre ET DES HAUSSES DE PRIX TRÈS MODÉRÉES

« Les perspectives générales d'activité commerciale se sont sensiblement détériorées dans la profession, entre septembre et novembre. Ce pessimisme, qui est maintenant, en début de saison, en dépit des bons niveaux d'activité enregistrés à la rentrée, entraîne une baisse des intentions de commandes, qui sont maintenant inférieures à la normale », écrit l'INSEE (Institut de la statistique) dans sa dernière analyse de conjoncture. L'INSEE ajoute : « Les commerçants s'attendent, en début de saison, à une sensible accélération des augmentations de prix : ils prévoient à présent un retour à des hausses très modérées. »

En ce qui concerne le commerce de détail, l'INSEE écrit : « Les

ventes de produits alimentaires, qui étaient situées à des niveaux particulièrement élevés au cours de l'été, ont fléchi en septembre-octobre : leur niveau est jugé nettement inférieur à la normale. Les commerçants n'ont pas réduit leur approvisionnement en proportion des ventes et leurs stocks se sont reconstruits. Leurs intentions de commandes, qui avaient baissé en septembre, sont restées moyennes en début novembre. »

« Les hausses de prix, qui avaient été très fortes au cours de l'été, se sont ralenties en septembre-octobre : si l'on en juge d'après les prévisions des détaillants, elles pourraient redevenir très modérées au cours des prochains mois. »



En suivant les cours de formation d'IBM utilisateurs et membres d'IBM accèdent au même niveau de compétence.

Chaque année, 65 000 Français suivent les stages de formation d'IBM France.

IBM. Tout le monde sait ce que nous faisons mais certains ignorent qui nous sommes.

IBM

SYNDICATS

La C.F.D.T. adopte un plan de travail de trois ans

Le bureau national de la C.F.D.T. a approuvé, le 3 décembre, à l'unanimité, un plan de travail d'ensemble sur trois années. Il porte sur trois thèmes essentiels : l'approfondissement des pratiques syndicales, la préparation de 1978 (rôle de la confédération en cas de victoire de la gauche en vue d'obtenir les transformations structurelles qui mèneront au socialisme autogestionnaire) et renforcement de la C.F.D.T. pour la rendre plus forte, plus cohérente.

« L'absence de divergences sérieuses, en substance, montre que nous avons eu raison de demander à notre organisation de se ressaisir », dit notamment M. Maire, en affirmant que les problèmes de démocratie interne (notamment dit les conflits avec les gauchistes) avaient tenu peu de place dans les débats. La décision du bureau au sujet du soutien donné par l'Union de la Gironde aux comités de soldats ne sera rendue publique qu'après avoir été transmise à l'intéressé.

M. BUIH (C.G.T.) : la C.F.D.T. freine l'action.

Le congrès des cheminots C.G.T. s'est terminé le 3 décembre, à Montreuil, par l'adoption d'un projet de démocratisation de la S.N.C.F. Pour les huit cents délégués, la « victoire de la gauche » est imminente, mais, a souligné M. Georges Lazou, nouveau secrétaire général qui succède à M. Charles Massadour (attenué par l'âge de la retraite), il faut « lutter dès maintenant pour les revendications de l'ensemble des cheminots ».

M. René Buih, secrétaire confédéral des relations avec la C.F.D.T., a déclaré que « les difficultés d'action résident notamment dans une espèce d'attitude des militants et de M. Edmond Mérieux, une volonté maladroite d'affirmer sa personnalité et surtout un problème de fond de notre politique ».

SELON M. DENIS HEALRY, chancelier de l'Ébénier, le Fonds monétaire international ne cherche pas à imposer une déflation massive à la Grande-Bretagne pour lui accorder un nouveau crédit.

Dans l'immédiat, la C.F.D.T. estime dangereux d'attendre l'évolution du régime capitaliste. Au contraire, l'action qu'elle doit mener la convie à la convergence entre les organisations syndicales et les forces de gauche. M. Maire veut donner une nouvelle dynamique à l'union des forces populaires.

Il faudra une action de longue haleine pour mettre en échec le plan Barre. L'emploi, problème majeur, estiment les cégétistes, nécessite une réduction massive de la durée du travail pour « passer le moins mal possible l'année 1977 ». La C.F.D.T. veut préparer une offensive décisive, en ce sens, pour février prochain, en accord avec la C.G.T.

D'autre part, la C.F.D.T. établira pour le printemps prochain un programme revendicatif conçu, pour l'ensemble, en fonction de changements politiques en faveur de la gauche, mais dont certains points pourraient recevoir satisfaction dans les plus brefs délais.

D'ici là, la C.F.D.T. estime que certains conflits localisés pourraient susciter des actions de harcèlement répressives, qui pourraient être prétextes aux grèves illimitées ou aux journées d'action généralisées.

Les contacts se poursuivent avec la C.G.T. pour la coordination des initiatives. Cependant, aucun projet d'envergure ne paraît très prévisible pour la première quinzaine de décembre, période encore utilisable d'ici la fin de l'année.

M. SÉGUIY : pas d'initiatives inconsidérées

Est-ce cette analyse qui a conduit M. Buih, secrétaire confédéral de la C.G.T., à accuser la C.F.D.T. de freiner l'action ? M. Maire a refusé toute polémique sur ce point.

« Rarement la situation sociale aura été aussi bloquée », a déclaré de son côté le 3 décembre, à Marseille, M. Georges Séguin, mais estime-t-il, les nostalgiques d'une coalition de droite feraient un mauvais calcul en espérant, à l'occasion d'un conflit du travail généralisé, et déstabiliser, récupérer une masse d'électeurs prêts à basculer à gauche : « La C.G.T. ne prendra pas d'initiatives inconsidérées, qui pourraient troubler la sérénité des consultations électorales à venir. » — J. R.

هكذا من الأصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. EUROPE
 - « Un an de république sociale en Laos » (III), par Patrice de Buer.
4. ASIE
 - « Un an de république sociale en Laos » (III), par Patrice de Buer.
5. CHINE : M. Huang Hua, nouveau ministre des affaires étrangères.
6. LES BANQUES EN ASIE
7. PROCHE-ORIENT
 - LIBAN : la force arabe de dissension éprouve des difficultés à collecter les armes des deux camps.
10. AFRIQUE
11. EDUCATION
11. RELIGION
11. ARMÉE
11. PRESSE
- 12-13. POLITIQUE
- 14 à 16. ARTS ET SPECTACLES
 - DANSE : le Molière imaginaire de Maurice Béjart.

LE MONDE AUJOURD'HUI

- Pages 17 à 24
- Au fil de la semaine : La vie, l'actualité, par Pierre Villanar-Ponté.
 - La vie aux champs : La plume et le trait, par Jean Tallemaire.
 - Lettre de Tainan, par Philippe Foa.
 - La géographie, par Maurice Le Lannou.
 - RADIO-TELEVISION : Le prix Italia sur FR 3, par Catherine Rumbolt. Débats sur des images au Sénat, par Roland Cayrol.
 - L'été à Lille, par Claire Devier.

LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

- Pages 25 à 34
- Les vacances s'annoncent aussi le dimanche.
 - Assembler soi-même ses vacances.
 - Plaisirs de la table : Un livre sur le vin, par Philippe Foa.
 - Malaga ; Mode ; Jeux ; Philatélie.

35. SPORTS
35. EQUIPEMENT ET REGIONS
35. JUSTICE
- 36-37. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE
 - MARCHÉ COMMUN : les consommateurs européens à l'élaboration de la politique économique de la C.E.E.
38. LA SEMAINE FINANCIERE

LIRE EGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (19 à 22)
- Annonceur classé (38) : Carat (14) ; Informations pratiques (24) ; e Journal officiel (24) ; Lettre (24) ; Météorologie (24) ; Mots croisés (24).

Le Monde de l'éducation

LES ENFANTS ET LES LIVRES

Après les programmes de l'année scolaire 1976-1977, découvrez chez **FRANKLIN 2000** le **SR 60** **UN CALCULATEUR CONVERSATIONNEL**. Le plus ergonomique et ordonné.

- Dialogue interactif avec l'utilisateur.
- 400 programmes (notamment 400 programmes de base et 400 programmes de base).
- 40 mémoires (notamment 40 mémoires de base et 40 mémoires de base).
- Lecteur de cartes magnétiques.
- En option : imprimante, machine à écrire, table de calcul.

FRANKLIN 2000 Montparnasse 8 Rue de l'Arrivée 75015 PARIS 548-32.60

FRANKLIN 2000 Châteaubourg 51 Rue de la République 75011 PARIS 548-32.60

FRANKLIN 2000 La Défense 15 Rue de la Défense 92400 La Défense 754-32.60

FRANKLIN 2000 Le Havre 15 Rue de la République 76600 Le Havre 754-32.60

FRANKLIN 2000 Lille 15 Rue de la République 59000 Lille 754-32.60

FRANKLIN 2000 Lyon 15 Rue de la République 69000 Lyon 754-32.60

FRANKLIN 2000 Marseille 15 Rue de la République 13000 Marseille 754-32.60

FRANKLIN 2000 Nantes 15 Rue de la République 44000 Nantes 754-32.60

FRANKLIN 2000 Nice 15 Rue de la République 06000 Nice 754-32.60

FRANKLIN 2000 Paris 15 Rue de la République 75000 Paris 754-32.60

FRANKLIN 2000 Strasbourg 15 Rue de la République 67000 Strasbourg 754-32.60

FRANKLIN 2000 Toulouse 15 Rue de la République 31000 Toulouse 754-32.60

FRANKLIN 2000 Valenciennes 15 Rue de la République 59000 Valenciennes 754-32.60

FRANKLIN 2000 Versailles 15 Rue de la République 78000 Versailles 754-32.60

FRANKLIN 2000 Yverdon 15 Rue de la République 1600 Yverdon 754-32.60

En République Centrafricaine LE MARÉCHAL BOKASSA DEVIENT « EMPEREUR »

N'Djamena (A.F.P.). — Le Maréchal Jean-Bédel Bokassa, chef de l'armée centrafricaine, a été proclamé « empereur » par un référendum tenu le 21 décembre. Le maréchal Bokassa a été proclamé « empereur » par un référendum tenu le 21 décembre. Le maréchal Bokassa a été proclamé « empereur » par un référendum tenu le 21 décembre.

LE CLUB DE DAKAR PRÉCONISE L'INSTAURATION D'UN IMPOT MONDIAL DE SOLIDARITE

Réuni à Abidjan depuis le 20 novembre, le club de Dakar, qui groupe en nombre égal des personnalités du tiers-monde (notamment des ministres africains) et des chefs d'entreprise européens, a tenu ses travaux le 21 décembre par l'adoption d'une charte de coopération industrielle et d'une déclaration sur la coopération globale. La charte prévoit le développement en priorité de dix industries dans les pays du tiers-monde (le Monde du 30 novembre).

Le club préconise d'autre part que l'aide publique gratuite des pays industriels aux pays en voie de développement soit portée à 1 % de leur produit national dans un délai de cinq ans, et propose pour mieux assurer la pérennité de cette aide et de sa progression, qu'elle « repose au moins pour partie sur des prérogatives à caractère économique effectuées sur une assiette appropriée, telle que la valeur ajoutée. »

Cet impôt mondial de solidarité estime le club, apparaît comme une solution concrète et efficace aux problèmes de développement des pays en voie de développement.

UN LIBÉRAL EST NOMMÉ MAIRE DE BARCELONE

(De notre correspondant.)

Madrid. — M. José María Sotoca, élu maire de Barcelone, le 3 décembre, est un libéral. Il a été élu maire de Barcelone, le 3 décembre, et a été élu maire de Barcelone, le 3 décembre. M. Sotoca a été élu maire de Barcelone, le 3 décembre, et a été élu maire de Barcelone, le 3 décembre.

Le nouveau maire est connu pour son esprit libéral. Pendant son bref passage au secrétariat général des syndicats officiels, ses déclarations sur la nécessité de la réforme syndicale avaient provoqué un malaise dans les rangs du mouvement syndicaliste. Le 3 décembre, après que le conseil des ministres ait annoncé sa nomination, il a déclaré à la télévision : « Je crois que je serai le dernier maire de Barcelone désigné. Je suis intimement convaincu de ce que les Barcelonnais doivent être des démocrates et de leur caractère démocratique. »

— J.-A. N.

DEPUIS 1938 RASOIRS électriques... RÉPARATIONS IMMÉDIATES

COUTELLERIE - BROUSSE ELECTRO-MÉNAGER CADEAUX - GADGETS UTILITÉS

DIDIER-NEVEUR 33, Rue de Valenciennes - Tél. : 541.61.70 20, Rue de la Paix - PARIS

actuellement : les cabans à doublures matelassées !

prêt-à-porter sportswear chemiserie

mac orley 80, RUE SAINT LAZARE au 107, le parking "lambert" gratuit pendant 1 heure.

Dans les départements Les partis de gauche vont dénoncer ensemble le plan Barre

Le comité de liaison des partis signataires du programme commun, qui a siégé jeudi 2 décembre, a adopté un communiqué indiquant : « Tandis que le plan Giscard-Barre est incapable d'apporter des solutions et d'apaiser la crise, la volonté de changement grandit dans l'ensemble des couches sociales qui subissent l'austérité. »

La politique préconisée par le programme commun de gouvernement suscite de plus en plus d'espérance.

Dans l'esprit de leurs prises de position antérieures, pour exprimer le mécontentement des Français et leur aspiration au changement, les trois partis appartiennent à la gauche de l'Union de la gauche ont décidé de manifester cette volonté. Des conférences de presse communes des trois partis se tiendront, dans le sillage du 13 au 18 décembre, au chef-lieu de chaque département, sur la situation économique et sociale et les solutions du programme commun.

Le 4 décembre cette réunion, M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du P.C.F., a précisé que son parti avait préconisé des manifestations et des rassemblements dans trente à quarante villes afin de prolonger la journée nationale contre le plan Barre organisée le 7 octobre dernier. Il a ajouté : « Nos partenaires ont décidé de s'en tenir strictement à l'idée d'organiser des manifestations de masse au plan de chaque département. Bien que cette initiative ne nous paraît pas se situer au niveau des manifestations de masse, nous avons décidé de l'accepter. »

Le but recherché par les dirigeants des formations de gauche est d'offrir à leurs militants un lieu de rassemblement commun destiné à éviter que les rapports entre les formations signataires du programme commun ne se limitent à la concurrence et à la rivalité pour la préparation des élections municipales. Ce sujet n'a d'ailleurs pas été évoqué jeudi.

À la demande des radicaux de gauche, une rencontre « au sonnet » des dirigeants de l'Union de la gauche a été envisagée.

POLEMIQUE ENTRE MM. PONIATOWSKI ET JUQUIN SUR L'INFORMATIQUE

Vendredi 3 décembre, à l'Assemblée nationale, lors de la présidence de M. Ducloux (P.C.), au cours de la séance consacrée aux questions relatives à l'informatique, M. Juquin (P.C.), ministre de l'Intérieur, a déclaré : « Acceptez-vous de donner aux députés la liste des ordinateurs en service dans les ministères de l'Intérieur et de la Justice et la liste des ordinateurs en service dans les ministères de l'Intérieur et de la Justice ? »

M. Poniatowski (P.C.), ministre de l'Intérieur, a répondu : « Le ministre de l'Intérieur s'est toujours abstenu de donner la liste des ordinateurs en service dans les ministères de l'Intérieur et de la Justice. C'est pourquoi je souhaite un vote rapide du projet de loi relatif à l'informatique et aux libertés. »

Représentant la parole, M. Juquin a déclaré : « L'opposition de gauche est classée : au lieu de répondre à ma question, vous avez critiqué l'utilisation de l'informatique par les collectivités locales. Sans couvrir de votre silence les ministères administratifs par l'union de la gauche, vous avez en réalité contesté les libertés communales. Ce que nous cherchons, c'est de faciliter la tâche de l'Etat sur l'informatique municipale. »

M. Poniatowski a alors déclaré : « L'Assemblée nationale, en réponse à une question de M. Juquin (P.C.), les activités de la police (Sécurité de l'Etat et d'information nationale), créées en 1971 par le P.C.F. (le Monde du 3 novembre). Le ministre de l'Intérieur a donné deux exemples d'utilisation de fichiers : « Les fichiers de listes de noms et d'adresses établies par ordinateur. Ces listes concernaient l'union des communistes, l'union des habitants, l'union des habitants, l'union des habitants. »

M. Poniatowski a alors déclaré : « L'Assemblée nationale, en réponse à une question de M. Juquin (P.C.), les activités de la police (Sécurité de l'Etat et d'information nationale), créées en 1971 par le P.C.F. (le Monde du 3 novembre). Le ministre de l'Intérieur a donné deux exemples d'utilisation de fichiers : « Les fichiers de listes de noms et d'adresses établies par ordinateur. Ces listes concernaient l'union des communistes, l'union des habitants, l'union des habitants, l'union des habitants. »

La Pravda : le passé du P.S.

Dans la Pravda du vendredi 3 décembre, M. Giscard d'Estaing, l'un des principaux commentateurs du journal, traite de la situation politique en France. S'il approuve l'union de la gauche, il s'oppose à l'union de la gauche. Il rappelle au P.C.F. son rôle d'avant-garde de la classe ouvrière et estime que le P.C.F. a été trahi par la gauche. M. Rattiani revient sur l'histoire du mouvement ouvrier en France et note que de nombreux dirigeants socialistes ont refusé d'accepter la caractéristique de la base scientifique du socialisme et sa réalisation concrète, c'est-à-dire en U.R.S.S.

Par contre, ajoute M. Rattiani, toutes ces années, les communistes ont été fidèles à l'enseignement marxiste-léniniste, ont défendu l'indépendance nationale et leur force principale pour être à l'avant-garde de la classe ouvrière.

M. Rattiani vient de faire un séjour à Paris, constatant que la bipolarisation de la politique française entre la droite et la gauche n'est qu'une crise de politique intérieure.

« De plus en plus de Français, affirme-t-il, ne voient pas d'autre issue à cette crise que de profondes changements de structures qui ouvriront la voie à des réformes socialistes. Il estime que le programme commun mis au point entre les partis communiste et socialiste français « constitue une nouvelle étape vers ces changements. »

M. DUCRAY ABANDONNE SES RESPONSABILITES AU SECRETARIAT NATIONAL DES R.I.

M. Gérard Ducray, ancien secrétaire d'Etat, ancien député républicain indépendant du Rhône, a démissionné le 2 décembre des fonctions qu'il occupait au secrétariat national de la Fédération nationale des républicains indépendants (depuis juillet 1975 il était chargé de la préparation des élections municipales). M. Ducray avait été battu le 21 novembre dernier, lors du deuxième tour de l'élection législative partielle dans la dixième circonscription du Rhône par M. Gérard Pons (P.S.). Il a annoncé qu'il allait reprendre les activités administratives de M. Chirac.

BEGUES rééducation rapide à tout âge

Pr. M. BAUDET - 185, bd Wilson 33200 BORDEAUX

actuellement : les cabans à doublures matelassées !

prêt-à-porter sportswear chemiserie

mac orley 80, RUE SAINT LAZARE au 107, le parking "lambert" gratuit pendant 1 heure.

La journée d'études du Mouvement national des élus locaux

Le premier ministre repousse la « mauvaise solution des subventions »

Le Mouvement national des élus locaux, qui regroupe principalement des maires et des conseillers généraux et municipaux, a tenu une journée d'études consacrée à l'examen du rapport de M. Giscard d'Estaing sur la réforme des collectivités locales et à l'élaboration du manifeste municipal du M.N.E.L. (le Monde des 3-4 octobre et 10 décembre).

M. Pierre Carous, sénateur U.D.R. du Nord et maire de Valenciennes, président du Mouvement, a souligné, à l'ouverture des travaux : « Les collectivités locales ont obtenu un tournant de leur histoire. »

M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, a répondu devant la commission des communes rurales du M.N.E.L. aux inquiétudes, dont son président, M. Jacques Pelletier, sénateur (Gauche démocratique) et président du conseil général de l'Aisne, était fait l'interprète à propos du sort réservé à certaines dispositions du rapport de M. Giscard d'Estaing. Le ministre d'Etat a déclaré : « Ce rapport est un rapport d'urgence, qui s'engage en aucune manière le gouvernement, même si un de ces experts en est aujourd'hui membre, contient beaucoup de propositions intéressantes, mais nous n'avons pas plus que les autres le droit de nous en faire une idée préconçue, nous nous en ferons une idée à l'usage de nos associations d'élus locaux. Un vaste débat sera engagé avec les maires et les conseillers départementaux de janvier à juin prochain, un projet de réforme sera déposé devant le Parlement à l'automne 1977. »

En début d'après-midi, M. Raymond Barre a évoqué les difficultés financières des communes et des départements. Il a déclaré : « Une bien mauvaise solution serait de développer purement et simplement l'aide de l'Etat en collectivité locale, par la voie de subventions plus importantes mais accordées au coup par coup. Une telle solution aurait pour effet d'encourager à la fois la passivité — « l'Etat paiera » — et l'agressivité — « payer » — comme si l'Etat n'était pas celui de tous et comme si l'on pouvait oublier le vieux et sage principe selon lequel « qui paie commande ». Une telle solution de détermination des charges qui incombent à l'Etat — et qui, manifestement, concernent la nation de son ensemble — et les charges qui incombent aux collectivités locales. »

LA C.G.T. COMMENTE SEVEREMENT LA VISITE-ECLAIR DE M. GISCARD D'ESTAING CHEZ RENAULT (Douai)

(De notre correspondant.)

Lille. — De retour de Lille, M. Giscard d'Estaing, avant de regagner Paris, a visité, le 2 décembre, l'usine Renault de Douai, mercredi après-midi, 1er décembre, l'usine Renault de Douai. Le chef de l'Etat a parcouru les chaînes de montage, interrogé plusieurs ouvriers sur les conditions de leur travail (le Monde du 3 décembre).

Le secret de cette visite avait été bien gardé. Quand ils apprirent la nouvelle, alors que le président arrivait, les délégués syndicaux de la C.G.T. ont déclaré : « Nous sommes prêts à faire toutes les concessions, à tout, mais nous ne transigerons pas sur le choix de M. de Malraux. » Celui-ci a estimé, vendredi sur TF1, que le maire doit pas être un membre du gouvernement et que « le P.C. doit s'efforcer par rapport à l'Etat. »

Le comité de Paris de la C.G.T. (jeunes giscardiens) a dénoncé la candidature de M. de Malraux après l'arbitrage rendu par le premier ministre en faveur de M. Orlano, et réaffirmé son appui entier à son ministre, l'industrie et de la recherche, le bureau de la commission exécutive du M.S.P. (mouvement de solidarité des socialistes) a soutenu aussi son soutien à M. Orlano.

Enfin, M. Bertrand de Malraux, président du groupe R.I. au Conseil des ministres, a déclaré : « Le conseil politique de la F.N.R. soutient unanimement la candidature de M. Orlano, et c'est une attitude de la majorité. »

UNE PERSONNE TUÉE ET TROIS AUTRES BLESSEES PAR UN « CAMION FOU »

Une personne a été tuée et trois autres blessées, lors d'un accident qui s'est produit vendredi après-midi, 2 décembre, rue de Belleville, à Paris (19), et qui aurait pu avoir des conséquences encore plus graves. Cet accident est survenu après que le conducteur d'un camion citerne qui effectuait des livraisons dans le quartier ait arrêté son véhicule, en double file, rue de Belleville, à hauteur du métro Pyrénées, pour demander un renseignement à un passant.

Freiné mal bloqué, on défilait le camion-citerne, appartenant à la société Autar, et rempli de 12 000 litres d'essence, s'ébranla et dévala à une allure de plus en plus rapide la rue de Belleville, en direction de l'avenue de la République. Le camion a été arrêté par un feu rouge et a heurté un camion-citerne qui se trouvait en stationnement, le camion-citerne finissant par rouler sur le toit du camion-citerne, à une hauteur de 12 mètres, et a heurté un camion-citerne qui se trouvait en stationnement, le camion-citerne finissant par rouler sur le toit du camion-citerne, à une hauteur de 12 mètres, et a heurté un camion-citerne qui se trouvait en stationnement, le camion-citerne finissant par rouler sur le toit du camion-citerne, à une hauteur de 12 mètres.

NOUVELLES BRÈVES

- Les troupes rhodésiennes ont lancé une attaque soutenue par l'aviation contre une station de communications m.o.s.a.m. blesée, près de Chikwanga, à 80 kilomètres de la frontière, a annoncé samedi 4 décembre le radio de Maputo, captée à Johannesburg.
- Le Groupe d'action et de propositions, qui réunit autour de trois secrétaires d'Etat, M.M. Barrot (C.D.S.), Solson (R.I.) et Skim (U.D.R.), une trentaine de jeunes députés appartenant aux trois groupes de la majorité, a été reçu à déjeuner, vendredi 3 décembre, par M. Giscard d'Estaing.
- Grève des médecins parisiens le 8 décembre. — La Confédération des syndicats médicaux français appelle les médecins parisiens à fermer leurs cabinets le 8 décembre pour protester contre les dérapages « arbitraires » de la convention entamée par les caisses, contre la taxe professionnelle, etc.
- Le numéro du « Monde » daté 3 décembre 1976 a été tiré à 593 426 exemplaires.

Le P.C.

Le P.C.

Les Bles

SEUIL

CHAUSSURE

مكتبة الامم المتحدة